

(N° 96)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 17 JANVIER 1923.

1. Projet de loi de recrutement.
2. Proposition de loi modifiant la loi sur la milice du 30 août 1913 et réduisant la durée du temps de service ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION SPÉCIALE ⁽²⁾,
PAR M. DU BUS DE WARNAFFE.

- I. — OBSERVATIONS GÉNÉRALES.
- II. — EXAMEN DES ARTICLES DU PROJET.
- III. — AMENDEMENTS PRÉSENTÉS PAR LA COMMISSION.

(1) Exposé général des motifs, n° 448 de 1921-1922.

Projet de loi, n° 10.

Proposition de loi, n° 69 de 1921-1922.

(2) La Commission spéciale présidée par M. PIRMEZ, était composée de :

- 1° Des membres de la Commission de la Défense Nationale : MM. BERLOZ, BOVESSE, BRIFAUT, BUYL, CRICK, DE BURLET, DE GÉRADON, DU BUS DE WARNAFFE, ECKELERS, ERNEST, FIEULLIEN, HOEN, HUYSHAUWER, MANSART, MARCQ, PIERCO, PIRMEZ, RICHARD, VANDE MEULEBROUCKE, VANDERVELDE et VAN HOECK.
- 2° De six membres nommés par les Sections : MM. BRUSSELMANS, DE LIEDEKERKE, SINZOT, DE KERCHOVE D'EXAERDE, CANTON DE WIART et CARLIER (pour le projet de loi, n° 10).
- 3° De six membres nommés par les Sections : MM. JANSON, DU BUS DE WARNAFFE, FISCHER, HYMANS, RUBBENS et TIBBAUT (pour la proposition de loi, n° 69 de 1921-1922).

PREMIÈRE PARTIE

I. — OBSERVATIONS GÉNÉRALES

Depuis quelques années, toutes les lois de milice étaient considérées comme n'étant que des modifications à la loi organique des 31 août-5 octobre 1913, et s'en référaient à ses dispositions.

Il en résultait un enchevêtrement de textes qui rendait les lois de milice illisibles pour les non-initiés, et qui fut cause de nombreuses erreurs dans leur application.

Le projet de loi dont nous sommes saisis met fin à cette déplorable tradition : il soumet à nos délibérations un texte complet, très clair et très méthodique, qui s'encadre logiquement dans la série des projets du Gouvernement dont l'ensemble constitue « le statut de la Défense Nationale ».

*
* * *

Dans la première partie de ce rapport, nous exposerons les grandes lignes du projet, et nous relaterons les observations d'ordre général qui ont été présentées au cours de son examen par la Commission.

Dans la seconde partie, nous ferons connaître les remarques de détail, soulevées lors de la discussion des articles, et les amendements proposés.

Le Service personnel et général.

Le projet institue le service personnel et général.

Il n'admet aucune exception hors le cas d'incapacité physique (Art. 1).

Malgré le texte absolu de cette disposition, le projet établit au chapitre des « Dispositions transitoires » une véritable exemption définitive.

L'article 88 porte en effet ce qui suit :

Est exempté :

« a) Celui dont le père ou deux frères ont été tués par l'ennemi, sont décédés
» des suites de blessures reçues à l'ennemi ou de maladies ou infirmités contractées par le fait du service pendant la campagne 1914-1918, ont été portés
» disparus au cours de la campagne, ont sacrifié leur vie pour la Patrie pendant
» l'occupation allemande ou ont été licenciés comme invalides de guerre si l'invalidité est de 70 % au moins.

» Toutefois une exemption n'est accordée que si aucun frère du milicien n'en
» a déjà bénéficié. »

Il s'agit bien là d'une exemption définitive de toutes obligations militaires, basée sur la considération que la famille a fait pour la Patrie un sacrifice qui justifie l'exonération d'un de ses membres du service militaire.

Pareille disposition ne produira ses effets que pendant un certain nombre d'années : c'est pour ce motif qu'elle figure aux Dispositions transitoires.

L'article 10 du projet accorde, dans certaines conditions, une exemption du *service actif* au premier appelé d'une famille d'au moins six enfants : cette disposition laisse le bénéficiaire soumis aux obligations éventuellement imposées aux troupes de l'armée territoriale.

Il en est de même pour certaines catégories d'ajournés visées par les litt. *b* et *c* de l'article 88.

Du terme de milice.

L'article 2 fixe la durée du « terme de milice » — c'est-à-dire de la période pendant laquelle le milicien reste soumis aux obligations du service — à 25 années, se répartissant comme suit :

Quinze années dans l'armée active et sa réserve ;
Dix années dans l'armée territoriale.

Aucune objection n'a été faite quant à la durée du terme de milice ainsi fixée, mais un membre a fait observer que le projet de MM. Vandervelde et consorts était plus explicite et prévoyait la répartition des 25 années du terme de milice comme suit :

Six années dans l'armée active ;
Neuf années dans la réserve de l'armée active ;
Dix années dans l'armée territoriale,

et il proposa d'adopter ces dispositions.

Il fut répondu que le projet du Gouvernement déterminait en réalité la répartition des années de service, puisque l'article 2 s'en réfère à l'organisation de l'armée, telle qu'elle est prévue dans l'Exposé général des motifs des projets de loi formant le statut de la Défense Nationale (voir p. 20, V., Organisation de l'armée).

Il est dit dans cet exposé :

Que la *première armée*, ou armée active, se compose au maximum des quatre classes de milice les plus jeunes.

Que la *deuxième armée*, composée des quatre classes suivantes, devra, en temps de guerre, être utilisée conjointement avec la première armée.

Qu'une *réserve d'alimentation* instruite sera composée des deux classes suivantes.

Les cinq classes suivantes constituent les *troupes auxiliaires*.

Et les dix dernières classes sont affectées spécialement à la *mobilisation industrielle*.

Ainsi se trouvent spécifiées, aux termes de l'article 2, les affectations successives des miliciens pendant la durée du terme de milice.

Un membre objecta qu'aucune définition légale ne fixait le sens précis de ces expressions, et que l'article 2 ne faisait que s'en rapporter à un exposé général ne présentant aucun caractère législatif.

Pour mettre toutes choses au point, la Commission décide de poser au Gouvernement la question suivante :

Question.

Les lois de milice antérieures fixaient la durée du terme de milice à huit années dans l'armée active et à cinq années dans la réserve.

Le projet actuel (art. 2) prévoit quinze années de service dans l'armée active et sa réserve, mais sans indiquer la durée du service dans l'armée active et dans la réserve.

Il est vrai que l'exposé général des motifs des lois formant le statut de la Défense Nationale (voir Organisation de l'armée), prévoit une *première armée* ou armée active, et une *deuxième armée* ou armée de réserve, constituant ensemble, avec une *réserve d'alimentation*, l'armée active en cas de guerre, comprenant respectivement les quatre classes les plus jeunes, les quatre classes suivantes et les neuvième et dixième classes. A côté de ces armées, il y a des *troupes auxiliaires* comprenant les cinq classes suivant la dixième, et l'*armée territoriale* comprenant les dix classes les plus anciennes.

L'article 2 du projet s'en réfère à cette terminologie, mais il n'en existe aucune définition légale. Il en résulte que l'article 2 est imprécis.

Ne serait-il pas préférable de prévoir expressément la durée du temps de service dans l'armée active et dans la réserve ainsi que l'ont toujours fait les lois antérieures?

Réponse.

L'article 2 du projet prévoit quinze années de service dans l'armée active et sa réserve, sans indiquer la durée du service dans l'armée active et dans la réserve.

L'exposé général des motifs indique la façon dont ces quinze classes seront *en principe* utilisées dans les diverses formations (première armée, deuxième armée, réserve d'alimentation, troupes auxiliaires).

Il y a lieu en effet de remarquer qu'il n'est pas possible de fixer de façon nette et une fois pour toutes, par une loi, le nombre de classes qui seront affectées à chacune des formations détaillées plus haut (première armée, deuxième armée, réserve d'alimentation, troupes auxiliaires). L'Exposé des motifs développe le principe d'utilisation, mais les raisons données ci-après montrent que certaines modalités doivent être admises. Le texte de l'article 2 du projet de loi permet de les réaliser.

Il y a une relation étroite entre :

- a) L'effectif minimum que doit comporter une unité élémentaire sur pied de paix pour pouvoir vivre;
- b) L'effectif que cette unité doit comporter sur pied de guerre.

c) L'importance des pertes et des déchets de toute espèce au cours d'une campagne.

Si nous limitons théoriquement à une classe déterminée les effectifs devant entrer dans la composition de l'armée de campagne et de sa réserve d'alimentation, le nombre de classes composant cette dernière doit être plus grand pour l'infanterie, par exemple, parce que les pertes sont plus considérables.

En conséquence, le nombre de classes entrant dès le début, dans l'armée combattante, doit être moindre. Nous avons, d'ailleurs, tout intérêt à composer l'infanterie des classes les plus jeunes possibles.

L'artillerie doit constituer, au moment de la mobilisation, un grand nombre d'unités de réserve, il lui faut, par conséquent, un nombre de classes plus considérable en tenant compte de ce que sur le pied de paix ses unités élémentaires ne reçoivent que le nécessaire pour vivre, tant en hommes qu'en chevaux.

Certaines unités, telles que celles de cavalerie et de l'aviation doivent être toujours à un degré de mobilisation plus avancé, devant pouvoir entrer en opération presque immédiatement; il en résulte que les compléments de mobilisation qu'elles doivent recevoir sont minimes et que le nombre de classes nécessaires pour les mobiliser est réduit.

Il n'est pas possible de répartir en première et deuxième armées les troupes d'armée; celles-ci comprendront donc un nombre de classes correspondant à l'ensemble du nombre de classes entrant dans les première et deuxième armées.

* *

M. le Ministre de la Défense Nationale a commenté cette réponse devant la Commission.

Il a signalé que les explications de l'Exposé général quant à la composition de la première et deuxième armée ne pouvaient viser que le *id quod plerumque fit*. La rigidité des règles n'est pas possible en pareille matière. En effet, le nombre de classes composant la première armée sera différent suivant les armes. Pour l'infanterie trois classes pourront suffire, alors qu'il en faudra plus pour l'artillerie : cela dépend de l'étoffement des unités.

Il faut dès lors, pour permettre l'application de la loi, que son texte ait une certaine élasticité.

Cela est d'autant plus nécessaire qu'il faut prévoir une diminution dans l'effectif des classes : c'est ainsi qu'à raison de la régression de la natalité pendant l'occupation, le contingent mobilisable vers 1935 tombera à 35,000 hommes, alors qu'il est actuellement de 60,000 hommes en moyenne : on en conçoit les conséquences, auxquelles on ne saurait parer si la loi n'avait pas une suffisante souplesse.

Cette souplesse est indispensable pour permettre de parer aux conséquences de ces contingences, et de gérer toutes choses suivant les besoins, les armes, les services et le rendement variable du recrutement.

En tous cas, il est certain que le service en première et deuxième armée ne sera imposé normalement qu'aux dix premières classes.

Des groupements régionaux.

Le Gouvernement dans son projet (art. 6) divise le territoire en groupements correspondant à une division d'infanterie, et comprenant un mélange des éléments au point de vue linguistique et professionnel.

Certains membres de la Commission ont critiqué ce système : il présente, d'après eux, un grave inconvénient. La guerre a prouvé, ont-ils dit, que, malgré les efforts des officiers pour connaître les deux langues nationales, il n'y avait pas de contact étroit entre les officiers et les soldats : c'est là un grand péril, en même temps que l'origine d'un des griefs les plus justifiés des populations flamandes.

Pour l'écartier, il y a deux systèmes possibles :

L'un consiste à créer des régiments flamands et des régiments wallons, ainsi que le préconise le projet de MM. Vandervelde et consorts ;

L'autre pare au danger dénoncé en obligeant tous les officiers à connaître les deux langues en usage en Belgique.

Ce dernier système est celui du Gouvernement.

Or, ce système crée une contrainte pour l'officier.

Certes on n'en peut contester la légitimité quand il s'agit de fonctionnaires, et les officiers sont incontestablement des fonctionnaires, qui choisissent librement leur carrière, et qui partant doivent réaliser les conditions légales pour en accomplir les obligations.

Les fonctionnaires sont faits pour l'administration, et l'administration n'est point faite pour les fonctionnaires.

Mais il n'en est pas de même pour les *officiers de réserve*. En ce qui concerne ceux-ci, ou bien il faudra admettre qu'il en sera qui ignoreront le flamand, — et on sait le péril qui en peut découler — ou bien on devra leur imposer l'obligation de l'apprendre, et ce sera une contrainte nouvelle ajoutée à celle, déjà très lourde, qui leur impose le service comme officiers.

A ces objections il fut répondu que l'obligation pour les officiers de connaître les deux langues était une nécessité absolue, d'ordre supérieur, qui justifiait partant la contrainte qui en doit résulter. Elle est très bien acceptée par les élèves de l'École militaire.

Quant aux officiers de réserve, ils remplissent, il est vrai, une mission qui leur est légalement imposée pour des motifs dont personne n'a songé à contester la valeur. Ils reçoivent, à cette fin, une instruction spéciale et intensive. Rien n'empêche que le programme de leur formation comporte l'étude suffisante de la langue flamande,

Ce qui importe avant tout c'est la bonne organisation de l'armée : elle dépend pour une part du respect des intérêts linguistiques des miliciens, sans que cela implique qu'il faille deux armées. Il suffit que la connaissance de nos langues nationales soit imposée aux chefs.

Au surplus, le soldat, au cours de son instruction et de sa vie quotidienne, est surtout en rapport avec les sous-officiers. C'est ainsi qu'actuellement l'instruction se fait en flamand pour les miliciens des Flandres.

Si, outre cela, les officiers connaissent suffisamment nos langues nationales, ainsi que le prescrivent d'ailleurs les lois actuellement en vigueur, aucun sujet de plainte ne pourra subsister.

Il n'y a donc aucune impossibilité à ce que les griefs formulés pendant la guerre, déjà sensiblement atténués depuis l'armistice, viennent à disparaître complètement.

La Commission de l'armée, au cours de ses visites, a porté son attention sur cette question, et elle n'a recueilli aucune plainte sérieuse.

Le régime préconisé par MM. Vandervelde et consorts est radical : il crée des régiments wallons et flamands.

Il constitue par le fait un danger au point de vue de l'unité nationale.

Il supprime entre les Flamands et les Wallons un contact salulaire, et qui n'a jamais donné lieu entre soldats à des difficultés.

Il supprime pour les officiers flamands la nécessité de connaître le français, et pour les officiers wallons la nécessité de connaître le flamand, et il rend ainsi chronique le danger qui a existé pendant la guerre, et que tout le monde cherche à écarter pour l'avenir.

En cas de guerre il répartit inéquitablement les risques.

* .

M. le Ministre de la Défense Nationale, entendu par la Commission, a défendu le régime du projet.

Il a exposé que le régionalisme, tel qu'il y est conçu, présente des avantages moraux et techniques : il permet de grouper dans chaque division des éléments divers au point de vue linguistique et au point de vue professionnel. Il assure l'unité de l'armée.

Le découpage simplement géographique présenterait l'inconvénient de ne pas assurer à chaque division semblables éléments.

Certains semblent désirer que la loi définisse les zones de groupement. Cela n'est pas possible. Dans la pensée du Gouvernement, il y aura désormais *neuf* divisions au lieu des *six* divisions actuelles, mais on ne saurait déterminer définitivement leur aire de recrutement par le motif que, dans l'état actuel des événements, deux divisions sont nécessaires pour assurer les services incombant à la Belgique dans les territoires occupés. Par souci d'équité et d'égalité ces deux divisions doivent se recruter dans l'ensemble du pays.

Par le fait, une organisation définitive ne sera possible que plus tard.

Elle n'est d'ailleurs pas souhaitable, car, elle empêcherait des améliorations dont la pratique pourrait révéler l'opportunité, et qui seront toujours réalisables d'après le régime du projet.

De la réserve de recrutement.

Le projet institue une réserve de recrutement dans laquelle sont inscrits :

a) Tous les Belges, dès qu'ils ont atteint l'âge de 17 ans et jusqu'au moment de leur passage dans l'armée, de leur exemption ou de leur radiation.

Cette mesure a pour but de permettre, en cas de nécessité, l'appel *anticipé* des iniliciens. Elle est suffisamment justifiée par la triste expérience de 1914.

b) Les étrangers qui ont acquis la nationalité belge avant d'avoir atteint l'âge de 44 ans.

Si ces étrangers ont atteint l'âge de 30 ans au moment de leur changement de nationalité, ou s'ils ont rempli leurs obligations de service dans leur pays d'origine, ils sont maintenus dans la réserve de recrutement, sans obligation de *service actif*, jusqu'à l'âge de 35 ans. A partir de cet âge, ils sont versés dans l'armée territoriale.

En d'autres termes, les étrangers, qui deviennent Belges, sont assimilés aux Belges au point de vue des obligations militaires.

. . .

La réserve de recrutement ne peut être appelée au service qu'en cas de mobilisation.

Du recensement et de l'inscription.

Sous le régime des lois antérieures à l'instauration du service général, le contingent annuel était fixé numériquement, et le surplus des appelés non incorporés était exonéré de service militaire.

On conçoit, dans ces conditions, que l'inscription avait pour les intéressés une importance considérable, et qu'il fallait se montrer soucieux de l'impartialité des juridictions auxquelles était dévolue la mission de décider des exemptions.

Sous le régime actuel, le recensement n'est plus en réalité que l'opération préalable au recrutement général : il se justifie dès lors qu'on laisse à un arrêté royal le soin d'organiser le détail de formalités d'intérêt purement administratif; c'est ce que fait le projet.

La loi donne aux communes la mission de procéder du 1^{er} au 31 mars de chaque année, au recensement des Belges qui doivent être inscrits dans la réserve de recrutement à partir de l'année suivante.

Les intéressés sont avisés de leur inscription avant le 15 avril. Ceux qui, pour un motif quelconque, ont été recensés à tort, et ceux qui ont été omis, doivent adresser réclamation au bourgmestre qui statue et notifie sa décision avant le 15 mai, date à laquelle le recensement est clôturé.

Ce délai passé, les erreurs d'inscription et les omissions ne peuvent être rectifiées que par le Ministre de l'Intérieur agissant d'office ou sur recours des intéressés.

Le fait que les autorités locales sont chargées du soin d'opérer le recensement n'exonère pas les intéressés du devoir de veiller eux-mêmes à ce que leur inscription soit faite, au plus tard le 31 décembre de l'année où ils ont 19 ans.

C'est pour eux une obligation que la loi sanctionne : ceux qui omettent de la remplir sont déclarés *réfractaires*, passibles d'une aggravation de leur service militaire (art. 79, litt. D).

Du devancement d'appel.

Bien que l'âge de milice soit de 19 ans accomplis, les inscrits dans la réserve de recrutement, âgés de 18 ans, ont le droit de devancer l'appel.

Sous le régime des lois antérieures, cette faculté était soumise à certaines conditions.

Elle est, aux termes du projet, de règle générale, sous la seule réserve, quand l'intéressé rentre dans la catégorie des miliciens qui peuvent être désignés pour l'école des sous-lieutenants de réserve, qu'il satisfasse aux conditions d'admission dans cette école.

Le but de cette restriction est évident : il ne faut pas permettre que la faculté de devancement fournisse un moyen d'échapper aux obligations plus strictes imposées aux jeunes gens instruits.

Des sursis.

Le projet de loi supprime les exemptions définitives adoptées par les lois antérieures.

Mais il établit un régime de sursis facultatif, dont l'effet correspond à celui des ajournements dans la loi de 1913.

Des diverses espèces de sursis.

I. — Nous avons parlé plus haut du *sursis de durée illimitée* accordé au premier appelé d'une famille comptant au moins six enfants : c'est là, en réalité, moins un sursis, qu'une exemption définitive de service *dans l'armée active*.

II. — Les sursis proprement dits, ou simples ajournements, sont de deux espèces :

- a) Les sursis ordinaires ;
- b) Les sursis exceptionnels.

a) DES SURSIS ORDINAIRES.

L'article II permet à tout milicien de réclamer un sursis d'appel renouvelable, tant que de par son âge il appartient à une des cinq dernières levées.

Ce sursis est de droit : il n'est subordonné à aucune condition.

Ce régime est une innovation dont il est inutile de souligner les avantages pour les intéressés et qui coupe court aux complications qui résultaient de la subordination des ajournements à certaines conditions.

Mais la Commission, tout en approuvant le principe, estime qu'il pourrait être dangereux de laisser pareille faculté s'exercer pendant cinq ans. Il n'est pas souhaitable que le service militaire soit trop retardé, tant au point de vue de l'armée que des intérêts particuliers des miliciens : ceux qui épuiserait sans réflexion le droit qui leur est accordé pourraient regretter d'avoir retardé jusqu'à l'âge de 25 ans leur incorporation.

Les intérêts très respectables que le projet a voulu sauvegarder le seront suffisamment par un sursis accordé sans condition, au seul gré du milicien, pendant *trois années* successives.

Mais il peut en être autrement lorsque le sursis se trouve justifié par des intérêts qu'il importe de respecter :

Tel le sursis accordé au soutien de famille;

Au père veuf avec un ou plusieurs enfants;

A celui qui justifie d'un intérêt d'enseignement, d'études ou d'apprentissage;

A celui qui est au service de l'État dans la Colonie;

A celui qui est indispensable aux besoins d'une exploitation agricole, industrielle ou commerciale à laquelle il se livre pour son compte ou pour celui de ses parents;

A celui qui, résidant dans la Colonie ou à l'étranger, éprouverait un préjudice grave à être enlevé à ses travaux.

Pour ces diverses catégories la Commission a jugé qu'il était utile d'accorder, outre le sursis ordinaire de trois ans ouvert à tous, un sursis supplémentaire de sept années pour les soutiens de famille, de deux ans pour les pères veufs avec un ou plusieurs enfants, — et dans les autres cas, — et de leur conserver la priorité prévue par le projet quand le nombre de demandes de sursis ordinaires dépasse 12 % du nombre des inscrits.

b) DES SURSIS EXCEPTIONNELS.

Les sursis exceptionnels sont les sursis accordés, au-delà du sursis ordinaire de trois ans, aux catégories que nous venons de citer.

Procédure des demandes de sursis.

Les demandes de sursis doivent être adressées au Bourgmestre dans les formes et délais que déterminera un arrêté royal.

C'est le conseil de milice qui statue sur ces demandes.

Le Conseil de milice doit accueillir les demandes de sursis ordinaire sans devoir ni pouvoir en apprécier les motifs : son intervention se borne à un entérinement.

Il n'en est autrement que si le nombre des demandes dépasse 12 % du nombre

des inscrits. Dans ce cas, les conseils de milice devront accorder les sursis en observant le droit de priorité réglé par l'article II, alinéas 3 et suivants.

Tous ceux qui rentrent dans les catégories ainsi déterminées auront droit au sursis, même si le nombre de ces demandes dépassent 12 % de la liste des inscrits. Ces sursis sont de droit.

Seules seront écartées les demandes basées uniquement sur les convenances purement personnelles des intéressés.

C'est là un motif qui devra déterminer ceux qui ont le droit d'invoquer une priorité à prendre soin de l'indiquer dans leur demande adressée au Bourgmestre.

Les sursis ordinaires se divisent donc en deux catégories :

a) Les sursis non motivés, dépendant de la libre volonté de l'inscrit, et dont il ne peut être tenu compte quand le nombre des demandes dépasse 12 % du total des inscrits;

b) Les sursis basés sur les motifs prévus aux alinéas 4 et suivants de l'article 11, et qui doivent être octroyés quel que soit le nombre des inscrits.

Mais il peut se présenter ici une difficulté d'ordre pratique.

Il pourrait se faire, par exemple, que le total des demandes de sursis s'élève à 20 % du nombre des inscrits, et que 7 % seulement des demandes se trouvent rangées dans les catégories pour lesquelles le sursis est de droit.

Il resterait dans ce cas 13 % de demandes, alors que 5 % seulement pourront être accueillies.

Comment procédera-t-on en l'occurrence?

Ces demandes émanant du pays entier devront être soumises à une juridiction unique.

Quelle sera cette juridiction?

La Commission a soumis ce problème au Gouvernement qui a répondu comme suit :

« Si, dans tous les groupements de recrutement, le total des demandes de sursis ne dépasse pas 12 %, tous les sursis sollicités sont accordés.

» Si, au contraire, dans un ou plusieurs groupements de recrutement, le total des demandes de sursis dépasse 12 %, les conseils de milice examinent toutes les demandes et n'accordent le sursis qu'aux seuls miliciens dont le cas rentre dans une des 8 catégories précisées au b de l'article 11. Les autres demandes sont rejetées.

» Dans ces conditions, dans l'exemple donné par la Commission, 7 % de miliciens obtiendraient le sursis, les autres demandes étant rejetées. »

Des sursis pour cause de pourvoyance.

La loi de 1913 (art. 16, litt. K), réservait au soutien de famille une exemption temporaire d'un an, renouvelable deux fois consécutivement. Après trois revisions annuelles, l'ajourné devait accomplir son terme de service actif.

La loi du 1^{er} mars 1919 (levée spéciale de 1919) supprima cet ajournement, en réservant aux miliciens mariés une réduction de service à quatre mois.

Cette mesure apparut, en pratique, nuisible aux intérêts de l'armée, ce qui détermina le Gouvernement à proposer pour les levées de 1920, 1921, 1922 de rétablir le régime des ajournements, renouvelables deux fois, pour les soutiens de famille, comme sous la loi de 1913.

Le projet de loi maintient ce régime, mais en étendant à dix années la faculté de renouvellement de sursis.

Certains membres de la Commission ont critiqué cette disposition qui peut être préjudiciable au milicien, en l'exposant à devoir accomplir son service militaire avec un retard considérable de nature à le rendre plus pénible et plus onéreux.

Les uns ont préconisé la suppression radicale de ce sursis avec octroi à la famille du milicien d'une indemnité correspondante à son salaire.

Il fut objecté que pareille mesure entraînerait pour notre Budget des charges trop lourdes, et qu'elle pourrait donner lieu aux plus graves abus.

D'autres firent valoir que le régime du projet, en principe très favorable aux familles nécessiteuses, exposait éventuellement le milicien à accomplir son service actif avec un retard de 1 à 10 ans, au risque des plus graves préjudices. Pour parer à ce danger, ils voudraient [qu'après un certain nombre d'années, à déterminer, le sursitaire soit exempté du service actif et inscrit dans la réserve de recrutement.

Au cours de la discussion générale, on s'est borné à ces observations, qui seront vraisemblablement reprises lors de la discussion, en séance publique, de l'article 12.

DES JURIDICTIONS DE MILICE.

TABLEAU COMPARATIF DES JURIDICTIONS DE MILICE.

Sous le régime de la loi de 1913

D'après le projet de loi

A. — EN PREMIÈRE INSTANCE :

I. — Le Conseil de milice. (Un Conseil de milice par arrondissement administratif.) <i>Composition :</i> Un juge au tribunal de première instance, président; Un juge de paix; Un contrôleur des contributions. <i>Compétence :</i> Les Conseils de milice avaient pour mission principale de statuer sur les réclamations contre l'inscription, et de se prononcer sur les demandes d'exemption pour cause morale ou de dispense. II. — Le Conseil d'aptitude. (Un Conseil d'aptitude par arrondissement administratif.) <i>Composition :</i> Un juge au tribunal de première instance, président; Deux capitaines de l'armée, assistés, à titre consultatif, d'un médecin militaire et d'un médecin civil. <i>Compétence :</i> Apprécier l'aptitude physique des inscrits.	I. — Le conseil de milice. <i>Composition :</i> Un président choisi parmi les magistrats effectifs, suppléants ou honoraires d'un tribunal de première instance; Un directeur, inspecteur ou contrôleur des contributions; Un officier de l'armée. <i>Compétence :</i> Statuer sur les demandes de sursis. Le projet laisse à un arrêté royal le soin de déterminer le nombre, le siège et le ressort des conseils de milice. II. — Le bureau de recrutement. <i>Compétence :</i> Apprécier l'aptitude physique des inscrits. Le projet laisse à un arrêté royal le soin de déterminer la composition, le nombre, le siège et le ressort des bureaux de recrutement.
--	--

Sous le régime de la loi de 1913

D'après le projet de loi.

B. — EN DEGRÉ D'APPEL.

I. — Les cours d'appel, connaissant des appels dirigés contre les décisions des conseils de milice.	I. — Un conseil de milice supérieur, connaissant des appels dirigés contre les décisions des conseils de milice, siégeant à Bruxelles,
	<i>composé de :</i> Un conseiller à la Cour d'appel, président; Un officier supérieur de l'armée; Un fonctionnaire de l'Administration centrale du Ministère de l'Intérieur, rapporteur.
II. — Les conseils de revision, connaissant des appels dirigés contre les décisions des conseils d'aptitude.	II. — Un conseil de revision par province, connaissant des appels dirigés contre les décisions des bureaux de recrutement,
<i>Composition :</i> Le gouverneur de la province. Deux officiers supérieurs de l'armée assistés, à titre consultatif, d'un médecin militaire et d'un médecin civil.	<i>composé de :</i> Un président choisi parmi les membres effectifs, suppléants ou honoraires du tribunal de première instance; Un médecin militaire; Un médecin civil.

C. — EN CASSATION.

Les décisions rendues par les juridictions d'appel et celles rendues en dernier ressort par les juridictions de première instance peuvent, d'après le projet, comme sous la loi de 1913, être déférées à la Cour de cassation.

En résumé :

Nous avons, sous le régime de la loi de 1913 :

34 conseils de milice;
3 cours d'appel;
34 conseils d'aptitude;
9 conseils de revision.
La cour de cassation,
soit 81 juridictions.

Nous aurons, d'après le projet :

3 à 9 conseils de milice (suivant ce que décidera l'arrêté royal organique);
Un conseil de milice supérieur;
23 bureaux de recrutement, remplissant pour partie les fonctions des anciens conseils d'aptitude;
9 conseils de revision;
La cour de cassation,
soit 39 ou 45 juridictions.

* * *

Sous les régimes antérieurs, la composition des juridictions de milice avaient donné lieu à de très vives discussions, et cela se conçoit, car elles avaient à connaître de questions souvent délicates et importantes pour les intéressés.

L'instauration du service personnel et général, entraînant comme corollaire la suppression des exemptions et des ajournements conditionnés, réduisent désormais la mission des conseils de milice à des fonctions presque exclusivement administratives.

Les demandes de sursis qui leur sont soumises ne peuvent guère donner lieu à contestation : pour les sursis ordinaires notamment leur rôle se borne, nous l'avons dit, à un entérinement.

Ainsi que nous l'avons exposé, le projet ne porte pas le statut organique des bureaux de recrutement, ni l'organisation des conseils de milice.

La Commission a posé à ce sujet au Gouvernement les questions suivantes :

1^{re} Question.

La composition des bureaux de recrutement, leur nombre, leur siège et leur ressort seront, d'après le projet, déterminés par arrêté royal.

Quels sont les motifs qui empêchent que le statut organique de ces juridictions soit établi par la loi, ainsi qu'il en est pour la juridiction d'appel correspondante, le Conseil de Revision?

En tous cas la Commission désirerait connaître les grandes lignes de l'arrêté royal visé par le projet.

Réponse.

Les bureaux de recrutement constituent une innovation; il paraît avantageux de ne pas rendre impossibles, par un texte légal rigide, les modifications qu'à l'expérience, on jugerait indispensable d'apporter à leur organisation, à leur compétence et à leur ressort. Il est à noter, en effet, que ces bureaux n'auront

pas seulement à s'occuper de questions de milice et de recrutement mais aussi de questions purement militaires telle la mobilisation.

Actuellement, on prévoit la création de vingt-cinq de ces bureaux répartis de manière à leur donner juridiction sur trois mille nouveaux inscrits en moyenne, par an. Le personnel de chaque bureau comprendra très probablement : un officier supérieur, commandant le bureau, un capitaine adjoint, un officier secrétaire d'État-Major, deux sous-officiers secrétaires et un planton.

2° Question.

Aux termes du projet de loi, le nombre, le siège et le ressort des conseils de milice seront déterminés par arrêté royal.

Quels sont les motifs qui empêchent que ces points soient fixés par la loi?

La Commission désirerait connaître tout au moins les intentions du Gouvernement en ce qui concerne l'arrêté royal à intervenir?

Réponse.

D'après l'économie du projet de loi les conseils de milice n'auront à se prononcer sur les demandes de sursis que si le nombre de ces demandes dépasse 12 pour cent du chiffre des inscrits

D'autre part, le projet maintient dans ses dispositions transitoires des motifs d'exemption qui disparaîtront avec le temps.

Dans ces conditions, le Département de l'Intérieur et de l'Hygiène a estimé rationnel de laisser au pouvoir exécutif le soin de constituer des conseils de milice en nombre strictement nécessaire pour assurer la bonne marche des opérations dans un temps déterminé.

Il convient d'observer à cet égard, que l'uniformité dans la jurisprudence sera fonction du nombre de juridictions et que, de plus, il importe de distraire de leurs fonctions normales le plus petit nombre possible de magistrats et de fonctionnaires appelés à former les conseils de milice.

Le département de l'Intérieur et de l'Hygiène compte constituer un conseil de milice par province, sauf à en réduire ultérieurement le nombre à trois (au siège de chacune de nos cours d'appel) si le nombre de causes à examiner justifie cette réduction.

De la Durée du Service actif et des Rappels.

Aucun débat ne s'est produit au sein de la Commission sur cette question capitale. Tout d'ailleurs a été dit sur les thèses en présence.

Monsieur le Ministre de la Défense Nationale a longuement justifié devant la Commission les dispositions du projet concernant la durée du service actif et les rappels, mis en rapport avec l'organisation nouvelle de l'armée.

Nous ne reproduisons pas ici les explications qu'il a fournies, par le motif qu'elles figurent en substance dans l'Exposé général des projets de loi formant le Statut de la Défense nationale et qu'elles seront exposées, avec plus de détails encore, en séance publique, au seuil de la discussion.

DEUXIÈME PARTIE

DISCUSSION DES ARTICLES.

AMENDEMENTS.

Intitulé du projet de loi.

Le projet porte comme intitulé : « projet de loi de recrutement. »

Les lois antérieures sur la matière étaient qualifiées « lois de milice. »

La Commission propose d'intituler la loi : « loi de milice et de recrutement. »

Ce titre est plus conforme à la réalité des choses : il vise les attributions que la loi confère à l'administration de la Défense Nationale et à l'administration de l'Intérieur.

ARTICLE PREMIER.

Nous avons dit, au cours des Observations Générales que, bien que l'article 1^{er} proclame le principe du service général hors le cas d'inaptitude physique, le projet renfermait cependant, à l'article 88 litt. A une exemption définitive du service militaire.

Il y a lieu dès lors d'indiquer cette exception en rédigeant l'article 1^{er}, litt. B comme suit :

« B) Hors le cas d'inaptitude physique, le service militaire ne comporte » aucune exception, sauf celle établie par l'article 88, litt. A de la présente loi. »

Un membre de la Commission a fait remarquer que le projet de MM. Vandervelde et consorts, en son article 1^{er}, était plus explicite que celui du Gouvernement. Il prévoit en effet la mobilisation des miliciens à l'armée ou *dans les industries* : pareille disposition est conforme aux intentions du Gouvernement qui, dans son Exposé général, prévoit la mobilisation industrielle.

Il a été répondu à cette observation que l'article 1^{er} du projet ne fait qu'énoncer le principe du service militaire général, sans déterminer les règles de la répartition des miliciens dans les différents services, qui doivent faire l'objet de dispositions spéciales.

ART. 2.

Le litt. C de l'article 2 porte que « les troupes de l'armée territoriale peuvent, *en cas de nécessité*, être versées dans l'armée de campagne. »

Les lois antérieures disaient : « En cas de guerre ou lorsque le territoire est menacé. »

La Commission a rétabli ce texte qui est plus précis.

ART. 4.

Aux termes de cet article, les inscrits au cours des opérations de recrutement d'une année seront appelés à former la classe de l'année suivante.

Il en sera cependant autrement pour la classe de 1923, qui entrera en service actif l'année même où les opérations de recrutement qui la concernent auront été effectuées. Il importe dès lors que le texte autorise cette exception à la règle que l'article 4 formule en termes généraux.

La Commission propose de rédiger l'article 4 comme suit :

« Sont appelés à former la classe de milice de l'année en cours :

- » 1° Les inscrits dans la réserve de recrutement qui auront atteint l'âge de 19 ans au 31 décembre de l'année précédente ;
- » 2° Les inscrits dans la réserve de recrutement en vertu de l'article 3 litt. B ;
- » 3° Les inscrits qui sont admis à devancer l'appel de leur classe ;
- » 4° Les sursitaires ;
- » 5° Les ajournés reconnus aptes au service. »

ART. 6.

Nous avons signalé la discussion à laquelle ont donné lieu les propositions relatives aux groupements régionaux.

La proposition de MM. Vandervelde et consorts a été rejetée par 9 voix contre 5 et 1 abstention.

Le texte du projet du Gouvernement a été adopté par 11 voix contre 5.

ART. 7.

Cet article donne aux Commissaires d'arrondissement un pouvoir de contrôle sur toutes les communes de leur arrondissement. Cette mesure se justifie par l'importance des opérations de recrutement.

Au litt. F, la Commission propose la suppression du mot « indistinctement ».

ART. 10.

Le projet n'accorde la dispense du service actif au premier appelé d'une famille ayant au moins six enfants, qui la sollicite, que pour autant que la famille ne soit pas dans l'aisance.

C'est là une restriction qui a été critiquée au cours de la discussion. Certains membres ont soutenu qu'il y avait lieu de favoriser les familles nombreuses *comme telles*, et sans autre condition que celle d'un certain nombre d'enfants.

Par le fait même qu'une famille est nombreuse, elle a un intérêt évident, quelle que soit sa situation de fortune, à ce que l'aîné puisse rester à sa disposition.

D'autres membres ont contesté cette manière de voir, objectant qu'il n'y avait aucun motif d'accorder des faveurs aux familles nombreuses à moins qu'elles ne se justifient par des raisons de pourvoyance.

Dans cet ordre d'idées, ils ont admis qu'il fallait autoriser la dispense du

moment où le revenu n'est pas triple du revenu partiellement exonéré en vertu des articles 41 et 42 des lois coordonnées des 29 octobre 1919 et 3 août 1920.

Par 10 voix contre 7 la Commission a rejeté la condition de non-aisance.

En conséquence l'alinéa *a*) doit porter :

« *a*) Un savoir d'une durée illimitée est accordé au premier appelé d'une famille comptant au moins six enfants, qui la sollicite. »

ART. 11 et 12.

Nous avons exposé les motifs pour lesquels la Commission a cru devoir réduire de 5 à 3 ans le sursis d'appel ordinaire.

La Commission estime que le sursis accordé au père veuf avec un ou plusieurs enfants doit s'appliquer sans considération de fortune, par le motif qu'il a pour raison d'être l'intérêt moral de l'enfant.

Le sursis d'appel pour cause de pourvoyance est aux termes de l'article 11, 1^o accordé à l'indispensable soutien dans les familles dont le revenu n'est pas supérieur aux $\frac{2}{3}$ du minimum de revenu partiellement exonéré de l'impôt.

Cette limite doit être fixée, d'après la Commission, non aux $\frac{2}{3}$ du minimum de revenu, mais *au minimum* du revenu exonéré par les lois d'impôts.

En conséquence des observations qui précèdent et de celles rapportées au Chapitre I, la Commission propose de rédiger comme suit l'article 11 :

« *a*) Tout milicien peut obtenir un sursis d'appel d'un an renouvelable tant » que, de par son âge, il appartient à l'une des *trois* dernières levées. »

A l'alinéa 4 :

« 1^o A celui qui est l'indispensable soutien de ses père et mère, ou de l'un » d'eux, ou, si ceux-ci sont décédés, de ses aïeuls ou de l'un d'eux, ou d'un ou » plusieurs frères ou sœurs orphelins. »

A l'alinéa 7 :

« Que le père ou l'aïeul soit décédé, ou ait atteint l'âge de 60 ans. »

A l'alinéa 8 :

« Qu'indépendamment du salaire du milicien, le revenu global de la famille » vivant sous le même toit et formant un seul ménage ne soit pas supérieur au » minimum du revenu exonéré de l'impôt en vertu des articles 41 et 42 des lois » coordonnées des 29 octobre 1919 et 3 août 1920. »

A l'alinéa 9 :

« 2^o Au père resté veuf avec un ou plusieurs enfants. »

Et de rédiger l'article 12 comme suit :

« *a*) Le milicien qui, bien que n'appartenant plus, de par son âge, à l'une » des trois dernières levées, réunit les conditions énoncées aux 2^o, 5^o, 6^o, 7^o, 8^o » de l'article 11, peut obtenir exceptionnellement deux nouveaux sursis suc- » cessifs ;

» b) Le milicien qui, bien que n'appartenant plus, de par son âge, à l'une
» des trois premières levées, réunit les conditions énoncées au 1° de l'article 11,
» peut obtenir exceptionnellement sept nouveaux sursis successifs. »

ART. 14.

A la 4^e ligne, les mots : « 1° et 2° » doivent être remplacés par « 1° ou 2° ».

ART. 16.

Ainsi que nous l'avons exposé, il y a trois espèces de sursis :

Le sursis ordinaire subordonné au seul gré de l'intéressé ;

Le sursis ordinaire *de droit*, qui doit être accordé aux inscrits, qui le sollicitent, et qui sont dans les conditions de l'article 11, alinéa 4 et suivants, alors même que les demandes de sursis dépassent en nombre 12 % de la liste des inscrits ;

Le sursis exceptionnel accordé, au delà de la période des sursis ordinaires, aux soutiens de famille et aux pères veufs avec enfant.

On conçoit dès lors que, lorsqu'il s'agit de sursis de droit, il importe que les demandes soient motivées au moment où elles sont remises au bourgmestre : c'est une garantie pour les requérants et une facilité pour les conseils de milice.

La Commission propose que cela soit imposé, mais sans la sanction de la forclusion.

L'article 16 devrait en conséquence avoir un second alinéa portant :

« Les requêtes doivent indiquer si les intéressés se prévalent d'une des dispositions de l'article 11. »

ART. 17.

La Commission propose, pour éviter toutes fraudes, que le milicien orphelin ou abandonné ait été recueilli depuis au moins *cinq ans* à l'expiration de sa 19^e année, au lieu de trois ans comme le porte le projet.

ART. 21.

Le texte du projet porte une erreur d'impression au littéra B. L'article qui y est cité est l'article onze, 1° et 2°.

ART. 22.

L'appel doit être ouvert contre toutes les décisions des conseils de milice, et le délai d'appel doit être fixé par la loi.

En conséquence il est proposé la réduction suivante :

« Les décisions des conseils de milice sont susceptibles d'appel respectivement
» de la part de l'autorité militaire et des intéressés.

- » Le délai d'appel est d'un mois à courir de la notification de la décision.
» Il sera de quinze jours pour les opérations de recrutement de la classe
» de 1923 ».

ART. 30.

La Commission demande que le bureau de recrutement soit assisté d'un médecin militaire et d'un médecin *civil* ainsi qu'il en était sous les lois antérieures pour les conseils d'aptitude et les commissions de recrutement, et que le projet actuel le prévoit pour les conseils de revision.

L'alinéa 2 serait ainsi libellé :

- « A cette fin le bureau de recrutement est assisté d'un médecin militaire et
» d'un médecin civil, dont la désignation se fera suivant les dispositions de
» l'arrêté royal organique prévu à l'article 8, littéra A de la présente loi. »

ART. 33.

La Commission propose la rédaction suivante :

- « En cas de désaccord entre les médecins, ou si le bureau de recrutement le
» juge utile, l'intéressé est placé en observation dans un hôpital militaire, pour
» une durée de quinze jours au maximum. »

ART. 36.

Les Belges résidant à l'étranger sont évidemment soumis aux obligations militaires.

Pendant la guerre il a été pris des dispositions spéciales à leur sujet : l'arrêté-loi de milice du 6 novembre 1915 leur imposa le service, et l'arrêté-loi du 20 mai 1916 prit des mesures contre les « récalcitrants », qui n'avaient pas répondu à cet appel.

Il a semblé à la Commission que les mesures édictées par l'article 36 étaient insuffisantes.

Le litt. B permet aux miliciens résidant en pays étrangers, autres que les Iles Britanniques et les pays limitrophes de la Belgique, de ne pas comparaitre devant les bureaux de recrutement s'ils sont manifestement inaptes au service ou dans un état de santé qui ne leur permet pas de se déplacer, — et ce, sur simple transmission d'un certificat médical au commandant du bureau de recrutement par l'entremise du Gouverneur général du Congo ou du Consul belge du ressort.

Mais l'article ne dit pas dans quelles conditions ce certificat médical devra être dressé pour présenter toutes garanties de sincérité.

La Commission voudrait que ces conditions soient strictement précisées, ce qui pourrait être fait par un arrêté royal.

Elle suggère d'ajouter à l'article un alinéa final :

- « Les certificats médicaux visés aux litt. b et c ci-dessus seront établis suivant
» les prescriptions à fixer par un arrêté royal. »

ART. 43.

La Commission signale que la décision de l'expert médical doit être notifiée au bureau de recrutement compétent.

Le littéra *d* doit en conséquence être complété :

« *d*) La décision de l'expert médical est transmise au président du Conseil de » revision, qui la fait acter sur le bulletin *ad hoc* et la fait parvenir au bureau de recrutement intéressé.

ART. 51.

Plusieurs membres ont signalé la crise provoquée par la disette d'instituteurs primaires qu'ils attribuent pour une part à l'application des lois de milice.

En conséquence ils se sont demandé s'il ne devait pas être pris à leur sujet des mesures spéciales :

Soit les verser dans les services auxiliaires, ce qui réduirait quelque peu la durée de leur service;

Soit les dispenser du service, en y substituant une préparation militaire à l'École normale.

Ces observations ont été soumises à M. le Ministre de la Défense Nationale, qui y a donné la réponse suivante :

Si l'application des lois de milice a contribué à la crise dénoncée, c'est surtout à raison du fait que, par suite du régime suivi pour les classes arriérées, nos dernières lois de milice ont entraîné l'incorporation de deux classes par an, et que le service des élèves normalistes réagissait souvent sur deux années d'études.

Désormais il n'y aura plus qu'une classe incorporée par année, et, à la suggestion de M. le Ministre des Sciences et des Arts, les futurs instituteurs seront appelés au service de telle façon qu'une seule année de leurs études en puisse être affectée.

De plus, le régime de sursis donnera aux normalistes toutes les facilités désirables pour mener leurs études à leur gré.

Quant aux instituteurs en fonctions, ils pourront, eux aussi, pour ne pas compromettre l'école à laquelle ils sont attachés, user des sursis ou des congés interruptifs.

L'accomplissement du service militaire à l'École normale est une impossibilité, et à s'en contenter, on perdrait les précieux services que les instituteurs, à raison de leurs études et de leurs aptitudes, rendent à l'armée.

On a suggéré d'incorporer les instituteurs dans les troupes auxiliaires : ce ne serait pas une solution.

Au surplus, les services auxiliaires sont suffisamment pourvus.

ART. 52.

La Commission a posé au Gouvernement la question suivante :

Quel est le nombre de sous-lieutenants de réserve nécessaires d'après les besoins de l'armée?

Réponse.

Pour mettre au point, le premier jour de la mobilisation, les unités combattantes de la première et de la deuxième armée, il faut 4,800 officiers de réserve entièrement au courant de leur métier.

Étant donné : 1° la nécessité de prévoir une réserve; 2° les déchets très élevés que subissent les unités pendant les premiers jours de la campagne, et 3° les officiers de réserve dont les connaissances doivent être complétées au moment de la mobilisation, il est nécessaire de pouvoir compter, pour les unités combattantes, sur 8,300 officiers inscrits sur les contrôles des dix premières classes de milices.

Pour arriver à ce résultat, il faut nommer en moyenne annuellement 830 sous-lieutenants de réserve.

Ceux-ci ne devenant normalement lieutenants qu'après trois ans, il faut donc prévoir l'inscription de 2,500 sous-lieutenants de réserve sur les contrôles.

Certains officiers de réserve renonceront à l'avancement et resteront sous-lieutenants; ils viendront en supplément du nombre ci-dessus.

Enfin, si l'on compte l'encadrement nécessaire pour toutes les unités territoriales et de deuxième ligne (y compris les classes 16 à 25), le nombre total des officiers de réserve doit se monter à 15,000.

Art. 53.

D'accord avec M. le Ministre de la Défense Nationale, la Commission propose d'ajouter *in fine* du 2° du lit. A . « hormis les délits politiques. »

Une proposition d'ajouter « et de presse » a été rejetée par 8 voix contre 5 et 7 abstentions.

Art. 54.

La proposition de MM. Vandervelde et consorts portant la durée du service actif à 6 mois a été repoussée par 17 voix contre 6.

Le texte de l'article 54 du projet a été adopté par 14 voix contre 7 et 4 abstentions.

*
*
*

Certains membres redoutent que le service plus long imposé aux miliciens désignés pour les écoles de sous-lieutenants ne fasse obstacle à leur recrutement prévu, par l'article 52, comme régime normal.

Interpellé à ce sujet, Monsieur le Ministre de la Défense Nationale a répondu qu'il pouvait en être ainsi et que c'était pour ce motif qu'il avait fallu lui réserver la faculté d'un recrutement d'office.

Le projet prévoit pour les officiers de réserve des rappels pouvant s'élever à une durée totale de six mois, mais il n'en résulte pas qu'il en sera nécessairement ainsi. L'application de cette disposition dépendra des circonstances : elle pourra s'imposer par exemple pour les officiers de réserve désireux d'accéder à des grades supérieurs, ce qui implique nécessairement une instruction complémentaire.

Elle sera indispensable également pour le cas d'application d'armements nouveaux, et d'une façon générale, chaque fois qu'elle apparaîtra nécessaire pour que les officiers de réserve soient à la hauteur de leur mission.

Il a été convenu avec M. le Ministre de la Défense Nationale que le programme et l'organisation de l'épreuve d'aptitude physique prévue à l'article 54, litt. E, 5°, seront déterminés par arrêté royal.

Un amendement est proposé en ce sens.

La préincorporation pour cause d'inaptitude physique sera exceptionnelle dans les débuts de l'application de la loi, et on ne se montrera, à cet égard, d'une plus grande exigence qu'au fur et à mesure que les progrès de l'éducation physique auront relevé la capacité moyenne des recrues.

Un membre a proposé de supprimer cette épreuve pour la classe de 1923.

M. le Ministre, interrogé sur le régime réservé aux exclus en cas de mobilisation, a déclaré qu'il s'expliquerait sur cette question au cours des débats publics.

ART. 55.

Certains membres ont exprimé le désir de voir des dispositions, analogues à celles justifiées par les besoins des cultes, adoptées pour assurer la permanence de l'enseignement primaire.

M. le Ministre de la Défense Nationale a adhéré à cette suggestion sous la condition que les propositions à cet égard émanassent de M. le Ministre des Sciences et des Arts.

L'article 55 doit être complété en conséquence par un litt. C :

« c) En cas de mobilisation, le Ministre de la Défense Nationale ordonne le »
» maintien en fonctions des miliciens exerçant les fonctions d'instituteurs, à »
» condition qu'ils appartiennent à l'armée territoriale et qu'ils soient signalés »
» par le Ministre des Sciences et des Arts comme indispensables au service d'une »
» école primaire dans l'intérieur du royaume. »

ART. 56.

Afin d'éviter tout arbitraire dans l'application des dispositions prévues aux littéra b) et c) de cet article, la Commission propose qu'il soit dit « que ces mesures seront portées à la connaissance du Ministre de la Défense Nationale à qui il appartiendra d'en autoriser l'application ».

L'article ainsi rédigé a été adopté par 47 voix contre 6.

ART. 74.

La Commission suggère de supprimer au littéra b) la disposition visant la délivrance de passe-port.

ART. 87.

La loi de 1913 portait la disposition suivante :

« Art. 3. — En cas de guerre ou lorsque le territoire est menacé, le Roi peut

- » rappeler à l'activité tel nombre de classes congédiées qu'il juge utile, en
- » commençant par la classe la plus récemment congédiée. Il peut aussi surseoir
- » au congédiement des miliciens et des volontaires des différentes catégories.
- » Ces mesures sont immédiatement portées à la connaissance des Chambres. »

Il a paru à la Commission qu'il y avait intérêt à faire figurer dans la loi une disposition analogue, adaptée à l'organisation nouvelle.

En conséquence elle a posé au Gouvernement la question ci-après :

Le Gouvernement ne juge-t-il pas opportun de reproduire la disposition de l'article 3 de la loi de 1913, en l'adaptant aux conditions actuelles ?

Réponse.

En attendant que la loi, dont le projet est actuellement soumis aux délibérations des Chambres, produise son plein rendement, il convient, en effet, d'introduire dans la loi la disposition suivante :

- » Remplacer le texte de l'article 87 du projet par le nouveau texte ci-après :
- » Les obligations militaires définies à l'article 2 sont imposées à partir de la classe 1915.
- » En outre, en cas de guerre ou lorsque le territoire est menacé et jusqu'au
- » moment où toutes les classes mobilisables seront issues du régime institué par
- » la présente loi, le Roi peut rappeler à l'activité tel nombre ou telles parties
- » des classes congédiées qu'il juge utile, en commençant par la classe la plus
- » récemment congédiée. Cette mesure est immédiatement portée à la connaissance des Chambres.
- » Les dispositions de la présente loi concernant les rappels en temps de paix
- » sont applicables aux classes de milice du contingent spécial de 1919 à partir
- » de la classe de 1916, et aux classes postérieures.
- » Les dispositions relatives à la durée du service actif prévue pour les classes
- » antérieures restent maintenues, sauf en ce qui concerne les rappels.

Art. 88.

Le dernier alinéa de cet article doit être supprimé : c'est un lapsus évident.

Le lit. d) doit être libellé comme suit :

- » d) Le milicien de la levée spéciale de 1919 qui a été ajourné trois fois pour
- » cause physique. »

L'ensemble du projet de loi a été voté par 14 voix contre 7 et 3 abstentions.

TROISIEME PARTIE

Amendements proposés par la Commission.

TITRE DE LA LOI.

Lire : Projet de loi *de milice et de recrutement.*

ARTICLE PREMIER.

Rédiger le litt. B comme suit :

Hors le cas d'incapacité physique, le service ne comporte aucune exemption autre que celle prévue par l'article 88, litt. A de la présente loi.

ART. 2.

Rédiger le litt. C comme suit :

En cas de guerre ou lorsque le territoire est menacé, les troupes de l'armée territoriale peuvent être versées dans l'armée de campagne.

ART. 4.

Rédiger l'article comme suit :

Sont appelés à former la classe de milice de l'année *en cours* :

1° Les inscrits dans la réserve de recrutement qui ont atteint l'âge de

Amendementen voorgesteld door de Commissie.

TITEL VAN DE WET.

Te lezen : Ontwerp *van militie- en wervingswet.*

EERSTE ARTIKEL.

Litt. B te doen luiden :

Buiten het geval van lichamelijke ongeschiktheid kan er geen andere vrijstelling verleend worden dan die voorzien bij artikel 88, litt. A, *dezer wet.*

ART. 2.

Litt. C te doen luiden :

In geval van oorlog of wanneer het grondgebied is bedreigd, kunnen de troepen der landweer bij het veldleger ingedeeld worden.

ART. 4.

Het te doen luiden :

Van de militieklasse van het *lopende* jaar maken deel uit :

1° De bij de wervingsreserve ingeschrevenen, die den leeftijd van 19 jaar

19 ans au 31 décembre de l'année précédente ;

2° Les inscrits dans la réserve de recrutement en vertu de l'article 3, litt. B ;

3° Les inscrits admis à devancer l'appel de leur classe ;

4° Les sursitaires ;

5° Les ajournés reconnus aptes au service.

ART. 7.

Au litt. F supprimer le mot « indistinctement ».

ART. 10.

Rédiger le litt. A comme suit :

a) Un sursis d'une durée illimitée est accordé au premier des appelés d'une famille comptant au moins six enfants, qui la sollicite.

Supprimer le surplus du texte du projet au litt. A.

ART. 11.

Apporter au texte du projet les modifications suivantes :

1. Alinéa 1 :

a) Tout milicien peut obtenir un sursis d'appel d'un an renouvelable tant que, de par son âge, il appartient à l'une des trois dernières levées.

2. Alinéa 4 :

Supprimer les mots « bien encore ».

op 31 December van het voorgaande jaar hebben bereikt ;

2° De ingeschrevenen bij de wervingsreserve krachtens artikel 3, litt. B ;

3° De ingeschrevenen, die vóór de oproeping van hunne klas mogen dienst nemen ;

4° De uitgestelden ;

5° De voor den dienst geschikt bevonden verdaagden.

ART. 7.

In litt. F, de woorden « zonder onderscheid » te doen wegvallen.

ART. 10.

Litt. A te doen luiden :

a) Een onbepaald uitstel wordt verleend aan den eerst opgeroepene van een gezin met ten minste zes kinderen, die zulks aanvraagt.

Het overige van den tekst van het ontwerp in litt. A te doen wegvallen.

ART. 11.

Den tekst van het ontwerp te wijzigen als volgt :

1. Lid 1 :

a) Elke militieplichtige kan een uitstel van oproeping van één jaar bekomen ; dit uitstel kan vernieuwd worden zoolang hij, wegens zijnen leeftijd, tot een der drie jongste lichtingen behoort.

2. Lid 4 :

Het woord « nog » te doen wegvallen.

3. Alinéa 7 :

Que le père ou l'aïeul soit décédé ou ait atteint l'âge de soixante ans.

Supprimer le surplus du texte du projet, qui est inutile, comme faisant double emploi avec l'article 17, 4°

4. Alinéa 8 :

Qu'indépendamment du salaire du milicien, le revenu global des membres de la famille vivant sous le même toit et formant un seul ménage, ne soit pas supérieur au *minimum du revenu exonéré* de l'impôt, en vertu des articles 41 et 42 des lois coordonnées des 29 octobre 1919 et 3 août 1920.

5. Alinéa 9 :

2° Au père resté veuf avec un ou plusieurs enfants.

ART. 12.**Rédiger l'article comme suit:**

a) Le milicien qui, bien que n'appartenant plus, de par son âge, à l'une des trois dernières levées, réunit les conditions énoncées aux 2°, 5°, 6°, 7°, 8° de l'article précédent, peut obtenir exceptionnellement *deux* nouveaux sursis successifs.

b) *Le milicien qui, bien que n'appartenant plus, de par son âge, à l'une des trois dernières levées, réunit les conditions énoncées au 1° de l'article précédent, peut obtenir sept nouveaux sursis successifs.*

ART. 14.

Remplacer les mots « 1° et 2° » par « 1° ou 2° ».

3. Lid 7 :

Moet de vader of de grootvader overleden zijn of den leeftijd van zestig jaar bereikt hebben.

Het overige van den tekst van dit lid te doen wegvallen, het is onnoodig, daar het de herhaling van artikel 17, 4°, is.

4. Lid 8 :

Mag het volle inkomen der leden van het gezin, die samenwonen en één enkel huishouden uitmaken, buiten het loon van den militieplichtige niet *het minimum-inkomen* overschrijden, dat krachtens de artikelen 41 en 42 der samengeordende wetten van 29 October 1919-3 Augustus 1920 is *vrijgesteld*.

5. Lid 9 :

2° Aan den vader weduwnaar met een of meer kinderen.

ART. 12.**Het te doen luiden :**

a) De militieplichtige, die, ofschoon hij wegens zijn leeftijd niet meer behoort tot eene der drie jongste lichtingen, voldoet aan de vereischten gesteld bij de n° 2°, 5°, 6°, 7°, 8° van het voorgaand artikel, kan bij uitzondering *twee* nieuwe achtereenvolgende uitstellen bekomen.

b) *De militieplichtige, die, ofschoon hij wegens zijn leeftijd niet meer behoort tot eene der drie jongste lichtingen, voldoet aan de vereischten gesteld bij n° 1° van het voorgaand artikel, kan zeven nieuwe achtereenvolgende uitstellen bekomen.*

ART. 14.

De woorden « 1° en 2° » te vervangen door « 1° of 2° ».

ART. 16.

Ajouter à l'article un second alinéa :

Les requêtes doivent indiquer si les intéressés se prévalent d'une des dispositions de l'article 11.

ART. 17.

A l'alinéa 2 : cinq ans au lieu de : trois ans.

ART. 21.

Au littera b) : « Article 11 » au lieu de « article 2 ».

ART. 22.

Rédiger l'article comme suit :

Les décisions des conseils de milice sont susceptibles d'appel respectivement de la part des autorités militaires et des intéressés.

Le délai d'appel est d'un mois à courir de la notification de la décision.

Il sera de quinze jours pour les opérations de recrutement de la classe de 1923.

ART. 30.

Libeller l'alinéa 2 comme suit :

A cette fin, le bureau de recrutement est assisté d'un médecin militaire et d'un médecin civil, dont la désignation se fera suivant les dispositions de l'arrêté organique prévu à l'article 8 de la présente loi.

ART. 16.

E-n tweede lid toe te voegen, luidende :

In de aanvragen moet worden vermeld of de belanghebbenden zich op een der bepalingen van artikel 11 beroepen.

ART. 17.

In lid 2 : « vijf jaar » in plaats van : « drie jaar ».

ART. 21.

In littera b) : « Artikel 11 » in plaats van : « artikel 2 ».

ART. 22.

Het te doen luiden :

Tegen de beslissingen van de militie-raden kan onderscheidenlijk door de militaire overheden en door de belanghebbenden beroep ingesteld worden.

De termijn tot het instellen van beroep bedraagt eene maand vanaf de betekening der beslissing.

Hij bedraagt vijftien dagen voor de wervingsverrichtingen der klasse 1923.

ART. 30.

Lid 2 te doen luiden :

Daartoe wordt het wervingsbureau bijgestaan door een militairen geneesheer en door een burgergeneesheer, te benoemen overeenkomstig de bepalingen van het organiek besluit voorzien bij artikel 8 dezer wet.

ART. 33.

Rédiger l'alinéa 1 comme suit :

En cas de désaccord entre les médecins, ou si le bureau de recrutement le juge utile, l'intéressé est placé en observation dans un hôpital pour une durée de quinze jours au maximum.

ART. 36.

Ajouter un alinéa final :

Les certificats médicaux visés aux litt. b) et c) seront établis dans les formes et les conditions prescrites par un arrêté royal.

ART. 43.

Après les mots « ad hoc » ajouter : et la fait parvenir au bureau recrutement compétent.

ART. 54.

Au litt. e) 3^e après les mots : « ne satisfont pas à une épreuve d'aptitude physique », ajouter : dont l'organisation et le programme sont déterminés par un arrêté royal doivent accomplir, etc..., (comme au texte du projet.)

ART. 55.

Ajouter un littera c) :

c) En cas de mobilisation, le Ministre de la Défense Nationale ordonne le maintien en fonctions des miliciens exerçant les fonctions d'instituteur à

ART. 33.

Lid 1 te doen luiden :

Zijn de geneesheeren het niet eens, of acht het wervingsbureel het nuttig, dan wordt de belanghebbende gedurende ten hoogste vijftien dagen in een hospitaal ter waarneming opgenomen.

ART. 36.

Eene slotalinea toe te voegen :

De geneeskundige getuigschriften, bij de litt. b) en c) bedoeld, worden gesteld in de vormen en op de wijzen, bij Koninklijk besluit bepaald.

ART. 43.

Na de woorden « ad hoc akte doet van nemen » toe te voegen : en doet ze aan het bevoegd wervingsbureel overmaken.

ART. 54.

In litt. e) 5^e na de woorden : « niet voldoen aan eene proef over lichamelijke geschiktheid », toe te voegen : waarvan de inrichting en het programma bij Koninklijk besluit bepaald worden, moeten, enz... (het overige zooals in den tekst van het ontwerp).

ART. 55.

Eene littera c) toe te voegen, luidende :

c) In geval van mobilisatie beveelt de Minister van Landsverdediging dat de militieplichtigen, die het ambt van onderwijzer uitoefenen, in hun ambt

condition qu'ils appartiennent à l'armée territoriale et qu'ils soient signalés par le Ministre des Sciences et des Arts comme indispensables au service d'une école primaire dans l'intérieur du royaume.

ART. 56.

Rédiger le litt. b) comme suit :

b) Les hommes qui, en raison de leur inconduite, de mauvaise volonté ou de négligence notoire, n'ont pas, à l'expiration de leur terme de service actif, terminé leur instruction militaire, peuvent, avec l'assentiment du Ministre de la Défense Nationale...

(Le surplus comme au texte du projet.)

ART. 74.

Rédiger le litt. b) comme suit :

b) Toutefois, les militaires en congé illimité peuvent obtenir une patente en exhibant leur titre de congé.

Supprimer ce qui concerne le passeport.

ART. 87.

Le remplacer par le texte suivant :

Les obligations militaires définies à l'article 2 sont imposées à partir de la classe 1915.

En outre, en cas de guerre ou lorsque le territoire est menacé et jusqu'au moment où toutes les classes mobilisables seront issues du régime institué par la présente loi, le Roi peut rappeler à l'activité tel nombre ou telles parties des classes congédiées qu'il juge utile, en

behouden worden, mits zij behooren tot de landweer en zij door den Minister van Wetenschappen en Kunsten worden aangewezen als onontbeerlijk voor den dienst eener lagere school binnen het Rijk.

ART. 56.

Litt. b) te doen luiden :

b) De manschappen die, wegens hun wangedrag, moedwil of blijkbare nalatigheid, na afloop van hunnen termijn actieven dienst, hunne militaire opleiding niet hebben voleindigd, kunnen, niet de instemming van den Minister van Landsverdediging...

(Het overige zooals in den tekst van het ontwerp).

ART. 74.

Litt. b) te doen luiden :

b) De militairen met onbepaald verlof kunnen echter een patent bekomen op vertoon van hunnen verlofbrief.

Te doen wegvallen wat het paspoort betreft.

ART. 87.

Het te vervangen door den volgende tekst :

De bij artikel 2 bepaalde militaire verplichtingen worden opgelegd te beginnen met de klasse 1915.

Bovendien kan de Koning, in geval van oorlog of wanneer het grondgebied is bedreigd en tot het oogenblik waarop al de te mobiliseeren klassen zullen opgeleverd zijn door het stelsel bij deze wet ingevoerd, tot den actieven dienst terugroepen het door hem noodig geachte getal

commençant par la classe la plus récemment congédiée. Cette mesure est immédiatement portée à la connaissance des Chambres.

Les dispositions de la présente loi concernant les rappels en temps de paix sont applicables aux classes de milice du contingent spécial de 1919 à partir de la classe de 1916, et aux classes postérieures.

Les dispositions relatives à la durée du service actif prévues pour les classes antérieures restent maintenues, sauf en ce qui concerne les rappels.

ART. 88.

Libeller le litt. d) comme suit :

d) Le milicien de la levée spéciale de 1919 qui a été ajourné trois fois pour cause physique.

Le Rapporteur,
DU BUS DE WARNATTE.

weggezonden klassen of gedeelten daarvan, te beginnen met de jongst weggezonden klassen. Deze maatregel wordt dadelijk ter kennis van de Kamers gebracht.

De bepalingen dezer wet betreffende de terugroepingen in vrede-tijd zijn van toepassing op de militieklassen van het bijzonder contingent van 1919 te beginnen met de klassen van 1916, alsmede op de latere klassen.

De bepalingen betreffende den duur vanden actieven dienst, voor de vroegere klassen voorzien, worden behouden, behalve wat betreft de terugroepingen.

ART. 88.

Litt. d) te doen luiden :

d) De militieplichtige van de bijzondere lichting 1919, die driemaal wegens lichamelijke ongeschiktheid werd verdaagd.

Le Président,
M. PIRMEZ.

(34)

Chambre des Représentants.

PROJET DE LOI DE RECRUTEMENT

TABLEAU

donnant en regard :

- 1° Dans la première colonne : le texte de la loi organique de milice de 1913;
 - 2° Dans la deuxième colonne : le projet de loi du Gouvernement sur le recrutement (*Doc. parl.*, 1922-1923, n° 10);
 - 3° Dans la troisième colonne : les amendements proposés par la Commission spéciale;
 - 4° Dans la quatrième colonne : proposition de loi de MM. Vandervelde et consorts. (*Doc. parl.*, 1921-1922, n° 69);
-

LOI SUR LA MILICE.

(Extrait du MONITEUR BELGE du 31 août 1913.)

Loi réimprimée au Moniteur du 20 janvier 1910, en exécution de l'arrêté royal du 14 du même mois, coordonnée avec la loi du 30 août 1913, conformément à l'arrêté royal du 1^{er} octobre 1913.

Les membres de phrases ou les termes qui ont été introduits dans la loi coordonnée par arrêté royal du 14 janvier 1910, pour mettre la loi sur la milice en concordance avec celle du 14 décembre 1909 sont imprimés en petites capitales.

Les numéros des articles des lois antérieures sont reproduit en petits caractères et entre paranthèses en regard de la nouvelle numérotation introduite par l'application de l'article 46, II, de la loi du 30 août 1913.

CHAPITRE PREMIER.**De la composition de l'armée.**

Art. 1^{er}. — (A) Le recrutement de l'armée a lieu par des appels annuels et par des engagements volontaires.

(B) Les appels annuels s'étendent, dans les limites fixées par la loi du contingent, à tous les inscrits de la levée qui ne tombent pas sous l'application du chapitre III.

(c) Ces appels ne sont pas inférieurs à 49 % des inscrits de la levée.

(D) Les hommes appelés doivent personnellement le service militaire.

Projet de loi du Gouvernement.

(Doc. PARLEM. 1922-23, n° 10.)

PROJET DE LOI DE RECRUTEMENT.**CHAPITRE PREMIER.****Des obligations militaires.****ARTICLE PREMIER.**

a) Tout citoyen belge doit le service militaire;

b) Hors le cas d'incapacité physique, le service militaire ne comporte aucune exemption;

c) L'armée se recrute par des appels annuels et par des engagements et des rengagements volontaires.

**Amendements proposés
par la Commission spéciale.**

Modifier le titre comme suit :

**PROJET DE LOI DE MILICE
ET DE RECRUTEMENT.**

Rédiger le litt. B comme suit :

Hors le cas d'inaptitude physique, le service ne comporte aucune exemption autre que celle prévue par l'article 88, litt. a de la présente loi.

**Proposition de loi n° 69
de 1921-1922.**

ARTICLE PREMIER.

Les articles 1 et 2 des lois de milice coordonnées sont remplacés par les dispositions suivantes :

I. Tous les citoyens doivent concourir à la défense du pays.

Pendant la durée de leur terme de milice, les citoyens valides sont mobilisés à l'armée ou dans les industries nécessaires à la guerre.

Le recrutement de l'armée a lieu par des appels annuels, des engagements, ou rengagements, volontaires.

Les appels annuels s'étendent, dans les limites fixées par la loi du contingent, à tous les inscrits de la levée qui ne tombent pas sous l'application du chapitre III de la loi du 5 août 1921.

Loi de 1913.

Art. 2. — (A) La durée du terme de milice est de huit années dans l'armée active suivie de cinq années dans la réserve.

(B) La durée du terme de milice prend cours :

1° Pour les volontaires, à partir du 15 septembre qui suit la date où ils ont dix-huit ans accomplis, ou qui suit la date de leur engagement, s'ils sont âgés de plus de dix-huit ans;

2° Pour les miliciens et les volontaires de milice, à dater du 15 septembre qui suit la date de leur incorporation,

(c) La réserve ne peut être rappelée au service actif qu'en cas de guerre ou lorsque le territoire est menacé.

(D) Les 11^e, 12^e et 13^e classes de milice ne seront mobilisées qu'en cas de nécessité absolue et seront employées pour la défense des places fortes et dans les services auxiliaires.

Projet de loi du Gouvernement.

ART. 2.

a) La durée des obligations militaires est de vingt-cinq années se répartissant comme suit :

1° Quinze ans dans l'armée active et sa réserve;

2° Dix ans dans l'armée territoriale.

b) L'armée active et sa réserve comprennent :

Une première armée constituée, en principe, par les unités actives du pied de paix;

Une deuxième armée constituée, en principe, par les formations de réserve du pied de paix; une réserve d'alimentation commune aux deux armées; des troupes auxiliaires.

c) Les troupes de l'armée territoriale peuvent, en cas de nécessité, être versées dans l'armée de campagne.

**Amendements proposés
par la Commission spéciale**

Proposition de loi n° 69 de 1921-1922.

**II. La durée du terme de milice est
fixée de la manière suivante :**

Six années dans l'armée active ;

Neuf années dans la réserve de l'armée active ;

Dix années dans l'armée territoriale.

La durée du terme de milice prend
cours :

1° Pour les volontaires, à partir du
15 septembre qui suit la date où ils ont
16 ans accomplis ou qui suit la date
de leur engagement, s'ils sont âgés de
plus de 16 ans ;

2° Pour les miliciens et les volon-
taires de milice, à dater du 15 sep-
tembre qui suit la date de leur incor-
poration.

ART. 2.

Rédiger le litt. C comme suit :

*En cas de guerre ou lorsque le terri-
toire est menacé, les troupes de l'armée
territoriale peuvent être versées dans
l'armée de campagne.*

Loi de 1912.

(E) Le passage d'une classe à la suivante et le congédiement des militaires ont lieu le 15 décembre, c'est-à-dire trois mois après l'expiration de l'année de milice.

Art. 3. — En cas de guerre ou lorsque le territoire est menacé, le Roi peut rappeler à l'activité tel nombre de classes congédiées qu'il juge utile, en commençant par la classe la plus récemment congédiée. Il peut aussi surseoir au congédiement des miliciens et des volontaires des différentes catégories.

Ces mesures sont immédiatement portées à la connaissance des Chambres.

Projet de loi du Gouvernement.

ART. 3.

a) Il est, en outre, institué une réserve de recrutement dans laquelle tout Belge est inscrit dès l'année où il atteint l'âge de 17 ans et jusqu'au moment soit de son passage dans l'armée, soit de son exemption, soit de sa radiation.

b) L'étranger qui acquiert la qualité de Belge avant d'avoir atteint l'âge de 44 ans est inscrit dans la réserve de recrutement.

Si les opérations de recrutement de la levée dont il eût dû faire partie en raison de son âge sont terminées, il est rattaché à la classe la plus proche à lever.

c) Toutefois, si, au moment de son changement de nationalité, il a atteint l'âge de 30 ans ou s'il a satisfait à des obligations de service actif dans son pays d'origine, il est maintenu dans la réserve de recrutement et versé dans l'armée territoriale le 15 décembre de l'année où il atteint l'âge de 35 ans.

Amendements proposés
par la Commission spéciale.

Proposition de loi n° 69 de 1921-1922.

Loi de 1913.

Projet de loi du Gouvernement.

d) Les dispositions qui précèdent sont appliquées sans préjudice des conventions internationales.

e) La réserve de recrutement ne peut être appelée au service actif qu'en cas de mobilisation.

ART. 4.

Sont appelés à former la classe de milice de l'année suivante :

1° Les inscrits dans la réserve de recrutement, non sursitaires qui auront atteint l'âge de 19 ans au 31 décembre;

2° Les inscrits dans la réserve de recrutement en vertu de l'article 3;

3° Les inscrits qui sont admis à devancer l'appel de leur classe;

4° Les sursitaires des levées antérieures qui n'ont pas sollicité le renouvellement de leur sursis ou qui ne réunissant plus les conditions requises, n'ont pas obtenu ce renouvellement;

5° Les ajournés des levées antérieures.

ART. 5.

a) Les miliciens désignés pour le service sont appelés au service actif aux dates fixées par le Ministre de la Défense Nationale.

b) Les obligations militaires, telles qu'elles sont définies ou litt. a) de l'article 2 prennent cours le 1^{er} juillet de l'année dont la classe porte le millésime.

Elles ne peuvent toutefois être prolongées au-delà du 15 décembre de l'année dans laquelle l'homme atteint l'âge de 50 ans révolus.

c) Le passage d'une classe dans l'armée territoriale, ainsi que le congédiement de cette classe, ont lieu le 15 décembre.

Voir litt. B de l'article 2 de la loi.

Amendements proposés
par la Commission spéciale

Proposition de loi n° 69 de 1921-1922.

ART. 4.

Rédiger l'article comme suit :

Sont appelés à former la classe de milice de l'année *en cours* :

1° Les inscrits dans la réserve de recrutement qui ont atteint l'âge de 19 ans au 31 décembre de l'année précédente ;

2° Les inscrits dans la réserve de recrutement en vertu de l'article 3, litt. B ;

3° Les inscrits admis à devancer l'appel de leur classe ;

4° Les sursitaires ;

5° Les ajournés reconnus aptes au service.

Loi de 1913.**Projet de loi du Gouvernement.****CHAPITRE II.****Des groupements régionaux.****ART. 6.**

Au point de vue du recrutement, le territoire est divisé en groupements comprenant un nombre proportionnel d'éléments flamands et wallons et d'éléments provenant des centres agricoles et industriels. Chaque groupement fournit, en principe, les miliciens nécessaires à une division d'infanterie déterminée, au sein de laquelle ils sont répartis selon les besoins du service et sans qu'il soit tenu compte de leur origine.

Les miliciens des troupes de corps d'armée sont recrutés dans les groupements des divisions composant le corps d'armée.

Les troupes n'entrant pas dans la composition des corps d'armée sont recrutées sur l'ensemble du territoire.

CHAPITRE II.**De l'inscription.**

Art. 4 ⁽⁶⁾. — (A) Tout Belge est tenu, dans l'année où il a dix-neuf ans accomplis, de se faire inscrire pour la levée de l'année suivante.

CHAPITRE III.**Du recensement.****ART. 7.**

a) Du 1^{er} au 31 mars, l'autorité locale procède au recensement des Belges qui, tombant sous l'application de l'article 3, doivent être inscrits dans la réserve de recrutement à partir de l'année suivante.

Amendements proposés
par la Commission spéciale.

Proposition de loi n° 69 de 1921-1922.

ART. 16.

Les miliciens ayant accompli leur temps de service actif sont organisés en divisions correspondant chacune à une portion déterminée du territoire qui constitue leur surface de recrutement.

Le recrutement se fait sur place, Les miliciens sont affectés aux unités correspondantes à la portion du territoire où ils ont leur résidence effective. Toutefois, pour compléter les unités des armes autres que l'infanterie, la surface de recrutement peut être plus étendue, mais sans jamais excéder les limites de la division.

Loi de 1913.

(B) Celui qui, étant tenu envers un pays quelconque à des obligations imposées par des lois de recrutement, acquerra la qualité de Belge sans les avoir remplies, devra se faire inscrire dans l'année où il obtiendra cette qualité, s'il n'a pas vingt-trois ans accomplis avant la fin de cette année.

Art. 5 ⁽⁷⁾. — (A) Les étrangers résidant en Belgique sont soumis à l'inscription :

1° S'ils sont nés en Belgique pendant que leurs parents y résidaient;

2° Si leur famille réside en Belgique depuis plus de trois ans.

(B) Les étrangers qui ne justifient d'aucune nationalité déterminée doivent se faire inscrire dans l'année où ils ont dix-neuf ans accomplis.

(C) Les étrangers qui justifient d'une nationalité déterminée ne doivent se faire inscrire que dans l'année qui suit celle où la loi de recrutement de leur pays leur impose une obligation à laquelle ils n'ont pas satisfait; ils n'y sont pas tenus si, n'étant pas nés en Belgique pendant que leurs parents y résidaient, ils appartiennent à une nation qui dispense les Belges du service militaire.

(D) Les étrangers ne sont pas tenus à l'inscription, si l'obligation n'est pas née avant l'expiration de l'année dans laquelle ils ont vingt-trois ans révolus ⁽¹⁾.

Art. 6 ⁽⁸⁾. — L'article qui précède est appliqué sans préjudice de l'exécution des conventions internationales ⁽¹⁾.

Art. 7 ⁽⁹⁾. — (A) L'inscription peut toujours être faite d'office par le bourgmestre,

⁽¹⁾ Article abrogé par la loi du 5 août 1921.

Projet de loi du Gouvernement.

**Amendements présentés
par la Commission spéciale.**

Proposition de loi n° 69 de 1921-1922.

Loi de 1913

(B) Elle a lieu pour ceux dont l'âge ne peut être constaté, à l'époque où d'après la notoriété publique, ils sont censés avoir l'âge requis.

Art. 8 (10). — Celui qui prétend ne pas avoir dû être inscrit peut réclamer devant le conseil de milice, qui statue comme en matière d'exemption. Si sa réclamation est admise, il sera ou ajourné à un an ou déclaré définitivement exempt, selon qu'il peut encore ou ne peut plus être soumis à l'inscription.

Art. 9 (11). — (A) L'inscription se fait dans la commune de la résidence réelle du père de l'inscrit; de la mère à défaut du père; du tuteur à défaut de la mère; de l'inscrit lui-même si le père, la mère et le tuteur sont décédés, interdits ou sans résidence connue en Belgique; s'il a vingt et un an accomplis ou s'il est marié.

Projet de loi du Gouvernement.

b) Chaque sujet recensé reçoit, avant le 15 avril, avis de son inscription.

c) Celui qui prétend qu'il n'aurait pas dû être recensé, soit en raison de son âge, soit en raison de sa nationalité ou pour tout autre motif ou qui, réunissant les conditions requises, n'aura pas, à la date du 15 avril, reçu avis de son inscription, est tenu d'adresser sa réclamation avant le 30 avril. Le bourgmestre statue et fait connaître sa décision au réclamant, avant le 15 mai.

Cette obligation est rappelée annuellement aux intéressés par voie d'affiche.

d) Le recensement est définitivement clôturé le 15 mai. Toutefois, le Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène peut toujours, soit d'office, soit sur réclamation, ordonner l'inscription ou la radiation de ceux qui auraient été omis ou inscrits à tort.

e) L'application des dispositions du présent chapitre, ainsi que la procédure à suivre en matière d'inscription dans la réserve de recrutement, sont réglées par arrêté royal.

f) Le commissaire d'arrondissement est investi, en matière de milice, d'un pouvoir de contrôle sur toutes les communes indistinctement de son arrondissement.

Amendements proposés
par la Commission spéciale

Proposition de loi n° 69 de 1921-1922.

ART. 7.

Au litt. F supprimer le mot « indistinctement ».

Loi de 1912.

Projet de loi du Gouvernement

(b) La résidence s'établit par un an d'habitation continue dans la même commune, et ne se perd que par une habitation continue de même durée dans une autre commune.

(c) Lorsque la résidence ne peut être constatée, l'inscription se fait dans la commune du dernier domicile.

(d) L'enfant recueilli, soit directement par une commune, soit par ses hospices ou son bureau de bienfaisance, est inscrit dans cette commune.

(e) L'enfant placé en exécution de la loi sur la protection de l'enfance ou interné dans un établissement de l'État est inscrit dans la commune où il réside en fait.

Art. 10 (12). — (A) L'inscription se fait à la réquisition du père, de la mère, du tuteur ou de l'inscrit lui-même, suivant les distinctions établies à l'article précédent.

(B) Aucun motif ne dispense de l'inscription.

(c) Est réputé réfractaire celui qui n'est pas inscrit sur la liste alphabétique avant la clôture (DE CETTE LISTE).

(d) Le gouverneur constate l'obligation de l'inscription et fait connaître au non-inscrit qu'il l'a porté au registre des réfractaires.

(e) Dans les quinze jours de cette notification, l'intéressé, son père, sa mère ou son tuteur, selon les distinctions établies à l'article 9, peuvent recourir à la cour d'appel qui, si elle accueille le recours, peut ordonner la radiation de l'intéressé ou son assimilation au milicien régulièrement inscrit.

**Amendements proposés
par la Commission spéciale.**

Proposition de loi n° 69 de 1921-1922.

Loi de 1913.

Projet de loi du Gouvernement.

(f) Si le recours n'est pas formé en temps utile ou s'il est rejeté, le réfractaire est renvoyé à l'examen physique du conseil d'aptitude. S'il est déclaré apte au service, il est incorporé pour un terme de milice avec les miliciens de la classe à laquelle il est rattaché. Il ne peut être envoyé en congé illimité qu'après quatre années de service actif, à moins que le Roi ne l'assimile aux miliciens ordinaires.

(g) Les réfractaires ne peuvent être recherchés que jusqu'à l'âge de trente-six ans accomplis.

Art. 11 (15). — (A) Il est ouvert dans chaque commune, du 1^{er} au 30 juin, un registre destiné à recevoir l'inscription de ceux qui, à la date du 1^{er} janvier suivant, se trouveront dans l'un des cas prévus par les articles 4, 5 et 7.

(B) Le dernier dimanche de mai, les habitants sont avertis, par voie d'affiche, de l'ouverture de ce registre, qui sera clos le 30 juin, à 4 heures de relevée, par le procès-verbal du bourgmestre constatant le nombre des inscrits.

(C) La liste est publiée le 3 juillet et reste affichée jusqu'au 10. L'affiche indique que les réclamations du chef d'inscriptions indues ou d'omissions doivent être adressées au bourgmestre avant le 12.

(D) Le bourgmestre statue immédiatement et il opère, en même temps, d'office, la rectification de toute erreur évidente qu'il aurait reconnue. Notification de ces décisions est faite, avant le 15 juillet, aux réclamants et à ceux dont l'inscription serait ordonnée, avec avertissement qu'ils peuvent adresser leur appel au commissaire d'arrondissement jusqu'au 22 juillet inclusivement, date à laquelle la liste alphabétique des inscrits est clôturée par ce fonctionnaire.

**Amendements proposés
par la Commission spéciale.**

Proposition de loi n° 69 de 1921-1922.

Loi de 1913.

Projet de loi du Gouvernement.

Art. 12 (14). — (A) Le bourgmestre dresse la liste alphabétique des inscrits de sa commune, il la transmet, telle qu'il l'a adoptée, le 15 juillet au plus tard, au commissaire d'arrondissement, en y joignant le registre des inscriptions clôturé le 30 juin, la déclaration de publication et d'affiche, les réclamations et les décisions qu'il a prises dans les cas prévus par l'article précédent, et la preuve qu'elles ont été notifiées à qui de droit.

(B) Il est statué sur les cas d'inscription par le commissaire d'arrondissement, par le gouverneur ou par le Ministre de l'Intérieur, selon que ces cas concernent des communes d'un même arrondissement, des communes d'arrondissements différents, dans la même province, ou des communes appartenant à des provinces différentes.

Les décisions sont sans recours, sauf le droit ouvert par l'article 8.

(C) Jusqu'à la clôture des opérations du conseil d'aptitude et du conseil de revision pour l'ensemble des inscrits de la levée, le commissaire d'arrondissement admet, s'il y a lieu, les réclamations de ceux dont l'inscription aurait été omise. Après la clôture de ces opérations, aucune inscription ne peut plus être opérée.

Art. 13 (15). — Il est dressé une liste des inscrits des trois années précédentes qui ont été ajournés.

**Amendements proposés
par la Commission spéciale.**

Proposition de loi n° 69 de 1921-1922.

Loi de 1913.
—Projet de loi du Gouvernement.
—**CHAPITRE IV.****Des bureaux de recrutement.****ART. 8.**

a) Il est créé des bureaux de recrutement comprenant un personnel qui appartient aux cadres actifs de l'armée; le nombre de ces bureaux, leur siège, leur ressort territorial et leur composition sont déterminés par arrêté royal, sur proposition du Ministre de la Défense Nationale.

b) Outre les missions spéciales qui leur incombent en exécution de la présente loi, les bureaux de recrutement sont chargés de l'exécution des instructions du Ministre de la Défense Nationale en ce qui concerne les opérations de recrutement et la mobilisation de l'armée.

CHAPITRE V.**Des devancements d'appel
et des sursis.****ART. 9.**

a) L'inscrit dans la réserve de recrutement est admis à servir comme milicien, dans l'année où il atteint sa 18^e ou sa 19^e année à condition d'être reconnu apte au service.

b) Toutefois, si l'intéressé est en cours d'études moyennes du degré supérieur, il doit, en outre, satisfaire aux conditions imposées pour l'admission dans une école de sous-lieutenant de cavalerie.

Amendements proposés
par la Commission spéciale.

Proposition de loi n° 69 de 1921-1922.

Loi de 1913.

Projet de loi du Gouvernement.

Art. 14 (23). — (A) Les exemptions et dispenses ne peuvent, sous aucun prétexte, être étendues par analogie.

(B) Les exemptions du chef de parenté ne s'appliquent qu'à la parenté légitime; les frères consanguins et utérins sont assimilés aux frères germains.

(C) Les infirmités et les maladies qui donnent droit à une exemption, soit définitive, soit temporaire, sont déterminées par un arrêté royal.

(D) Les exemptions ne sont accordées par le conseil de milice que sur la production de certificats dont il apprécie la valeur.

Art. 15 (24). — Sont exemptés définitivement :

(A) Les ministres des cultes;

(B) Ceux qui se consacrent exclusivement et de façon continue aux travaux d'une œuvre de mission à l'extérieur du pays, approuvée par les autorités attirées d'un des cultes visés à l'article 117 de la Constitution;

(C) Celui dont la taille ne dépasse pas un mètre quatre cents millimètres et celui dont les vingt-trois ans seront accomplis au jour de l'entrée en service actif de la classe à laquelle il appartient et qui n'a pas la taille de un mètre cinq cent quarante millimètres;

(D) Celui qui est atteint d'infirmités incurables qui le rendent impropre au service militaire;

**Amendements proposés
par la Commission spéciale.**

Proposition de loi n° 69 de 1921-1922.

Loi de 1913.

Projet de loi du Gouvernement.

ART. 10.

(г) Le premier appelé, déclaré apte au service, des familles comptant au moins cinq enfants en vie plus jeunes que le milicien.

a) Un sursis d'une durée illimitée est accordé au premier des appelés d'une famille comptant au moins six enfants qui la sollicite pour autant qu'indépendamment du salaire du milicien, le revenu global des membres de sa famille vivant sous le même toit et formant un seul ménage, ne soit pas supérieur au double du minimum du revenu partiellement exonéré de l'impôt.

b) Ce sursitaire passe de la réserve de recrutement dans l'armée territoriale le 15 décembre de l'année où il atteint l'âge de 35 ans.

ART. 11.

Art. 16. (27). — Sont exemptés pour une année :

a) Tout milicien peut obtenir un sursis d'appel d'un an renouvelable tant que, de par son âge, il appartient à l'une des cinq dernières levées.

b) Les demandes de sursis sont agréées sans plus de formalités, si dans chacun des groupements de recrutement visés à l'article 6 le nombre n'en dépasse pas 12 % du chiffre des inscrits rangés sous les n°s 1°, 2° et 3° de l'article 4.

Dans le cas contraire, le conseil de milice est appelé à procéder à l'attribution, de tous les sursis lesquels sont accordés aux miliciens des catégories déterminées ci-après :

(к) Celui qui est l'indispensable soutien : a) de ses père et mère ou de l'un d'eux ; b) si ces derniers sont décédés, de ses aïeuls ou de l'un d'eux ; c) d'un ou de plusieurs frères ou sœurs ;

1° A celui qui est l'indispensable soutien de ses père et mère ou de l'un d'eux ou, si ceux-ci sont décédés, de ses aïeuls ou de l'un d'eux, ou bien encore, d'un ou plusieurs frères ou sœurs orphelins ;

**Amendements proposés
par la Commission spéciale.**

Proposition de loi n° 69 de 1921-1922.

ART. 10.

Rédiger le litt. A comme suit :

a) Un sursis d'une durée illimitée est accordé au premier des appelés d'une famille comptant au moins six enfants, qui la sollicite.

Supprimer le surplus du texte du projet au litt. A.

ART. 11.

Apporter au texte du projet les modifications suivantes :

1. Alinéa 1 :

a) Tout milicien peut obtenir un sursis d'appel d'un an renouvelable tant que, de par son âge, il appartient à l'une des *trois* dernières levées.

2. Alinéa 4 :

Supprimer les mots « bien encore ».

Loi de 1913.

Projet de loi du Gouvernement.

Pour qu'un milicien soit reconnu l'indispensable soutien de sa famille, il faut :

Qu'il soit célibataire et contribue effectivement par son travail à l'entretien de sa famille;

Que le père ou l'aïeul soit décédé ou ait atteint l'âge de soixante ans ou que, par suite d'infirmité ou de maladie prolongée, il se trouve hors d'état de pourvoir à sa subsistance et à celle de sa famille;

Qu'indépendamment du salaire du milicien, le revenu global des membres de la famille vivant sous le même toit et formant un seul ménage ne soit pas supérieur aux deux tiers du minimum du revenu partiellement exonéré de l'impôt, en vertu des articles 41 et 42 des lois coordonnées des 29 octobre 1919 et 3 août 1920;

(L) Le père resté veuf avec un ou plusieurs enfants;

(M) S'il en exprime le désir, celui qui, à la date de l'entrée en service actif normal de la classe de milice à laquelle il appartient, aurait un frère au service actif comme milicien,

L'ainé des frères appelés ensemble à faire partie d'une levée, exempte son frère comme s'il était au service, lorsqu'il est définitivement désigné.

Lorsque la priorité d'âge entre des frères jumeaux ne résulte pas des actes de naissance, elle est déterminée par la priorité d'inscription aux registres de l'état-civil;

2° Au père resté veuf avec un ou plusieurs enfants pour autant que soit remplie la condition de non aisance telle qu'elle est déterminée au 1° ci-dessus;

3° A celui qui, à la date de l'entrée de sa classe au service actif, aurait un frère sous les armes comme milicien.

En cas d'appel simultané de deux frères, le plus jeune bénéficie du sursis, à moins qu'il n'y renonce au profit de l'ainé;

**Amenagements proposés
par la Commission spéciale.**

Proposition de loi n° 69 de 1921-1922.

3. Alinéa 7 :

Que le père ou l'aïeul soit décédé ou ait atteint l'âge de soixante ans.

Supprimer le surplus du texte du projet, qui est inutile, comme faisant double emploi avec l'article 17, 4°.

4. Alinéa 8 :

Qu'indépendamment du salaire du milicien, le revenu global des membres de la famille vivant sous le même toit et formant un seul ménage, ne soit pas supérieur *au minimum du revenu exonéré* de l'impôt, en vertu des articles 41 et 42 des lois coordonnées des 29 octobre 1919 et 3 août 1820.

5. Alinéa 9 :

2° Au père resté veuf avec un ou plusieurs enfants.

Loi de 1913.

Voir litt. E de l'article 15 de la loi.

(c) Ceux qui sont de façon continue au service de l'État dans la colonie;

(u) Les inscrits qui ne peuvent, sans subir un préjudice grave, interrompre leurs études ou leur apprentissage, ou abandonner momentanément l'établissement agricole, industriel ou commercial qu'ils exploitent pour leur compte ou pour celui de leurs parents. L'exemption de ce chef ne peut être prononcée en faveur de l'inscrit de la plus ancienne année porté sur la liste prévue par l'article 13;

(A) Ceux qui font partie d'une communauté religieuse fixée dans le pays;

(B) Ceux qui, après leurs études moyennes, se destinent au ministère ecclésiastique ou aux missions et sont élèves en théologie dans un établissement reconnu par la loi, s'il en existe pour leur culte.

Sont assimilés aux élèves en théologie, les étudiants en philosophie qui se vouent à l'état ecclésiastique, tant qu'ils n'ont pas accompli leur vingt-deuxième année;

(c) Ceux qui se préparent à l'enseignement primaire ou à l'enseignement moyen du degré inférieur dans les écoles normales de l'État ou dans les établissements normaux soumis à l'inspection de l'État;

Projet de loi du Gouvernement.

4° Au premier appelé d'une famille qui compte au moins cinq enfants encore en vie;

5° A celui qui justifie d'un intérêt d'enseignement, d'études ou d'apprentissage;

6° A celui qui est au service de l'État dans la Colonie;

7° A celui qui est indispensable aux besoins d'une exploitation agricole, industrielle ou commerciale à laquelle il se livre pour son compte ou pour le compte de ses parents;

8° A celui qui, résidant dans la Colonie ou à l'étranger, éprouverait un préjudice grave à être enlevé à ses travaux.

(Voir art. 51 du projet.)

**Amendements proposés
par la Commission spéciale.**

Proposition de loi n° 69 de 1921-1922.

Loi de 1913.

Projet de loi du Gouvernement.

(v) Les jeunes gens munis d'un diplôme de capacité pour l'enseignement primaire ou pour l'enseignement moyen du degré inférieur. A partir de la délivrance de ce diplôme, un délai de deux ans leur est accordé pour être attachés comme instituteurs à une école publique ou à une école libre qui réunit les conditions d'adoption spécifiées à l'article 19 de la loi du 15 septembre 1895.

Les exemptés des quatre catégories qui précèdent, sont tenus de suivre pendant trois mois un enseignement d'infirmier-ambulancier au cours de l'année qui suit celle de leur inscription, ou de justifier par un examen qu'ils possèdent les connaissances nécessaires pour remplir ces fonctions.

En cas de mobilisation, ils sont appelés au service et employés à des offices humanitaires utiles à l'armée.

Leur service est sans effet sur les obligations de leurs frères.

Les exemptés des catégories A et B ne reçoivent pas d'équipement militaire;

(x) Ceux qui se préparent dans une école de marine ou sur un vaisseau-école reconnus par l'État, à subir l'examen d'officier au long cours;

(r) Les élèves de ces institutions munis d'un diplôme d'officier au long cours. Un délai de deux ans leur est accordé pour obtenir un emploi, en cette qualité, dans la marine de l'État ou dans la marine marchande. Après huit ans de service dans la marine, ils sont définitivement libérés.

Les marins naviguant à la pêche depuis plus de quatre ans. Après douze ans de service dans le pêche maritime, ils sont définitivement libérés.

En cas de mobilisation, les exemptés des catégories (x) et (r) sont appelés au service et employés à la défense des fleuves et des côtes et des places fortes. Ils sont tenus de suivre en temps de paix, pendant une période de trois mois, des cours et des exercices à cet effet. Ils

**Amendements proposés
par la Commission spéciale.**

Proposition de loi n° 60 de 1921-1922.

Lot de 1915.

peuvent être l'objet de deux rappels de quinze jours chacun;

(1) Celui dont la taille n'atteint pas un mètre cinq cent quarante millimètres;

(2) Celui qui, atteint d'infirmités curables, n'est pas jugé capable de servir avant le 1^{er} avril de l'année SUIVANTE;

(N) L'enfant naturel unique, légalement reconnu, qui est le soutien indispensable de sa mère n'ayant pas d'enfant légitime, pourvu que la femme de qui la reconnaissance est émanée soit désignée dans l'acte de naissance comme étant la mère, et que la reconnaissance ait été faite devant l'officier de l'état-civil avant la publication de la liste (DES INSCRITS) de la classe à laquelle appartient le milicien intéressé.

Est assimilé dans les mêmes conditions à l'enfant naturel unique, l'aîné d'enfants naturels jumeaux, si la mère n'a pas d'autres enfants.

Art. 18 (30). — (A) Une exemption du chef de pourvoyance ne peut être accordée en faveur d'une famille qui jouit actuellement d'une autre exemption du même chef.

(B) La même prohibition s'applique à la famille qui a joui définitivement d'une exemption de cette catégorie, à moins que l'exempté ne soit décédé ou marié ou que des malheurs exceptionnels n'aient gravement empiré la condition de cette famille.

Projet de loi du Gouvernement.

ART. 12.

Le milicien qui, bien que n'appartenant plus, de par son âge, à l'une des cinq dernières levées, réunit les conditions énoncées aux 1^o et 2^o de l'article précédent, peut obtenir exceptionnellement cinq nouveaux sursis successifs.

ART. 13.

En aucun cas, deux membres d'une même famille ne peuvent jouir en même temps, d'un sursis exceptionnel.

La famille qui a joui définitivement d'un sursis exceptionnel ne peut prétendre à un nouveau sursis de l'espèce, en faveur d'un second de ses membres, à moins que le premier ne soit décédé ou marié.

Amendements proposés
par la Commission spéciale.

Proposition de loi n° 69 de 1921-1922.

ART. 12.

Rédiger l'article comme suit :

a) Le milicien qui, bien que n'appartenant plus, de par son âge, à l'une des trois dernières levées, réunit les conditions énoncées aux 2°, 5°, 6°, 7°, 8° de l'article précédent, peut obtenir exceptionnellement deux nouveaux sursis successifs.

b) *Le milicien qui, bien que n'appartenant plus, de par son âge, à l'une des trois dernières levées, réunit les conditions énoncées au 1° de l'article précédent, peut obtenir sept nouveaux sursis successifs.*

Loi de 1913.

Art. 17 (29). — (A) Dans les cas prévus par les littéras (K), (L) et (N) de l'article 16, le milicien désigné pour le service acquiert, par le décès d'un membre de sa famille, même lorsqu'il est incorporé, un titre à l'exemption égal à celui qu'il aurait eu si le décès avait précédé sa désignation.

(B) La réclamation, accompagnée de pièces à l'appui, est adressée au gouverneur qui la soumet directement à la Cour d'appel.

(C) En cas d'admission par cette cour, le milicien non encore remis à l'autorité militaire est rangé parmi les exemptés ordinaires de sa levée, qui doivent être reportés sur la liste des ajournés de l'article 13.

(D) Lorsque la décision favorable concerne un milicien autre, il est dispensé définitivement s'il n'appartient plus à l'une des quatre levées les plus récentes.

(E) Tant qu'il en fait encore partie, il est dispensé provisoirement et il doit justifier annuellement de son droit devant le conseil de milice. En cas de retrait de cette dispense, le désigné reprend son service sans qu'il y ait lieu de défalquer le temps pendant lequel il a été dispensé.

Projet de loi du Gouvernement.

ART. 14.

a) Le milicien, désigné pour le service et qui, par suite du décès d'un membre de sa famille, se trouve dans les conditions énoncées aux 1^o et 2^o de l'article 11 peut, même s'il est incorporé, être placé en sursis et reversé dans la réserve de recrutement, par une décision du Conseil de milice.

Le sursis ainsi accordé est renouvelable annuellement tant que l'intéressé, de par son âge, appartient à l'une des dix dernières levées.

b) En cas de non-renouvellement du sursis l'intéressé est réincorporé avec la levée en cours, mais compte lui est tenu du temps déjà passé éventuellement sous les armes.

ART. 15.

Sous la réserve prévue à l'article précédent, celui qui a bénéficié d'un ou de plusieurs sursis exceptionnels est tenu aux obligations des hommes de la classe avec laquelle il est appelé ou rappelé au service actif, sauf qu'il passe dans l'armée territoriale, au plus tard, le 15 décembre de l'année où il atteint l'âge de 40 ans.

Amendements proposés
par la Commission spéciale.

Art. 14.

Remplacer les mots « 1° et 2° » par
« 1° ou 2° ».

Proposition de loi n° 69 de 1921-1922.

Loi de 1913.

Projet de loi du Gouvernement.

ART. 16.

Pour être recevables, les demandes de devancement d'appel et de sursis doivent être adressées au bourgmestre de la commune dans la forme et les délais que détermine un arrêté royal.

ART. 17.

Art. 21 (33). — La composition de la famille est déterminée en tenant compte de ce qui suit :

2° Sont comptés comme s'ils étaient encore en vie, les frères décédés, soit pendant la durée, soit après l'expiration d'un service personnel régulier;

3° Sont considérés comme s'ils étaient miliciens les enfants entrés au service avant l'âge de la milice.

4° Sont assimilés aux membres de la famille décédés ceux qui, par suite de paralysie grave, de cécité, de démence complète ou d'autres infirmités déterminées par arrêté royal, ou par suite d'une disparition prolongée, doivent être considérés comme perdus pour la famille;

Pour l'application des dispositions du présent chapitre, la composition de la famille est déterminée en tenant compte de ce qui suit :

1° Est assimilé au père et à la mère, la personne qui a élevé le milicien orphelin ou abandonné ou qui l'a recueilli et eu à sa charge depuis trois ans au moins à l'expiration de sa dix-neuvième année;

2° Les enfants consanguins et les enfants utérins sont assimilés aux germains;

3° Les enfants naturels reconnus sont assimilés aux enfants légitimes;

4° Sont assimilés aux membres de la famille décédés, ceux qui par suite de paralysie grave, de cécité, de démence complète ou d'autres infirmités déterminées par arrêté royal ou par suite d'une disparition prolongée constatée administrativement, doivent être considérés comme perdus pour la famille.

ART. 18.

Celui qui a obtenu un sursis peut en obtenir le retrait suivant autorisation du Ministre de la Défense Nationale, tant que la classe dont il fait partie, n'est pas sous les armes,

Amendements proposés
par la Commission spéciale

Proposition de loi n° 69 de 1921-1922.

ART. 16.

Ajouter à l'article un second alinéa :

Les requêtes doivent indiquer si les intéressés se prévalent d'une des dispositions de l'article 11.

ART. 17.

A l'alinéa 2 : *cinq ans* au lieu de :
trois ans.

Loi de 1912.

Projet de loi du Gouvernement.

Art. 19. — (A) Si le nombre des miliciens jugés aptes au service dépasse le chiffre fixé pour le contingent de la levée, des libérations de service sont accordées, jusqu'à concurrence de l'excédent, aux inscrits des familles qui ont fourni le plus de fils à l'armée.

(B) Lorsque les familles justifient avoir fourni le même nombre de fils (miliciens ou volontaires), la préférence est accordée :

a) A celles dont un fils est décédé à l'armée ;

b) A celles qui comptent le plus grand nombre de fils ayant accompli ou accomplissant leur terme de service actif normal comme miliciens dans les troupes à cheval ;

c) A celles qui peuvent invoquer des termes de service accomplis ou en voie d'accomplissement en qualité de volontaire de carrière dans les cadres inférieurs de l'armée, suivant le nombre de ces services ;

d) A celles qui, à cette date, comptent le plus d'enfants plus jeunes que le milicien et suivant le nombre de ces enfants ;

(c) Si finalement plusieurs familles se trouvent en concurrence, elles bénéficient toutes de la libération ;

(D) Si tous les jeunes gens prévus à un littéra ne peuvent bénéficier de la libération, l'ordre dans lequel les libérations sont accordées est déterminé par le littéra suivant ;

(E) Il est formé toutefois une réserve de recrutement comprenant, dans l'ordre inverse adopté pour l'octroi des libérations de service, un nombre d'inscrits

**Amendements proposés
par la Commission spéciale.**

Proposition de loi n° 69 de 1921-1922.

Loi de 1913.

Projet de loi du Gouvernement.

tombeant sous l'application des dispositions qui précèdent, égal à trois pour cent du contingent;

(f) Pour assurer l'application de ces dispositions, il est institué un conseil de milice supérieur, composé d'un conseiller à la cour d'appel de Bruxelles, président, d'un officier supérieur de l'armée et d'un fonctionnaire de l'administration centrale, respectivement membre et membre rapporteur;

(g) Les président et membres du conseil de milice supérieur sont nommés par le Roi, pour chaque levée;

(h) A la clôture des opérations des juridictions contentieuses, le conseil de milice supérieur arrête provisoirement :

1° La liste des inscrits qui font partie de la réserve de recrutement, en fixant l'ordre dans lequel ils seront appelés à combler les vides qui se produiraient dans le contingent avant le 15 octobre;

2° La liste des inscrits de la levée qui bénéficieront immédiatement de la libération.

(i) Seuls les extraits matricules militaires et les actes de l'état-civil pourront servir de base aux décisions du conseil;

(j) Les listes ainsi arrêtées mentionnent la cause de la libération et sont publiées par la voie du *Moniteur*; elles sont également affichées, en ce qui concerne les miliciens de chaque canton de milice, dans les différentes communes de la circonscription;

(k) Dans les quinze jours de cette publication, les non-libérés qui se croient lésés peuvent prendre leur recours auprès du conseil de milice supérieur. Dans le mois de cette publication de la liste provisoire, ce collège

**Amendements proposés
par la Commission spéciale.**

Proposition de loi n° 69 de 1921-1922.

Loi de 1913.

Projet de loi du Gouvernement.

statue sur ces recours et arrête définitivement la liste des libérés, ainsi que des inscrits désignés pour la réserve de recrutement.

(L) Le conseil de milice supérieur fait publier par la voie du *Moniteur* dans la seconde quinzaine d'octobre, la liste des inscrits dans la réserve de recrutement qui, n'ayant pas été appelés au service, sont définitivement libérés.

Art. 20. — (A) Sont considérés comme ayant accompli leur terme de service militaire :

1° Les miliciens qui ont accompli au moins leur terme de service actif normal conformément à l'article 63 (rappels non compris);

2° Les volontaires qui ont accompli au moins trois ans de service;

3° Les jeunes gens qui sont entrés en service actif et qui ont quitté l'armée par suite d'infirmités ou d'affections contractées au service militaire;

4° Les réfractaires, les défaillants et les retardataires qui ont accompli au moins quatre années de service (rappels non compris).

(B) Ne peut procurer la libération à ses frères, le milicien ou le volontaire qui, à partir de la date à laquelle il aura commencé son service actif, aura été absent illégalement de son corps, détenu dans une prison civile ou incorporé dans une compagnie de correction pendant un temps total de neuf mois dans le cours du terme de service actif normal prévu par l'article 63.

(c) Pour le volontaire, cette prescription ne sera appliquée que si la durée totale de présence réelle au corps a été inférieure à trois ans.

Amendements proposés
par la Commission spéciale.

Proposition de loi n° 69 de 1921-1922.

ART. 8.

L'article 20, litt. B, des lois de milice coordonnées est modifié comme suit :

Ne peut procurer la libération à ses frères, le milicien ou le volontaire qui, à partir de la date à laquelle il a commencé le service actif, a été absent illégalement de son corps, détenu dans une prison civile ou incorporé dans une compagnie de correction pendant un temps total de quatre mois.

Loi de 1913.

Art. 23 (35). — (A) Il y a par arrondissement administratif un conseil de milice et un conseil d'aptitude. Deux arrondissements réunis sous un même commissariat sont considérés comme n'en faisant qu'un seul.

(B) Le conseil de milice est composé d'un juge au tribunal de première instance, président, d'un juge de paix, autant que possible celui du canton auquel appartiennent les miliciens, et d'un contrôleur des contributions, membres.

Le conseil d'aptitude est composé d'un juge au tribunal de première instance, président, et de deux capitaines de l'armée, membres.

Il est nommé à chaque membre un ou deux suppléants exerçant les mêmes fonctions que les titulaires.

(C) Les membres civils du conseil de milice et du conseil d'aptitude ainsi que leurs suppléants sont nommés par le Roi pour le terme d'un an.

Les membres militaires du conseil d'aptitude et leurs suppléants sont désignés par le Ministre de la guerre.

(D) Le commissaire d'arrondissement siège au conseil de milice et au conseil d'aptitude, à titre de rapporteur, avec voix consultative.

(E) Les secrétaires du conseil de milice et du conseil d'aptitude sont nommés par le commissaire d'arrondissement.

(F) Le conseil d'aptitude est assisté, à titre consultatif, d'un médecin militaire ou agréé désigné par le comman-

Projet de loi du Gouvernement.

CHAPITRE VI.

Des conseils de milice.

ART. 19.

a) Il est institué des conseils de milice dont le nombre, le siège et le ressort territorial, sont déterminés par arrêté royal.

b) Le Conseil de milice est composé :

D'un président choisi parmi les magistrats effectifs, suppléants ou honoraires d'un tribunal de première instance;

D'un directeur, d'un inspecteur ou, à défaut, d'un contrôleur des contributions et d'un officier de l'armée, membres.

c) Il est nommé au Président et à chaque membre, un ou plusieurs suppléants.

Le président, le membre civil et leurs suppléants, sont nommés par arrêté du Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène.

Le membre militaire et ses suppléants sont désignés par le Ministre de la Défense Nationale ou son délégué.

d) Les fonctions de secrétaire sont remplies par un agent du Gouvernement provincial désigné par le Gouverneur.

e) Le local, le mobilier, le matériel de bureau, le salaire d'un huissier-messager, le chauffage et l'éclairage sont à la charge de la province.

**Amendements proposés
par la Commission spéciale.**

Proposition de loi n° 69 de 1921-1922.

Loi de 1913

Projet de loi du Gouvernement.

dant de la province, et d'un médecin civil désigné la veille ou le jour de chaque séance par le président du conseil d'aptitude, et remplacé chaque jour si c'est possible.

Lorsque le conseil de milice doit apprécier les infirmités d'un des membres de la famille du milicien, il est assisté de deux médecins désignés par le président.

(c) Avant de commencer les opérations, les médecins prêtent devant le conseil le serment suivant :

« Je jure de déclarer, sans haine ni faveur, si les hommes que je suis chargé d'examiner, sont atteints de maladies ou d'infirmités qui les rendent impropres au service. »

(н) La prestation de ce serment est mentionnée dans un registre destiné à constater les avis des médecins et signé par eux.

(i) Immédiatement après, le président leur impose le devoir de se récuser dans l'examen de tout homme qui les aurait récemment consultés sous le rapport de la milice.

Art. 24 (36). — Lorsqu'un membre du conseil de milice ou du conseil d'aptitude est le parent ou l'allié, jusqu'au quatrième degré inclusivement, de l'une des parties nominativement en cause, il doit se récuser.

Art. 25 (37). — (A) Le conseil de milice et le conseil d'aptitude siègent au chef-lieu d'arrondissement. Toutefois, le Roi peut décider que le conseil d'aptitude siégera successivement dans différentes communes du ressort.

(B) Le local, le chauffage, l'éclairage, le mobilier, le matériel de bureau et le salaire d'un huissier messenger sont à la charge de la commune,

f) Lorsqu'un membre du Conseil est le parent ou l'allié du milicien jusqu'au 4^e degré inclusivement, il doit se récuser.

**Amendements proposés
par la Commission spéciale.**

Proposition de loi n° 69 de 1921-1922.

Loi de 1913.

Projet de loi du Gouvernement.

ART. 20.

Le Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène fixe les dates d'ouverture et de clôture des sessions du Conseil de milice.

Toutefois, dans les cas prévus à l'article 14, le Conseil est réuni à la diligence du président, dans la dernière quinzaine du trimestre en cours.

En attendant, le militaire en cause peut être envoyé en congé sans solde.

ART. 21.

a) Le Conseil statue sur les demandes de sursis à la majorité des voix.

Dans les cas douteux, il lui est loisible de faire procéder à une enquête administrative et de demander l'avis du juge de paix du canton auquel ressortit la commune où réside le requérant.

b) Lorsqu'un sursis exceptionnel ne peut être accordé parce que les conditions énoncées à l'article 11, 1° et 2° ne sont pas remplies, mais que des circonstances spéciales militent néanmoins en faveur de l'accueil de la demande, le Conseil peut, s'il y a unanimité, déférer la cause au Conseil de milice supérieur qui statue comme il est dit à l'article 27.

c) Si la demande de sursis est basée sur l'état de santé d'un membre de la famille du milicien, le président du conseil peut désigner un médecin pour visiter l'intéressé à domicile.

Le médecin désigné motive son rapport et affirme sous serment, qu'il a été fait sans haine ni faveur, soit devant le juge de paix du canton, soit devant le bourgmestre de la commune, soit

Amendements proposés
par la Commission spéciale.

Proposition de loi n° 69 de 1921-1922.

ART. 21.

Au littéra *b*) : « *article 11* » au lieu
de « *article 2* ».

Loi de 1913.

Projet de loi du Gouvernement.

devant le conseil lui-même, dans les vingt-quatre heures de la visite.

Le fonctionnaire qui reçoit l'affirmation en dresse sans frais l'acte au bas du rapport qui est immédiatement transmis au président du conseil.

d) Les décisions du conseil sont prononcées en séance publique et notifiées dans les huit jours, aux intéressés, ainsi qu'au Gouverneur de la province.

CHAPITRE VII.

De l'appel devant le conseil de milice supérieur.

ART. 22.

Les décisions des conseils de milice prononçant l'octroi ou le rejet d'un sursis exceptionnel et qui n'ont pas été rendues à l'unanimité, sont susceptibles d'appel, respectivement de la part de l'autorité militaire et de la part des intéressés.

ART. 23.

a) Il y a un conseil de milice supérieur dont le siège est à Bruxelles.

Il est composé d'un conseiller à la Cour d'appel, président, d'un officier supérieur de l'armée et d'un fonctionnaire de l'Administration centrale du Département de l'Intérieur et de l'Hygiène, respectivement membre et membre rapporteur.

b) Il est nommé au président et à chaque membre, un ou deux suppléants exerçant les mêmes fonctions que les titulaires.

Amendements proposés
par la commission spéciale.

Proposition de loi n° 69 de 1921-1922.

ART. 22.

Rédiger l'article comme suit :

Les décisions des conseils de milice sont susceptibles d'appel respectivement de la part des *autorités militaires* et des intéressés.

Le délai d'appel est d'un mois à courir de la notification de la décision.

Il sera de quinze jours pour les opérations de recrutement de la classe de 1923.

Loi de 1913.

Projet de loi du Gouvernement.

c) Le président est nommé par le Roi, le membre militaire et le membre civil sont désignés respectivement par le Ministre de la Défense Nationale et le Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène.

ART. 24.

Pour être recevable, l'appel doit être adressé au Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène dans la forme et les délais que détermine un arrêté royal.

ART. 25.

Le conseil de milice supérieur prononce après avoir entendu les parties, préalablement convoquées, leurs avocats ou mandataires, s'ils se présentent à l'audience.

Il peut être produit un mémoire ou défense écrite.

Dans tous les cas l'arrêt est réputé contradictoire.

ART. 26.

Le Conseil de milice supérieur peut réclamer un supplément d'instruction administrative.

ART. 27.

Dans le cas prévu à l'article 24 le Conseil de milice supérieur peut accorder le sursis si la décision réunit l'unanimité.

ART. 28.

Les décisions du Conseil de milice supérieur sont notifiées aux intéressés dans les quinze jours.

**Amendements proposés
par la Commission spéciale.**

Proposition de loi n° 69 de 1921-1922.

Loi de 1913.

Projet de loi du Gouvernement.

CHAPITRE VIII.

Des exemptions et des ajournements
pour cause d'inaptitude physique.

ART. 29.

a) Sont exemptés, les miliciens qui, en raison de leur constitution générale d'infirmités ou de maladies incurables, sont déclarés inaptes à tout service militaire.

b) Sont ajournés pour un an, les miliciens qui en raison de leur constitution physique trop faible, d'infirmités ou de maladies, sont reconnus temporairement inaptes au service militaire.

L'ajournement ne peut être accordé plus de trois fois. Une décision d'exemption ou de désignation doit intervenir à la quatrième comparution au plus tard.

L'exemption est prononcée, si lors de la quatrième comparution l'intéressé n'est reconnu apte ni au service armé ni au service auxiliaire.

c) Un arrêté royal détermine les infirmités et les maladies qui motivent l'exemption, l'ajournement ou la désignation pour les services auxiliaires.

ART. 30.

a) Les inscrits visés à l'article 4 sont appelés devant le bureau de recrutement, aux époques fixées de commun accord par le Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène et par le Ministre de la Défense Nationale pour être examinés au point de vue de leur aptitude au service.

A cette fin, le bureau de recrutement est assisté de médecins militaires désignés par le Ministre de la Défense Nationale ou par son délégué;

Amendements proposés
par la Commission spéciale.

Proposition de loi n° 69 de 1921-1922.

ART. 30.

Libeller l'alinéa 2 comme suit :

A cette fin, le bureau de recrutement est assisté d'un médecin militaire et d'un médecin civil, dont la désignation se fera suivant les dispositions de l'arrêté organique prévu à l'article 8 de la présente loi.

Loi de 1912.

Art. 26 (38). — Sont appelés devant le conseil d'aptitude, les inscrits de l'année et les ajournés portés sur la liste mentionnée à l'article 13 qui n'ont pas réclamé ou qui n'ont pas obtenu une exemption pour causes morales.

Art. 27 (39). — (A) Le collège des bourgmestres et échevins de chaque commune convoque les intéressés à domicile six jours au moins avant celui de la comparution devant le conseil d'aptitude. La convocation est, en outre, publiée selon les formes usitées et à l'heure ordinaire des publications; les avertissements écrits indiquent le jour, l'heure, la commune et le local où siège le conseil; il en est demandé récépissé dans un registre spécial, et, au besoin, le porteur de la convocation en atteste la remise par sa signature.

(B) Les inscrits et les ajournés sont présentés au conseil par un membre de l'administration communale, accompagné du secrétaire, porteur de la liste alphabétique et des récépissés. Les frais de route et de séjour de ces fonctionnaires sont à la charge de la commune.

Projet de loi du Gouvernement

b) Si les installations du bureau de recrutement sont insuffisantes, les locaux, le chauffage, l'éclairage, le mobilier et le matériel sont à la charge de la commune où siège le bureau de recrutement;

c) Lorsqu'un médecin est le parent ou l'allié du comparant jusqu'au quatrième degré inclusivement, il est tenu de se récuser.

Art. 31.

a) Les intéressés sont convoqués par l'administration communale à domicile six jours au moins avant celui où ils ont à comparaître devant le bureau de recrutement. La convocation est, en outre, publiée selon les formes usitées et à l'heure ordinaire des publications.

Les convocations indiquent le jour, l'heure, la commune et le local où siège le bureau de recrutement. Il en est demandé récépissé dans un registre spécial et, au besoin, le porteur de la convocation en atteste la remise par sa signature.

b) La convocation des miliciens habitant l'étranger ou la Colonie est remise à l'intervention de leur répondant ou par la voie diplomatique suivant les distinctions établies à l'article 72.

La date de leur comparution est fixée en tenant compte du temps nécessaire aux appelés pour effectuer le voyage.

Amendements proposés
par la Commission spéciale

Proposition de loi n° 69 de 1921-1922.

Loi de 1913.

(c) Celui qui, dûment convoqué, ne comparait pas, est réputé défaillant.

Cette disposition ne s'applique ni aux inscrits qui appartiennent déjà à l'armée, ni aux candidats volontaires de milice.

Le conseil d'aptitude constate l'obligation de comparaître et fait connaître à l'intéressé qu'il l'a porté au registre des défaillants.

Dans les quinze jours de cette notification, l'intéressé, ses parents ou tuteur peuvent recourir au conseil de revision qui, s'il accueille le recours, ordonne la radiation du registre des défaillants et renvoie le milicien à l'examen du conseil d'aptitude.

Si le recours est rejeté, soit parce que l'intéressé n'a pu être excusé de l'avoir introduit tardivement, soit parce que les motifs de sa non-comparution n'ont pas été admis, il est procédé conformément à l'article 10 (r).

Les défaillants ne peuvent être recherchés que jusqu'à l'âge de trente-six ans.

(d) Les dates des séances du conseil de milice sont portées à la connaissance des intéressés par voie d'affiche; elles sont, en outre, notifiées par écrit remis à leur domicile, trois jours au moins avant la réunion du conseil, aux inscrits de la levée, aux ajournés et aux dispensés qui ont réclamé une exemption pour causes morales ou le renouvellement de leur dispense.

Art. 28 (40). — (A) Le conseil d'aptitude décide si les hommes sont propres au service en constatant :

1° S'ils sont aptes pour toutes les armes;

2° S'ils sont aptes spécialement pour une arme déterminée;

3° S'ils ne sont aptes que pour telle ou telle arme.

(B) Il ne décide qu'en premier ressort.

Projet de loi du Gouvernement.

c) Les jeunes gens convoqués sont présentés au bureau par un membre de l'administration communale accompagné du secrétaire porteur des récépissés. Les frais de voyage et de séjour de ces fonctionnaires sont à la charge de la commune.

ART. 32.

L'examen médical a lieu à huis-clos en la seule présence des médecins qui déterminent l'aptitude au service des comparants en les classant dans l'une des catégories suivantes :

Désigné — apte au service.

Désigné — apte uniquement pour un service auxiliaire.

Ajourné — inapte provisoirement.

Exempté — inapte définitivement.

Amendements proposés
par la Commission spéciale.

Proposition de loi n° 69 de 1921-1922.

Loi de 1912.

Projet de loi du Gouvernement.

ART. 33.

En cas de doute sur l'aptitude, l'intéressé est placé en observation dans un hôpital militaire, pour une durée de quinze jours au maximum.

L'expert médical statue comme il est dit à l'art. 32 et notifie sa décision au commandant du bureau de recrutement.

Dans ce cas, la décision ne peut être frappée d'appel.

ART. 34.

Les hommes qui, bien qu'ayant été reconnus aptes au service, lors de leur comparution devant le bureau de recrutement, sont après leur entrée sous les armes, déclarés apte uniquement au service auxiliaire à la suite d'une mise en observation dans un hôpital militaire, sont affectés à ce service par ordre de l'autorité militaire.

ART. 35.

Si par suite de maladie ou d'infirmité la détention ou d'internement, un milicien est dans l'impossibilité de se présenter à la date fixée, il est remis à la dernière séance; si à ce moment, le motif de l'empêchement subsiste, l'intéressé est visité à domicile par deux médecins assistant le bureau de recrutement.

ART. 36.

Les dispositions suivantes sont appliquées aux miliciens qui, au premier janvier de l'année où ils sont appelés à comparaître devant le bureau de recrutement, résident depuis un an au moins, dans la Colonie, ou à l'étranger, dans un pays autre que les Iles Britanniques et les pays limitrophes de la Belgique.

Amendements proposés
par la Commission spéciale.

Proposition de loi n° 69 de 1921-1922.

ART. 33.

Rédiger l'alinéa 1 comme suit :

En cas de désaccord entre les médecins, ou si le bureau de recrutement le juge utile, l'intéressé est placé en observation dans un hôpital pour une durée de quinze jours au maximum.

Loi de 1913.

Projet de loi du Gouvernement.

Art. 29 (41). — (A) Le conseil de milice statue en première instance sur les réclamations contre l'inscription, sur les demandes d'exemptions pour causes morales, sur les demandes de dispense et sur l'admissibilité des volontaires de milice.

(B) Ses décisions sont notifiées dans les huit jours, aux intéressés par les soins du commissaire d'arrondissement.

a) Ceux qui sont rentrés au pays pour se présenter devant le bureau de recrutement peuvent être autorisés à accomplir leur terme de service actif dès qu'il a été statué définitivement sur leur aptitude au service.

b) Ceux qui sont atteints d'une infirmité apparente les rendant manifestement inaptes au service ou qui, en raison de leur état de santé, ne sont pas à même de se déplacer, transmettent un certificat médical au commandant du bureau de recrutement, à l'intervention du Gouverneur général du Congo ou du Consul belge du ressort, selon le cas.

c) S'il s'agit d'un milicien déjà ajourné trois fois dans ces conditions, les autorités visées au litt. b du présent article s'assurent, par tous les moyens en leur pouvoir, si l'intéressé est réellement et sans contestation possible, inapte au service; elles joignent leur rapport aux certificats médicaux. Suivant le cas, l'intéressé est exempté définitivement ou est invité à comparaître devant le bureau de recrutement.

ART. 37.

a) Le comparant reçoit, séance tenante, notification écrite de la décision des médecins.

b) S'il s'agit d'une décision consécutive à la mise en observation, elle leur est notifiée dans les huit jours qui suivent la réception du rapport par le bureau de recrutement.

**Amendements proposés
par la Commission spéciale.**

Proposition de loi n° 69 de 1921-1922.

Art. 36.

Ajouter un alinéa final :

*Les certificats médicaux visés aux
litt. b) et c) seront établis dans les
formes et les conditions prescrites par
un arrêté royal.*

Loi de 1913.

Projet de loi du Gouvernement.

Art. 30 (42). — (A) Si, par suite de maladie ou d'infirmité, un inscrit ou un membre de la famille du milicien réclamant une exemption pour cause morale est hors d'état de se présenter à l'examen, il est visité à domicile par des médecins désignés conformément à l'article 23, littéra r).

(B) Ils motivent leur rapport et affirment, sous serment, qu'il a été fait, sans haine ni faveur, soit devant le juge de paix du canton, soit devant le bourgmestre de la commune, soit devant le conseil lui-même, dans les vingt-quatre heures de la visite. Le fonctionnaire qui reçoit l'affirmation en dresse, sans frais, l'acte au bas du rapport, lequel est immédiatement transmis au conseil.

Ces rapports ne peuvent donner lieu, la première année, qu'à une exemption temporaire ⁽¹⁾.

Art. 31 (43). — S'il est douteux que les infirmités invoquées par les miliciens existent réellement, ou s'il y a présomption grave que des moyens ont été employés pour les provoquer ou les aggraver, le conseil d'aptitude peut ordonner la mise en observation et le traitement de ces miliciens dans un hôpital militaire pendant un laps de temps qui ne dépassera pas quinze jours.

Il statue ultérieurement au fond.

Art. 32 (44). — Les décisions du conseil de milice et du conseil d'aptitude sont proclamées en séance publique, consignées sur la liste alphabétique et paraphées par le président.

Art. 33 (45). — Les décisions portant désignation pour le service sont exécutoires nonobstant appel.

Amendements proposés
par la Commission spéciale.

Proposition de loi n° 69 de 1921-1922.

Loi de 1913.

Projet de loi du Gouvernement.

Art. 34 (48). — Toutes les décisions des conseils de milice et des conseils d'aptitude sont susceptibles d'appel de la part du commissaire d'arrondissement et de la part des intéressés.

Voir l'article 22 du projet en ce qui concerne les décisions des conseils de milice, l'article 38 du projet en ce qui concerne les décisions des médecins assistant le bureau de recrutement.

Art. 36 (49). — (A) L'appel contre les décisions de première instance est formé par écrit. Il doit indiquer d'une manière suffisante celui qui l'interjette et, s'il y a lieu, celui contre lequel il est dirigé, ainsi que la décision attaquée.

(B) La signature de l'appelant intéressé ou la marque qui en tient lieu doit être légalisée par un membre du collège échevinal de sa commune qui ne peut se refuser à l'accomplissement de cette formalité. En cas d'infraction, l'intéressé peut, en la dénonçant, former son appel en personne au greffe de la province, au plus tard dans les trois jours qui suivent les délais ci-après fixés.

(C) L'appel doit être adressé au gouverneur de la province dans les huit jours à partir de la décision, s'il s'agit de l'aptitude physique, dans les huit jours de la notification, si la décision émane du conseil de milice.

(D) Les prescriptions ci-dessus énoncées seront suivies à peine de nullité.

**Amendements proposés
par la Commission spéciale.**

Proposition de loi n° 69 de 1921-1922.

Loi de 1915.

Art. 37 (49bis). — (A) Le gouverneur informe les intéressés, par la voie administrative, de l'appel interjeté contre leur exemption ou leur dispense.

(B) L'appel est soumis par le gouverneur au conseil de revision, s'il s'agit d'apprécier des questions d'aptitude au service et à la cour d'appel, dans tous les autres cas.

Art. 35 (48bis). — (A) Il y a un conseil de revision par province.

(B) Il est composé du gouverneur de la province, président, et de deux officiers supérieurs de l'armée, membres.

(C) Les suppléants du président du conseil de revision sont nommés par le Roi, pour le terme d'un an.

(D) Les membres militaires et leurs suppléants sont désignés par le Ministre de la guerre.

(E) Un fonctionnaire supérieur du gouvernement provincial désigné par le gouverneur remplit, auprès du conseil de revision, les fonctions de secrétaire rapporteur.

Projet de loi du Gouvernement.

CHAPITRE IX.

Des Conseils de revision.

ART. 38.

a) Toutes les décisions des médecins assistant le bureau de recrutement, sont susceptibles d'appel de la part des intéressés, à moins que ceux-ci n'aient été soumis à une observation à l'hôpital.

b) L'appel est adressé au Gouverneur de la province dans la forme et dans les délais déterminés par arrêté royal.

ART. 39.

a) Il y a, par province, un conseil de revision composé :

D'un président choisi parmi les magistrats effectifs, suppléants ou honoraires du tribunal de première instance;

D'un médecin militaire et d'un médecin civil, membres.

Il est nommé au président et au médecin militaire membre, un ou deux suppléants.

b) Le président et ses suppléants sont nommés par un arrêté du Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène, le médecin militaire et ses suppléants sont désignés par le Ministre de la Défense Nationale ou par son délégué, le médecin civil est désigné la veille ou le jour de chaque séance, par le président et remplacé chaque jour si c'est possible.

c) Le président est chargé de veiller à l'exécution des dispositions contenues dans le présent chapitre et des prescriptions de l'arrêté royal qui en règle l'application.

d) Le Conseil est assisté d'un secrétaire désigné par le Gouverneur et choisi dans le personnel du Gouvernement provincial.

**Amendements proposés
par la Commission spéciale.**

Proposition de loi n° 69 de 1921-1922.

Loi de 1913.

Projet de loi du Gouvernement.

e) Les locaux, le mobilier, le matériel de bureau, le salaire d'un huissier-messager, le chauffage et l'éclairage sont à la charge de la province.

ART. 40.

Les dates d'ouverture et de clôture des sessions du Conseil de revision sont fixées de commun accord par le Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène et par le Ministre de la Défense Nationale.

ART. 41.

Les intéressés sont convoqués comme il est prescrit à l'article 31, litt. a. En cas de non comparution de l'appelant, l'appel est considéré comme nul et non avenu, sauf si le milicien se trouve dans un des cas prévus à l'article 35 dont les dispositions sont applicables au Conseil de revision.

ART. 42.

a) Avant de commencer les opérations, les médecins prêtent devant le président le serment suivant :

« Je jure de déclarer sans haine ni faveur, si les hommes que je suis chargé d'examiner sont atteints de maladies ou d'infirmités qui les rendent inaptes au service. »

b) Lorsqu'un membre du Conseil de revision est le parent ou l'allié du comparant, jusqu'au 4^e degré inclusivement, il doit se récuser, de même s'il est le médecin traitant du milicien.

**Amendements proposés
par la Commission spéciale.**

Proposition de loi n° 69 de 1921-1922.

Loi de 1913.

Projet de loi du Gouvernement.

ART. 43.

a) Chaque homme est examiné à huis clos, successivement par le médecin militaire et par le médecin civil qui statuent comme il est dit à l'article 32.

b) En cas de doute ou de divergence d'appréciation sur l'aptitude, l'intéressé est placé en observation dans un hôpital militaire, pour une durée de 15 jours au plus.

c) La mise en observation est également ordonnée si le comparant en exprime la demande.

d) La décision de l'expert médical est transmise au président du Conseil de revision, qui la fait acter sur le bulletin *ad hoc*.

ART. 44.

Les décisions du Conseil de revision sont notifiées comme il est dit à l'article 37.

Art. 38 (*inter*). — (A) Les cours d'appel jugent au nombre fixe de trois conseillers et sous l'assistance du ministère public les causes qui leur sont déférées en vertu de la loi sur la milice.

(B) Chacune des chambres est divisée, à cette fin, en deux sections. Il est attaché à chaque section un greffier adjoint.

(C) Le président de chaque chambre désigne les conseillers qui doivent faire partie de chacune des sections. Il préside celle dont il fait partie. L'autre section est présidée par le plus ancien des conseillers qui en font partie.

(D) En cas d'empêchement d'un conseiller, il est remplacé par un conseiller de l'autre section ou d'une autre chambre conformément à la loi d'organisation judiciaire.

**Amendements proposés
par la Commission spéciale.**

Proposition de loi n° 69 de 1921-1922.

ART. 43.

Après les mots « ad hoc » ajouter :
et la fait parvenir au bureau de recrutement compétent.

Loi de 1913.

Projet de loi du Gouvernement.

(e) Les causes sont, d'après l'ordre d'entrée, attribuées successivement à chacune des sections de la cour. Toutefois, les affaires qui ont un caractère de connexité, dont les pièces sont communes ou qui soulèvent des questions identiques, doivent, autant que possible, être envoyées à la section saisie la première, pour y être débattues en même temps.

(f) Le président de la section qui doit connaître de l'affaire désigne un conseiller pour en faire rapport en audience publique et ordonne que la cause soit portée au rôle, pour être plaidée à l'une des premières audiences.

(c) Le rôle des affaires à plaider est affiché au greffe de la cour; toute affaire fixée par le président y est immédiatement inscrite.

Art. 39 (49¹). — (A) La cour prononce, après avoir entendu les parties, leurs avocats ou mandataires s'ils se présentent à l'audience.

L'arrêt est, dans tous les cas, réputé contradictoire.

(B) La partie qui a produit à la cour un mémoire ou une défense écrite n'est pas réputée faire défaut.

Art. 40 (49²). — (A) La cour peut réclamer un supplément d'instruction administrative.

(B) Elle peut ordonner une enquête.

(C) Elle peut déléguer un juge de paix pour tenir l'enquête.

(D) Les arrêts interlocutoires ne sont ni levées ni signifiées.

Amendements proposés
par la Commission spéciale.

Proposition de loi n° 69 de 1921-1922.

Loi de 1913

Projet de loi du Gouvernement.

Art. 41 (49⁶). — (A) Si l'enquête a lieu devant la cour, le greffier informe les parties, au moins huit jours d'avance, du jour fixé et des faits à prouver.

(B) Si l'enquête a lieu devant le juge de paix, le greffier lui envoie le dispositif de l'arrêt; le juge de paix en informe les parties et fixe, au moins huit jours d'avance, le jour pour recevoir les dépositions. La minute du procès-verbal est transmise à la cour.

(C) Les informations aux parties sont données par lettres recommandées.

(D) Les parties peuvent assister aux enquêtes en personne ou par fondé de pouvoir.

Art. 42 (49⁷). — (A) Les témoins peuvent comparaître volontairement sans perdre droit à la taxe. Ils sont tenus de comparaître sur une simple citation. Ils prêtent serment comme en matière correctionnelle.

(B) En cas de défaut de comparaître et de faux témoignage, ils sont poursuivis et punis comme en matière correctionnelle.

(C) Toutefois, les peines comminées contre les témoins défaillants sont appliquées, sans réquisition du ministère public, par la cour ou le magistrat qui procède à l'enquête.

Art. 43 (49⁸). — Dans les enquêtes, aucun témoin ne pourra être reproché pour l'une des causes énumérées par l'article 283 du Code de procédure civile.

**Amendements proposés
par la Commission spéciale.**

Proposition de loi n° 69 de 1921-1922.

Loi de 1915

Projet de loi du Gouvernement.

Art. 44 (49⁹). — Les débats devant la cour sont publics

Art. 45 (49¹⁰). — (A) Les parties procèdent sans qu'il soit besoin du ministère d'un avoué.

(B) La cour juge toutes affaires cessantes et prononce, après avoir entendu les parties, leurs avocats ou mandataires.

(C) Lorsque les besoins du service l'exigent, les présidents des diverses chambres des cours d'appel fixent des audiences spéciales en nombre suffisant pour que les causes portées en appel en vertu de la présente loi soient expédiées avec célérité et sans préjudice des affaires courantes.

Art. 46 (49¹¹). — Les affaires sont portées, aussitôt après leur introduction, par le président de la chambre qui doit en connaître, au rôle de l'une des premières audiences, après quinzaine du dépôt de la requête. Le rapporteur est, en même temps, désigné.

Art. 47 (49¹²). — (A) Le pourvoi est jugé tant en l'absence qu'en la présence des parties; tous arrêts sont réputés contradictoires.

(B) Les parties peuvent présenter leurs moyens en personne ou par un avocat.

Art. 48 (49¹³). — Les huissiers peuvent transmettre par lettre recommandée à la poste les exploits à notifier en matière de milice. La remise de la lettre à la poste vaut notification à la partie signifiée.

Amendements proposés
par la Commission spéciale.

Proposition de loi n° 60 de 1921-1922.

Loi de 1913

Projet de loi du Gouvernement.

Art. 49 (40¹⁴). — (A) Les salaires des huissiers et la taxe des témoins sont réglés comme en matière répressive.

(B) Il n'est perçu d'autre droit de greffe que le droit fixe d'un franc par expédition délivrée.

Art. 50 (30). — (A) La cour d'appel et le conseil de revision statuent au fond dans les trente jours de la remise de l'acte d'appel, s'il n'y a lieu à décision préparatoire.

(B) La cour d'appel et le conseil de revision apprécient les faits tels qu'ils existent au moment de leur examen, lors même qu'ils n'ont pas été et qu'ils n'auraient pu être, soit déférés au conseil de milice, soit indiqués dans l'acte d'appel.

Art. 51 (81). — L'article 24 est applicable aux membres de la Cour d'appel et du Conseil de revision.

Art. 52 (32). — (A) Le Conseil de revision décide en dernier ressort si les hommes sont propres au service; il constate souverainement s'ils sont aptes pour toutes les armes, s'ils sont aptes spécialement pour une arme déterminée ou s'ils ne sont aptes que pour telle ou telle arme.

(B) Il est assisté, à titre consultatif, d'un médecin militaire ou agréé désigné par le commandant de la province, et d'un médecin civil désigné la veille ou le jour de chaque séance par le président et remplacé chaque fois si c'est possible.

(C) Il est procédé d'ailleurs, comme il est dit aux littéras G, H et I de l'article 23.

Amendements proposés
par la Commission spéciale.

Proposition de loi n° 69 de 1921-1922.

Loi de 1913

Projet de loi du Gouvernement.

(D) S'il est douteux que les infirmités invoquées par les miliciens existent réellement où s'il y a présomption grave que des moyens ont été employés pour les provoquer ou les aggraver, le Conseil de revision peut ordonner la mise en observation et le traitement de ces miliciens dans un hôpital militaire, pendant un laps de temps qui ne dépassera pas quinze jours. Il statue ultérieurement au fond sans qu'il puisse y avoir, en aucun cas, renvoi au Conseil d'aptitude.

Art. 53 (53). — (A) Les articles 27 (c) et 30 sont applicables à l'appel devant le Conseil de revision.

(B) Les dispositions de l'article 23, littéra (F), paragraphe final, et de l'article 30 sont également observées quand la Cour d'appel doit apprécier, conformément au 1^{er} de l'article 21, les infirmités d'un membre de la famille d'un inscrit.

Art. 54 (54). — La Cour d'appel peut, en cas de refus par l'autorité de délivrer une pièce nécessaire à une exemption, ordonner une instruction administrative ou une enquête et ensuite prononcer l'exemption.

Art. 55 (55). — (A) Les décisions du Conseil de revision sont prises à la majorité absolue.

(B) Les décisions de la Cour d'appel sont prises conformément aux dispositions de la loi du 18 juin 1869, sur l'organisation judiciaire.

(C) Les décisions contiennent les noms, prénoms, lieu d'inscription des personnes qui, soit directement, soit

Amendements présentés
par la Commission spéciale.

Proposition de loi n° 69 de 1921-1922.

Loi de 1912.

par leurs parents ou tuteurs, ont été nominativement en cause.

(d) L'exposé de l'affaire par un membre de la Cour d'appel ou du Conseil de revision et le prononcé des décisions ont lieu en séance publique; le vote reste secret.

(e) Les décisions doivent être motivées à peine de nullité. Celles de la Cour d'appel sont notifiées, à la diligence du procureur général, dans les huit ours, au gouverneur de la province.

(f) Dans les provinces d'Anvers, du Limbourg, de la Flandre orientale, de la Flandre occidentale, ainsi que dans les arrondissements de Louvain et de Bruxelles, nul ne peut être nommé membre des Conseils d'aptitude, de milice ou de revision, ou être adjoint comme médecin à ces juridictions, s'il n'est en état de remplir ces fonctions en flamand et en français.

Dans les mêmes provinces et dans l'arrondissement de Louvain, les communications verbales aux miliciens et aux délégués des communes se feront en langue flamande, à moins que les intéressés ne réclament l'usage du français.

Dans l'arrondissement de Bruxelles, les mêmes communications seront faites en flamand ou en français, suivant que les miliciens feront usage de l'une ou de l'autre de ces deux langues.

Les avis et les communications écrites, que les Conseils de milice, les Conseils d'aptitude, les Conseils de revision et les autres autorités en matière de milice adressent aux communes ou au public, restent régis par la loi du 22 mai 1878 relative à l'emploi de la langue flamande en matière administrative.

Projet de loi du Gouvernement.

**Amendements proposés
par la Commission spéciale.**

Proposition de loi n° 69 de 1921-1922.

Loi de 1943.

Projet de loi du Gouvernement.

CHAPITRE X.

Du recours en cassation.

ART. 45.

Art. 56 (38). — (A) Les décisions de la Cour d'appel et celles du Conseil de revision peuvent être attaquées par la voie du recours en cassation.

(B) Le pourvoi doit être, à peine de déchéance, motivé et formé dans les délais suivants :

1° Par le Gouverneur des décisions de la Cour d'appel et par le secrétaire-rapporteur près le Conseil de revision dans les quinze jours à partir de la notification des décisions;

2° Dans le même délai, à partir de la décision du Conseil de revision ou de l'arrêt de la Cour d'appel, par l'intéressé se pourvoyant contre une décision qui a prononcé sa désignation pour le service.

Art. 57. (59). — La déclaration du recours est faite au greffe de la cour d'appel ou du conseil provincial, selon que la décision attaquée émane de la cour d'appel ou du conseil de revision, par le demandeur en personne ou par un fondé de pouvoir spécial; dans ce dernier cas, le pouvoir demeure annexé à la déclaration. Celle-ci est inscrite dans un registre à ce destiné.

a) Les décisions du Conseil de milice supérieur et des Conseils de revision, de même que celle des Conseils de milice non susceptibles d'appel, peuvent être attaquées par la voie du recours en cassation.

Sous la réserve prévue à l'article 1033 du Code de procédure civil, quant aux délais, le pourvoi doit être formé et motivé dans les quinze jours qui suivent la date à laquelle la décision a été rendue contradictoirement ou notifiée.

b) La déclaration du recours est faite au greffe de la Cour de cassation par pli recommandé.

La signature de l'appelant ou la marque qui en tient lieu doit être légalisée par un membre du collège échevinal de sa commune.

c) Les prescriptions ci-dessus énumérées doivent être suivies sous peine de nullité.

ART. 46.

Le Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène a également un droit de recours. L'exercice de ce droit n'est limité par aucun délai.

Amendements proposés
par la Commission spéciale.

Proposition de loi n° 69 de 1921-1922.

Loi de 1913.

Art. 60 (63). — (A) Si la cassation est prononcée, la cause est renvoyée à la cour d'appel ou au conseil de revision d'une autre province.

Art. 59 (62). — (A) Tous les actes de la procédure devant la cour d'appel et de cassation sont exempts des frais timbre, d'enregistrement et d'amendes.

(B) Sauf la condamnation aux frais et aux dépens, aucune indemnité du chef de rejet de pourvoi ne peut être imposée au demandeur au profit du défendeur.

Art. 60. — (B) Si la seconde décision est annulée par les mêmes motifs que ceux de la première cassation, la cour d'appel ou le conseil de revision à qui l'affaire est renvoyée se conforme à la décision de la cour de cassation sur le point de droit jugé par cette cour.

Projet de loi du Gouvernement.

ART. 47.

Si la cassation est prononcée, la cause est, suivant les cas, renvoyée devant le Conseil de milice supérieur composé d'autres membres, devant un autre Conseil de revision ou un autre Conseil de milice.

ART. 48.

a) La Cour de cassation statue toutes les affaires cessantes.

b) Le greffier de la Cour de cassation informe le Gouverneur et, le cas échéant, le Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène de l'admission ou du rejet du pourvoi aux fins de notification à l'intéressé.

ART. 49.

Tous les actes de procédure devant la Cour de cassation sont exempts des frais de timbre et d'enregistrement.

ART. 50.

Si la seconde décision est annulée pour les mêmes motifs que ceux qui ont provoqué la première cassation, la juridiction à laquelle l'affaire est renvoyée se conforme à la décision de la Cour de cassation sur le point de droit jugé par cette Cour.

Amendements proposés
par la Commission spéciale.

Proposition de loi n° 69 de 1921-1922.

Loi de 1912.

Art. 58 ⁽⁶¹⁾. — (A) L'acte de pourvoi est, à peine de déchéance, signifié textuellement et par huissier à toute personne nominativement en cause, dans les dix jours de la déclaration.

(B) La cour de cassation statue toutes affaires cessantes.

(C) Le greffier de la cour de cassation informe les greffiers des cours d'appel de l'admission ou du rejet des pourvois contre les arrêts de leurs cours. Les greffiers des cours d'appel transmettent dans la quinzaine aux gouverneurs de province intéressés, soit un extrait de ces décisions, soit un avis que le pourvoi a été rejeté. Le greffier de la cour de cassation transmet pareille information au gouverneur si la décision dont il y avait eu appel émane du conseil de revision.

Voir article 16 de la loi.

Projet de loi du Gouvernement

CHAPITRE XI

De l'affectation aux armes et services.

ART. 51.

Sont affectés d'office aux troupes d'administration du service de santé et reçoivent, en temps de paix, dans un centre d'instruction qui leur est réservé, la formation de brancardier infirmier militaire :

1° Les ministres d'un des cultes visés à l'article 117 de la Constitution;

2° Ceux qui font partie d'une communauté religieuse fixée dans le pays, à l'exclusion du personnel domestique salarié;

3° Ceux qui se consacrent exclusivement et d'une façon continue aux travaux d'une œuvre de mission, à l'extérieur du pays, approuvée par les autorités attitrées d'un des cultes visés au 1° ci-dessus;

**Amendements proposés
par la Commission spéciale.**

Proposition de loi n° 69 de 1921-1922.

Loi de 1913.

Projet de loi du Gouvernement.

4° Ceux qui se destinent au ministère ecclésiastique ou aux missions et qui sont élèves en théologie dans un établissement reconnu par le chef du culte intéressé.

b) Les officiers de marine, les élèves des écoles de navigation, les mécaniciens, chauffeurs et matelots spécialisés de la marine de l'État ou de la marine marchande, sont affectés aux unités chargées de la défense côtière ou fluviale ou des services analogues.

c) Sauf désir contraire, les miliciens mariés sont placés en garnison dans la ville ou en cas d'impossibilité à proximité de la ville ou réside leur famille, à condition que cette localité comprenne une unité de l'arme à laquelle ils ont été reconnus aptes.

Art. 61 (81). — (A) Le gouvernement fixe l'époque à laquelle les hommes désignés pour le service sont remis à l'autorité militaire.

(B) Cette remise se fait au chef-lieu de la province par le gouverneur, qui en dresse l'état en signalant spécialement les miliciens compris dans les contingents antérieurs, dont la dispense n'a pas été maintenue. Chacun des intéressés reçoit préalablement du gouverneur un ordre de départ.

(c) Dès que les miliciens quittent leur commune pour être dirigés vers le chef-lieu, ils sont nourris et logés aux frais de l'État.

Amendements proposés
par la Commission spéciale.

Proposition de loi n° 69 de 1921-1922.

ART. 9.

L'article 61, litt. A, des lois de milice coordonnées est modifié comme suit :

Le Gouvernement fixe les époques auxquelles les hommes désignés pour le service sont remis à l'autorité militaire. Les jeunes gens appartenant à une même classe de milice sont appelés en trois tranches et dirigés vers une École de recrues aussi rapprochée que possible de leur résidence.

Loi de 1913

Projet de loi du Gouvernement.

ART. 52.

En principe, les miliciens ne sont appelés que sur leur demande à concourir à la formation des cadres des officiers de réserve. Toutefois, si le nombre des miliciens d'une classe qui sollicitent leur admission dans les écoles de sous-lieutenants de réserve est inférieur aux nécessités prévues par l'organisation de l'armée, le Ministre de la Défense Nationale peut désigner d'office pour les écoles de sous-lieutenants de réserve dans la limite des besoins, les jeunes gens réunissant certaines conditions d'études qu'il détermine.

Art. 62 (³² et ^{63bis}). — Au moment de la remise, les miliciens sont répartis entre les différentes armes par l'autorité militaire, en tenant compte du degré d'aptitude qui leur a été reconnu, le cas échéant, par les juridictions contentieuses.

Art. 22 (34). — (A) Sont exclus du service :

1° Les individus qui ont subi devant un tribunal militaire une condamnation, passée à l'état de chose jugée, qui prononce ou entraîne la déchéance militaire, et ceux qui ont été renvoyés pour inconduite;

2° Les individus condamnés à une peine criminelle.

(B) Si l'individu a été maintenu par erreur sur la liste ALPHABÉTIQUE, ou s'il n'a encouru l'exclusion qu'après la CLÔTURE DE CETTE LISTE, il est déclaré inhabile au service par le conseil de milice.

(C) L'exclusion est au besoin déclarée d'office par la Cour d'appel, nonobstant toute décision rendue même par cette Cour dans l'ignorance de l'indignité, lorsque la preuve de cette dernière est fournie avant la mise en activité du contingent.

CHAPITRE XII.

De l'exclusion.

ART. 53.

a) Sont exclus du service et mis à la disposition du Ministre de la Défense Nationale en cas de mobilisation totale ou partielle de l'armée :

1° Celui qui a été condamné à l'interdiction du droit de servir dans l'armée ou à la dégradation militaire ou a été renvoyé de l'armée en vertu du règlement de discipline;

2° Celui qui a été condamné à une peine criminelle;

**Amendements proposés
par la Commission spéciale.**

Proposition de loi n° 69 de 1921-1922.

Loi de 1913.

(d) Peuvent être exclus du service, les individus condamnés par un ou plusieurs jugements ou arrêts, à une ou à des peines non conditionnelles, atteignant ensemble au moins six mois d'emprisonnement, si c'est du chef de vol, abus de confiance, escroquerie, outrage aux mœurs, attentat à la pudeur ou viol, ou douze mois du chef de tous autres délits volontaires et de droit commun.

Chaque cas particulier est examiné par la Cour d'appel qui, sur réquisitoire du Ministère public, l'intéressé entendu, prononce l'exclusion du service, si elle estime que l'intéressé est indigne ou que sa présence sous les drapeaux serait dangereuse pour l'hygiène morale de la troupe.

La Cour peut aussi prononcer l'ajournement à un an, si elle juge qu'elle ne possède pas les éléments d'appréciation suffisants.

(e) Les exclus de l'armée pour cause de condamnation sont mis, tout leur temps de service actif, à la disposition du Ministère de la guerre, suivant répartition qui sera arrêtée par décision ministérielle.

Projet de loi du Gouvernement.

3° Celui qui a été condamné par un ou plusieurs jugements ou arrêts à une ou plusieurs peines non conditionnelles atteignant ensemble six mois d'emprisonnement du chef de vol, abus de confiance, escroqueries, attentats à la pudeur, viols, corruption de la jeunesse, prostitution ou outrages publics aux bonnes mœurs :

4° Celui qui a été condamné par un ou plusieurs jugements ou arrêts à une ou plusieurs peines non conditionnelles atteignant ensemble douze mois d'emprisonnement du chef de tous délits volontaires prévus par le Code pénal.

b) L'individu condamné à l'étranger pour un crime ou un délit punissable par les lois pénales belges tombe sous l'application du présent article après constatation par le tribunal correctionnel du domicile de l'intéressé, de la régularité et de la légalité de la condamnation.

c) Dès qu'il est mis à la disposition du Ministre de la Défense Nationale, l'exclu est soumis aux lois pénales militaires sauf qu'il n'est pas passible de la dégradation militaire.

Il est traité comme déserteur s'il ne se rend pas à l'endroit désigné, dans les trois jours après la date fixée.

d) Le Gouverneur constate sur le vu d'un extrait du casier judiciaire, que l'inscrit se trouve dans un des cas d'exclusion visés au présent article. Il en avise l'intéressé. Celui-ci peut adresser un recours au Ministre de la Justice dans les quinze jours de la dite notification.

**Amendements proposés
par la Commission spéciale.**

Proposition de loi n° 69 de 1921-1922.

L. 11 1918

Projet de loi du Gouvernement.

CHAPITRE XIII.

Du Service militaire.

ART. 54.

Art. 63. Litt. C *in fine*. — La durée du terme de service actif normal prend cours :

1° Pour les volontaires, le 15 septembre qui suit la date de l'engagement;

2° Pour les miliciens et les volontaires de milice, au jour de leur entrée au service actif.

Art. 63 (83). — (A) Un arrêté royal détermine chaque année la répartition des effectifs dans les diverses armes.

(B) En dehors des rappels, le service actif s'effectue d'affilée.

Le terme de service actif des miliciens a une durée de :

Quinze mois dans l'infanterie, l'artillerie de forteresse et les compagnies spéciales d'artillerie, le génie et les compagnies spéciales du génie;

Vingt-quatre mois dans la cavalerie et l'artillerie à cheval;

Vingt et un mois dans l'artillerie montée et le train;

Douze mois et demi dans le bataillon d'administration.

Ces délais courent à partir de l'appel sous les armes.

a) Le terme de service actif des miliciens prend cours le jour de l'entrée sous les armes sans que cette date, sauf l'exception prévue à l'article 36, puisse être antérieure à celle fixée pour l'appel au service actif de la classe à laquelle ils appartiennent.

Il doit être accompli intégralement.

b) Sauf en ce qui concerne les miliciens visés au litt. c ci-dessous, la durée du terme de service actif est fixée comme suit :

Huit mois pour les troupes du service de santé et du service d'intendance, le grand parc de campagne ainsi que les auxiliaires versés dans les armes;

Dix mois pour l'infanterie, les chasseurs-cyclistes, les autos-canonnières mitrailleurs de cavalerie, l'artillerie d'armée, à l'exception de l'artillerie anti-aérienne, les corps de transports automobiles;

Douze mois pour les chars de combat, l'artillerie anti-aérienne, le service de repérage d'artillerie, l'aéronautique, le génie, les troupes de transmission, les troupes de communication, les pontonniers, les projecteurs, le corps des torpilleurs et marins;

Treize mois pour la cavalerie, l'artillerie à cheval, l'artillerie montée, les corps de transports hippomobiles.

A amendements proposés
par la Commission spéciale.

Proposition de loi n° 69 de 1921-1922.

ART. 2.

La préparation des citoyens à la défense nationale comprend trois phases :

1° L'éducation physique de la jeunesse ;

2° L'école des recrues ;

3° Les rappels ou exercices de répétition.

ART. 10.

L'article 63, litt. *B*, des lois de milice coordonnées est modifié comme suit :

En dehors des rappels le service actif s'effectue d'affilée.

Le temps de présence des miliciens à l'École des recrues est de six mois.

Loi de 1913.

Il y aura, en outre, en une ou deux périodes, au cours des deuxième, troisième ou quatrième années : pour l'infanterie, l'artillerie de forteresse, les compagnies spéciales d'artillerie, l'artillerie montée et le train, un rappel de quatre semaines; pour la cavalerie et l'artillerie à cheval, un rappel de six semaines; pour le génie, un rappel de huit semaines.

Projet de loi du Gouvernement.

c) Les miliciens désignés pour les écoles de sous-lieutenants de réserve doivent accomplir les termes de service actif suivants :

Douze mois à l'infanterie, aux troupes d'administration;

Treize mois à la cavalerie, à l'artillerie, au génie et au corps des transports.

d) D'autre part, tout milicien désigné pour une école de sous-lieutenants de réserve, doit accomplir le terme de service actif imposé dans l'arme correspondant à cette école ainsi qu'il est spécifié au litt. c ci-dessus, quel que soit l'arme ou le service auquel il a été primitivement affecté.

e) Les rappels sous les armes sont fixés comme suit :

1° Un rappel d'un mois pour toutes les armes et pour tous les services, pendant que les miliciens font partie de la première armée;

2° Un rappel d'un mois et trois rappels de six jours chacun, pour toutes les armes et pour tous les services pendant que les miliciens font partie de la deuxième armée;

3° Pour les troupes d'armée proprement dites (artillerie d'armée, troupes de transmission, troupes de communication, aéronautique, pontonniers, chars de combat, etc.) ainsi que pour les troupes du service de santé, du service d'intendance, du grand parc de campagne et pour les auxiliaires versés dans les corps de troupe, les miliciens sont soumis au cours des dix premières années à un certain nombre de rappels dont la durée totale ne dépasse pas celle des rappels fixés aux 1° et 2° ci-avant;

Amendements proposés
par la Commission spéciale.

Proposition de loi n° 69 de 1921-1922.

ART. 14.

Au cours des cinq années qui suivent la sortie de l'École des recrues, il y a deux rappels de quinze jours et deux épreuves de mobilisation et de concentration, dont la durée ne dépassera pas six jours.

En dehors de ces rappels, les miliciens sont tenus, pendant leur terme de service actif, à des exercices annuels de tir, dont les conditions sont fixées par arrêté royal.

Loi de 1913.

(i) Toute absence pour blessures ou maladies involontaires compte comme temps de service actif.

Nul ne peut être distrait sans nécessité absolue des termes de service ci-dessus et employé hors des rangs des compagnies, escadrons ou batteries.

(c) Le terme de service actif pour les volontaires est de :

Trois ou cinq ans s'ils sont âgés de plus de dix-huit ans ;

Cinq ou sept ans s'ils sont âgés de moins de dix-huit ans ;

Un, deux ou trois ans pour les miliciens ou volontaires qui, après l'accomplissement de leur terme de service, signeront un nouvel engagement.

Projet de loi du Gouvernement.

4° Les miliciens candidats officiers de réserve sont soumis à des rappels d'une durée totale de six mois ;

5° Les miliciens illettrés, ainsi que ceux qui, bien qu'ayant été reconnus aptes au service des armes, ne satisfont pas à une épreuve d'aptitude physique, doivent accomplir deux mois de service actif en sus du terme fixé au litt. b ci-dessus. Ils sont appelés sous les armes deux mois avant la date fixée pour l'entrée de leur classe.

f) Seules les absences résultant de blessures reçues ou de maladies contractées du fait du service, comptent comme présence au corps.

Amendements proposés
par la Commission spéciale.

Proposition de loi n° 69 de 1921-1922.

ART. 54.

Au litt. c) 5° après les mots :
« ne satisfont pas à une épreuve d'apti-
tude physique », ajouter : *dont l'or-
ganisation et le programme sont dé-
terminés par un arrêté royal doivent
accomplir, etc...*, (comme au texte du
projet.)

ART. 3.

L'éducation physique est obligatoire
dans tous les établissements d'instruc-
tion dirigés par l'État ou subsidiés par
lui.

ART. 4.

Les jeunes gens ayant dépassé l'âge de
la scolarité ou ne fréquentant aucun éta-
blissement d'instruction sont tenus à
s'inscrire dans les sociétés d'éducation
physique agréées. Des arrêtés royaux
déterminent les conditions et les effets
de l'agrégation.

Loi de 1913.

Projet de loi du Gouvernement.

**Amendements proposés
par la Commission spéciale.**

Proposition de loi n° 69 de 1921-1922.

ART. 5.

L'éducation physique est placée sous la direction exclusive du corps enseignant et de spécialistes désignés par l'Office national d'éducation physique, organisé à cet effet par le Ministre des Sciences et des Arts.

ART. 6.

Le Ministre des Sciences et des Arts, après avoir pris l'avis du Ministre de la Défense Nationale, déterminera les conditions d'un examen d'aptitude physique auxquels pourront se présenter les jeunes gens qui ont accompli leur dix-huitième année.

Les examinés seront classés en suffisants et insuffisants. A ces derniers, il sera indiqué en quoi ils ne répondent pas aux exigences de l'examen et comment ils peuvent y remédier. Ils auront la faculté de se représenter aux épreuves suivantes.

ART. 7.

Ceux qui, malgré les avertissements et conseils ci-dessus, n'auront pas justifié d'une aptitude physique normale pourront être appelés sous les drapeaux deux mois avant les autres miliciens. Ils seront toutefois dispensés de ce service supplémentaire s'ils subissent avec succès l'épreuve d'aptitude, ou si leur inaptitude physique n'est pas imputable à un manque volontaire de préparation.

Loi de 1912.

Projet de loi du Gouvernement.

ART. 55.

a) A l'expiration de leur terme de service actif, les hommes sont envoyés en congé illimité.

Toutefois, dans des circonstances spéciales, le Gouvernement peut suspendre ou modifier l'application de cette disposition; ou rappeler temporairement sous les armes, en tout ou en partie, tel nombre de classes qu'ils juge nécessaire. Dans ce dernier cas, la décision est immédiatement portée à la connaissance des Chambres.

b) En cas de mobilisation, le Ministre de la Défense Nationale ordonne le maintien dans leurs foyers, des miliciens appartenant au clergé, d'un culte reconnu, en qualité de curé desservant ou vicaire, de pasteur ou rabbin, à condition qu'ils appartiennent à l'armée territoriale et qu'ils soient signalés par le Ministre de la Justice, sur les propositions des autorités attitrées, comme étant indispensables au service du culte à l'intérieur du Royaume.

La proposition qui les concerne est renouvelée chaque année.

**Amendements proposés
par la Commission spéciale.**

Proposition de loi n° 66 de 1921-1922.

ART. 53.

Ajouter un littéra c) :

c) *En cas de mobilisation, le Ministre de la Défense nationale ordonne le maintien en fonctions des miliciens exerçant les fonctions d'instituteur à condition qu'ils appartiennent à l'armée territoriale et qu'ils soient signalés par le Ministre des Sciences et des Arts comme indispensables au service d'une école primaire dans l'intérieur du royaume.*

Loi de 1913

Projet de loi du Gouvernement.

ART. 56.

a) Les hommes qui ont subi des peines disciplinaires de cachot ou de prison de même que ceux qui se sont rendus coupables d'absences illégales, sont maintenus sous les armes, à l'expiration de leur terme de service actif, dans les limites ci-après et jusqu'à concurrence de cent jours au maximum :

1° Deux jours de maintien sous les armes par jour de cachot ou de prison ;

2° Quatre jours de maintien sous les armes par jour d'absence illégale.

b) Les hommes qui, en raison de leur inconduite, de mauvaise volonté ou de négligence notoire, n'ont pas, à l'expiration de leur terme de service actif, terminé leur instruction militaire, peuvent être maintenus sous les armes jusqu'à ce que cette instruction soit jugée satisfaisante, sans toutefois que la prolongation du service imposé de ce chef puisse dépasser cent jours.

c) La durée totale du maintien sous les armes provenant de l'application au même individu, des dispositions prévues aux litt. a et b du présent article ne peut être supérieure à cent cinquante jours

ART. 57.

(E) Lorsque aucune circonstance exceptionnelle de service ne s'y oppose, les volontaires et les miliciens qui s'en rendent dignes par leur conduite et leur manière de servir, ont droit annuellement à trois congés sans solde, chacun d'une durée d'une semaine. La somme de ces congés ne peut dépasser vingt et un jours qu'à la demande expresse des militaires et des parents.

Toutefois, ces congés peuvent être octroyés en une seule fois, aux volontaires ou miliciens qui désirent participer aux travaux saisonniers.

La durée totale sera portée à trente-six jours par an pour les miliciens dont

a) Indépendamment des congés d'urgence pour motifs graves, les miliciens de bonne conduite ont droit à un congé de faveur sans solde dont la durée ne peut dépasser la proportion d'un jour par mois de service actif imposé par la loi.

b) Les miliciens ne peuvent obtenir d'autres congés que pour des motifs exceptionnels à apprécier par l'autorité militaire.

En aucun cas, ces congés ne peuvent compter comme service actif.

**Amendements proposés
par la Commission spéciale.**

Proposition de loi n° 69 de 1921-1922.

Art. 56.

Rédiger le litt. b, comme suit :

b) Les hommes qui, en raison de leur inconduite, de mauvaise volonté ou de négligence notoire, n'ont pas, à l'expiration de leur terme de service actif, terminé leur instruction militaire, peuvent, *avec l'assentiment du Ministre de la Défense Nationale...*

(Le surplus comme au texte du projet.)

Loi de 1915.

Projet de loi du Gouvernement.

le concours personnel est nécessaire pour les travaux saisonniers de l'exploitation de leurs ascendants ou de leurs frères et sœurs. La demande de congé sera faite par le milicien et sa famille et accompagnée d'un certificat du juge de paix.

Dans tous ces cas, le service actif des bénéficiaires est prolongé à concurrence de l'excédent.

(r) Les miliciens et les volontaires qui se conduisent ou servent mal peuvent être privés des congés temporaires.

Après l'accomplissement de leur terme de service actif, ils peuvent aussi être maintenus sous les armes pour un temps indéterminé, en rapport avec la gravité des fautes commises, et avec leur conduite générale pendant toute la durée de leur service actif.

(c) Des congés extraordinaires de faveur, avec solde, d'une durée de quinze jours au maximum pour les caporaux (brigadiers) et soldats, et d'une durée totale d'un mois pour les sous-officiers, peuvent être accordés annuellement par les chefs de corps aux militaires qui s'en rendent particulièrement dignes par leur zèle et le dévouement qu'ils apportent dans l'accomplissement de leurs fonctions et de leurs devoirs militaires.

(u) Le milicien ou le volontaire, pour des motifs graves jugés valables par l'autorité militaire, peut obtenir un congé interruptif d'une durée de trois mois à deux ans, à condition de parfaire, à sa rentrée, le terme de service actif qu'il doit accomplir en vertu de ses obligations légales ou de son engagement.

Amendement proposés
par la Commission spéciale.

Proposition de loi n° 69 de 1921-1922.

Loi de 1913.

(j) Tous ceux qui sont astreints au service militaire jouissent, aux jours prescrits par leur culte, sauf dans les circonstances exceptionnelles et graves, du temps nécessaire pour remplir leurs devoirs religieux suivant les règles et les usages de leur culte.

Un arrêté royal réglera l'exécution de cette disposition.

(b) Les miliciens en congé illimité sont soumis chaque année à une revue d'effectifs. En sont exempts ceux qui, dans l'année, se sont soumis à un rappel sous les armes.

Art. 64 (57). — Dans des circonstances spéciales, le Gouvernement est autorisé à suspendre ou modifier l'article 63.

Art. 66 (89). — (A) Un arrêté royal détermine les mesures nécessaires pour assurer le rappel rapide et régulier des militaires en congé illimité.

(B) Les militaires en congé illimité ne peuvent établir leur résidence à l'étranger qu'en se soumettant à certaines conditions déterminées par le Ministre de la Guerre.

Projet de loi du Gouvernement

ART. 58.

Les militaires de toutes catégories, qui se trouvent en congé illimité, sont soumis à des revues d'effectifs, dans les conditions déterminées par le Ministre de la Défense Nationale.

Amendements proposés
par la Commission spéciale.

Proposition de loi n° 69 de 1921-1922.

Loi de 1913

Projet de loi du Gouvernement

(c) Les militaires qui contreviennent aux dispositions qui sont prises par application des littéras (A) et (B) ci-dessus alors même qu'il n'y aurait pas infraction aux lois militaires, peuvent être punis par l'autorité militaire et être rappelés sous les armes pour un terme variant de huit jours à six mois.

Art. 67 (90). — (A) Les certificats à l'appui de demandes de libération provisoire ou définitive du service sont délivrés par le collège des bourgmestre et échevins.

(B) Le collège ne peut délibérer si la majorité de ses membres n'est présente.

(c) En cas de parité de voix, la décision est remise à une séance ultérieure, fixée à bref délai à laquelle sera convoqué, au besoin, le conseiller le premier en rang d'ancienneté.

(D) Si, par une cause quelconque, les voix se répartissent une deuxième fois en nombres égaux, celle du président est prépondérante.

Amendements proposés
par la Commission spéciale.

Proposition de loi n° 69 de 1921-1922.

ART. 12.

Si le militaire rappelé est père de famille, il reçoit une indemnité d'un franc par jour et par enfant. Cette indemnité est payée à l'épouse ou à la personne qui a la charge de l'enfant.

Nul ne peut être privé de son emploi à raison de l'accomplissement de ses devoirs militaires. Tout ouvrier ou employé, à l'expiration des périodes de rappel, devra être réintégré dans son emploi, sans que le salaire ou les avantages accordés puissent être réduits.

Loi de 1913.

(E) Il doit être statué sur toute demande; les votes sont mentionnés dans les décisions; en cas de refus du certificat, acte en est donné à l'intéressé.

Art. 68 (9). — Les demandes de certificats motivées par l'état de fortune de la famille doivent être adressées verbalement ou par écrit, soit au commissaire d'arrondissement, soit à l'administration communale, avant le 22 juillet. Il est donné acte de sa déclaration à l'intéressé.

Passé ce délai, les demandes ne pourront plus être admises, à moins qu'elles ne soient fondées sur des faits postérieurs à son expiration.

Toutefois, le conseil de milice et la cour d'appel peuvent relever le milicien de la déchéance encourue, en énonçant les motifs de leur décision.

Art. 77 (100). - (A) Un arrêté royal détermine les conditions d'admission des volontaires.

Il détermine aussi les avantages autres que ceux prévus par la loi qui peuvent leur être accordés.

(B) Le mineur d'âge, n'appartenant pas encore à l'armée, doit justifier préalablement du consentement de son père ou de sa mère veuve ou, s'il est orphelin, de son tuteur. Ce dernier devra être autorisé par délibération du conseil de famille.

Projet de loi du Gouvernement

CHAPITRE XIV.

Des engagements et des rengagements volontaires.

ART. 59.

Un arrêté royal détermine les conditions d'admission des engagés et rengagés volontaires et fixe les avantages, autres que ceux prévus par la présente loi, qui peuvent leur être accordés.

ART. 60.

Les engagements volontaires peuvent être contractés par tout Belge, à partir de l'âge de 16 ans.

Les jeunes gens, âgés de moins de 20 ans, doivent justifier, au préalable du consentement de leur père ou de leur mère veuve, ou, s'ils sont orphe-

**Amendements proposés
par la Commission spéciale**

Proposition de loi n° 69 de 1921-1922.

Loi de 1913.

Projet de loi du Gouvernement.

lins. de leur tuteur. Ce dernier doit y être autorisé par délibération du conseil de famille.

Lorsque les parents se trouvent séparés judiciairement ou de fait, le Ministre de la Défense Nationale peut, si les circonstances le justifient, admettre comme suffisant le consentement de la mère, pour autant que celle-ci ait la garde de l'enfant.

ART. 61.

a) Les engagements prennent cours le jour de la signature de l'acte. Ils sont contractés pour un terme de service actif de quatre, trois ou deux ans, suivant que le volontaire est âgé de 16 à 17 ans, de 17 à 18 ans, de 18 ans et plus.

b) Un arrêté royal détermine les catégories spéciales de volontaires astreints à contracter un engagement pour un terme de service actif d'une durée supérieure, ainsi que les conditions auxquelles doivent satisfaire les volontaires pour être admis dans certaines unités spéciales.

ART. 62.

Des engagements peuvent être contractés :

1° Pour un seul terme de six mois suivant immédiatement le premier terme de service actif;

2° Pour un terme de 1, 2, 3 ou 4 ans, par les volontaires et par les miliciens qui ont accompli leur terme de service actif, ainsi que par tout homme en congé illimité ou dégagé de ses obligations militaires.

Amendements proposés
par la Commission spéciale.

Proposition de loi n° 69 de 1921-1922.

Loi de 1918.

Projet de loi du Gouvernement

ART. 63.

a) Les volontaires de bonne conduite ont droit annuellement à un congé avec solde de 15 jours au plus.

b) La durée du congé avec solde est portée à 30 jours annuellement pour les rengagés des catégories définies au 2° de l'article 62

c) Les dispositions du litt. b de l'article 57 sont applicables aux engagés et rengagés volontaires.

ART. 64.

Indépendamment des obligations de service actif dérivant de leur engagement ou de leur rengagement, les volontaires suivent le sort de la classe incorporée dans l'année au cours de laquelle ils se sont enrôlés.

ART. 65.

En période de mobilisation, des engagements et des rengagements peuvent être contractés dans les conditions fixées par le Ministre de la Défense nationale pour le temps que l'armée sera maintenue sur pied de guerre, et sans que ces engagements dispensent les intéressés des obligations qui leur incomberaient éventuellement en matière de milice. En outre, les engagements et rengagements en cours sont prorogés de plein droit, jusqu'au jour fixé pour la démobilisation de l'armée.

ART. 66.

Les sous-officiers et caporaux (brigadiers) qui jouissent d'une pension de

Amendements proposés
par la Commission spéciale.

Proposition de loi n° 69 de 1921-1922.

Loi de 1913.

Projet de loi du Gouvernement.

retraite, peuvent être maintenus pendant dix ans et au plus jusqu'à l'âge de 55 ans, à la disposition du Ministre de la Défense nationale.

Volontaires de carrière.

(o) Des engagements peuvent être contractés pour une durée d'un terme de milice par tout Belge âgé de seize ans au moins et de trente-cinq ans au plus s'il n'a pas encore servi, de quarante ans au plus s'il a déjà servi.

(x) Des engagements peuvent aussi être contractés par les étrangers tenus de concourir au service de la milice et par ceux qui ont le droit d'opter pour la nationalité belge.

Amendements proposés
par la Commission spéciale.

Proposition de loi n° 69 de 1921-1922.

ART. 14.

Les litt. *d.* et *e* de l'article 77 des lois de milice coordonnées sont remplacés par les dispositions suivantes :

Des engagements volontaires peuvent être contractés par tout Belge, à partir de l'âge de 16 ans.

Les jeunes gens réunissant les conditions d'aptitude requises peuvent, après l'accomplissement de leur terme de service actif normal, ou de leur terme de milice, contracter des engagements d'une durée de 1 à 5 ans, pour tenir dans l'armée des emplois déterminés par le Ministre de la Défense Nationale : artillerie, chars d'assaut, aviation et autres spécialités. Ils sont dès lors considérés comme réengagés.

ART. 15.

En cas d'insuffisance des engagements volontaires pour le recrutement des cadres, la durée du temps de service actif peut être prolongée respectivement de deux mois, ou de quatre mois, en vue d'assurer leur préparation comme sous-officiers et officiers, pour les jeunes gens, désignés à cet effet par le Gouvernement, qui ont fait ou qui font des études moyennes ou supérieures.

A l'expiration de leur terme de service, et s'ils ont réussi leur examen, ils sont nommés officiers ou sous-officiers de complément.

loi de 1915.

Projet de loi du Gouvernement.

Volontaires de milice.

(F) Sont autorisés à servir comme volontaires de milice, à partir de dix-huit ans, les jeunes gens qui pourraient subir un grave préjudice en attendant l'époque de leur inscription.

Sont en outre autorisés à servir comme volontaires de milice, à partir de dix-sept ans, les jeunes gens qui s'engagent à subir les épreuves d'admission dans les cadres de réserve. Un arrêté royal détermine les conditions dans lesquelles ils peuvent bénéficier de cette disposition ainsi que le mode d'accomplissement de leurs obligations de milice.

Ces deux catégories de volontaires de milice sont assimilées aux miliciens de la levée à laquelle ils se rattachent par leur engagement.

Emplois et pensions.

(c) Les emplois dans les corps de troupes sont, dans la mesure du possible, confiés à des militaires rengagés ou à des civils militarisés.

(n) La nature de ces emplois et le nombre de leurs titulaires sont déterminés par arrêté royal.

(i) Un arrêté royal détermine également les services des établissements militaires et les emplois, autres que ceux visés ci-dessus, qui seront confiés à d'anciens militaires ayant accompli leurs obligations de milice et, à leur défaut, à des préposés n'ayant pas servi dans les corps de troupe de l'armée.

(j) Le nombre d'anciens militaires et de préposés n'ayant pas servi dans les corps de troupe de l'armée, appelés aux

Amendements proposés
par la Commission spéciale

Proposition de loi n° 69 de 1921-1922.

Loi de 1911.

Projet de loi du Gouvernement

emplois dont il est question dans les trois paragraphes précédent, ne dépassera pas dix-huit cents.

(к) Les titulaires des emplois dans les corps de troupe et les établissements militaires, recrutés par application du présent article, contractent un engagement spécial de la durée d'un an au moins. Ils reçoivent les salaires ou traitements en rapport avec leurs capacités et leurs fonctions. Ils ont droit, à un âge à déterminer par arrêté royal, à une pension en rapport avec leurs allocations et avec le nombre de leurs années de service.

(L) Ceux qui n'appartiennent pas à l'armée acquièrent la qualité de militaire par le fait de leur entrée au service et de la lecture qui leur est donnée des lois militaires.

(м) En cas de mobilisation de l'armée, la durée de l'engagement des préposés ci-dessus indiqués est prorogée de plein droit pendant tout le temps que l'armée reste sur le pied de guerre.

(N) Le tableau annexé à la présente loi précise les emplois pour lesquels la préférence sera accordée aux anciens volontaires ou rengagés par ordre de plus longue durée de service accompli.

(o) La préférence ne dispense jamais des conditions d'admission à l'emploi. Exception est faite cependant pour la limite d'âge. Celle-ci pourra être dépassée d'un nombre d'années à déterminer pour chaque emploi.

(P) Les sous-officiers et les caporaux (brigadiers) qui jouissent d'une pension de retraite restent pendant dix ans à la disposition du Ministre de la Guerre.

**Amendements proposés
par la Commission spéciale.**

Proposition de loi n° 69 de 1921-1922.

Loi de 1913.

Projet de loi du Gouvernement.

CHAPITRE XV.

Dispositions générales.

ART. 67.

Dans les provinces d'Anvers, du Limbourg, de la Flandre-Orientale, de la Flandre-Occidentale ainsi que dans les arrondissements de Louvain et de Bruxelles, nul ne peut être nommé membre d'une juridiction de milice, ni y être adjoint comme médecin au bureau de recrutement, s'il n'est en état de se servir de la langue française et de la langue flamande dans l'exercice de ses fonctions.

Dans les mêmes provinces et dans l'arrondissement de Louvain les communications aux miliciens et aux délégués des communes se font en langue flamande, à moins que les intéressés ne réclament l'usage du français.

Dans l'arrondissement de Bruxelles, les mêmes communications sont faites en flamand ou en français suivant que les miliciens font usage de l'une ou de l'autre de ces deux langues.

Les avis et les communications écrites, que les autorités et les juridictions de milice adressent aux communes ou au public, sont régis par la loi concernant l'emploi des langues en matière administrative.

ART. 68.

(c) Les volontaires de toutes les catégories, de même que les miliciens, acquièrent la qualité de militaires par le fait de leur incorporation et de la lecture, qui leur est donnée, des lois militaires.

Les volontaires refusés pour inaptitude physique au service peuvent en appeler devant le conseil de revision dans les mêmes conditions que les miliciens.

Le milicien et le volontaire acquièrent la qualité de militaire par le fait de leur entrée au service et de la lecture qui leur est donnée d'un résumé des lois militaires dont le texte est fixé par arrêté royal.

Amendements proposés
par la Commission spéciale.

Proposition de loi n° 69 de 1921-1922.

Loi de 1913.

Projet de loi du Gouvernement.

Art. 78 (101). — (A) Le Roi prend toutes les mesures nécessaires pour l'exécution de la loi, détermine la forme des registres et des autres imprimés, ainsi que le nombre et la nature des pièces dont la production est prescrite. Toute pièce qui n'est pas conforme aux modèles est rejetée,

(B) Chaque année, dans toutes les communes du pays et aux frais de l'État, les dispositions de la présente loi, relatives aux volontaires, ainsi que les dispositions des arrêtés d'exécution, sont affichées. Elles sont, en outre, distribuées à tous les jeunes gens en âge de milice.

Art. 79 (102). — Tous actes et pièces concernant la milice sont exempts de frais de timbre et d'enregistrement.

(J) Tous ceux qui sont astreints au service militaire jouissent, aux jours prescrits par leur culte, sauf dans les circonstances exceptionnelles et graves, du temps nécessaire pour remplir leurs devoirs religieux suivant les règles et les usages de leur culte.

Un arrêté royal réglera l'exécution de cette disposition.

Art. 65 (88). — (A) Les miliciens, à partir de l'incorporation, et les volontaires, à partir de leur engagement, ne peuvent contracter mariage qu'avec le consentement du Ministre de la Guerre.

(B) Les militaires en congé illimité pour avoir accompli leur terme de service actif normal peuvent contracter mariage sans le consentement du Ministre de la Guerre.

ART. 69.

Sauf dans des circonstances exceptionnelles, les militaires jouissent du temps nécessaire pour remplir leurs devoirs religieux aux jours prescrits par leur culte.

ART. 70.

Tant qu'ils ne se trouvent pas en congé illimité, les militaires ne peuvent contracter mariage sans l'autorisation du Ministre de la Défense Nationale.

Amendements proposés
par la Commission spéciale.

Proposition de loi n° 69 de 1921-1922.

ART. 13.

L'article 65 des lois de milice est abrogé. (Nécessité du consentement du Ministre de la Défense Nationale pour contracter mariage.)

Loi de 1913.

Art. 80 (103). — Les individus soumis aux obligations de la présente loi et âgés de dix-neuf à vingt-huit ans accomplis, ne peuvent être mariés que sur la production d'un certificat constatant qu'ils ont satisfait aux obligations imposées, soit par les lois antérieures sur la milice, soit par la présente loi. Il est défendu, dans ce cas, à tout officier de l'état-civil de procéder aux publications de mariage, sous peine d'une amende correctionnelle de 300 fr. à 800 francs.

Art. 81 (104). — Les mêmes individus ne peuvent obtenir une patente ou un passeport pour l'étranger qu'après avoir fourni la preuve qu'ils ont satisfait aux lois sur la milice.

Néanmoins les militaires en congé illimité peuvent obtenir une patente en exhibant leur congé, et un passeport à l'étranger en produisant l'autorisation du département de la guerre.

Projet de loi du Gouvernement.

ART. 71.

a) A partir de l'âge de 17 ans révolus, nul ne peut être marié ou obtenir une patente ou un passeport pour l'étranger s'il ne produit un certificat de milice attestant qu'il a satisfait aux prescriptions légales réglant ses obligations militaires.

b) Toutefois, les militaires en congé illimité, peuvent obtenir une patente en exhibant leur titre de congé et un passeport pour l'étranger en produisant l'autorisation du département de la Défense Nationale.

ART. 72.

a) Tout inscrit dans la réserve de recrutement qui quitte le territoire pour plus d'un mois est tenu d'aviser le bourgmestre et le commandant du bureau de recrutement de la date de son départ et de celle de sa rentrée; il indique, en outre, le nom et l'adresse du répondant qu'il désigne, sous sa responsabilité, pour lui faire parvenir, le cas échéant, les communications lui destinées en matière de milice.

b) Celui qui est inscrit dans la réserve de recrutement alors qu'il habite l'étranger, reçoit les dites communications par la voie diplomatique.

**Amendements proposés
par la Commission spéciale.**

Proposition de loi n° 69 de 1921-1922.

ART. 71.

**1. Supprimer en ce qui concerne le
passeport.**

2. Rédiger le litt. b) comme suit :

b) Toutefois, les militaires en congé
illimité peuvent obtenir une patente en
exhibant leur titre de congé.

Loi de 1913.

Projet de loi du Gouvernement.

ART. 73.

Art. 82 (105). — Nul ne peut être admis à un emploi salarié sur les fonds de l'État, de la province ou de la commune, qu'après avoir fourni la preuve qu'il a satisfait aux lois sur la milice.

Nul ne peut être admis à un emploi de l'État de la province ou de la commune, qu'après avoir fourni la preuve qu'il a satisfait aux prescriptions légales réglant ses obligations militaires.

ART. 74.

Art. 83 (107). — Un règlement d'administration générale organisera, dans tous les régiments de l'armée, des écoles pour les militaires en activité de service.

La fréquentation des cours élémentaires pour tous les soldats ne sachant ni lire ni écrire sera considérée comme faisant partie du service, et comme telle, rendue obligatoire.

Dans tous les corps et services, la fréquentation des cours élémentaires par les soldats ne sachant ni lire ni écrire, est obligatoire et considérée comme faisant partie du service.

ART. 75.

Tous actes concernant la milice sont exempts des frais de timbre et d'enregistrement.

ART. 76.

Le Roi prend toutes les mesures nécessaires pour l'exécution de la loi. Le Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène et le Ministre de la Défense Nationale déterminent, chacun en ce qui le concerne, les modèles de registres et imprimés, ainsi que la nature des documents à produire.

**Amendements proposés
par la Commission spéciale.**

Proposition de loi n° 69 de 1921-1922.

Loi de 1913.

Projet de loi du Gouvernement.

ART. 77.

a) Un arrêté royal détermine les mesures nécessaires pour assurer le rappel rapide et régulier des militaires en congé illimité.

b) Les militaires en congé illimité ne peuvent établir leur résidence à l'étranger qu'en se soumettant à certaines conditions déterminées par le Ministre de la Défense nationale.

c) Les militaires qui contreviennent aux dispositions qui sont prises par application des littéra a et b ci-dessus, alors même qu'il n'y aurait pas infraction aux lois militaires, peuvent être punis par l'autorité militaire et être rappelés sous les armes pour un terme variant de un à trente jours.

CHAPITRE XVI.**Dispositions pénales.****ART. 78.**

Sont déclarés réfractaires :

a) Les Belges qui ne sont pas inscrits dans la réserve de recrutement au 31 décembre de l'année où ils ont 19 ans.

b) Ceux qui, ayant acquis la nationalité belge après avoir atteint l'âge de 19 ans, n'ont pas été inscrits dans la réserve de recrutement conformément à l'article 7.

**Amendements proposés
par la Commission spéciale.**

Proposition de loi n° 69 de 1921-1922.

Loi de 1913.

Projet de loi du Gouvernement.

c) Les miliciens qui, dûment convoqués devant le bureau de recrutement, ne comparaissent pas à l'exception de ceux qui ont demandé à devancer l'appel de leur classe et dont la non-comparution constitue une renonciation à la faveur sollicitée.

ART. 79.

a) Le Gouverneur constate l'obligation de l'inscription dans la réserve de recrutement. Il fait connaître à l'intéressé qu'il a été porté au registre des réfractaires.

b) Le Gouverneur agit de même à l'égard des inscrits qui lui sont signalés par le commandant du bureau de recrutement, comme s'étant soustraits à l'examen physique visé au Chapitre VIII.

c) A partir de cette notification, le milicien, son père ou sa mère ou son tuteur peuvent s'adresser au Ministère de l'Intérieur et de l'Hygiène qui, s'il accueille le recours, ordonne la radiation de l'intéressé du registre des réfractaires. L'appelé est ensuite traité comme le milicien de la levée en cours.

d) Lorsque le recours est rejeté, l'intéressé est déféré au bureau de recrutement, au besoin par voie de contrainte. S'il est déclaré apte au service, il est incorporé avec la classe à laquelle il se rattache ou, si cette dernière est déjà sous les armes, avec la première classe appelée après la décision intervenue. Il ne peut être envoyé en congé illimité

**Amendements proposés
par la Commission spéciale.**

Proposition de loi n° 69 de 1921-1922.

Loi de 1915.

Projet de loi du Gouvernement.

qu'après avoir accompli trois ans de service actif.

e) S'il est reconnu inapte, l'intéressé est exempté ou ajourné conformément aux dispositions de l'article 29. En cas de désignation pour le service succédant à l'ajournement, il est incorporé et traité comme il est stipulé à l'alinéa précédent.

f) Les réfractaires ne peuvent être recherchés ni être maintenus au-delà de l'âge de 45 ans. S'ils doivent atteindre cet âge avant d'avoir accompli six mois de service actif, ils ne sont pas appelés sous les armes.

ART. 80.

Art. 69 (92). — Sont punis d'une amende de 26 francs à 200 francs :

1° Ceux qui ont négligé de requérir l'inscription dans le délai fixé au premier paragraphe de l'article 11 ;

3° Ceux qui, provoquant le trouble ou y participant dans une séance consacrée par l'autorité aux opérations de la milice, ont résisté à un ordre d'expulsion donné par le président ou par le fonctionnaire qui les dirige ;

Sont punis d'une amende de 50 à 400 francs :

a) Celui qui, dans une séance consacrée aux opérations de recrutement, provoquant le trouble ou y participant, a résisté à un ordre d'expulsion donné par le président ou par le commandant du bureau de recrutement.

Amendements proposés
par la Commission spéciale.

Proposition de loi n° 69 de 1921-1922.

Loi de 1913.

2° Les médecins qui, sans motif admis par le conseil de milice, par le conseil d'aptitude, par la cour d'appel ou par le conseil de revision, ont manqué à l'une ou à plusieurs séances de ces collèges, s'y sont rendus tardivement ou ont refusé de visiter à domicile les individus qui leur auraient été désignés;

Projet de loi du Gouvernement.

b) Le médecin qui, sans motifs admis par les juridictions de milice, a manqué à une ou plusieurs séances de ces juridictions, s'y est rendu tardivement ou a refusé de visiter à domicile, les individus qui lui auraient été désignés.

c) Celui qui, dans le but de se soustraire à l'obligation éventuelle de faire partie des cadres de réserve, a fait des déclarations fausses ou s'est refusé à fournir les renseignements ou documents justificatifs.

d) L'employeur qui a refusé de fournir aux autorités compétentes les renseignements réclamés en ce qui concerne le salaire d'un milicien qui sollicite un sursis comme soutien de famille ou qui a fourni des renseignements erronés.

e) Celui qui, dûment commis à cette fin, aura fourni des renseignements inexacts quant à la composition de la famille d'un milicien qui sollicite un sursis comme soutien de ses parents.

L'infraction est constatée par le procès-verbal du bourgmestre, du président ou du commandant du bureau de recrutement suivant le cas.

Art. 70 (93). — L'infraction mentionnée au numéro 1° de l'article précédent est constatée par procès-verbal du bourgmestre; celles que prévoient les n°s 2° et 3° sont constatées par procès-verbal du fonctionnaire qui préside ou dirige la séance de milice.

Amendements proposés
par la Commission spéciale.

Proposition de loi n° 69 de 1921-1922.

ART. 17.

L'article 69 des lois de milice coordonnées est complété par les dispositions suivantes :

1° Ceux qui ont négligé de se rendre à un exercice de préparation militaire avant l'incorporation;

2° Ceux qui ont négligé d'accomplir leurs obligations légales en ce qui concerne les exercices de tir.

Loi de 1915.

Projet de loi du Gouvernement.

ART. 81.

Art. 71 (95). — Sont punis d'un emprisonnement de huit jours à deux ans :

1° Ceux qui ont subi les examens d'aptitude physique prescrits par la loi, en prenant ou en se laissant attribuer le nom d'un tiers, dans le but de lui procurer une exemption ou de le faire admettre au service;

2° Ceux qui, appelés à faire partie du contingent de leur classe, ont employé des moyens propres à faire naître ou à développer des maladies ou infirmités pour se faire exempter du service, ou qui se sont mutilés ou laissé mutiler dans ce but, soit que leur exemption ait été admise, soit qu'elle ait été rejetée. Ils sont, à l'expiration de leur peine, mis à la disposition du Ministre de la guerre pour un terme de huit ans.

Sont punis d'un emprisonnement de 8 jours à 2 ans :

a) Celui qui a subi les examens d'aptitude physique en prenant ou en se laissant attribuer le nom d'un tiers, dans le but de lui procurer l'exemption ou de le faire désigner pour le service.

b) Celui qui a employé des moyens propres à faire naître ou à développer des maladies ou infirmités dans le but de se faire exempter du service ou qui s'est mutilé ou laissé mutiler dans ce but.

ART. 82.

Sont punis d'une amende de 300 à 800 francs, les officiers de l'état civil qui ont procédé aux publications de mariage sans faire produire le certificat dont il est question à l'article 71, litt. a.

ART. 83.

Art. 72 (96). — Les dispositions du livre 1^{er} du Code pénal sont applicables aux infractions prévues par la présente loi.

Les dispositions du Livre I du Code pénal sont applicables aux infractions prévues par la présente loi.

**Amendements proposés
par la Commission spéciale.**

Proposition de loi n° 69 de 1921-1922.

Loi de 1913.

Art. 75 (98). — Est considéré comme déserteur, le Belge désigné pour le service, qui s'expatrie postérieurement pour se soustraire à l'incorporation.

Art. 73 (97). — (A) Celui qui, appelé à faire partie de la levée annuelle, ne s'est pas présenté à l'incorporation ou à la lecture des lois militaires est tenu d'accomplir un terme de service actif de quatre années.

(B) Néanmoins, s'il allègue des causes d'empêchement jugées valables par le gouverneur, il est traité comme les appelés ordinaires.

(C) Le retardataire dont les motifs d'excuse n'ont pas été admis par le gouverneur peut les soumettre à la cour d'appel. Le secours est formé par l'intéressé, son père, sa mère ou son tuteur, suivant les distinctions établies à l'article 9.

Art. 74 (97bis). — Les gouverneurs publient tous les six mois, le 1^{er} janvier et le 1^{er} juillet, une liste générale des retardataires à afficher dans toutes les communes de la province, et ordonnant les mesures nécessaires pour leur arrestation.

Projet de loi du Gouvernement

ART. 84.

Sont traités comme déserteurs :

a) Celui qui, désigné pour le service, n'a pas rejoint son corps ou service, en temps de paix dans les quinze jours, en temps de guerre dans les trois jours après la date fixée.

b) L'inscrit dans la réserve de recrutement qui, appelé au service actif en vertu de l'article 3, littéra c, ne se sera pas rendu à l'endroit qui lui aura été désigné dans les trois jours, après la date fixée.

Amendements proposés
par la Commission spéciale.

Proposition de loi n° 69 de 1921-1922.

Loi de 1913.

Art. 76 (99). — Dans le cas de détention subie en vertu d'un jugement, la durée du service militaire sera prolongée d'un temps égal à celui qui aura été passé dans cet état.

Art. 84. — Les miliciens de 1913 et les ajournés des levées antérieures, exemptés du chef de service de frères, ainsi que les jeunes gens remplacés par un frère antérieurement à la levée de 1913, conservent leurs droits au renouvellement ou à l'obtention de l'exemption dans les conditions prévues par les prescriptions, des lois sur la milice coordonnées qui sont abrogées. Les inscrits qui ont contracté mariage avant le 15 mars 1913 conservent le droit qu'ils auraient eu à l'exonération sous l'empire de la législation abrogée.

Projet de loi du Gouvernement.

Art. 85.

Les lois antérieures sur la milice sont abrogées.

CHAPITRE XVII.**Dispositions transitoires.****Art. 86.**

Le Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène prescrira les mesures nécessaires pour assurer en temps utile le recensement des jeunes gens nés en 1904, 1905 et 1906 en vue de leur inscription dans la réserve de recrutement en 1923.

**Amerdements proposés
par la Commission spéciale**

Proposition de loi n° 69 de 1921-1922.

Loi de 1913.

Projet de loi du Gouvernement.

ART. 87.

Les obligations militaires définies à l'article 2 de la présente loi, sont imposées à partir de la classe de 1909.

ART. 88.

Sont exemptés :

a) Celui dont le père ou deux frères ont été tués par l'ennemi, sont décédés des suites de blessures reçues à l'ennemi ou de maladies ou infirmités contractées par le fait du service, pendant la campagne 1914-1918, ont été portés disparus au cours de cette campagne, ont sacrifié leur vie pour la Patrie pendant l'occupation allemande ou ont été licenciés comme invalides de guerre si l'invalidité est de 70 % au moins.

Toutefois, une exemption n'est accordée que si aucun frère du milicien n'en a déjà bénéficié.

Amendements proposés
par la Commission spéciale.

ART. 87.

Le remplacer par le texte suivant :

Les obligations militaires définies à l'article 2 sont imposées à partir de la classe de 1915.

En outre, en cas de guerre ou lorsque le territoire est menacé et jusqu'au moment où toutes les classes mobilisables seront issues du régime institué par la présente loi, le Roi peut rappeler à l'activité tel nombre ou telle parties des classes congédiées qu'il juge utile, en commençant par la classe la plus récemment congédiée. Cette mesure est immédiatement portée à la connaissance des Chambres.

Les dispositions de la présente loi concernant les rappels en temps de paix sont applicables aux classes de milice du contingent spécial de 1919 à partir de la classe de 1916, et aux classes postérieures.

Les dispositions relatives à la durée du service actif prévues pour les classes antérieures restent maintenues, sauf en ce qui concerne les rappels.

Proposition de loi n^o 69 de 1921-1922.

Loi de 1913.

Projet de loi du Gouvernement.

b) L'ajourné qui, tombant sous l'application des litt. a, b, c et d de l'article 16 des lois de milice coordonnées en 1913, a été désigné conditionnellement pour le service comme milicien de la levée spéciale de 1919 puis replacé dans la position d'ajourné en vertu de l'article 3 de la loi du 30 décembre 1919.

Toutefois, en cas de mobilisation, il est appelé au service et employé à des offices humanitaires utiles à l'armée;

c) L'ajourné qui, en tant que milicien de la levée spéciale de 1919, a obtenu l'exemption provisoire par application de l'article 16, litt. e, f, g et l des lois coordonnées en 1913.

d) L'ajourné qui a été exempté pour cause physique en 1919, 1920 et 1922.

Les miliciens visés aux littéras b, c et d ci-dessus, sont exemptés par le seul effet de la loi.

En cas de mobilisation, les exemptés en vertu des litt. e et f sont appelés au service et employés à la défense des fleuves et des côtes.

e) Tombe sous l'application des litt. b et c du présent article celui qui, appartenant originairement à la levée spéciale de 1919 ayant droit à une des exemptions prévues aux dits littéras a été désigné pour le service et renvoyé ultérieurement en congé illimité par décision du Ministre de la Défense nationale, en application de l'article 4 avant-dernier alinéa de la loi du 15 novembre 1919 ou de l'article 3 de la loi du 3 août 1921.

S'il est désigné pour le service, compte lui est tenu du temps qu'il a passé déjà sous les drapeaux.

Amendements proposés
par la Commission spéciale.

Proposition de loi n° 69 de 1921-1922.

ART. 88.

Libeller le litt. d) comme suit :

*d) Le milicien de la levée spéciale de
1919 qui a été ajourné trois fois pour
cause physique.*

Loi de 1912.

Projet de loi du Gouvernement.

ART. 89.

Les obligations des jeunes gens qui ont été fait prisonniers par l'ennemi en cherchant à passer la frontière pour prendre du service dans l'armée ou pour renseignements aux armées belges ou alliées sont réglées comme suit :

a) Celui qui a subi une détention de dix mois au moins est dispensé d'accomplir son terme de service actif comme milicien.

b) Celui qui a subi une détention de moins de dix mois bénéficie d'une réduction du terme de service équivalent à la durée de sa détention, sans que sa présence sous les armes puisse, en tout cas, être inférieure à quatre mois.

c) L'appelé qui a fait partie, dans le territoire occupé d'un service de renseignements reconnu par le Gouvernement belge ou l'un des Gouvernements alliés, peut obtenir conformément à l'arrêté royal du 15 août 1920, sans préjudice des dispositions des litt. a et b ci-dessus, une réduction du service actif équivalent à la moitié du temps pendant lequel il a effectivement appartenu aux dits services de renseignements. En aucun cas, la présence sous les armes ne peut être inférieure à quatre mois. Les miliciens visés aux litt. b et c sont versés dans les troupes à pied.

ART. 90.

Les miliciens des levées de 1920, 1921 et 1922 qui, ayant droit à une exemption provisoire par application de l'article 16 modifié par l'article 1^{er}, § 6,

**Amendements proposés
par la Commission spéciale.**

Proposition de loi n° 69 de 19

Loi de 1915.

Projet de loi du Gouvernement.

chapitre III de la loi du 5 août 1921, ont été désignés pour le service et renvoyés dans leurs foyers par décision du Ministre de la Défense Nationale en vertu de l'article 3 de ladite loi, sont considérés comme sursitaires et traités comme il est dit au chapitre V.

En cas de non renouvellement de sursis, compte leur est tenu du temps déjà passé sous les drapeaux.

ART. 91.

Les ajournés des levées de 1920, 1921 et 1922 peuvent bénéficier des dispositions prévues aux articles 10, 11, 12 et 14 de la présente loi.

ART. 92.

Les conseils de milice sont compétents pour statuer sur les demandes d'exemption, de dispense totale ou partielle de service et de sursis prévus au présent chapitre.

ART. 93.

L'article 79 est applicable à celui qui est réputé réfractaire lors de l'entrée en vigueur de la présente loi.

Toutefois, on se conforme à la procédure ci-après en ce qui concerne les individus présumés en infraction au regard des arrêtés-lois réglant le recrutement pendant la campagne 1914-1918 :

1° Le Conseil de milice apprécie si, en raison de leur âge, de leur état civil, de leur nationalité et de leur résidence au 21 juillet 1916, les intéressés avaient des obligations effectives de service, dérivant des dits arrêtés-lois.

**Amendements proposés
par la Commission spéciale.**

Proposition de loi n° 69 de 1921-1922.

Loi de 1912.

Projet de loi du Gouvernement.

Dans la négative et si les jeunes gens en cause ont été portés à tort sur le registre des récalcitrants, le Conseil de milice propose leur radiation au Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène.

2° Si l'obligation de servir effectivement pendant la campagne 1914-1918 est constatée, le Conseil examine d'abord la valeur des motifs invoqués par les délinquants pour justifier leur comparution tardive.

Selon que la décision est favorable ou défavorable, les intéressés sont traités comme les miliciens ordinaires soumis à la présente loi ou incorporés pour un terme de milice comme réfractaires et astreints à un service actif de trois années, à moins d'être exemptés pour inaptitude physique.

3° Dans tous les cas, les juridictions de milice, sans apprécier le degré de gravité de l'infraction, défèrent au parquet militaire, les individus visés au 2° ci-dessus et auxquels les pénalités combinées par les arrêtés-lois des 5 janvier, 20 mai et 21 juillet 1916 restent applicables.

Amendements proposés
par la Commission spéciale

Proposition de loi n° 69 de 1921-1922.

(162)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 17 JANUARI 1923.

1. Wetsontwerp op de werving.
 2. Wetsvoorstel tot wijziging der militiewet van 30 Augustus 1913 en tot verkorting van den dienstdag (¹).
-

VERSLAG

NAMENS DE BIJZONDERE COMMISSIE (²) UITGEBRACHT DOOR DEN
HEER DU BUS DE WARNAFFE.

- I. — ALGEMEENE AANMERKINGEN.
- II. — ONDERZOEK VAN DE ARTIKELEN VAN HET ONTWERP.
- III. — AMENDEMENTEN INGEDIEND DOOR DE COMMISSIE.

(¹) Algemeene Memorie van Toelichting, n^o 448 (1921-1922).

Wetsontwerp, n^o 10.

Wetsvoorstel, n^o 69 (1921-1922).

(²) De *Bijzondere Commissie*, voorgezeten door den heer PIRMEZ, bestond uit :

- 1) De leden van de *Bestendige Commissie voor de Landsverleediging* : de heeren BERLOZ, BOVESSE, BRIFAUT, BUYL, CRICK, DE BURLET, DE GERADON, DU BUS DE WARNAFFE, ECKELERS, ERNEST, FIEULLIEN, HOEN, HUYSHAUWER, MANSART, MARCQ, PIERCO, PIRMEZ, RICHARD, VANDE MEULEBROUCKE, VANDERVELDE en VAN HOECK.
- 2) Zes leden benoemd door de *Afdeelingen* : de heeren BRUSSELMANS, DE LIEDEKERKE, SINZOT, DE KERCHOVE D'EXAERDE, CARTON DE WIART en CARLIER (voor het wetsontwerp, n^o 10).
- 3) Zes leden benoemd door de *Afdeelingen* : de heeren JANSON, DU BUS DE WARNAFFE, FISCHER, HYMANS, RUBBENS en TIBBAUT (voor het wetsvoorstel, n^o 69 van 1921-1922).

EERSTE DEEL.

I. — ALGEMEENE AANMERKINGEN.

Sedert enkele jaren werden al de militiewetten beschouwd als zijnde slechts wijzigingen in de organieke wet van 31 Augustus-5 October 1913, en verwezen zij naar dezer bepalingen.

Daaruit sproot eene verwarring van teksten voort, waardoor de militiewetten onverstaanbaar werden voor oningewijden, en waardoor herhaaldelijk aanleiding werd gegeven tot vergissingen in de toepassing.

Aanhangig wetsontwerp stelt een einde aan deze betreurenswaardige gewoonte: het legt ons ter beraadslaging een volledigen, zeer klaren en zeer methodischen tekst voor, die logischerwijs zijne plaats vindt in de reeks Regeeringsontwerpen waarvan het geheel « het statuut van 's Lands verdediging » uitmaakt.

* * *

In het eerste deel van dit verslag zullen wij het ontwerp in zijne groote lijnen uiteenzetten en melding geven van de beschouwingen van algemeenen aard, welke tijdens het onderzoek door de Commissie werden in het midden gebracht.

In het tweede deel zullen wij kennis geven van de opmerkingen van bijzonderen aard, welke tijdens de bespreking der artikelen werden aangevoerd, alsmede van de ingediende amendementen.

Persoonlijke en algemeene dienstplicht.

Door het ontwerp wordt de persoonlijke en algemeene dienstplicht ingevoerd.

Geene uitzondering wordt aangenomen tenzij bij lichamelijke ongeschiktheid (art. 1).

Ondanks de onbepaalde vastheid van deze bepaling, wordt niettemin in het hoofdstuk « Overgangsbepalingen » eene werkelijke definitieve vrijstelling gehuldigd.

Inderdaad, art. 88 luidt :

« Wordt vrijgesteld :

« Hij, wiens vader of twee broeders, tijdens den veldtocht 1914-1918, door den vijand gedood werden, overleden zijn aan de gevolgen van vóór den vijand ontvangen kwetsuren, of van door den dienst zelf opgedane ziekten of lichaamsgebreken, tijdens dezen veldtocht als vermiste werden aangeschreven, hun leven tijdens de Duitse bezetting hebben opgeofferd voor het Vaderland, of als oorlogsinvaliden werden afgedankt, bijaldien de invaliditeit ten minste 7 t. h. bedraagt.

» Vrijstelling wordt, evenwel, maar verleend wanneer geen enkel broeder van den milicien er reeds een heeft bekomen. »

Het geldt hier dus feitelijk eene definitieve vrijstelling van alle militaire verplichtingen, vrijstelling steunende op de beschouwing dat het gezin een offer voor het Vaderland heeft gebracht, waardoor de ontslaging van een gezinslid wordt gebillijkt.

Dergelijke bepaling zal slechts hare uitwerking hebben tijdens een zeker getal jaren : om deze reden wordt zij onder de overgangsbepalingen vermeld.

Door artikel 10 van het ontwerp wordt, onder zekere voorwaarden, eene vrijstelling van den *actieven dienst* verleend aan den eerst opgeroepene van een gezin met ten minste zes kinderen ; deze bepaling stelt echter den gerechtigde onder de verplichtingen welke desgevallend aan de landweer worden opgelegd.

Hetzelfde geldt voor sommige categorieën verdaagden welke zijn bedoeld bij de litt. *b* en *c* van artikel 88.

De militietermijn.

Artikel 2 bepaalt den duur van den « militietermijn » — dat is : den duur tijdens denwelken de militieplichtige aan de militaire verplichtingen onderworpen blijft — op vijf en twintig jaren, verdeeld als volgt :

- 1° Vijftien jaren in het actieve leger en zes reserve ;
- 2° Tien jaren in de landweer.

Geen bezwaar werd tegen den aldus vastgestelden duur van den militietermijn aangevoerd ; een lid echter deed opmerken, dat het ontwerp van de heeren Vandevelde *c. s.* klaarder omljnd was en de verdeling der vijf en twintig jaren van den militietermijn volgenderwijs voorzag :

- Zes jaren in het actieve leger ;
 - Negen jaren in de reserve van het actieve leger ;
 - Tien jaren in de landweer.
- Gemeld lid stelde voor, deze bepalingen aan te nemen.

Daarop werd geantwoord, dat het ontwerp der Regeering feitelijk de verdeling der dienstjaren bepaalde, vermits artikel 2 verwijst naar de inrichting van het leger, zooals deze wordt voorzien in de Algemeene Toelichting der wetsontwerpen welke het statuut van 's Lands Verdediging uitmaken (zie Inrichting van het leger .

In deze toelichting wordt gezegd :

Dat het *eerste leger*, of actieve leger, bestaat uit ten hoogste de vier jongste militieklassen ;

Dat het *tweede leger*, samengesteld uit de vier volgende klassen, in oorlogstijd moet worden benuttigd tegelijkertijd met het eerste leger ;

Dat eene gedrilde *aanvullingsreserve* zal worden samengesteld uit de twee volgende klassen.

De vijf volgende klassen maken de *hulptroepen* uit.

En de laatste tien klassen worden inzonderheid bestemd voor de *industriële mobilisatie*.

Aldus worden, luidens artikel 2, achtereenvolgens de bestemmingen der militieplichtigen bepaald voor den duur van den militietermijn.

Een lid deed opmerken dat geene enkele wetsbepaling den juiste zin van die uitdrukkingen verklaarde, en dat artikel 2 eenvoudig verwees naar eene algemeene toelichting die geen wetgevend karakter draagt.

Om elken twijfel op te heffen, besloot de Commissie aan de Regeering navolgende vraag te stellen :

Vraag :

De vroegere militiewetten bepaalden den duur van den militiedienst op acht jaar in het actief leger en op vijf jaar in de reserve.

Het tegenwoordig ontwerp (art. 2) voorziet vijftien jaar dienst in het actief leger en in dezès reserve, zonder den diensttijd aan te geven in het actief leger en in de reserve.

Het is waar dat de algemeene memorie van toelichting der wetten die het statuut uitmaken van de Landsverdediging (zie Inrichting van het leger), voorziet een *eerste leger* of actief leger, en een *tweede leger* of reserve-leger, die samen met een *aanvullingsreserve* het actief leger in oorlogstijd uitmaken, hetwelk onderscheidenlijk omvat de vier jongste klassen, de vier volgende klassen en de negende en tiende klassen. Naast deze legers zijn er *hulptroepen*, die de vijf klassen volgend op de tiende omvatten, en het *territoriaal leger* dat de tien oudste klassen omvat.

Artikel 2 van het ontwerp verwijst naar deze terminologie, maar er bestaat geene enkele wettelijke bepaling van. Artikel 2 is daardoor onduidelijk.

Ware het niet beter, uitdrukkelijk den diensttijd in het actief leger en in de reserve aan te geven, zooals in de voorgaande wetten altijd gedaan werd ?

Antwoord.

Artikel 2 van het ontwerp voorziet vijftien jaar dienst in het actief leger en in dezès reserve, zonder den diensttijd in het actief leger en in de reserve te bepalen.

De Algemeene Memorie van Toelichting duidt de wijze aan, waarop deze vijftien klassen *in beginsel* zullen benuttigd worden in de verschillende formaties (eerste leger, tweede leger, aanvullingsreserve, hulptroepen).

Men dient inderdaad op te merken dat het niet mogelijk is, op klare wijze en eens voor altijd door eene wet het getal klassen aan te geven, die zullen geplaatst worden in elke der hooger vernoemde formaties (eerste leger, tweede leger, aanvullingsreserve, hulptroepen). De Memorie van Toelichting zet het beginsel van het gebruik der troepen uiteen, maar de hierna opgegeven redenen toonen dat sommige modaliteiten moeten aangenomen worden. De tekst van artikel 2 van het wetsontwerp laat toe, deze te verwezenlijken.

Er is een eng verband tusschen :

- a) De minimum-sterkte die eene elementaire eenheid op vredesvoet moet hebben om te kunnen bestaan ;
- b) De sterkte die deze eenheid moet bezitten op oorlogsvoet ;
- c) De belangrijkheid van de verliezen van allen aard in den loop van een veldtocht.

Wanneer wij theoretisch de effectieven, die de samenstelling moeten uitmaken van het veldleger en van zijn aanvullingsreserve, beperken tot eene bepaalde klas, moet het getal klassen van die reserve grooter zijn voor de infanterie, bij voorbeeld, omdat de verliezen grooter zijn.

Dienvolgens moet het getal klassen, die van 't begin af in het gevechtsleger treden, kleiner zijn. Wij hebben er ten andere belang bij, de infanterie samen te stellen uit de jongst mogelijke klassen.

Op het oogenblik van de mobilisatie moet de artillerie uit een groot getal reserve-eenheden bestaan ; zij moet dienvolgens een grooter klassen bezitten met inachtneming van het feit dat, op vredesvoet, hare elementaire eenheden slechts beschikken over het noodige getal manschappen en paarden om te kunnen bestaan.

Sommige eenheden, zooals deze van de ruitery en van den vliegdiens, moeten altijd in een sterkeren graad van mobilisatie zijn, daar zij bijna onmiddellijk moeten in werking treden ; daaruit vloeit voort dat de aanvullingen van mobilisatie, die zij moeten krijgen, gering zijn, en dat het getal vereischte klassen om ze te mobiliseeren beperkt is.

Het is niet mogelijk, de legertroepen te verdeelen in eerste leger en tweede leger ; deze zullen dus een getal klassen omvatten, dat overeenkomt met het gezamenlijk getal klassen die in het eerste leger en in het tweede leger vallen.

* * *

De Minister van Landsverdediging heeft dit antwoord voor de Commissie nader verklaard.

Hij heeft er op gewezen dat de verklaringen van de Algemeene Toelichting, wat betreft de samenstelling van het *eerste* en het *tweede* leger, alleen konden doelen op het *id quod plerumque fit*. Men kan in deze gevallen geene strenge regelen toepassen. Inderdaad, het getal klassen van het eerste leger zal verschillen volgens de wapens. Voor de infanterie kunnen drie klassen volstaan, terwijl er voor de artillerie meer zullen noodig zijn. Dit hangt af van de sterkte der eenheden.

Om de wet te kunnen toepassen, moet dus de tekst eene zekere lenigheid bezitten.

Dit is zooveel te meer noodig daar men eene vermindering in het effectief der klassen moet voorzien : om reden van de daling van het geboortecijfer gedurende de bezetting, zal de mobiliseerbare legersterkte rond 1935 vallen op 35,000 man, terwijl zij thans gemiddeld 6,000 man bedraagt. Men kan de gevolgen daarvan voorzien, die men niet zou kunnen vermijden, zoo de wet niet eene voldoende lenigheid bezit.

Deze lenigheid is volstrekt noodig om de gevolgen van deze mogelijkheden te vermijden en alle zaken volgens de noodwendigheden, de wapens, de diensten en veranderlijke getallen der aanwerving te kunnen beheeren.

In ieder geval staat het vast dat de dienst in het eerste en in het tweede leger normaal slechts aan de eerste tien klassen zal opgelegd worden.

Gewestelijke groepeeringsen.

In haar ontwerp (art. 6) verdeelt de Regeering het grondgebied in groepeeringsen, die overeenkomen met eene infanteriedivisie en die een mengsel vormen van verschillende bestanddeelen, wat betreft taal en beroep.

Eenige leden van de Commissie hebben dit stelsel bestreden: het levert, meenen zij, ernstige bezwaren op. De oorlog heeft bewezen, zeggen ze, dat, ondanks de pogingen van de officieren om de twee landstalen te kennen, er geene voeling bestaat tusschen de officieren en de soldaten: dit is een groot gevaar, en terzelfdertijd de oorzaak van een der meest gerechtvaardigde grieven van het Vlaamsche volk.

Om dit te vermijden, zijn er twee stelsels mogelijk:

Ten eerste, het vormen van Vlaamsche en Waalsche regimenten, zooals het voorstel-Vandervelde e. s. het vraagt.

Het andere vermijdt het aangehaalde gevaar door aan alle officieren de verplichting op te leggen, de twee talen, in België gebruikt, te kennen.

Dit laatste is het stelsel van de Regeering.

Dit stelsel behelst echter een zekeren dwang voor den officier.

Men kan er voorzeker de billijkheid niet van betwisten, wanneer het ambtenaren geldt, en de officieren zijn onbetwistbaar ambtenaren, die vrijelijk hun beroep kiezen en die dus de wettelijke voorwaarden moeten vervullen om er de verplichtingen van na te leven.

De ambtenaren zijn gemaakt voor het bestuur, en het bestuur is niet gemaakt voor de ambtenaren.

Dit is echter niet het geval voor de *reserve-officieren*. Wat dezen betreft, moet men ofwel aannemen dat er zullen zijn die het Vlaamsch niet kennen — en men kent het gevaar dat daarin gelegen is — ofwel moet men hen verplichten het aan te leeren, en dit zal een nieuwe dwang zijn, gevoegd bij de reeds zoo zware verplichting die de dienst als officieren hen oplegt.

Daarop werd geantwoord dat de verplichting, voor de officieren, de twee talen te kennen eene volstrekte noodzakelijkheid is, van hooger belang, die dus den dwang, er uit voortvloeiend, volkomen wettigde. Door de leerlingen van de Militaire School wordt zij zeer goed aangenomen,

Wat de reserve-officieren betreft, deze vervullen weliswaar eene taak die hun is opgelegd om redenen, waarvan niemand de waarde durfde betwisten. Te dien einde ontvangen zij eene bijzondere en intensieve onderrichting. Niets belet dat het programma van hunne opleiding eene voldoende studie van de Vlaamsche taal bevat.

Vooral is er noodig eene goede inrichting van het leger : zij hangt gedeeltelijk af van den eerbied voor de taalbelangen van de soldaten, zonder dat daarom twee legers noodig zijn. Het volstaat, de kennis van de twee landstalen aan de officieren op te leggen.

De soldaat is bovendien, in den loop van zijn onderrichting en van zijn dagelijksch leven, vooral in betrekking met de onderofficieren. Zoo wordt thans voor de militieplichtigen uit de Vlaanderen de onderrichting gegeven in 't Vlaamsch.

Wanneer dan daarbij de officieren de twee nationale talen voldoende kennen, zooals de bestaande wetten het overigens voorschrijven, blijft er geene enkele reden tot klagen.

Het is dus volstrekt niet onmogelijk, de grieven, gedurende den oorlog opgezezen, en reeds merkkelijk verzacht na den wapenstilstand, geheel te doen verdwijnen.

In den loop van hare bezoeken heeft de Legercommissie op dit vraagstuk hare aandacht gevestigd, en zij heeft nergens eene ernstige klacht ingewonnen.

Het stelsel van den heer Vandervelde c. s. is radicaal : het vormt Waalsche en Vlaamsche regimenten.

Daardoor is het een gevaar voor de eenheid van het land.

Het doet tussehen Vlamingen en Walen een heilzame voeling verdwijnen, die onder soldaten nooit tot wrijvingen heeft aanleiding gegeven.

Het ontslaat de Vlaamsche officieren van de noodzakelijkheid Fransch te kennen, en de Waalsche officieren van de noodzakelijkheid Vlaamsch te kennen, en het gevaar, dat onder den oorlog bestond en dat iedereen in de toekomst wil vermijden, zal daarbij chronisch worden.

In oorlogstijd zijn daarbij de gevaren op onbillijke wijze verdeeld.

* *

De Minister van Landsverdediging, in de Commissie gehoord, heeft het stelsel van zijn ontwerp verdedigd.

Hij heeft uiteengezet dat het regionalisme, zooals het daarin is opgevat, moreele en technische voordeelen oplevert : het laat toe, in elke divisie verschillende elementen te groepeeren met het oog op de taal en op het beroep. Het verzekert de eenheid van het leger.

De louter geographische indeeling zou het bezwaar medebrengen, dat dergelijke elementen niet in elke divisie zouden aanwezig zijn.

Sommige leden zouden willen dat de wet de grenzen van die groepeerings zou bepalen. Dat is niet mogelijk. Naar de opvatting van de Regeering zouden er voortaan *negen* divisies in plaats van zes, zooals nu, bestaan, maar men kan niet bepaald het gebied van aanwerving daarvan aanduiden. Want in den tegenwoordigen stand van zaken zijn er twee divisies noodig om de diensten te verzekeren, die België in de bezette gebieden moet verrichten. Ter wille van de rechtvaardigheid en de gelijkheid moesten deze twee divisies aangeworven worden in het geheele land.

Daardoor is eene definitive regeling slechts later mogelijk.

Zij is ten andere niet wenschelijk, want zij zou de verbeteringen verhinderen, waarvan de practijk het nut zou aanwijzen en die met het stelsel van het ontwerp altijd kunnen ingevoerd worden.

De wervingsreserve.

Door het ontwerp wordt eene wervingsreserve ingevoerd, waarvan deel uitmaken :

a) Al de Belgen, zoodra zij den leeftijd van 17 jaar hebben bereikt en tot het oogenblik dat zij in het leger treden of worden vrijgesteld of geschrapt.

Deze maatregel heeft ten doel, desgevallend, de binnenroeping der militieplichtigen te *vervroegen*, en wordt genoegzaam gebillijkt door de treurige ervaring van 1914.

b) De vreemdelingen, die de Belgische nationaliteit hebben verworven, alvorens den leeftijd van 44 jaar te hebben bereikt.

Hebben deze vreemdelingen den leeftijd van 30 jaren bereikt op het oogenblik, dat zij van nationaliteit veranderen, of hebben zij hunne militaire verplichtingen in hun eigen land vervuld, dan worden zij tot den leeftijd van 35 jaren in de wervingsreserve behouden zonder tot den actieven dienst verplicht te zijn. Te rekenen van dezen leeftijd gaan zij over naar de landweer.

Met andere woorden, de vreemdelingen, die Belg worden, zijn met de Belgen gelijkgesteld in zake militaire verplichtingen.

* * *

De wervingsreserve wordt niet tot den dienst opgeroepen, tenzij ingeval van mobilisatie.

De telling en de inschrijving.

Alvorens de algemeene dienstplicht in voege was, werd de getalsterkte van het jaarlijksch contingent vastgesteld, en de overtolligen, die niet werden ingelijfd, werden van den militairen dienst ontslagen.

Onder deze omstandigheden begrijpt men, dat de inschrijving voor de betrokken personen van het hoogste belang was en men zich uiterst bezorgd moest toonen over de onpartijdigheid der rechtsmachten die gelast waren over de vrijstellingen te beslissen.

Onder het huidige stelsel is de telling feitelijk niet anders dan het werk dat aan de algemeene werving voorafgaat; dit is billijk, wanneer het aan een Koninklijk besluit wordt overgelaten, de formaliteiten van louter bestuursbelang in hunne bijzonderheden te regelen; dit wordt dan ook door het ontwerp gedaan.

De wet gelast de gemeenten, elk jaar, van den 1ⁿ tot den 31ⁿ Maart, over te gaan tot de telling der Belgen die, te rekenen van het volgend jaar, in de wervingsreserve moeten ingeschreven worden.

De belanghebbenden krijgen kennis van hunne inschrijving vóór den 15ⁿ April.

Zij die, om eenige reden, ten onrechte werden geteld, en zij, die werden vergeten, moeten hun bezwaarschrift indienen bij den burgemeester die over de zaak uitspraak doet en kennis geeft van zijne beslissing vóór den 15^e Mei, datum waarop de telling wordt gesloten.

Eens deze termijn verlopen, kunnen de vergissingen in zake inschrijving en weglating niet meer worden terechtgewezen tenzij door den Minister van Binnenlandsche Zaken die optreedt van ambstwege of op beroep vanwege de belanghebbenden.

Dat de plaatselijke overheid belast is met de telling, ontslaat de betrokken personen niet van den plicht, zelf er voor te zorgen dat hunne inschrijving gedaan zij ten laatste den 31^e December van het jaar dat zij 19 jaar bereiken.

Deze verplichting wordt door de wet bekrachtigd : zij, die te kort komen aan deze verplichting, worden *dienstweigeraars* verklaard en zijn strafbaar met eene verzwaring van hunnen militairen dienst (art. 79, litt. D).

De vervroegde oproeping.

Ofschoon de militieleeftijd bepaald zij op volle 19 jaar, hebben zij die, ingeschreven zijnde in de wervingsreserve en 18 jaar oud zijn, het recht vóór de oproeping hunnen dienst te beginnen.

Onder het beheer der voorgaande wetten, was dit recht van zekere vereischten afhankelijk gesteld.

Luidens het ontwerp geldt dit, in algemeenen regel, met dit eenig voorbehoud, namelijk, wanneer de betrokken persoon binnen de reeks valt der militieplichtigen die kunnen aangeduid worden voor de school der reserve-onderluitenanten, en hij voldoet aan de vereischten tot toelating in deze school.

Het doel van deze beperking is klaar : het mag niet, dat het recht van vroegere dienstneming een middel verschaffe om te ontsnappen aan de meer strenge verplichtingen, aan de intellectueele jongelingen opgelegd.

Het Uitstel.

Door het ontwerp worden de definitieve vrijstellingen, welke krachtens de voorgaande wetten geldig waren, afgeschaft. Een facultatief uitstel wordt echter ingevoerd, dat feitelijk overeenkomt met het uitstel, door de wet van 1913 gehuldigd.

Onderscheidene soorten uitstel.

I. — Wij hebben hooger gesproken over *het uitstel met onbeperkten duur*, dat verleend wordt aan den eerst opgeroepene van een gezin met minstens zes kinderen : dat is feitelijk veeleer eene definitieve vrijstelling van *het actieve leger* dan een uitstel.

II. — De eigenlijke uitstellen zijn van tweeërlei aard :

- a) De gewone uitstellen;
- b) De uitzonderlijke uitstellen.

a) GEWONE UITSTELLEN.

Krachtens artikel 14 kan ieder militieplichtige een uitstel van oproeping eischen, dat kan vernieuwd worden zoolang hij wegens zijn leeftijd tot een der vijf jongste lichtingen behoort.

Dit uitstel is van rechtswege eischbaar en van geene voorwaarde afhankelijk.

Deze regeling is eene nieuwigheid, waarvan de voordeelen voor de belanghebbenden niet moeten onderlijnd worden, en die een einde stelt aan de verwikkelingen voortvloeiende uit het feit, dat de uitstellen aan zekere vereischten onderworpen waren.

De Commissie, die het beginsel goedkeurde, was echter van oordeel dat het zou kunnen bezwaar opleveren, dergelijke bevoegdheid gedurende vijf jaar te laten bestaan. Het is niet gewenscht dat de militaire dienst te zeer vertraagd worde, zoowel voor wat het leger aangaat als voor de persoonlijke belangen der militieplichtigen : zij, die zonder nadenken het hun verleende recht zouden uitputten, mochten weleens betreuren hunne inlijving tot den leeftijd van 25 jaar te hebben verdaagd.

De zeer eerbiedwaardige belangen, welke het ontwerp heeft willen vrijwaren, zullen dit genoegzaam zijn, dank zij een uitstel onvoorwaardelijk toegekend, naar enkele belofte van den militieplichtige, gedurende *drie achtereenvolgende jaren*.

Doch het kan ook anders geschieden, wanneer het uitstel gebillijkt wordt door belangen die in aanmerking dienen genomen te worden :

Zoo b. v. het uitstel toegekend aan den kostwinner van het gezin;

Aan den vader weduwnaar met één of meer kinderen;

Aan hem die een belang van onderwijs, studiën of leerlingschap kan doen gelden;

Aan hem die, in de Kolonie, in 's Rijksdienst is;

Aan hem die noodzakelijk is voor de behoeften van een landbouw-, nijverheids- of handelsbedrijf, waaraan hij zich wijdt voor eigen rekening of voor die zijner ouders;

Aan hem die, in de Kolonie of in het buitenland verblijvende, een groot nadeel zou ondergaan, moest hij aan zijnen werkkring onttrokken worden.

Voor deze onderscheidene reeksen, heeft de Commissie goed geoordeeld dat het nuttig was, behalve het gewoon uitstel van drie jaar waarop allen recht hebben, een bijkomend uitstel van zeven jaar te verleenen voor de kostwinnende zonen, van twee jaar voor de vaders weduwnaars met één of meer kinderen, — en van twee jaar in de overige gevallen, — en hun den voorrang te behouden, die voorzien is door het ontwerp, wanneer het aantal aanvragen om gewoon uitstel 12 t. h. van het aantal ingeschrevenen overschrijdt.

b) UITZONDERLIJK UITSTEL.

Uitzonderlijk uitstel is hetgeen boven het gewoon uitstel van drie jaar verleend wordt aan de reeksen welke wij komen aan te halen.

Hoe de aanvragen om uitstel moeten ingediend worden.

De aanvragen om uitstel moeten gericht worden tot den Burgemeester op de wijze en binnen de termijnen als bij Koninklijk besluit zullen worden bepaald.

De militieraad beslist over deze aanvragen.

De militieraad moet de aanvragen om gewoon uitstel ontvangen zonder dat hij de redenen daarvan mag of kan onderzoeken : zijn tussenkomst beperkt zich dezelve eenvoudig geldig te maken.

Anders is het gelegen, wanneer het aantal der aanvragen 12 t. h. van het aantal ingeschrevenen overschrijdt. In dit geval moeten de Militieraden het uitstel verleenen met inachtneming van het recht van voorrang naar luid van artikel 2, alinea's 3 en volgende.

Al degenen, die tot de aldus bepaalde reeksen behooren, hebben recht op uitstel. zelfs indien het getal dezer aanvragen 12 t. h. van de ingeschrevenen te boven gaat. Dit uitstel moet van rechtswege worden toegestaan.

Alleen de aanvragen, die enkel gegrond zijn op de louter persoonlijke belangen der belanghebbenden, worden afgewezen.

Deze reden moet diegenen aanzetten, welke het recht hebben een voorrang in te roepen, er voor te zorgen dat zij hetzelfde aanstippen in hunne aanvraag tot den burgemeester.

Er zijn dus twee reeksen van uitstel :

a) Het niet gebillijkt uitstel, dat van den vrijen wil van den ingeschrevene afhangt, en waarmee geen rekening kan gehouden worden wanneer het aantal aanvragen 12 t. h. van het aantal ingeschrevenen overschrijdt ;

b) Het uitstel dat gegrond is op de redenen voorzien bij de alinea's 4 en volgende van artikel 11 en dat moet toegestaan worden, welk ook het getal der ingeschrevenen zij.

Doch hier kan er bezwaar van practischen aard oprijzen.

Het is, bij voorbeeld, mogelijk dat het geheel aantal aanvragen om uitstel 20 t. h. bedraagt van het getal ingeschrevenen, en dat slechts 7 t. h. der aanvragen behooren tot de reeksen welke recht geven op uitstel.

In dit geval zouden 13 t. h. aanvragen overblijven, wanneer er slechts 5 t. h. kunnen ingewilligd worden.

Hoe moet er dan gehandeld worden?

Deze aanvragen, die van geheel het land uitgaan, moeten allen aan één en dezelfde jurisdictie onderworpen worden.

Welke zal die jurisdictie zijn?

De Commissie heeft dit vraagpunt onderworpen aan de Regeering, die daarop antwoordde als volgt :

Indien in al de wervingsgroepeerings het geheel getal der aanvragen om uitstel niet 12 t. h. overschrijdt, moeten al deze aanvragen om uitstel ingewilligd worden.

Indien, daarentegen, in één of meer wervingsgroepeerings, het geheel getal der aanvragen om uitstel 12 t. h. overschrijdt, dan onderzoeken de Militieraden al de aanvragen en staan alleen uitstel toe aan die militieplichtigen, wier geval behoort tot een der acht reeksen, in *b* van artikel 11 vermeld. De overige aanvragen worden afgewezen.

Onder deze omstandigheden zouden, in het voorbeeld door de Commissie voorgesteld, 7 t. h. der militieplichtigen uitstel bekomen, de overige aanvragen afgewezen zijnde.

Uitstel als kostwinner.

De wet van 1913 (art. 16, litt. *K*) voorzag ten voordeele van den kostwinner van het gezin een tijdelijke vrijstelling van één jaar, welke achtereenvolgens tweemaal kon vernieuwd worden. Na drie jaarlijksche herzieningen moest de uitgestelde zijn werkelijken dienstdtijd uitdoen.

De wet van 7 Maart 1919 (bijzondere lichting van 1919) schafte deze verdaging af, voor de gehuwde militieplichtigen een dienstvermindering tot op 4 maanden voorziende.

In de practijk scheen deze maatregel nadeelig te zijn voor de belangen van het leger, zoodat de Regeering het noodig achtte, voor de lichtingen van 1920, 1921, 1922, voor te stellen, de regeling der tweemaal hernieuwbare verdagingen te herstellen voor de kostwinners van het gezin, zooals onder de wet van 1913.

Het wetsontwerp behoudt deze regeling, doch de duur van het vermogen om het uitstel te vernieuwen, wordt gebracht op tien jaar.

Sommige leden van de Commissie hebben deze bepaling gehekeld, welke schadelijk kan zijn voor den militieplichtige, daar zij hem blootstelt zeer laatijdig zijn militairen dienst te moeten, met het gevolg dat deze bezwaarlijker en voor hem veel schadelijker zal zijn.

De eenen stelden voor, dit uitstel radicaal af te schaffen met toekenning van eene vergoeding, met zijn salaris overeenstemmende, aan het gezin van den militieplichtige,

Daartegen werd aangevoerd dat dergelijke maatregel voor onze Begrooting te zware lasten zou medebrengen en dat hij tot de ergste misbruiken zou kunnen leiden.

Anderen deden gelden dat de voorziene regeling, in beginsel zeer gunstig voor de behoeftige geziene, eventueel den militieplichtige blootstelde om zijn werkelijken dienst te vervullen met een verdaging van 1 tot 10 jaar, op gevaar van de grootste nadeelen. Om dit gevaar te keeren, wilden zij dat, na een te bepalen getal jaren, de uitgestelde zou vrij zijn van den actieven dienst en in de wervingsreserve ingeschreven worden.

Bij de algemeene behandeling, heeft men zich tot deze aanmerkingen beperkt, welke waarschijnlijk bij de behandeling van artikel 12, in openbare vergadering, zullen herhaald worden.

DE MILITIARECHTBANKEN.

VERGELIJKENDE TABEL DER MILITIARECHTBANKEN.

Onder het stelsel der wet van 1913. | Volgens het wetsontwerp.

A. — IN EERSTEN AANLEG.

I. — De Militieraad.

(Een Militieraad per bestuurlijk arrondissement.)

Samenstelling :

Een rechter in de rechtbank van
eersten aanleg, voorzitter;
Een vrederechten;
Een controleur der belastingen.

Bevoegdheid :

De Militieraden hadden als hoofdzaak uitspraak te doen over de bezwaarschriften tegen de inscriptie, en over de aanvragen tot vrijstelling om moreele redenen en tot uitstel.

II. — Geschiktheidsraad.

(Een Geschiktheidsraad per bestuurlijk arrondissement.)

Samenstelling :

Een rechter in de rechtbank van
eersten aanleg, voorzitter;
Twee kapiteins van het leger, bijgestaan, als raadgevers door een militair en door een burgerlijken dokter.

Bevoegdheid :

De lichamelijke geschiktheid der militeplichtigen onderzoeken.

I. — De militieraad.

Samenstelling :

Een voorzitter gekozen onder de werkelijke, plaatsvervangende of eere-magistraten van eene rechtbank van
eersten aanleg;
Een bestuurder, inspecteur of controleur van de belastingen;
Een officier van het leger.

Bevoegdheid :

Uitspraak doen over de aanvragen tot uitstel.
Het ontwerp laat aan een Koninklijk besluit de zorg over, het getal, den zetel en het gebied der militieraden te bepalen.

II. — Het aanwervingsbureau.

Bevoegdheid :

De lichamelijke geschiktheid van de militeplichtigen onderzoeken.
Het ontwerp laat aan een Koninklijk besluit de zorg over, de samenstelling, het getal, den zetel en het gebied van de aanwervingsbureelen te bepalen.

Onder het stelsel van de wet van 1913. |

Volgens het wetsontwerp

B. — BEROEP.**I. — De hoven van beroep,**

die kennis nemen van de gevallen van beroep van de beslissingen der militieraden.

II. — De herzieningsraden,

die kennis nemen van de gevallen van beroep van de beslissingen der geschiktheidsraden.

Samenstelling :

De gouverneur van de provincie.
Twee hogere officieren van het leger, bijgestaan door een militairen-dokter en één burgerlijken dokter als raadgevers.

I. — Een hogere militieraad,

die kennis neemt van de gevallen van beroep van de beslissingen der militieraden zetelend te Brussel,

samengesteld uit :

Een raadsheer van het Hof van beroep, voorzitter;
Een hogere officier van het leger;
Een ambtenaar van het Centraal Bestuur van het Ministerie van Binnenlandsche Zaken, verslaggever.

II. — Een herzieningsraad per provincie,

die kennis neemt van de gevallen van beroep der aanwervingsbureelen,

samengesteld uit :

Een voorzitter gekozen onder de werkelijke, plaatsvervangende en eereleden van de rechtbanken van eersten aanleg;
Een militaire dokter;
Een burgerlijke dokter.

C. — CASSATIE.

De beslissingen getroffen door de rechtbanken van beroep en deze in hoogsten aanleg getroffen door de rechtbanken van eersten aanleg kunnen, volgens het ontwerp, zooals onder de wet van 1913, gebracht worden voor het Hof van Cassatie.

Kortom :

Onder het beheer der wet van 1913 hadden wij :

34 militieraden ;
3 hoven van beroep ;
34 geschiktheidsraden ;
9 herzieningsraden ;
Het hof van cassatie,

te zamen 81 rechtsmachten.

Volgens het wetsontwerp zullen wij hebben :

3 tot 9 militieraden (naar gelang het Koninklijk besluit tot regeling het zal beschikken) ;

Een hogere militieraad ;

25 wervingsbureelen, die gedeeltelijk de werking der vroegere geschiktheidsraden overnemen ;

9 revisieraden ;

Het hof van cassatie,

te zamen 39 of 45 rechtsmachten.

*
* *

Onder de vroegere regelingen, had de samenstelling van de militierechtbanken aanleiding gegeven tot zeer levendige besprekingen, en dit is te verstaan, daar zij moesten kennis nemen van soms zeer kiesche en voor de belanghebbenden gewichtige zaken.

Door de invoering van den persoonlijken en algemeenen dienstplicht, met daarbij de afschaffing van de vrijstellingen en de uitstellen onder voorwaarde, wordt voortaan de taak van de militieraden beperkt tot nagenoeg bestuursdiensten.

De aanvragen om uitstel welke hun voorgelegd worden kunnen niet betwist worden : voor het gewone uitstel, namelijk, is hunne taak beperkt, zooals wij het zegden, tot een geldigmaken.

Zooals wij het deden aanmerken, bevat het ontwerp niet het regelingsstatuut der wervingsbureelen noch de inrichting van de militieraden.

De Commissie heeft dienaangaande de volgende vragen aan de Regeering gesteld :

1° Vraag.

De samenstelling der wervingsbureelen, hun aantal, hun zetel en hun gebied zullen, volgens het ontwerp, bij Koninklijk besluit worden bepaald.

Welke redenen verhinderen dat het statuut tot regeling van deze gerechtshoven bij de wet wordt vastgelegd, zooals dit het geval is voor de daarmee overeenstemmende beroepsjuridictie, den Revisieraad?

Trouwens, de Commissie wenscht de groote lijnen te kennen van het Koninklijk besluit door het ontwerp bedoeld.

Antwoord.

De wervingsbureelen zijn een nieuwigheid ; het schijnt gewenscht te zijn dat niet een gestrenge wetstekst, onmogelijk maakt dat er wijzigingen worden

gebracht, gesteund op de ervaring, in hunne inrichting, in hunne bevoegdheid en in hun gebied. Men moet, inderdaad, bemerken dat deze bureelen zich niet alleen zullen moeten bezighouden met vraagpunten betreffende de militie en de werving, maar ook met zuiver militaire vraagpunten, zooals de mobilisatie.

Thans voorziet men de oprichting van vijf-en-twintig zulke bureelen, derwijze ingedeeld dat zij rechtspraak bezitten over gemiddeld drie duizend nieuwe ingeschrevenen per jaar. Het personeel van elk bureel zal waarschijnlijk bestaan uit : een hooger officier, leider van het bureel, een toegevoegd kapitein, een officier secretaris van den Staf, twee onderofficieren-secretarissen en een planton.

2^{de} vraag.

Naar luid van het wetsontwerp worden het getal, de zetel en het gebied van de militieraden bepaald door een Koninklijk besluit.

Om welke redenen worden deze punten niet geregeld door de wet?

De Commissie zou ten minste de inzichten van de Regeering willen kennen wat betreft het te nemen Koninklijk besluit.

Antwoord.

Volgens de bepalingen van het wetsontwerp zullen de militieraden enkel uitspraak moeten doen over de vragen tot uitstel, wanneer het getal dezer aanvragen grooter is dan 12 t. h. van het cijfer der ingeschrevenen.

Anderzijds behoudt het wetsontwerp in de overgangsbepalingen redenen tot vrijstelling die mettertijd zullen verdwijnen.

Onder die voorwaarden vond het Departement van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid het redelijk, aan de uitvoerende macht de zorg over te laten militieraden op te richten voldoende talrijk om den goeden gang van de verrichtingen binnen een bepaalden termijn te verzekeren.

Men dient te dien aanzien op te merken, dat de eenvormigheid van de rechtspraak zal afhangen van het getal rechtbanken, en dat men bovendien zoo weinig mogelijk magistraten en ambtenaren, aangewezen om de militieraden te vormen, mag wegtrekken van hunne gewone bezigheden.

Het Departement van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid is voornemens een militieraad per provincie op te richten, behoudens dit getal later te verminderen tot op drie (in den zetel van elk Hof van Beroep), wanneer het getal zaken deze vermindering wettigt.

Duur van den militairen dienstdtijd.

Geen debat werd in de Commissie over deze hoofdzakelijke quaestie gevoerd. Alles werd overigens gezegd over de daarmede in verband zijnde voorstellen.

De Minister van Landsverdediging heeft tegenover de Commissie ruime verklaring gegeven van de bepalingen betreffende den duur van den actieven dienstdtijd en van de terugroepingen, in verband met de nieuwe inrichting van het leger.

Wij zullen hier zijne uitleggingen niet overnemen, vermits zij in 't kort vermeld staan in de Algemeene Toelichting der wetsontwerpen die het Statuut van de Landsverdediging uitmaken, wetsontwerpen welke breedvoeriger zullen verklaard worden, in openbare vergadering vóór de behandeling.

TWEEDE DEEL.

BEHANDELING DER ARTIKELEN.

AMENDEMENTEN.

Titel van het Wetsontwerp.

Als titel draagt het ontwerp : « Wetsontwerp op de Werving ».

De voorgaande wetten op dit gebied werden geheeten « Militiewetten ».

De Commissie stelt voor de wet te heeten : « Militie- en wervingswet ».

Deze titel komt beter overeen met de werkelijkheid der zaken : hij doelt op de bevoegdheden door de wet toegekend aan het bestuur van 's Lands Verdediging en aan het bestuur van Binnenlandsche Zaken.

EERSTE ARTIKEL.

In de Algemeene Beschouwingen hebben wij gezegd dat, ofschoon artikel 1 het beginsel huldigt van den algemeenen dienstplicht buiten het geval van lichamelijke ongeschiktheid, het ontwerp niettemin, bij artikel 88, litt. A, eene definitieve vrijstelling van den militairen dienstplicht bevatte.

Diensvolgens dient deze uitzondering te worden aangeduid met artikel 1 litt. B, te doen luiden als volgt :

« B) Buiten het geval van lichamelijke ongeschiktheid kan er geen andere » vrijstelling verleend worden dan die voorzien bij artikel 88, litt. A dezer wet. »

Een lid deed opmerken dat het ontwerp van de heeren Vandervelde c. s., in het eerste artikel, duidelijker was dan dat der Regeering. Het voorziet inderdaad de mobilisatie der miliciens in het leger of in de *nijverheidstakken* : dergelijke bepaling komt overeen met de bedoelingen der Regeering die in de Algemeene Toelichting de industriele mobilisatie voorziet.

Op de aanmerking werd geantwoord dat artikel 1 van het ontwerp slechts het beginsel van den algemeenen dienstplicht huldigt, zonder eene bepaling te geven van de verdeling der miliciens in de onderscheidene diensten; deze verdeling moet geregeld worden door bijzondere bepalingen.

ART. 2.

Littera C van artikel 2 luidt : « de troepen der landweer kunnen, *desnoods*, bij het veldleger ingedeeld worden ».

De voorgaande wetten luiden : « In geval van oorlog of wanneer het grondgebied is bedreigd ».

De Commissie heeft dezen tekst aangenomen, omdat hij duidelijker is.

ART. 4.

Luidens dit artikel, zullen de ingeschrevenen tijdens de wervingswerkzaamheden van een jaar, de militieklasse *van het volgend jaar* vormen.

Niet aldus echter zal het geschieden met de klasse van 1923, die in werkelijken dienst zal treden het jaar zelf dat de haar betreffende wervingswerkzaamheden plaats vinden. Deze uitzondering op den regel, in algemeene bewoordingen bij artikel 4 gehuldigd, moet dus door een tekst worden toegelaten.

De Commissie stelt voor, artikel 4 te doen luiden als volgt :

« Van de militieklasse van het loopende jaar maken deel uit :

- » 1° De bij de wervingsreserve ingeschrevenen, die den leeftijd van 19 jaar op 31 December van het voorgaande jaar hebben bereikt ;
- » 2° De ingeschrevenen bij de wervingsreserve krachtens artikel 3, littera B ;
- » 3° De ingeschrevenen, die vóór de oproeping van hunne klas mogen dienst nemen ;
- » 4° De uitgestelden ;
- » 5° De voor den dienst geschikt bevonden verdaagden. »

ART. 6.

Wij hebben op de bespreking gewezen, waartoe de voorstellen op de gewestelijke groepeerings aanleiding gaven.

Het voorstel van de heeren Vandervelde c. s. werd verworpen met 9 stemmen tegen 5 en 1 onthouding.

De tekst der Regeering werd aangenomen met 11 stemmen tegen 5.

ART. 7.

Dit artikel verleent aan de arrondissementscommissarissen het recht van toezicht over al de gemeenten van hun arrondissement. Deze maatregel wordt gebillijkt door de belangrijkheid der wervingswerkzaamheden.

De Commissie stelt voor, in litt. F de woorden « zonder onderscheid » te doen wegvallen.

ART. 10.

Het wetsontwerp verleent slechts vrijstelling van den actieven dienst aan den eerst opgeroepene van een gezin van ten minste zes kinderen, die zulks aanvraagt, voor zooverre dit gezin niet in welstand verkeert.

Dit is eene beperking die in den loop der bespreking beknibbeld werd. Sommige leden beweerden dat men de groote gezinnen *als dusdanig* moest bevoordeelen, en zonder andere vereischte dan deze van een zeker getal kinderen.

Door het feit zelf dat een gezin groot is, heeft het er een klaarblijkend belang bij, welke ook zijn vermogen weze, dat de oudste ter beschikking blijve.

Andere leden hebben deze zienswijze betwist opwerpend dat er geene enkele reden bestond gunsten te verleen en aan talrijke gezinnen tenzij wanneer deze gewettigd zijn door redenen van kostwinnerschap.

In dien zin hebben zij aangenomen dat men de vrijstelling moest aannemen van zoodra het inkomen niet driemaal zooveel is als het gedeeltelijk vrijgesteld inkomen krachtens de artikelen 41 en 42 der samengeordende wetten van 29 October 1919 en 3 Augustus 1920.

Met 10 stemmen tegen 7 heeft de Commissie de voorwaarde van gebrek aan vermogen verworpen.

Dienvolgens moet alinea a) luiden :

« a) Een onbepaald uitstel wordt verleend aan den eerst opgeroepenene van » een gezin met ten minste zes kinderen, die zulks aanvraagt. »

ART. 11 en 12.

Wij hebben de redenen uiteengezet waarom de Commissie oordeelde het uitstel voor de gewone oproeping te moeten brengen van 5 op 3 jaar.

De Commissie was van gevoelen dat het uitstel aan den weduwnaar, vader van één of meer kinderen, moet verleend worden zonder inachtneming van vermogen, om reden dat het zedelijk belang van het kind hier op het spel staat.

Het uitstel van oproeping om reden van kostwinnerschap wordt, luidens artikel 11, verleend aan :

1^o Den onmisbaren steun van het gezin waarvan het inkomen niet gaat boven de twee derden van het gedeeltelijk belastingvrije minimum van inkomen.

Deze beperking moet naar het oordeel der Commissie niet op de twee derden van het minimum inkomen gebracht worden, maar op het *minimum* van het inkomen vrijgesteld door de belastingwetten.

In verband met voorgaande opmerkingen en met deze aangeduid in Hoofdstuk I, stelt de Commissie voor artikel 11 te doen luiden :

« a) Elke militieplichtige kan een uitstel van oproeping van één jaar bekomen ; dit uitstel kan vernieuwd worden zoolang hij, wegens zijnen leeftijd, » tot een der drie jongste lichtingen behoort. »

Lid 4 :

« 1^o Aan hem, die de onmisbare kostwinner is van vader en moeder of van » een dezer, of, zijn deze overleden, van zijn grootouders of van een dezer, of » van één of meer ouderlooze broeders of zusters. »

Lid 7 :

« Moet de vader of de grootvader overleden zijn of den leeftijd van zestig jaar » bereikt hebben. »

Lid 8 :

« Mag het volle inkomen der leden van het gezin, die samenwonen en één »
 » enkel huishouden uitmaken, buiten het loon van den militieplichtige niet het »
 » minimum-inkomen overschrijden, dat krachtens de artikelen 41 en 42 der »
 » samengeordende wetten van 29 October 1919 en 3 Augustus 1920 is »
 » vrijgesteld. »

Lid 9 :

2° Aan den vader weduwaar met een of meer kinderen.

En artikel 12 te doen luiden :

« a) De militieplichtige, die, ofschoon hij wegens zijn leeftijd niet meer »
 » behoort tot eene der drie jongste lichten, voldoet aan de vereischen gesteld »
 » bij de n^{rs} 2°, 5°, 6°, 7°, 8° van artikel 11, kan bij uitzondering twee nieuwe »
 » achtereenvolgende uitstellen bekomen ».

« b) De militieplichtige, die, ofschoon hij wegens zijn leeftijd niet meer »
 » behoort tot eene der drie jongste lichten, voldoet aan de vereischen gesteld »
 » bij n° 1 van artikel 11, kan zeven nieuwe achtereenvolgende uitstellen beko- »
 » men ».

ART. 14.

Op den 4^{en} regel « 1° en 2° » te vervangen door « 1° of 2° ».

ART. 16.

Zooals wij het reeds verklaarden, zijn er drie soorten van uitstel :

Het gewone uitstel enkel afhankelijk van de keuze van den belanghebbende;

Het gewone uitstel van *rechtswege* dat moet verleend worden aan de ingeschrevenen die het aanvragen en die zich onder de voorwaarden van artikel 11, alinea 4 en volgende bevinden, zelfs dan wanneer het getal aanvragen tot uitstel de 12 t. b. van de lijst der ingeschrevenen overtreft;

Het uitzonderlijk uitstel verleend aan den gezinssteun en aan den weduwnaar vader van kinderen, boven den termijn van de gewone uitstellen.

Men begrijpt dan ook dat, wanneer het een uitstel van *rechtswege* geldt, de aanvragen met redenen moeten onskleed zijn op het oogenblik dat zij aan den burgemeester worden overhandigd : het is een waarborg voor de aanvragers en verlicht het werk der militieraden,

De Commissie stelt voor dat dit zou verplichtend gemaakt worden, doch zonder de sanctie van de uitsluiting.

Bij artikel 16 zou bij gevolg een tweede alinea moeten gevoegd worden luidend :

« In de aanvragen moet worden vermeld of de belanghebbenden zich op een der bepalingen van artikel 11 beroepen. »

ART. 17.

Om alle bedrog te vermijden stelt de Commissie voor dat de militieplichtige, wees of verlaten kind, sedert ten minste *vijf jaar* bij 't verstrijken van zijn 19 jaar moet opgenomen zijn in plaats van sedert drie jaar zooals het ontwerp zegt.

ART. 21.

In den tekst van het ontwerp staat eene zelfout onder littera *B*. Het genoemde artikel is artikel 11, 1^o en 2^o.

ART. 22.

Dit beroep moet toegelaten zijn van alle beslissingen der militieraden, en de termijn van beroep moet door de wet worden vastgesteld.

Bij gevolg wordt de volgende beperking voorgesteld :

- « Tegen de beslissingen van de militieraden kan onderscheidenlijk door de
- » militaire overheden en door de belanghebbenden beroep ingesteld worden.
- » De termijn tot het instellen van beroep bebraagt eene maand vanaf de
- » beteekening der beslissing.
- » Hij bedraagt vijftien dagen voor de wervingsverrichtingen der klasse 1923. »

ART. 30.

De Commissie vraagt dat het wervingsbureel bijgestaan worde door een militair en door een *civil* geneesheer zooals dit het geval was onder de vroegere wetgeving voor de geschiktheidsraden en de wervingscommissiën, en zoals het huidig ontwerp dit voorziet voor de herzieningsraden.

Lid 2 luidt als volgt :

- « Daartoe wordt het wervingsbureel bijgestaan door een militairen geneesheer
- » en door een burgergeneesheer, te benoemen overeenkomstig de bepalingen
- » van het organiek besluit voorzien bij artikel 8 dezer wet. »

ART. 33.

De Commissie stelt voor dit artikel te doen luiden :

- « Zijn de geneesheeren het niet eens, of acht het wervingsbureel het nuttig,
- » dan wordt de belanghebbende gedurende ten hoogste vijftien dagen in een
- » hospitaal ter waarneming opgenomen. »

ART. 36.

De Belgen die in het buitenland verblijven zijn natuurlijk aan de militaire verplichtingen onderworpen.

Tijdens den oorlog werden bijzondere schikkingen te hunnen opzichte genomen : het militiebesluit-wet van 6 November 1915 legde hun den dienst op,

en het besluit-wet van 20 Mei 1916 trof maatregelen tegen de « dienstweigeraars » die dien oproep niet hadden beantwoord.

Het kwam aan de Commissie voor dat de maatregelen, door artikel 36 uitgevaardigd, ontoereikend waren.

Litt. B laat toe aan de militieplichtigen die verblijven in andere vreemde landen dan de Britsche Eilanden en de aangrenzende landen van België, niet voor de wervingsbureelen te verschijnen indien zij blijkbaar ongeschikt zijn voor den dienst of zich in een gezondheidsstaat bevinden die hun elke verplaatsing verbiedt, — en wel op eenvoudige overlegging van een geneeskundig bewijsschrift aan den commandant van het wervingsbureau door bemiddeling van den Gouverneur-Generaal van Congo of van den Belgischen Consul uit het gebied.

Doch het artikel zegt niet op welke wijze dit bewijsschrift moet opgemaakt worden om alle waarborgen van oprechtheid aan te bieden.

De Commissie verlangt dat deze pleegvormen nadrukkelijk worden omschreven, hetgeen bij een Koninklijk besluit zou kunnen geschieden.

Zij stelt voor aan het artikel een slotalinea toe te voegen, luidende :

« De geneeskundige getuigschriften, bij de litt. b) en c) bedoeld, worden gesteld » in de vormen en op de wijzen, bij Koninklijk besluit bepaald. »

ART. 43.

De Commissie wijst erop dat de expert-geneesheer kennis moet geven van zijne beslissing aan het bevoegd wervingsbureau.

Littera d moet dienvolgens worden aangevuld als volgt :

« d) Na de woorden « *ad hoc* akte doet van nemen » toe te voegen : en doet ze » aan het bevoegd wervingsbureau overmaken. »

ART. 51.

Tal van leden hebben gewezen op de crisis welke ontstaat door het gebrek aan lagere onderwijzers, gebrek dat zij gedeeltelijk toeschrijven aan de toepassing der militiewetten.

Zij hebben zich dus afgevraagd of men voor hen geen bijzondere maatregelen hoefde te treffen :

Ofwel ze inlijven bij de hulpdiensten, waardoor de duur van hunnen diensttijd eenigerwijs zou verkort worden.

Ofwel ze van den dienst ontslaan en dezen vervangen door eene militaire voorbereiding in de Normaalschool.

Deze opmerkingen werden onderworpen van den Minister van Landsverdediging die volgende antwoord heeft verstrekt :

Heeft de toepassing der militiewetten bijgedragen tot de aangeklaagde crisis, dan is zulks vooral toe te schrijven aan het feit dat, voor de achteruitgestelde klassen, krachtens onze jongste militiewetten twee klassen per jaar moesten worden ingelijfd, en dat de militaire dienst der leerlingen van de Normaalschool aldus over twee studie jaren liep.

Voortaan zal nog slechts eene klasse per jaar worden ingelijfd en, op voorstel van den Minister van Kunsten en Wetenschappen, zullen de toekomstige onderwijzers derwijze voor den dienst worden opgeroepen dat deze slechts over één jaar hunner studiën loopt.

Daarenboven krachtens het verleende uitstel wordt aan de normalisten alle gewenschte gemakkelijheid gegeven om hunne studiën naar goeddunken te regelen.

Wat de in bediening zijnde onderwijzers betreft, dezen kunnen insgelijks, ten einde de school waar zij werkzaam zijn niet in moeilijkheid te brengen, gebruik maken van de uitstellen of de onderbroken verloven.

Het is niet mogelijk den militairen dienst in de Normaalschool te vervullen en, moest men zich daarmede tevreden stellen, dan zou men de kostbare diensten verliezen, welke de onderwijzers, uit hoofde van hunne bevoegden geschiktheden, aan het leger bewijzen.

De onderwijzers inlijven bij de hulptroepen, ware ook geene oplossing. De hulpdiensten zijn overigens op genoegzame wijze aangevuld.

ART. 52.

De Commissie heeft aan de Regeering volgende vraag gesteld :

Welk is, voor de behoeften van het leger, het vereischte getal reserve-onderluitnants?

Antwoord.

Ten einde, op den eersten dag der mobilisatie, de strijdende eenheden van het eerste en van het tweede leger marschvaardig te maken, zijn en 4,800 reserve-officieren noodig, die volkomen op de hoogte zijn van hun vak.

Gegeven zijnde : 1^o de noodzakelijkheid eene reserve te voorzien; 2^o de zeer talrijke manschappen die, in de eenheden, de eerste dagen der campagne uitvallen, en 3^o de reserveofficieren wier kennissen moeten vervolledigd worden op het oogenblik der mobilisatie, is het noodig, voor de strijdende eenheden, te kunnen rekenen op 8,300 officieren ingeschreven op de contrôlelijsten van de eerste tien militieklassen.

Om tot dien uitslag te geraken, moeten er gemiddeld jaarlijks 830 reserve-onderluitnants worden benoemd.

Daar dezen normaal slechts na drie jaar luitenant worden, moet dus de inschrijving worden voorzien van 2,500 reserve-onderluitnants op de contrôlelijsten.

Sommige reserveofficieren zullen van de bevordering afzien en onderluitnants blijven; zij worden aan het hooger versneld getal toegevoegd.

Eindelijk, wanneer men de noodige kaderindeeling telt voor al de territoriale eenheden en van tweede linie (daarbij begrepen de klassen 16 tot 25), moet het geheel getal der reserveofficieren tot 15,000 komen.

ART. 53.

In overeenstemming met den Minister van Landsverdediging, stelt de Commissie voor, *in fine* van n° 2° van litt. A toe te voegen : « behalve de politieke misdrijven ».

Een voorstel om de woorden « en der drukpers » toe te voegen, werd verworpen met 8 stemmen tegen 5 en 7 onthoudingen.

ART. 54.

Het voorstel van de heeren Vandervelde e. s., waarbij de duur van den werkelijken dienst op zes maanden wordt gebracht, werd verworpen met 17 stemmen tegen 6.

De tekst van artikel 54 van het ontwerp werd goedgekeurd met 14 stemmen tegen 7 en 4 onthoudingen.

*
* * *

Sommige leden vreezen dat de langere dienst opgelegd aan de militieplichtigen aangewezen voor de scholen van onderluitenanten een hinderpaal weze voor hunne aanwerving voorzien, bij artikel 53, als normaal regiem.

Daarover ondervraagd, heeft de Minister van Landsverdediging geantwoord dat dit alzoo kon zijn en dat, om deze reden, hem de macht moest gelaten worden ambtshalve een werving te mogen bevelen.

Het ontwerp voorziet wederoproeping voor de reserveofficieren voor een maximum-tijd van zes maanden ; doch daaruit blijkt niet dat dit noodzakelijk zóó zal moeten geschieden. De toepassing van deze bepaling zal van de omstandigheden afhangen : zij zal bijvoorbeeld verplichtend zijn voor de reserveofficieren die wenschen tot hoogere graden te komen, hetgeen noodzakelijkerwijs een aanvullende opleiding in zich bevat.

Dit zal insgelijks noodzakelijk wezen bij het aanwenden van nieuwe bewapeningen, en, in algemeenen regel, telkenmaal het noodig blijkt om de reserveofficieren op de hoogte hunner taak te stellen.

Met den Minister van Landsverdediging werd overeengekomen dat het programma en de inrichting der proef over lichamelijke geschiktheid, voorzien bij artikel 54, littera E, 5°, bij Koninklijk besluit worden bepaald.

Een amendement werd in dien zin overgelegd.

De vervroegde inlijving voor lichamelijke ongeschiktheid zal eene uitzondering zijn bij het begin van de toepassing der wet, en op dat gebied zal men zich meer eischend toonen slechts naar gelang de lichamelijke opleiding de gemiddelde geschiktheid der recruten verhoogt.

Een lid heeft voorgesteld, deze proef voor de klasse van 1923 te laten wegvallen.

De Minister, ondervraagd zijnde over de regeling welke wordt toegepast op hen die bij de mobilisatie worden uitgesloten, heeft verklaard, dat hij over dit vraagstuk uitlegging zou geven tijdens het openbaar debat.

ART. 55.

Sommige leden hebben den wensch uitgedrukt, dat bepalingen in den aard van die welke voor de noodwendigheden der eerediensten worden vereischt, zouden ingelascht worden om den gang van het lager onderwijs te verzekeren.

De Minister van Landsverdediging heeft zich bij dit voorstel aangesloten, op voorwaarde dat dit uitgaan zou van den Minister van Wetenschappen en Kunsten.

Artikel 55 dient dus te worden aangevuld door een litt. C.

« c) In geval van mobilisatie beveelt de Minister van Landsverdediging dat de » militieplichtigen, die het ambt van onderwijzer uitoefenen in hun ambt » behouden worden, mits zij behooren tot de landweer en zij door den Minister » van Wetenschappen en Kunsten worden aangewezen als onontbeerlijk voor » den dienst eener lagere school binnen het Rijk. »

ART. 56.

Ten einde alle willekeur te weren in de toepassing der bepalingen, voorzien bij de littera b) en c), stelt de Commissie voor te zeggen : « dat die maatregelen ter kennis van den Minister van Landsverdediging zullen gebracht worden, aan wien het behooren zal de toepassing daarvan toe te laten. »

Het aldus gewijzigd artikel werd aangenomen met 17 stemmen tegen 6.

ART. 71.

De Commissie stelt voor, in litt. b) de bepaling doelende op het afleveren van een paspoort te laten wegvallen.

ART. 87.

De wet van 1913 houdt volgende bepaling :

« ART. 3. — In geval van oorlog, of wanneer het grondgebied bedreigd is, kan de Koning zulk getal ontslagen klassen, als hij oorbaar acht, weder voor den dienst oproepen, te beginnen met de klasse die de laatste werd ontslagen. Hij kan ook het afdanken der miliciens en der vrijwilligers van de verschillende soorten opschorsen.

» Deze maatregelen worden onmiddellijk ter kennis van de Kamers gebracht. »

De Commissie was van gevoelen dat het nuttig zou zijn in de wet eene soortgelijke bepaling, aangepast aan de nieuwe inrichting, te plaatsen.

Bijgevolg heeft zij aan de Regceering de navolgende vraag gesteld :

Oordeelt de Regceering het niet nuttig de bepaling van artikel 3 der wet van 1913 over te nemen, met ze aan te passen aan de tegenwoordige organisatie?

Antwoord.

In afwachting dat de wet, waarvan het ontwerp tegenwoordig aan de bespreking der Kamers onderworpen is, in volle werking is, dient men inderdaad in de wet de navolgende bepaling aan te brengen :

Den tekst van artikel 87 van het ontwerp te vervangen door den volgende tekst :

De bij artikel 2 bepaalde militaire verplichtingen worden opgelegd te beginnen met de klasse 1915.

Bovendien kan de Koning, in geval van oorlog of wanneer het grondgebied is bedreigd en tot het oogenblik waarop al de te mobiliseeren klassen zullen opgeleverd zijn door het stelsel bij deze wet ingevoerd, tot den actieven dienst terugroepen het door hem noodig geachte getal weggezonden klassen of gedeelten daarvan, te beginnen met de jongst weggezonden klassen. Deze maatregel wordt dadelijk ter kennis van de Kamers gebracht.

De bepalingen dezer wet betreffende de terugroepingen in vreedstijd zijn van toepassing op de militieklassen van het bijzonder contingent van 1919 te beginnen met de klassen van 1916, alsmede op de latere klassen.

De bepalingen betreffende den duur van den actieven dienst, voor de vroegere klassen voorzien, worden behouden, behalve wat betreft de terugroepingen.

ART. 88.

Het laatste lid van dit artikel moet wegvallen : het is natuurlijk eene missing. Litt. d moet luiden :

d) De militieplichtige van de bijzondere lichting 1919, die driemaal wegens lichamelijke ongeschiktheid werd verdaagd.

* * *

De geheele wet werd aangenomen met 14 stemmen tegen 7 en 3 onthoudingen.

DERDE DEEL

Amendements proposés
par la Commission.

TITRE DE LA LOI.

Lire : Projet de loi de *milice et de*
recrutement.

ARTICLE PREMIER.

Rédiger le litt. B comme
suit :

Hors le cas d'incapacité physique, le
service ne comporte aucune exemption
autre que celle prévue par l'article 88,
litt. A de la présente loi.

ART. 2.

Rédiger le litt. C comme
suit :

En cas de guerre ou lorsque le terri-
toire est menacé, les troupes de l'armée
territoriale peuvent être versées dans
l'armée de campagne.

ART. 4.

Rédiger l'article comme
suit :

Sont appelés à former la classe de
milice de l'année *en cours* :

1° Les inscrits dans la réserve de
recrutement qui *ont* atteint l'âge de

Amendementen voorgesteld
door de Commissie.

TITEL VAN DE WET.

Te lezen : Ontwerp van *militie-*
en wervingswet.

EERSTE ARTIKEL.

Litt. B te doen luiden :

Buiten het geval van lichamelijke
ongeschiktheid kan er geen *andere*
vrijstelling verleend worden *dan die*
voorzien bij artikel 88, litt. A, dezer
wet.

ART. 2.

Litt. C te doen luiden :

In geval van oorlog of wanneer het
grondgebied is bedreigd, kunnen de
troepen der landweer bij het veldleger
ingedeeld worden.

ART. 4.

Het te doen luiden :

Van de militieklasse van het *lopende*
jaar maken deel uit :

1° De bij de wervingsreserve inge-
schrevenen, die den leeftijd van 19 jaar

19 ans au 31 décembre de l'année précédente ;

2° Les inscrits dans la réserve de recrutement en vertu de l'article 3, litt. B ;

3° Les inscrits *admis* à devancer l'appel de leur classe ;

4° Les sursitaires ;

5° Les ajournés reconnus aptes au service.

ART. 7.

Au litt. F supprimer le mot « indistinctement ».

ART. 10.

Rédiger le litt. A comme suit :

a) Un sursis d'une durée illimitée est accordé au premier des appelés d'une famille comptant au moins six enfants, qui la sollicite.

Supprimer le surplus du texte du projet au litt. A.

ART. 11.

Apporter au texte du projet les modifications suivantes :

1. Alinéa 1 :

a) Tout milicien peut obtenir un sursis d'appel d'un an renouvelable tant que, de par son âge, il appartient à l'une des trois dernières levées.

2. Alinéa 4 :

Supprimer les mots « bien encore ».

op 31 December van het voorgaande jaar hebben bereikt ;

2° De ingeschrevenen bij de wervingsreserve krachtens artikel 3, litt. B ;

3° De ingeschrevenen, die vóór de oproeping van hunne klas *mogen* dienst nemen ;

4° De uitgestelden ;

5° De voor den dienst geschikt bevonden verdaagden.

ART. 7.

In litt. F, de woorden « zonder onderscheid » te doen wegvallen.

ART. 10.

Litt. A te doen luiden :

a) Een onbepaald uitstel wordt verleend aan den eerst opgeroepene van een gezin met ten minste zes kinderen, die zulks aanvraagt.

Het overige van den tekst van het ontwerp in litt. A te doen wegvallen.

ART. 11.

Den tekst van het ontwerp te wijzigen als volgt :

1. Lid 1 :

a) Elke militieplichtige kan een uitstel van oproeping van één jaar bekomen ; dit uitstel kan vernieuwd worden zoolang hij, wegens zijnen leeftijd, tot een der drie jongste lichten behoort.

2. Lid 4 :

Het woord « nog » te doen wegvallen.

3. Alinéa 7 :

Que le père ou l'aïeul soit décédé ou ait atteint l'âge de soixante ans.

Supprimer le surplus du texte du projet, qui est inutile, comme faisant double emploi avec l'article 17, 4°

4. Alinéa 8 :

Qu'indépendamment du salaire du milicien, le revenu global des membres de la famille vivant sous le même toit et formant un seul ménage, ne soit pas supérieur au *minimum du revenu exonéré* de l'impôt, en vertu des articles 41 et 42 des lois coordonnées des 29 octobre 1919 et 3 août 1920.

5. Alinéa 9 :

2° Au père resté veuf avec un ou plusieurs enfants.

ART. 12.**Rédiger l'article comme suit:**

a) Le milicien qui, bien que n'appartenant plus, de par son âge, à l'une des trois dernières levées, réunit les conditions énoncées aux 2°, 5°, 6°, 7°, 8° de l'article précédent, peut obtenir exceptionnellement deux nouveaux sursis successifs.

b) Le milicien qui, bien que n'appartenant plus, de par son âge, à l'une des trois dernières levées, réunit les conditions énoncées au 1° de l'article précédent, peut obtenir sept nouveaux sursis successifs.

ART. 14.

Remplacer les mots « 1° et 2° » par « 1° ou 2° ».

3. Lid 7 :

Moet de vader of de grootvader overleden zijn of den leeftijd van zestig jaar bereikt hebben.

Het overige van den tekst van dit lid te doen wegvallen, het is onnoodig, daar het de herhaling van artikel 17, 4°, is.

4. Lid 8 :

Mag het volle inkomen der leden van het gezin, die samenwonen en één enkel huishouden uitmaken, buiten het loon van den militieplichtige niet *het minimum-inkomen* overschrijden, dat krachtens de artikelen 41 en 42 der samengeordende wetten van 29 October 1919-3 Augustus 1920 is *vrijgesteld*.

5. Lid 9 :

2° Aan den vader weduwnaar met een of meer kinderen.

ART. 12.**Het te doen luiden :**

a) De militieplichtige, die, ofschoon hij wegens zijn leeftijd niet meer behoort tot eene der drie jongste lichtingen, voldoet aan de vereischten gesteld bij de n^{rs} 2°, 5°, 6°, 7°, 8° van het voorgaand artikel, kan bij uitzondering twee nieuwe achtereenvolgende uitstellen bekomen.

b) De militieplichtige, die, ofschoon hij wegens zijn leeftijd niet meer behoort tot eene der drie jongste lichtingen, voldoet aan de vereischten gesteld bij n^r 1° van het voorgaand artikel, kan zeven nieuwe achtereenvolgende uitstellen bekomen.

ART. 14.

De woorden « 1° en 2° » te vervangen door « 1° of 2° ».

ART. 16.

Ajouter à l'article un second alinéa :

Les requêtes doivent indiquer si les intéressés se prévalent d'une des dispositions de l'article 11.

ART. 17.

A l'alinéa 2 : cinq ans au lieu de : trois ans.

ART. 21.

Au littera b) : « Article 11 » au lieu de « article 2 ».

ART. 22.

Rédiger l'article comme suit :

Les décisions des conseils de milice sont susceptibles d'appel respectivement de la part des autorités militaires et des intéressés.

Le délai d'appel est d'un mois à courir de la notification de la décision.

Il sera de quinze jours pour les opérations de recrutement de la classe de 1923.

ART. 30.

Libeller l'alinéa 2 comme suit :

A cette fin, le bureau de recrutement est assisté d'un médecin militaire et d'un médecin civil, dont la désignation se fera suivant les dispositions de l'arrêté organique prévu à l'article 8 de la présente loi.

ART. 16.

Een tweede lid toe te voegen, luidende :

In de aanvragen moet worden vermeld of de belanghebbenden zich op een der bepalingen van artikel 11 beroepen.

ART. 17.

In lid 2 : « vijf jaar » in plaats van : « drie jaar ».

ART. 21.

In littera b) : « Artikel 11 » in plaats van : « artikel 2 ».

ART. 22.

Het te doen luiden :

Tegen de beslissingen van de militie-raden kan onderscheidenlijk door de militaire overheden en door de belanghebbenden beroep ingesteld worden.

De termijn tot het instellen van beroep bedraagt eene maand vanaf de betekening der beslissing.

Hij bedraagt vijftien dagen voor de wervingsverrichtingen der klasse 1923.

ART. 30.

Lid 2 te doen luiden :

Daartoe wordt het wervingsbureau bijgestaan door een militairen geneesheer en door een burgergeneesheer, te benoemen overeenkomstig de bepalingen van het organiek besluit voorzien bij artikel 8 dezer wet.

ART. 33.

Rédiger l'alinéa 1 comme suit :

En cas de désaccord entre les médecins, ou si le bureau de recrutement le juge utile, l'intéressé est placé en observation dans un hôpital pour une durée de quinze jours au maximum.

ART. 36.

Ajouter un alinéa final :

Les certificats médicaux visés aux litt. b) et c) seront établis dans les formes et les conditions prescrites par un arrêté royal.

ART. 43.

Après les mots « ad hoc » ajouter : et la fait parvenir au bureau recrutement compétent.

ART. 54.

Au litt. e) 5° après les mots : « ne satisfont pas à une épreuve d'aptitude physique », ajouter : dont l'organisation et le programme sont déterminés par un arrêté royal doivent accomplir, etc..., (comme au texte du projet.)

ART. 55.

Ajouter un littera c) :

c) En cas de mobilisation, le Ministre de la Défense Nationale ordonne le maintien en fonctions des miliciens exerçant les fonctions d'instituteur à

ART. 33.

Lid 1 te doen luiden :

Zijn de geneesheeren het niet eens, of acht het wervingsbureel het nuttig, dan wordt de belanghebbende gedurende ten hoogste vijftien dagen in een hospitaal ter waarneming opgenomen.

ART. 36.

Eene slotalinea toe te voegen :

De geneeskundige getuigschriften, bij de litt. b) en c) bedoeld, worden gesteld in de vormen en op de wijzen, bij Koninklijk besluit bepaald.

ART. 43.

Na de woorden « ad hoc akte doet van nemen » toe te voegen : en doet ze aan het bevoegd wervingsbureel overmaken.

ART. 54.

In litt. e) 5° na de woorden : « niet voldoen aan eene proef over lichamelijke geschiktheid », toe te voegen : waarvan de inrichting en het programma bij Koninklijk besluit bepaald worden, moeten, enz... (het overige zooals in den tekst van het ontwerp).

ART. 55.

Eene littera c) toe te voegen, luidende :

c) In geral van mobilisatie beveelt de Minister van Landsverdediging dat de militieplichtigen, die het ambt van onderwijzer uitoefenen, in hun ambt

condition qu'ils appartiennent à l'armée territoriale et qu'ils soient signalés par le Ministre des Sciences et des Arts comme indispensables au service d'une école primaire dans l'intérieur du royaume.

ART. 56.

Rédiger le litt. b) comme suit :

b) Les hommes qui, en raison de leur inconduite, de mauvaise volonté ou de négligence notoire, n'ont pas, à l'expiration de leur terme de service actif, terminé leur instruction militaire, peuvent, avec l'assentiment du Ministre de la Défense Nationale...

(Le surplus comme au texte du projet.)

ART. 71.

Rédiger le litt. b) comme suit :

b) Toutefois, les militaires en congé illimité peuvent obtenir une patente en exhibant leur titre de congé.

Supprimer ce qui concerne le passeport.

ART. 87.

Le remplacer par le texte suivant :

Les obligations militaires définies à l'article 2 sont imposées à partir de la classe 1915.

En outre, en cas de guerre ou lorsque le territoire est menacé et jusqu'au moment où toutes les classes mobilisables seront issues du régime institué par la présente loi, le Roi peut rappeler à l'activité tel nombre ou telles parties des classes congédiées qu'il juge utile, en

behouden worden, mits zij behooren tot de landweer en zij door den Minister van Wetenschappen en Kunsten worden aangewezen als onontbeerlijk voor den dienst eener lagere school binnen het Rijk.

ART. 56.

Litt. b) te doen luiden :

b) De manschappen die, wegens hun wangedrag, moedwil of blijkbare nalatigheid, na afloop van hunnen termijn actieven dienst, hunne militaire opleiding niet hebben voleindigd, kunnen, niet de instemming van den Minister van Landsverdediging...

(Het overige zooals in den tekst van het ontwerp).

ART. 71.

Litt. b) te doen luiden :

b) De militairen met onbepaald verlof kunnen echter een patent bekomen op vertoon van hunnen verlofbrief.

Te doen wegvallen wat het paspoort betreft.

ART. 87.

Het te vervangen door den volgende tekst :

De bij artikel 2 bepaalde militaire verplichtingen worden opgelegd te beginnen met de klasse 1915.

Bovendien kan de Koning, in geval van oorlog of wanneer het grondgebied is bedreigd en tot het oogenblik waarop al de te mobiliseeren klassen zullen opgeleverd zijn door het stelsel bij deze wet ingevoerd, tot den actieven dienst terugroepen het door hem noodig geachte getal

commençant par la classe la plus récemment congédiée. Cette mesure est immédiatement portée à la connaissance des Chambres.

Les dispositions de la présente loi concernant les rappels en temps de paix sont applicables aux classes de milice du contingent spécial de 1919 à partir de la classe de 1916, et aux classes postérieures.

Les dispositions relatives à la durée du service actif prévues pour les classes antérieures restent maintenues, sauf en ce qui concerne les rappels.

ART. 88.

Libeller le litt. d) comme suit :

d) *Le milicien de la levée spéciale de 1919 qui a été ajourné trois fois pour cause physique.*

De Verslaggever,
DU BUS DE WARNAFFE.

weggezonden klassen of gedeelten daarvan, te beginnen met de jongst weggezonden klassen. Deze maatregel wordt dadelijk ter kennis van de Kamers gebracht.

De bepalingen dezer wet betreffende de terugroepingen in vredes tijd zijn van toepassing op de militieklassen van het bijzonder contingent van 1919 te beginnen met de klassen van 1916, alsmede op de latere klassen.

De bepalingen betreffende den duur van den actieven dienst, voor de vroegere klassen voorzien, worden behouden, behalve wat betreft de terugroepingen.

ART. 88.

Litt. d) te doen luiden :

d) *De militieplichtige van de bijzondere lichting 1919, die driemaal wegens lichamelijke ongeschiktheid werd verdaagd.*

De Voorzitter,
M. PIRMEZ.

(36)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

WETSONTWERP OP DE LEGERWERVING

TABEL

waarin naast elkander zijn opgenomen :

- 1° In de eerste kolom : de tekst der organieke militiewet van 1913;
 - 2° In de tweede kolom : het wetsontwerp van de Regeering op de legerwerving
(Kamer, 1922-1923, Stuk n° 10);
 - 3° In de derde kolom : de amendementen ingediend door de Bijzondere
Commissie;
 - 4° In de vierde kolom : het wetsvoorstel van de heeren Vandervelde c. s.
(Kamer, 1921-1922, Stuk n° 69);
-

MILITIEWET.

(Uittreksel uit het *Belgisch Staatsblad*
van 31 Augustus 1913.)

Wet herdrukt in den Moniteur van 20 Januari 1910, in uitvoering van het Koninklijk besluit van 14 derzelfde maand, samengeordend met de wet van 30 Augustus 1913.

De gedeelten van volvinnen of de termen, welke ingevoerd werden in de wet samengeordend bij Koninklijk besluit van 14 Januari 1910, om deze wet in overeenstemming te brengen met deze van 14 December 1909, zijn met kleine hoofdletter gedrukt.

De vroegere nummers van de artikelen der wetten zijn met kleine letter en tusschen haakjes gedrukt tegenover de nieuwe nummering, ingevoerd bij toepassing van artikel 46, II, der wet van 30 Augustus 1913.

HOOFDSTUK I.**Van de samenstelling van het leger.**

Art. 1. — (A) De werving van het leger geschiedt bij jaarlijksche oproepingen en bij vrijwillige dienstnemingen.

(B) De jaarlijksche oproepingen strekken zich uit, binnen de bij de wet op het contingent bepaalde grenzen, tot al de ingeschrevenen der lichting die niet vallen onder toepassing van hoofdstuk III.

(C) Die oproepingen blijven niet beneden 49 t. h. der ingeschrevenen van de lichting.

(D) De opgeroepen manschappen moeten den militairen dienst in persoon waarnemen.

Wetsontwerp van de Regeering.

(Kamer, 1922-1923, Stuk n^o 10.)

**WETSONTWERP
OP DE WERVING.****EERSTE HOOFDSTUK.****Over de militaire verplichtingen.****EERSTE ARTIKEL.**

a) Ieder Belgisch burger is den militairen dienst verschuldigd ;

b) Buiten het geval van lichamelijke ongeschiktheid, kan er geene vrijstelling van militairen dienst verleend worden ;

c) Het leger wordt geworven door middel van jaarlijksche oproepingen en vrijwillige dienstnemingen en diensthernemingen.

**Amendementen voorgesteld
door de Bijzondere Commissie.**

TITEL VAN DE WET.

Te lezen : Ontwerp *van militie-
en wervingswet.*

EERSTE ARTIKEL.

Litt. B te doen luiden :

Buiten het geval van lichamelijke ongeschiktheid, kan er geen *andere* vrijstelling verleend worden *dan die* voorzien bij artikel 88, litt. a, *dezer wet.*

**Wetsvoorstel n° 69
van 1921-1922.**

EERSTE ARTIKEL.

De artikelen 1 en 2 der samengeordende militiewetten worden door de volgende bepalingen vervangen :

I. Al de burgers moeten tot 's lands verdediging bijdragen.

Gedurende hunnen militietermijn worden de weerbare burgers gemobiliseerd bij het leger of in de voor den oorlog noodige bedrijven.

De werving van het leger geschiedt bij jaarlijksche oproepingen en bij vrijwillige dienstnemingen of wederdienstnemingen.

De jaarlijksche oproepingen omvatten, binnen de grenzen bepaald door de wet op het contingent, al de ingeschrevenen der lichting, op wie hoofdstuk III der wet van 5 Augustus 1921 niet van toepassing is.

Wet van 1913.

Art. 2 (A). — De duur van den militietermijn is acht jaar bij het leger in werkelijken dienst en, daarna, vijf jaar bij de reserve.

(B) De duur van den militietermijn gaat in :

1° Voor de vrijwilligers, te rekenen van den 15ⁿ September volgende op den datum waarop zij hun achttiende jaar volbracht hebben of volgende op den datum hunner dienstneming, indien zij meer dan achttien jaar oud zijn ;

2° Voor de miliciens en de militievrijwilligers, te rekenen van den 15ⁿ September volgende op den datum hunner inlijving.

(c) De reserve kan enkel in geval van oorlog, of wanneer het grondgebied bedreigd is, weder voor den werkelijken dienst worden opgeroepen.

(D) De 11^e, 12^e en 13^e militieklassen zullen slechts gemobiliseerd worden in geval van volstreckte noodzakelijkheid en worden gebruikt voor de verdediging der versterkte plaatsen en in de hulpdiensten.

Wetsontwerp van de Regeering.

ART. 2.

a) De militaire verplichtingen duren vijf en twintig jaar, verdeeld als volgt :

1^a Vijftien jaar in het werkdadig leger en dezes reserve ;

2^a Tien jaar in de landweer.

b) Het werkdadig leger en zijne reserve bestaan uit :

Een eerste leger, in beginsel, samengesteld uit de werkdadige eenheden van op vredesvoet ;

Een tweede leger, in beginsel, samengesteld uit de reserve-formaties van op vredesvoet ; eene aanvullingsreserve, gemeen aan beide legers ; hulptroepen.

c) De troepen der landweer kunnen, desnoods, bij het veldleger ingedeeld worden.

Amendementen voorgesteld
door de Bijzondere Commissie.

Wetsvoorstel n° 69 van 1931-1932.

II. De duur van den militietermijn
wordt bepaald als volgt :

Zes jaar bij het actieve leger ;

Negen jaar bij de reserve van het
actieve leger ;

Tien jaar bij het territoriaal leger.

De duur van de militietermijn gaat
in :

1° Voor de vrijwilligers, vanaf den
15^{en} September volgende op den da-
tum, waarop zij volle zestien jaar oud
zijn, of volgende op den datum hunner
dienstneming, indien zij meer dan zes-
tien jaar oud zijn ;

2° Voor de militieplichtigen en de
militievrijwilligers, vanaf den 15^{en} Sep-
tember volgende op den datum hunner
inlijving.

Art. 2.

Litt. C te doen luiden :

*In geval van oorlog of wanneer het
grondgebied is bedreigd, kunnen de
troepen der landweer bij het veldleger
ingedeeld worden.*

Wet van 1913.

(e) De overgang van de eene klasse naar de volgende en de afdanking der militairen geschieden op 15 December, dat is drie maanden na afloop van het militiejaar.

Art. 3. — In geval van oorlog, of wanneer het grondgebied bedreigd is, kan de Koning zulk getal ontslagen klassen, als hij oorbaar acht, weder voor den dienst oproepen, te beginnen met de klasse die de laatste werd ontslagen. Hij kan ook het afdanken der miliciens en der vrijwilligers van de verschillende soorten opschorsen.

Deze maatregelen worden onmiddellijk ter kennis van de Kamers gebracht.

Wetsontwerp van de Regering.

ART. 3.

a) Bovendien, wordt ereene wervingsreserve tot stand gebracht, waarin ieder Belg ingeschreven wordt, zoodra hij zijn zeventien jaar bereikt, tot het oogenblik waarop hij, hetzij in het leger treedt, hetzij vrijgesteld, hetzij afgeschreven wordt.

b) De vreemdeling die, vóór den leeftijd van 44 jaar, de hoedanigheid van Belg verkrijgt, wordt in de wervingsreserve ingeschreven.

Zijn de wervingsverrichtingen voor de lichting, waartoe hij wegens zijn ouderdom, hadde moeten toebehooren, ten einde, dan wordt hij bij de klas der eerstvolgende lichting gerekend.

c) Is hij echter, op het oogenblik zijner verandering van nationaliteit, dertig jaar oud, of heeft hij, in zijn land van afkomst, aan werkelijke dienstverplichtingen voldaan, dan blijft hij in de wervingsreserve, en wordt hij den 15^e December van het jaar waarin hij 35 jaar oud wordt, bij de landweer ingedeeld.

**Amendementen voorgesteld
door de Bijzondere Commissie.**

Wetsvoorstel n° 69 van 1921-1922.

Wet van 1913.

Wetsontwerp van de Regering.

d) Voorgaande bepalingen worden toegepast onverminderd de internationale overeenkomsten.

e) De wervingsreserve kan alleen in geval van mobilisatie tot werkelijken dienst opgeroepen worden.

ART. 4.

Maken deel uit van de militieklasse van het volgend jaar :

1° De niet uitgestelde ingeschrevenen in de wervingsreserve, die op 31 December 19 jaar oud zijn;

2° De krachtens artikel 3 ingeschrevenen in de wervingsreserve;

3° De ingeschrevenen, die vóór de oproeping van hunne klas mogen binnenkomen;

4° De uitgestelden der vroegere lichten, die geen nieuw uitstel meer verlangen, of er geen meer kunnen bekomen, doordat zij niet meer in de vereischte gevallen verkeerden;

5° De verdaagden der vroegere lichten.

ART. 5.

a) De voor den dienst aangewezen miliciens worden tot den werkelijken dienst opgeroepen op de door den Minister van Landsverdediging vastgestelde datums.

b) De militaire verplichtingen, zooals zij onder littera a) van artikel 2 bepaald zijn, gaan in den 1^{sten} Juli van het jaar, waarvan de klasse het jaartal draagt.

Zij kunnen, echter, niet verlengd worden tot na den 15^{den} December van het jaar, waarin de man den vollen leeftijd van 50 jaar bereikt.

c) De overgang eener klasse naar de landweer, alsook de afdanking van die klasse, geschieden den 15^{den} December.

Zie litt. B van artikel 2 der wet.

Amendementen ingediend
door de Bijzondere Commissie.

Wetsvoorstel n^o 69 van 1921-1922.

ART. 4.

Het te doen luiden :

Van de militieklasse van het *lopende* jaar maken deel uit :

1^o De bij de wervingsreserve ingeschrevenen, die den leeftijd van 19 jaar op 31 December *van het voorgaande jaar hebben bereikt*;

2^o De ingeschrevenen bij de wervingsreserve krachtens artikel 3, *litt. B*;

3^o De ingeschrevenen, die *vóór* de oproeping van hunne klas *mogen dienstnemen*;

4^o *De uitgestelden*;

5^o *De voor den dienst geschikt bevonden verdaagden*.

Wet van 1913.

Wetsontwerp van de Regering

HOOFDSTUK II.

Over de gewestelijke groepeerings.

ART. 6.

In opzicht van werving, is het grondgebied verdeeld in groepeerings, bestaande uit een evenredig aantal Vlaamsche en Waalsche manschappen en manschappen uit de landbouw- en nijverheidsgewesten. Elke groepeerings levert, in beginsel, de voor een bepaalde infanterie-divisie noodige miliciens, die daarin worden verdeeld volgens de dienstbehoeften en buiten inachtneming van afkomst.

De miliciens van de legerkorpstroepen worden genomen uit de groepeerings der divisies, waaruit het legerkorps bestaat.

De troepen, buiten die voor de legerkorpsen, worden over heel het grondgebied aangeworven.

HOOFDSTUK III.

Over de telling.

ART. 7.

HOOFDSTUK II.

Van de inschrijving.

Art. 4 (6). — (A) Alle Belg is eerst verplicht, in het jaar waarin hij zijn 19^e jaar volbracht heeft, zich te doen inschrijven voor de lichting van het volgend jaar.

a) Van den 1^o tot den 31^o Maart, telt de plaatselijke overheid de Belgen, die onder toepassing van artikel 3 vallen, en, te rekenen van het volgend jaar, in de wervingsreserve moeten ingeschreven worden;

Amendementen voorgesteld
door de Bijzondere Commissie

Wetsvoorstel n^o 69 van 1921-1922.

ART. 16.

De militieplichtigen, die hunnen actieven dienstdag hebben voleindigd, worden ingedeeld in afdeelingen, waarvan elke overeenstemt met een bepaald gedeelte van het grondgebied, dat hun wervingsgebied uitmaakt.

De werving geschiedt ter plaatse. De militieplichtigen worden opgenomen in de eenheden overeenstemmende met het gedeelte van het grondgebied, waar zij hunne werkelijke verblijfplaats hebben. Het wervingsgebied mag echter, tot aanvulling van de eenheden der wapens andere dan de infanterie, meer uitgestrekt zijn, doch nooit de grenzen der afdeeling overschrijden.

Wet van 1913.

Wetsontwerp van de Regeering

(b) Hij die jegens eenig land door aanwervingswetten opgelegde plichten heeft, en de hoedanigheid van Belg verkrijgt zonder deze plichten vervuld te hebben, moet zich doen inschrijven in het jaar waarin hij deze hoedanigheid zal bekomen, indien hij vóór het einde van dit jaar zijn 23^e jaar niet volbracht heeft.

Art. 5 (7). — (A) De in België wonende vreemdelingen zijn onderworpen aan de inschrijving :

1° Indien zij in België geboren zijn tijdens dat hunne ouders er woonden ;

2° Indien hunne familie sedert meer dan drie jaar in België woont.

(B) De vreemdelingen die van geene bepaalde nationaliteit bewijzen, moeten zich doen inschrijven in het jaar waarin zij hun 19^e jaar volbracht hebben.

(C) De vreemdelingen die van eene bepaalde nationaliteit bewijzen, moeten zich maar doen inschrijven in het jaar volgende op datgene waarin de aanwervingswet van hun land hun eene verplichting oplegt, waaraan zij niet voldaan hebben; zij zijn er niet toe verplicht, indien zij, in België niet geboren zijnde gedurende dat hunne ouders er woonden, tot eene natie behoren die de Belgen van den krijgsdienst vrijstelt.

(D) De vreemdelingen zijn niet tot inschrijving gehouden, indien de verplichting niet ontstaan is vóór het einde van het jaar waarin zij hun 23^e jaar volbracht hebben ⁽¹⁾.

Art. 6 (8). — Het voorgaande artikel wordt toegepast, onverminderd de uitvoering der internationale overeenkomsten ⁽¹⁾.

Art. 7 (9). — (A) De inschrijving kan altijd van ambtswege door den burgemeester gedaan worden.

⁽¹⁾ Artikel ingetrokken door de wet van 8 Augustus 1921.

**Amendementen ingediend
door de Bijzondere Commissie.**

Wetsvoorstel n° 69 van 1921-1922.

Wet van 1913.

(B) Zij heeft plaats, voor degenen wier ouderdom niet vastgesteld kan worden, op het tijdstip waarop zij, volgens de openbare bekendheid, verondersteld worden den vereischten ouderdom te hebben bereikt.

Art. 8 (10). — Hij die beweert niet te moeten ingeschreven zijn, kan een bezwaar indienen bij den militieraad, die beslist zooals in zake van vrijstelling. Indien zijn bezwaar ingewilligd wordt, zal hij voor een jaar uitgesteld of voorgoed vrijgesteld verklaard worden, naarvolgens hij al of niet nog aan de inschrijving kan onderworpen worden.

Art. 9 (11). — (A) De inschrijving geschiedt in de gemeente van het werkelijk verblijf van den vader des ingeschrevenen; van de moeder bij gebreke van den vader; van den voogd bij gebreke van de moeder; van den ingeschrevene zelf, indien de vader, de moeder en de voogd overleden, onder interdict of zonder bekende verblijfplaats in België zijn; indien hij zijn 21^e jaar volbracht heeft of indien hij gehuwd is.

Wetontwerp van de Regering.

b) Vóór den 15ⁿ April, ontvangt, ieder getelde onderdaan bericht van zijne inschrijving;

c) Wie uit hoofde van zijn ouderdom of zijne nationaliteit, of om 't even welke andere reden, beweert dat hij niet moest geteld worden, of hij die, in de vereischte gevallen verkeerend, op 15 April nog geen bericht van zijne inschrijving heeft ontvangen, moet zijn bezwaar indienen vóór 30 April. De burgemeester beslist en brengt zijne beslissing vóór 15 Mei ter kennis van den bezwaarindiener.

Die verplichting wordt den belanghebbenden ieder jaar herinnerd door middel van plakbrieven.

d) De telling wordt voorgoed afgesloten den 15ⁿ Mei. De Minister van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid kan echter altijd, hetzij ambsthalf, hetzij naar aanleiding van een bezwaar, bevel geven tot inschrijving of afschrijving van hen die mochten vergeten of ten onrechte ingeschreven zijn.

e) De toepassing van de bepalingen van dit hoofdstuk, evenals de te volgen rechtspleging in zake inschrijving in de wervingsreserve, worden bij Koninklijk besluit geregeld.

f) In zake militie heeft de arrondissementscommissaris recht van toezicht over al de gemeenten uit zijn arrondissement, zonder onderscheid.

**Amendementen voorgesteld
door de Bijzondere Commissie.**

Wetsvoorstel n^o 60 van 1921-1922.

ART. 7.

**In litt. F, de woorden « zonder
onderscheid » te doen wegvallen.**

Wet van 1913.

Wetontwerp van de Regeering.

(b) Het verblijf wordt vastgesteld door een jaar voortdurende bewoning van dezelfde gemeente, en wordt maar verloren door voortdurende bewoning van zelfden door eener andere gemeente.

(c) Wanneer het verblijf niet vastgesteld kan worden, geschiedt de inschrijving in de gemeente welke de jongste woonplaats is.

(d) Het kind, dat door eene gemeente rechtstreeks, of door hare godshuizen of haar weldadigheidsbureel opgenomen is, wordt in deze gemeente ingeschreven.

(e) Het kind, geplaatst in uitvoering van de wet op de kinderbescherming of opgesloten in een Staatsgesticht, wordt ingeschreven in de gemeente waar het werkelijk verblijft.

Art. 10 (12). — (a) De inschrijving geschiedt op aanzoek van den vader, de moeder, den voogd of den ingeschrevene zelve, volgens het onderscheid vastgesteld in het voorgaande artikel.

(b) Geene enkele reden stelt van de inschrijving vrij.

(c) Wordt als wederspannige beschouwd, hij die niet op de alphabetische lijst ingeschreven is vóór de sluiting (VAN DEZE LIJST).

(d) De gouverneur stelt de verplichting der inschrijving vast en laat den niet ingeschrevene weten dat hij hem op het register der wederspanningen heeft gebracht.

(e) Binnen vijftien dagen na deze aanzegging, kan de belanghebbende, diens vader, diens moeder of diens voogd, naar het onderscheid in artikel 9 gemaakt, in beroep komen bij het hof van beroep; wordt het beroep ingewilligd, dan kan het hof de schrapping van den belanghebbende of diens gelijkstelling met den regelmatig ingeschreven milicien bevelen.

Amendementen voorgesteld
door de Bijzondere Commissie.

Wetvoorstel n° 69 van 1921-1922.

Wet van 1913

Wetsontwerp van de Regering.

(f) Is het beroep niet te bekwamer tijd ingesteld of is het verworpen, dan wordt de wederspannige tot een lichamelijk onderzoek verwezen naar den geschiktheidsraad. Wordt hij voor den dienst geschikt verklaard, zoo wordt hij voor een militietermijn ingelijfd met de miliciens van de klasse waaraan hij verbonden is. Hij kan eerst met onbepaald verlof naar huis worden gezonden na vier jaar werkelijken dienst, tenzij hij door den Koning worde gelijkgesteld met de gewone miliciens.

(g) De wederspannigen mogen maar opgezocht worden tot den vollen ouderdom van 36 jaar.

Art. 11 (13). — (A) Er wordt, van 1 tot 30 Juni, in elke gemeente een register geopend, tot inschrijving van hen die, op den datum van 1 Januari daarna, zich in een der gevallen bevinden voorzien bij de artikelen 4, 5 en 7.

(B) Den laatsten Zondag van Mei worden de inwoners, door middel van plakbrieven, verwittigd van de opening van dit register, dat op 30 Juni, te vier ure 's namiddags, zal gesloten worden door het proces-verbaal des burgemeesters, het getal der ingeschrevenen vaststellende.

(c) De lijst wordt den 3^e Juli bekendgemaakt en blijft aangeplakt tot den 10^e. De plakbrief duidt aan dat de bezwaren wegens ongewettigde inschrijving of weglating, den burgemeester vóór den 12^e dienen toegezonden.

(d) De burgemeester beslist onmiddellijk en verbetert tevens, ambtshalve, alle blijkbare dwaling die hij vaststelt. Aanzegging van zijne beslissingen wordt gedaan, vóór 15 Juli, aan de klagers en aan hen wier inschrijving zou bevolen wezen, met verwittiging dat zij hun beroep, tot en met 22 Juli, tot den arrondissementscommissaris kunnen richten, datum waarop de alphabetische lijst der ingeschrevenen door dezen ambtenaar wordt gesloten.

**Amendementen voorgesteld
door de Bijzondere Commissie.**

Wetsvoorstel n° 69 van 1921-1922.

Wet van 1913.

Wetsontwerp van de Regeering.

Art. 12 (14). — (A) De burgemeester maakt eene alphabetische lijst op der ingeschrevenen van zijne gemeente, en zendt ze, zooals hij dezelve aangenomen heeft, uiterlijk op 15 Juli, aan den arrondissementscommissaris, er bijvoegende het register der inschrijvingen, gesloten op 30 Juni, de verklaring van bekendmaking en aanplakking, de bezwaren en de beslissingen die hij genomen heeft in de gevallen, voorzien bij het voorgaande artikel, en het bewijs dat zij, wien het behoort, aangezegd werden.

(B) Er wordt over de gevallen van inschrijving beslist door den arrondissementscommissaris, door den gouverneur of door den Minister van Binnenlandsche Zaken, naarvolgens deze gevallen gemeenten betreffen van een zelfde arrondissement, gemeenten van onderscheiden arrondissementen in dezelfde provincie, of gemeenten behorende tot verschillende provinciën.

De beslissingen zijn niet vatbaar voor beroep, behoudens het recht, geopend bij artikel 8.

(C) Tot aan het sluiten der verrichtingen van den geschiktheidsraad en van den revisieraad voor de gezamenlijke ingeschrevenen der lichting, geeft de arrondissementscommissaris, zoo er grond voor is, gevolg aan de bezwaren van hen wier inschrijving mocht verzuimd zijn geweest. Na de sluiting van die verrichtingen, kan tot geene inschrijving meer worden overgegaan.

Art. 13 (15). — Er wordt eene lijst opgemaakt van de ingeschrevenen uit de drie voorgaande jaren, die uitgesteld werden.

**Amendementen voorgesteld
door de Bijzondere Commissie.**

Wetsvoorstel n° 69 van 1921-1922.

Wet van 1913.

Wetsontwerp van de Regering.

HOOFDSTUK IV.**Over de wervingsbureelen.****ART. 8.**

a) Er worden wervingsbureelen tot stand gebracht met een tot de werkdagige kaders van het leger behoorend personeel. Het aantal dezer bureelen, hun zetel, hun territoriaal gebied en hunnesamenstelling worden, op voorstel van den Minister van Landsverdediging, bij Koninklijk besluit bepaald.

b) Benevens de bijzondere opdrachten, die krachtens deze wet binnen hunne bevoegdheid vallen, zijn de wervingsbureelen belast met de uitvoering van de onderrichtingen van den Minister van Landsverdediging aangaande de wervingsverrichtingen en de leger-mobilisatie.

HOOFDSTUK V.**Over de vervroegde oproeping
en de uitstellen.****ART. 9.**

a) In het jaar waarin hij 18 of 19 jaar wordt, mag de ingeschrevene in de wervingsreserve als milicien dienen, mits hij voor den dienst geschikt bevonden weze.

b) Indien de belanghebbende, echter, hogere middelbare studiën doet, moet hij, bovendien, aan de vereischten ter opneming in eene school voor reserve-onderluitnants voldoen.

**Amendementen voorgesteld
door de Bijzondere Commissie.**

Wetsvoorstel n° 69 van 1924-1922.

Wet van 1916.

Wetontwerp van de Regering.

HOOFDSTUK III.

Van vrijstelling, ontheffing, ontslaging
en uitsluiting.

Art. 14 (25). — (A) Vrijstelling en ontslaging mogen, onder geen voorwendsel, bij gelijkenis uitgestrekt.

(B) Vrijstelling wegens maagschap is maar toepasselijk op wettige bloedverwanten; de halve broeder wordt met den vollen broeder gelijkgesteld.

(C) Lichaamsgebreken en ziekten, die recht geven op bepaalde of tijdelijke vrijstelling, worden door een Koninklijk besluit vastgesteld.

(D) Vrijstelling wordt door den militieraad slechts verleend op overlegging van bewijsschriften, waarvan hij de waarde beoordeelt.

Art. 15 (26). — Worden voorgoed vrijgesteld :

(A) De bedienaars der eerediensten;

(B) Zij, die zich uitsluitend en op voortdurende wijze wijden aan de werkzaamheden van een zendingswerk buiten het land, goedgekeurd door de aangeestelde overheden van een der eerediensten bedoeld in artikel 117 der Grondwet;

(C) Hij die niet langer is dan een meter vierhonderd millimeter en hij die, zijn drie en twintigste jaar volbracht heeft op den dag dat de militieklasse, waartoe hij behoort, in werkelijken dienst treedt en die kleiner is dan een meter vijfhonderd veertig millimeter;

(D) Hij die door ongeneesbare lichaamsgebreken voor den krijgsdienst ongeschikt is;

**Amendementen voorgesteld
door de Bijzondere Commissie.**

—

Wetsvoorstel n^o 69 van 1921-1922.

—

Wet van 1932.

(ε) De voor den dienst geschikt verklaarde eerst opgeroepene der familiën welke ten minste vijf kinderen in leven tellen, jonger dan de milicien.

Art. 16 (27). — Worden vrijgesteld voor een jaar :

(κ) Degene, die de onmisbare steun is : a) van zijnen vader en van zijne moeder of van een dezer; b) indien deze laatsten overleden zijn, van zijne grootouders of van een dezer; c) van één of van verscheiden broeders of zusters;

Wetsontwerp van de Regering.

Art. 10.

a) Aan den eerstgeroepene van een huisgezin met ten minste zes kinderen, die zulks aanvraagt, wordt een onbepaald uitstel toegestaan, voor zooveel het volle inkomen der leden van zijn gezin, die onder hetzelfde dak leven en één enkel huishouden uitmaken, niet het dubbel bereike van het minimum-inkomen, dat gedeeltelijk van de belasting vrij is.

b) Deze uitgestelde gaat van de wervingsreserve naar de landweer over den 15^e December van het jaar, waarin hij 35 jaar oud wordt.

Art. 11.

a) Ieder milicien kan een uitstel van oproeping van één jaar bekomen, dat kan hernieuwd worden zoolang hij wegens zijnen ouderdom tot een der vijf laatste lichtingen behoort.

b) De vragen om uitstel worden, zonder andere vormvereischen, ingewilligd, indien er voor ieder der onder artikel 6 bedoelde wervingsgroepeerings, niet meer ingediend worden dan 12 t. h. van het cijfer der onder nummers 1, 2, 3 van artikel 4 gerangschikte ingeschrevenen.

In tegenovergesteld geval, staat de militieraad al de uitstellen toe, welke verleend worden aan de miliciens der hierna bepaalde categorieën :

1° Aan hem, die de onmisbare kostwinner is van vader en moeder of van een dezer, of, zijn deze overleden, van zijn grootouders of van een dezer, ofwel nog, van één of meer ouderlooze broeders of zusters;

Amendementen voorgesteld
door de Bijzondere Commissie

Wetvoorstel n° 69 van 1921-1922.

ART. 10.

Litt. A te doen luiden :

a) Een onbepaald uitstel wordt verleend aan den eerst opgeroepene van een gezin met ten minste zes kinderen, die zulks aanvraagt.

Het overige van den tekst van het ontwerp in litt. A te doen wegvallen.

ART. 11.

Den tekst van het ontwerp te wijzigen als volgt :

1. Lid 4 :

a) Elke militieplichtige kan een uitstel van oproeping van één jaar bekomen; dit uitstel kan vernieuwd worden zoolang hij, wegens zijnen leeftijd, tot een der *drie* jongste lichtingen behoort.

2. Lid 4 :

Het woord « nog » te doen wegvallen.

Wet van 1913.

Wetsontwerp van de Regering.

Om een milicien als onmisbare kostwinner zijner familie te kunnen aanzien :

Moet hij ongehuwd zijn en door zijn werk wezenlijk tot het onderhoud zijner familie bijdragen ;

Moet de vader of de grootvader overleden of zestig jaar oud zijn, of ten gevolge van lichaamsgebrek of langdurige ziekte niet meer in staat zijn om in zijn onderhoud en dat van zijn gezin te voorzien ;

Mag het volle inkomen der leden van het huisgezin, die onder één dak wonen en één enkel huishouden uitmaken, buiten het loon van den milicien, niet grooter zijn dan de twee derden van het minimum-inkomen dat, krachtens artikelen 41 en 42 der samengeordende wetten van 29 October 1919 en 3 Augustus 1920, gedeeltelijk van de belasting is vrijgesteld ;

(L) De vader die weduwnaar is gebleven met één of verscheiden kinderen ;

(M) Indien hij daartoe het verlangen te kennen geeft, hij die, op den datum dat de militieklasse, waartoe hij behoort, in gewonen werkelijken dienst treedt, een broeder in werkelijken dienst heeft als milicien.

De oudste der broeders, die gezamenlijk geroepen zijn om deel van eene lichting uit te maken, stelt zijn broeder vrij alsof hij onder dienst was, wanneer hij voorgoed aangewezen is.

Wanneer de voorrang van ouderdom tusschen tweelingsbroeders niet blijkt uit de geboorteakten, wordt hij vastgesteld door den voorrang van inschrijving op de registers van den burgerlijken stand ;

2° Aan den vader weduwnaar met een of meer kinderen, voor zooveel het een geval geldt van onbemiddeldheid, zooals het bij bovenstaand 1° is bepaald ;

3° Aan hem, die wanneer zijne klasse in werkelijken dienst treedt, een broeder als milicien onder de wapens heeft.

Worden twee broeders tegelijk opgeroepen, dan wordt de jongste uitgesteld, tenzij hij daar ten voordeele van den oudste aan verzaakt ;

Amendementen ingediend
door de Bijzondere Commissie.

Wetsvoorstel n^o 69 van 1921-1922.

3. Lid 7 :

Moet de vader of de grootvader overleden zijn of den leeftijd van zestig jaar bereikt hebben.

Het overige van den tekst van dit lid te doen wegvallen; het is onnoodig, daar het de herhaling van artikel 17, 4^o, is.

4. Lid 8 :

Mag het volle inkomen der leden van het gezin, die samenwonen en één enkel huishouden uitmaken, buiten het loon van den militieplichtige niet *het minimum-inkomen* overschrijden, dat krachtens de artikelen 41 en 42 der samengeordende wetten van 29 October 1919-3 Augustus 1920 is *vrijgesteld*.

5. Lid 9 :

2^o Aan den vader weduwnaar met een of meer kinderen.

Wet van 1913.

(Zie litt. E van art. 15 der wet).

(c) Zij, die op onafgebroken wijze in dienst van den Staat zijn in de Kolonie;

(u) De ingeschrevenen die, zonder een ernstig nadeel te ondergaan, hunne studiën of hun leertijd niet kunnen onderbreken, of tijdelijk de landbouw-, nijverheids- of handelsinrichting verlaten welke zij voor eigen rekening of voor die hunner ouders beheeren. De vrijstelling uit dien hoofde kan niet worden uitgesproken ten bate van den ingeschrevene van het langstverloopen jaar, op de bij artikel 13 voorziene lijst gebracht;

(A) Zij, die deel uitmaken van eene geestelijke gemeente, in het land gevestigd;

(B) Zij die, na hunne middelbare studiën, zich wijden aan den geestelijken staat of aan de zendingen, en leerlingen in de godgeleerdheid zijn in eene door de wet erkende inrichting, zoo er voor hunnen eeredienst bestaan.

Worden gelijkgesteld met de leerlingen in de godgeleerdheid, de studenten in de wijsbegeerte, die zich aan den geestelijken staat wijden, zoolang zij hun twee en twintigste jaar niet hebben volbracht;

(c) Zij, die zich voorbereiden tot het lager onderwijs of tot het middelbaar onderwijs van den lagere graad, in de Staatsnormaalscholen of in de normale inrichtingen, aan het toezicht van den Staat onderworpen;

(u) De jongelingen, voorzien van een diploma van bekwaamheid voor het lager onderwijs of voor het middelbaar onderwijs van den lagere graad. Te rekenen van de afgifte van dit diploma, wordt hun een tijd van twee jaar gegeven om, als onderwijzer, te worden

Wetsontwerp van de Regeering

4^o Aan den eerstopgeroepene van een gezin met ten minste vijf kinderen in leven;

5^o Aan hem, die onderwijs-, studie- of leerbelang kan doen gelden;

6^o Aan hem, die in Staatsdienst is in de Kolonie;

7^o Aan hem, die onmisbaar is in een landbouw-, nijverheids- of handelsbedrijf, voor eigen rekening of voor die zijner ouders;

8^o Aan hem, die in de Kolonie of buiten het land gevestigd zijnde, aanzienlijke schade zou lijden door aan zijne bezigheden onttrokken te worden.

(Zie art. 51 van het ontwerp).

Amendementen voorgesteld
door de Bijzondere Commissie.

Wetsvoorstel n° 69 van 1921-1922.

Wet van 1913.

Wetsontwerp van de Regering

opgenomen in eene openbare school of in eene vrije school welke voldoet aan de vereischten tot aanneming, in artikel 19 der wet van 15 September 1895 vermeld.

De vrijgestelden van de vier voorgaande reeksen zijn verplicht, in den loop van het jaar volgende op dat hunner inschrijving, gedurende drie maanden een onderricht tot opleiding als verpleger van gekwetsten te volgen, of, bij examen, te bewijzen dat zij de noodige kundigheden bezitten tot waarneming van die bediening.

In geval van mobielverklaring, worden zij voor den dienst opgeroepen en gebruikt bij menschlievende, voor het leger nuttige instellingen.

Hun dienst heeft geene uitwerking op de verplichtingen hunner broeders.

De vrijgestelden van de reeksen A en B krijgen geene militaire uitrusting;

(E) Zij, die zich in eene school voor scheepvaart of op een schoolschip, beide door den Staat erkend, voorbereiden tot het afleggen van het examen van scheeps-officier op de groote vaart;

(F) De leerlingen dier instellingen, voorzien van een diploma van scheeps-officier op de groote vaart. Hun wordt een tijd van twee jaar gegeven om in die hoedanigheid eene betrekking bij 's Rijks marine of bij de koopvaardijvloot te bekomen. Na acht jaren dienst in de marine worden zij voorgoed vrijgesteld.

De zeelieden, die sedert meer dan vier jaar op de visscherij varen. Na twaalf jaar dienst bij de zeevisscherij, zijn zij voorgoed ontheven.

Ingeval van mobielverklaring, worden de vrijgestelden, behoorende tot de groepen (E) en (F), opgeroepen tot den dienst en gebruikt bij de verdediging van de stroomen en kusten en van de vestingen. In vredetijd zijn zij gehouden om, gedurende een termijn van drie maanden, lessen en oefeningen daartoe te volgen. Zij kunnen tweemaal worden

**Amendementen ingediend
door de Bijzondere Commissie.**

Wetsvoorstel n° 69 van 1921-1922.

Wet van 1913.

teruggeroepen, telkens voor vijftien dagen;

(i) Degene wiens lichaamsgestalte niet één meter vijf honderd veertig millimeter bereikt;

(j) Degene die, door geneesbare lichaamsgebreken aangedaan, niet bekwaam wordt geacht te dienen vóór den 1^o April van het volgend jaar;

(n) Het eenig onecht, wettelijk erkend kind, dat de onmisbare steun is van zijne moeder, die geen wettig kind heeft, mits de vrouw, van welke de erkenning is uitgegaan, in de geboortakte als de moeder is aangegeven, en de erkenning werd gedaan voor den ambtenaar van den burgerlijken stand, vóór de bekendmaking van de lijst (der ingesehrevenen) der klasse tot welke de belanghebbende milicien behoort.

Onder dezelfde omstandigheden, wordt de oudste van onechte tweelingen gelijkgesteld met het eenig onecht kind, indien de moeder geene andere kinderen heeft.

Art. 18 (30). — (a) Eene vrijstelling uit hoofde van proviandbezorging kan niet worden verleend ten voordeele van eene familie die reeds eene andere vrijstelling uit dezen hoofde geniet.

(b) Dezelfde ontzegging wordt toegepast op de familie die voorgoed eene soortgelijke vrijstelling genoten heeft, tenware de vrijgestelde overleden of gehuwd zij of uitzonderlijke ongelukken den toestand dezer familie erg bezwaard hebben.

Wetsontwerp van de Regeering.

ART. 12.

Bij uitzondering kunnen er vijf achtereenvolgende nieuwe uitstellen toegestaan worden aan den milicien, die, alhoewel hij wegens zijnen ouderdom niet meer tot een der vijf jongste lichten behoort, toch in de bij de 1^o en 2^o van voorgaand lid vermelde gevallen verkeert.

ART. 13.

Twee leden van één zelfde huisgezin kunnen, in geen geval, tegelijk een uitzonderingsuitstel bekomen.

Een huisgezin, dat een definitief uitzonderingsuitstel heeft gehad, kan geen aanspraak maken op een nieuw dergelijk uitstel ten voordeele van een tweede zijner leden, tenzij het eerste lid overleden of gehuwd weze.

Amendementen voorgesteld
door de Bijzondere Commissie

Wetsvoorstel n^o 69 van 1921-1922.

ART. 12.

Het te doen luiden :

a) De militieplichtige, die, ofschoon hij wegens zijn leeftijd niet meer behoort tot eene der drie jongste lichtingen, voldoet aan de vereischten gesteld bij de n^os 2^o, 5^o, 6^o, 7^o, 8^o van het voorgaand artikel, kan bij uitzondering twee nieuwe achtereenvolgende uitstellen bekomen.

b) *De militieplichtige, die, ofschoon hij wegens zijn leeftijd niet meer behoort tot eene der drie jongste lichtingen, voldoet aan de vereischten gesteld bij n^o 1^o van het voorgaand artikel, kan zeven nieuwe achtereenvolgende uitstellen bekomen.*

Wet van 1912.

Art. 17 (29). — (A) In de gevallen, voorzien onder de litteras (K), (L) en (N) van artikel 16, verkrijgt de voor den dienst aangewezen milicien, door het overlijden van een lid zijner familie, zelfs wanneer hij ingelijfd is, dezelfde aanspraak op vrijstelling als die welke hij zou gehad hebben, zoo dit overlijden vóór zijne aanwijzing plaats had.

(B) Het bezwaarschrift wordt, met bewijsstukken, gezonden aan den gouverneur, die het rechtstreeks aan het beroepshof onderwerpt.

(C) Bij de inwilliging door dit hof, wordt de nog niet aan de militaire overheid afgeleverde milicien gerangschikt onder de gewone vrijgestelden zijner lichting, die op de lijst van de op grond van artikel 13 uitgestelden dienen gebracht.

(D) Geldt de gunstige uitspraak een anderen milicien, zoo wordt deze voor goed ontslagen, tenzij hij deel uitmake van een der vier jongste lichtingen.

(E) Maakt hij er deel van uit, zoo wordt hij voorloopig ontslagen en moet jaarlijks van zijn recht doen blijken voor den militieraad. Bij intrekking van deze ontslaging, herneemt de aangewezen zijn dienst, zonder dat de tijd gedurende welken hij ontslagen was, afgerkend wordt.

Wetsontwerp van de Regering.

ART. 14.

a) De voor den dienst aangewezen milicien, die, ten gevolge van het overlijden van een familielid, in een der onder n° 1° en 2° van artikel 11 bepaalde gevallen verkeert, kan, ingevolge een beslissing van den militieraad, uitgesteld en terug bij de wervingsreserve ingedeeld worden, zelfs als hij ingelijfd is.

Dit aldus verleend uitstel kan alle jaren vernieuwd worden, zoolang de belanghebbende wegens zijn ouderdom tot een der laatste tien lichtingen behoort.

b) Wordt het uitstel niet vernieuwd, dan wordt de belanghebbende opnieuw ingelijfd met de loopende lichting, doch, in gebeurlijk geval, komt zijn werkelijke dienstdtijd van vroeger hem ten goede.

ART. 15.

Onder het bij voorgaand artikel voorziene voorbehoud is hij, die één of meer uitstellen heeft bekomen, gehouden tot de verplichtingen van de manschappen der klasse, waarmede hij tot den werkelijken dienst opgeroepen of opnieuw opgeroepen wordt, behalve dat hij tot de landweer overgaat uiterlijk op 15 December van het jaar, waarin hij 40 jaar oud wordt.

Amendementen voorgesteld
door de Bijzondere Commissie.

Wetsvoorstel n° 69 van 1921-1922.

ART. 14.

De woorden « 1° en 2° » te ver-
vangen door « 1° of 2° ».

Wet van 1913.

Art. 21 (33). — De samenstelling van de familie wordt bepaald, rekening houdende met het volgende :

2^o Worden gerekend als nog in leven, de broeders overleden, 't zij tijdens, 't zij na verloop van een regelmatig persoonlijken dienst;

3^o Gelden als miliciens de kinderen die vóór de militiejaren in dienst zijn getreden.

4^o Worden met de overleden leden der familie gelijkgesteld, zij die, wegens zware verlamming, blindheid, volkomen krankzinnigheid of andere bij Koninklijk besluit bepaalde lichaamsgebreken of ten gevolge van lange vermissing, dienen beschouwd als verloren voor de familie;

Wetsontwerp van de Regering.

ART. 16.

Om ontvankelijk te zijn, moeten de aanvragen om vervroegde oproeping en om uitstel den burgemeester der gemeente toegestuurd worden, in den vorm en binnen de termijnen, welke bij Koninklijk besluit bepaald worden.

ART. 17.

Voor de toepassing van de bepalingen van onderhavig hoofdstuk, wordt de samenstelling der familie vastgesteld met inachtneming van hetgeen volgt :

1^o Staat gelijk met vader en moeder, de persoon die den ouderloozen of verlaten milicien opgebracht of hem binnengenomen en, op 't oogenblik van zijn twintig jaar, ten minste drie jaar lang te zijnen laste heeft gehad;

2^o De halve broeders staan met de volle broeders gelijk;

3^o De erkende onwettige kinderen worden met de wettige kinderen gelijkgesteld;

4^o Worden met de overleden familieleden gelijkgesteld, zij die, ten gevolge van erge verlamming, blindheid, volslagen krankzinnigheid of andere bij Koninklijk besluit bepaalde lichaamsgebreken, of ten gevolge van langdurige administratief vastgestelde vermissing, voor de familie verloren dienen gerekend.

ART. 18.

Hij, die een uitstel heeft bekomen, kan de intrekking ervan verkrijgen, mits toelating van den Minister van Landsverdediging, zoolang zijne klasse niet onder de wapens is.

Amendementen voorgesteld.
door de Bijzondere Commissie.

Wetsvoorstel n° 69 van 1921-1922.

ART. 16.

Een tweede lid toe te voegen,
luidende :

*In de aanvragen moet worden ver-
meld of de belanghebbenden zich op een
der bepalingen van artikel 11 beroepen.*

ART. 17.

In lid 2 : « vijf jaar » in plaats
van : « drie jaar ».

Wet van 1913.

Wetsontwerp van de Regeering.

Art. 19. — (A) Overtreft het getal miliciens, voor den dienst geschikt bevonden, het voor het contingent der lichte bepaalde cijfer, dan worden ontheffingen van dienst, tot bedrag van het teveel, verleend aan de ingeschrevenen behoorende tot de familiën die het meest zonen aan het leger verstrekten.

(B) Wanneer familiën bewijzen dat zij hetzelfde getal zonen (miliciens of vrijwilligers) hebben verstrekt, wordt de voorkeur geschonken :

a) Aan de familiën waarvan een zoon bij het leger is overleden;

b) Aan de familiën tellende het grootste getal zonen die hunnen termijn van gewonen werkelijken dienst hebben vervuld of voltooien als miliciens bij de bereden troepen;

c) Aan de familiën die zich kunnen beroepen op de diensttermijnen vervuld of op weg van vervulling als vrijwilliger van beroep in de lagere kaders van het leger, volgens het getal dier diensten;

d) Aan de familiën, welke, op dien datum, het meest kinderen tellen, jonger dan de militieplichtige en volgens het getal dier kinderen.

(C) Zoo, eindelijk, verscheidene familiën gelijke rechten hebben, genieten zij alle de ontheffing.

(D) Kunnen al de onder eene littera beoogde jongelingen het voordeel der ontheffing niet genieten, dan wordt de orde, waarin de ontheffingen worden verleend, door de daarop volgende littera bepaald.

(E) Echter wordt eene wervingsreserve gevormd, bevattende, in de omgekeerde orde voor de ontheffingen van dienst aangenomen, een getal inge-

**Amendementen voorgesteld
door de Bijzondere Commissie.**

Wetsvoorstel n^o 69 van 1921-1922.

Wet van 1912.

schrevenen vallende onder toepassing van voorgaande bepalingen, gelijk aan 3 t. h. van het contingent.

(f) Om de toepassing van die bepalingen te verzekeren, wordt een hogere militieraad ingesteld, bestaande uit een raadsheer in het hof van beroep te Brussel, voorzitter, uit een hoofdofficier bij het leger en uit een ambtenaar bij het hoofdbestuur, respectievelijk lid en lid-verslaggever.

(g) De voorzitter en de leden van den hooger militieraad worden, voor elke lichting, door den Koning benoemd.

(h) Bij de sluiting van de verrichtingen der geschilbeslissende rechtsmachten, stelt de hogere militieraad voorloopig vast :

1^o De lijst der ingeschrevenen die deel uitmaken van de wervingsreserve, daarbij bepalende de orde waarin zij worden geroepen tot aanvulling van de leemten die in het contingent mochten voorkomen vóór 15 October;

2^o De lijst der ingeschrevenen van de lichting die dadelijk de ontheffing genieten.

(i) Alleen de uittreksels uit de registers der manschappen en de akten van den burgerlijken stand kunnen dienen als grondslag voor de beslissingen van den raad.

(j) De aldus vastgestelde lijsten vermelden de oorzaak waarom de ontheffing is verleend en worden in het *Staatsblad* bekendgemaakt; zij worden eveneens, wat betreft de militieplichtigen van elk militiekanton, aangeplakt in de verschillende gemeenten van het gebied.

(k) Binnen vijftien dagen na deze bekendmaking, kunnen de niet ontheven miliciens, die zich benadeeld achten, in beroep komen bij den hooger militieraad. Dit college doet, binnen ééne maand na die bekendmaking der voor-

Wetontwerp van de Regering.

Amendementen voorgesteld
door de Bijzondere Commissie.

Wetsvoorstel n° 69 van 1921-1922.

Wet van 1913.

Wetsontwerp van de Regeering.

loopige lijst, uitspraak over deze akten van beroep en stelt voorgoed vast de lijst der ontheven miliciens, alsmede die der ingeschrevenen aangewezen voor de wervingsreserve.

(L) De hogere militieraad doet, langs den weg van het *Staatsblad*, gedurende de tweede helft van October, bekendmaken de lijst van de ingeschrevenen bij de wervingsreserve die, niet zijnde opgeroepen tot den dienst, voorgoed zijn ontheven.

Art. 20. — (A) Worden beschouwd als hebbende hunnen termijn van militairen dienst vervuld :

1^o De miliciens die ten minste hunnen termijn van gewonen werkelijken dienst hebben vervuld overeenkomstig artikel 63 (zonder inbegrip der terugroepingen);

2^o De vrijwilligers die ten minste drie jaren dienst hebben gedaan;

3^o De jongelingen die in werkelijken dienst zijn getreden en die het leger hebben verlaten wegens lichaamsgebreken of ziekten opgedaan bij den militairen dienst;

4^o De wederspanningen, de nalatigen en de achterblijvers die ten minste vier jaren dienst hebben gedaan (zonder inbegrip der terugroepingen).

(B) De milicien of de vrijwilliger die, te rekenen van den datum waarop hij zijnen werkelijken dienst heeft begonnen, onwettig van zijn korps afwezig bleef, in eene burgerlijke gevangenis opgesloten is geweest of ingelijfd bij eene strafcompagnie, gedurende een gezamenlijken tijd van negen maanden, in den loop van den termijn van gewonen werkelijken dienst, bij artikel 63 voorzien, kan zijne broeders geen ontheffing verschaffen.

(C) Voor den vrijwilliger wordt dit voorschrift slechts toegepast zoo de gezamenlijke duur der werkelijke aanwezigheid bij het korps beneden drie jaar is gebleven.

Amendementen voorgesteld
door de Bijzondere Commissie.

Wetsvoorstel n^o 69 van 1921-1922.

ART. 8.

Artikel 20, litt. B, der samengeordende militiewetten wordt gewijzigd als volgt :

De militieplichtige of de vrijwilliger die, vanaf den datum waarop hij den actieven dienst heeft begonnen, van zijn korps onwettig afwezig is gebleven, in eene burgerlijke gevangenis opgesloten of bij eene strafcompagnie ingelijfd werd gedurende vier maanden in 't geheel, kan aan zijne broeders geen ontheffing verschaffen.

Wet van 1913.

Wetsontwerp van de Regering.

HOOFDSTUK VI.

Over de militieraden.

ART. 19.

Art. 23 (58). — (A) Er bestaat een militieraad en een geschiktheidsraad in elk bestuursarrondissement. Twee arrondissementen, onder een zelfde commissariaat vereenigd, worden beschouwd als er maar één uitmakende.

(n) De militieraad is samengesteld uit een rechter der rechtbank van eersten aanleg, voorzitter, uit een vrederechter, zooveel mogelijk die van het kanton waartoe de miliciens behooren, en uit een controleur der belastingen, leden.

De geschiktheidsraad is samengesteld uit een rechter bij de rechtbank van eersten aanleg, voorzitter, en uit twee kapiteins bij het leger, leden.

Er worden, voor elk lid, één of twee plaatsvervangers benoemd, dezelfde bediening als de titelvoerders waarnemende.

(c) De burgerlijke leden van den militieraad en van den geschiktheidsraad alsmede hunne plaatsvervangers worden, voor den tijd van één jaar, door den Koning benoemd.

De militaire leden van den geschiktheidsraad en hunne plaatsvervangers worden door den Minister van Oorlog aangewezen.

(u) De arrondissementscommissaris heeft zitting in den militieraad en in den geschiktheidsraad, als verslaggever, met raadgevende stem.

(E) De secretarissen van den militieraad en van den geschiktheidsraad worden door den arrondissementscommissaris benoemd.

(r) De geschiktheidsraad wordt, te raadgevenden titel, bijgestaan door een militairen geneesheer of een als zoodanig toegelaten geneesheer, welke de commandant der provincie aanwijst, en

a) Er worden militieraden ingesteld, waarvan het aantal, de zetel en het district bij Koninklijk besluit bepaald worden.

b) De militieraad bestaat uit :

Een voorzitter, genomen uit de werkelijke, plaatsvervangende of eere-magistraten bij een rechtbank van eersten aanleg;

Een bestuurder, een opziener of, bij ontstentenis, een controleur der belastingen en een officier van het leger, leden.

c) Voor den voorzitter en voor ieder lid, worden er een of meer plaatsvervangers benoemd.

De voorzitter, het burgerlijk lid en hunne plaatsvervangers worden bij besluit van den Minister van Binnenlandse Zaken en Volksgezondheid benoemd.

Het militair lid en zijne plaatsvervangers worden door den Minister van Landsverdediging of zijn gevolmachtigde aangewezen.

d) Het ambt van secretaris wordt door een door den Gouverneur aangewezen beambte van het provinciaal bestuur waargenomen.

e) Het lokaal, de meubelen, de bureaubenodigdheden, het loon van een deurwachter-bode, de verwarming en de verlichting vallen ten laste der provincie.

**Amendementen voorgesteld
door de Bijzondere Commissie.**

Wetsvoorstel n° 69 van 1921-1922.

Wet van 1913.

Wetsontwerp van de Regeering.

door een burgerlijken geneesheer, welken de voorzitter van den geschiktheidsraad daags vóór elke vergadering of op den dag zelf aanwijst en die, zoo mogelijk, iederen dag wordt vervangen.

Moet de militieraad oordeelen over de lichaamsgebreken van een der leden van de familie van den milicien, dan wordt hij bijgestaan door twee geneesheeren, welke de voorzitter aanwijst.

(c) Alvorens met de verrichtingen een begin te maken, leggen de geneesheeren, ten overstaan van den raad, den volgenden eed af :

« Ik zweer dat ik, zonder haat of gunstbetoon, zal verklaren of de manschappen, die ik moet onderzoeken, zijn behept met ziekten of lichaamsgebreken die hen voor den dienst ongeschikt maken. »

(n) Melding van de eedaflegging wordt gemaakt in een register, waarin het gevoelen van de geneesheeren geboekt wordt en door hen ondertekend.

(i) Onmiddellijk daarna, herinnert hun de voorzitter dat het hun plicht is te weigeren elken man te onderzoeken, die hen onlangs, met het oog op de militie, geraadpleegd heeft.

Art. 24 (56). — Wanneer een lid van den militieraad of van den geschiktheidsraad bloedverwant of maag, tot en met den vierden graad, van eene der bij name betrokken partijen is, moet hij zich onbevoegd verklaren.

Art. 25 (37). — (A) De militieraad en de geschiktheidsraad zitten ter arrondissementshoofdplaats. De Koning kan echter beslissen dat de geschiktheidsraad achtereenvolgens in verschillende gemeenten van het gebied zal zitten.

(B) Lokaal, verwarming, verlichting, mobilair, kantoormaterieel en loon van den deurwaarder-bode vallen ten laste der gemeente.

f) Is een lid van den raad bloed- of aanverwant van den milicien, tot en met den vierden graad, dan moet het zich onbevoegd verklaren.

Amendementen voorgesteld,
door de Bijzondere Commissie.

Wetsvoorsrel nr 69 van 1021-1922.

Wet van 1912.

Wetsontwerp van de Regering.

ART. 20.

De Minister van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid bepaalt de openings- en sluitingsdatums der zittingen van den militieraad.

In de bij artikel 14 voorziene gevallen, vergadert de raad, echter, op verzoek van den voorzitter, in de laatste halfmaand van het loopend trimester.

In afwachting, kan de betrokken militair met verlof zonder soldij worden gezonden.

ART. 21.

a) De raad beslist over de vragen om uitstel bij meerderheid van stemmen.

In twijfelachtige gevallen, kan hij een bestuurlijk onderzoek doen instellen en het advies inwinnen van den vrederechter des kantons van het rechtsgebied, waartoe de verblijfplaats van den aanzoeker behoort.

b) Kan er geen buitengewoon uitstel verleend worden, omdat aan de bij artikel 11, 1^o en 2^o vermelde vereischten niet is voldaan, maar pleiten, niettemin, bijzondere omstandigheden te voordeele van de vraag, dan mag de raad, als er eenparigheid is, de zaak verwijzen naar den hooger en militieraad, die uitspraak doet, naar luid van artikel 27.

c) Is de vraag om uitstel gegrond op den gezondheidstoestand van een lid der familie van den milicien, dan mag de voorzitter van den raad een geneesheer aanduiden om den belanghebbende aan huis te onderzoeken.

Binnen de vier-en-twintig uren na het onderzoek, motiveert de aangewezen

Amendementen voorgesteld
door de Bijzondere Commissie.

Wetsvoorstel n° 69 van 1921-1922.

ART. 21.

In littera *b*) : « *Artikel 11* » in
plaats van : « artikel 2 ».

Wet van 1913

Wetsontwerp van de Regering.

gencesheer zijn verslag en bevestigt hij onder eed, ten overstaan van den vrederechter des kantons, of van den burgemeester der gemeente, of van den raad zelf, dat het zonder haat noch gunstbetoon werd opgemaakt.

De ambtenaar, die de bevestiging ontvangt, maakt er, zonder kosten, akte van op, onderaan het verslag, dat onmiddellijk den voorzitter van den raad wordt overgezonden.

d) De beslissingen van den raad worden in openbare zitting uitgesproken en, binnen de acht dagen, ter kennis van de belanghebbenden, evenals van den Gouverneur der provincie gebracht.

HOOFDSTUK VII.

Over de oproeping voor den hooger militieraad.

ART. 22.

Tegen de beslissingen der militieraden, waarbij een buitengewoon uitstel wordt verleend of geweigerd, doch niet met algemeene stemmen, kan, onderscheidenlijk door de militaire overheid of door de belanghebbenden, beroep aangeteekend worden.

ART. 23.

a) Er is een hogere militieraad, met zetel te Brussel. Hij bestaat uit een raadsheer bij het beroepshof, voorzitter, een hoofdofficier van het leger en een ambtenaar van het hoofdbestuur van het Departement van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid, onderscheidenlijk lid en lid-verslaggever.

b) Voor den voorzitter en voor ieder lid, worden er één of twee plaatsvervangers benoemd, met dezelfde bevoegdheid als de titelvoerenden.

Amendementen voorgesteld
door de Bijzondere Commissie.

Wetsvoorstel n^o 60 van 1921-1922.

ART. 22.

Het te doen luiden :

Tegen de beslissingen van de militie-
raden kan onderscheidenlijk door de
militaire overheden en door de belang-
hebbenden beroep ingesteld worden.

*De termijn tot het instellen van beroep
bedraagt eene maand vanaf de beteek-
ning der beslissing.*

*Hij bedraagt vijftien dagen voor de
wervingsverrichtingen der klasse 1923.*

Wet van 1913.

Wetsontwerp van de Regering.

c) De voorzitter wordt door den Koning benoemd, het militair lid en het burgerlijk lid worden onderscheidenlijk door den Minister van Landverdediging en den Minister van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid aangewezen.

ART. 24.

Om ontvankelijk te zijn, moet het beroep bij den Minister van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid ingediend worden, in den vorm en binnen de termijnen, welke bij Koninklijk besluit bepaald worden.

ART. 25.

De hogere militieraad doet uitspraak nadat hij de vooraf opgeroepen partijen, hunne advocaten of volmachtenhouders, indien zij zich ter zitting aanbieden, heeft gehoord.

Er mag een memorie of verweerschrift ingediend worden.

In ieder geval, wordt de uitspraak voor tegensprekelijk gehouden.

ART. 26.

De hogere militieraad kan een verder bestuurlijk onderzoek eischen.

ART. 27.

In het bij artikel 24 voorziene geval, kan de hogere militieraad, doch met algemeene stemmen, het uitstel verleenen.

ART. 28.

De beslissingen van den hoogerem militieraad worden binnen de veertien dagen ter kennis van de belanghebbenden gebracht.

Amendementen voorgesteld
door de Bijzondere Commissie

Wetsvoorstel n° 62 van 1931-1932.

Wet van 1913.

Wetsontwerp van de Regering.

HOOFDSTUK VIII.

Over de vrijstellingen en verdagingen
wegens lichamelijke ongeschiktheid.

ART. 29.

a) Worden vrijgesteld, de miliciens die, wegens hun algemeen gestel, lichaamsgebreken of ongeneesbare ziekten, ongeschikt tot allen militairen dienst bevonden worden.

b) Worden voor één jaar verdaagd, de miliciens, die, wegens hun te zwak lichaamsgestel, lichaamsgebreken of ziekten, tijdelijk voor den dienst ongeschikt bevonden worden.

De verdaging kan maar driemaal toegestaan worden. Uiterlijk bij de vierde verschijning, moet er eene beslissing tot vrijstelling of tot aanwijzing intreden.

Vrijstelling wordt verleend wanneer de belanghebbende, bij de vierde verschijning, noch voor den gewapenden dienst, noch voor den hulpdienst geschikt bevonden wordt.

c) Een Koninklijk besluit bepaalt de lichaamsgebreken en de ziekten, die tot vrijstelling, verdaging of aanwijzing voor de hulpdiensten aanleiding geven.

ART. 30.

a) Op de tijdstippen bepaald, in gemeen overleg, door den Minister van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid en door den Minister van Landsverdediging, worden de bij artikel 4 bedoelde ingeschrevenen vóór het wervingsbureau geroepen, om omtrent hunne geschiktheid voor den dienst onderzocht te worden.

Daartoe is het bureau bijgestaan door militaire geneesheeren, door den Minister van Landsverdediging of zijn gevolmachtigde aangewezen.

Amendementen voorgesteld
door de Bijzondere Commissie.

Wetsvoorstel n° 69 van 1921-1922.

ART. 30.

Lid 2 te doen luiden :

Daartoe wordt het wervingsbureau bij-
gestaan door een militairen geneesheer en
door een burgergeneesheer, te benoemen
overeenkomstig de bepalingen van het
organiek besluit voorzien bij artikel 8
dezer wet.

Wet van 1913.

Wetsontwerp van de Regering

Art. 26 (38). — Worden voor den geschiktheidsraad opgeroepen de ingeschrevenen van het jaar en de uitgestelden, gebracht op de lijst vermeld in artikel 13, die geen bezwaarschrift hebben ingediend of geene vrijstelling wegens zedelijke oorzaken hebben bekomen.

Art. 27 (39). — (A) Het college van burgemeester en schepenen van elke gemeente roept de belanghebbenden aan huis op, ten minste zes dagen vóór dien der verschijning vóór den geschiktheidsraad. De oproeping wordt, daarenboven, bekendgemaakt in den gebruikelijken vorm en op het gewone uur der afkondigingen; de schriftelijke waarschuwingen duiden dag, uur, gemeente en lokaal aan, waar de raad zetelt; ontvangsbewijs er van wordt in een bijzonder register gevorderd, en de drager van de oproeping bevestigt desnoods door zijne handtekening de bestelling er van.

(B) De ingeschrevenen en de uitgestelden worden den raad voorgesteld door een lid van het gemeentebestuur, vergezeld van den secretaris, houder van de alphabethische lijst en de ontvangsbewijzen. Reis- en verblijfkosten dezer ambtenaren vallen ten laste der gemeente.

b) Is de toerusting van het wervingsbureel ontoereikend, dan vallen lokalen, verwarming, verlichting, bemeubeling en materieel ten laste van de gemeente, waar het wervingsbureel zetelt.

c) Is een geneesheer bloed- of aanverwant van den verschijnende tot en met den vierden graad, dan moet hij zich onbevoegd verklaren.

Art. 31.

a) De belanghebbenden worden ten minste zes dagen vóór dien, waarop zij voor het wervingsbureel moeten verschijnen, door het gemeentebestuur ten huize opgeroepen. De oproeping wordt, bovendien, afgekondigd volgens de gebruikelijke vormen en op het gewoon uur der afkondigingen.

De oproepingsbrieven bepalen dag, uur, gemeente en lokaal waar het wervingsbureel zetelt. Een bijzonder register wordt ter afteekening voorgelegd en, desnoods, bevestigt de drager, door zijn handtekening, de afgifte van den oproepingsbrief.

b) De oproepingsbrief voor de buiten het land of in de Kolonie gevestigde miliciens, wordt overhandigd door tussenkomst van hunnen verantwoordder of langs diplomatieken weg, volgens het bij artikel 72 vastgestelde onderscheid.

De datum der verschijning wordt vastgesteld met inachtneming van den duur der reis, door de opgeroepen af te leggen.

Amendementen voorgesteld
door de Bijzondere Commissie.

Wetvoorstel n° 69 van 1931-1932.

Wet van 1918.

(c) Hij die, hehoorlijk opgeroepen, niet verschijnt, wordt als nalatige beschouwd.

Deze bepaling is niet van toepassing op de ingeschrevenen, die reeds tot het leger behoren, en evenmin op de candidaten-militievrijwilligers.

De geschiktheidsraad stelt de verplichting om te verschijnen vast en maakt den belanghebbende bekend dat hij op het boek der nalatigen werd gebracht.

Binnen vijftien dagen na deze aanzegging, kunnen de belanghebbende, diens ouders of voogd in beroep komen bij den revisieraad, die, zoo hij het beroep inwilligt, schrapping van het boek der nalatigen beveelt en den milicien tot een onderzoek naar den geschiktheidsraad verwijst.

Wordt het beroep afgewezen, hetzij omdat de belanghebbende niet kon verschoond worden wegens laattijdige indiening er van, hetzij omdat de redenen zijner niet-verschijning niet werden aangenomen, dan wordt gehandeld overeenkomstig artikel 10 (F).

De nalatigen kunnen slechts tot den leeftijd van 36 jaar opgespoord worden.

(d) De datums der vergaderingen van den militieraad worden ter kennis van de belanghebbenden gebracht door middel van plakbrieven; zij worden daarenboven bij schrift, aan hun domicilie afgegeven, ten minste drie dagen vóór de vergadering van den raad, beteekend aan de ingeschrevenen der lichting, aan de uitgestelden en aan de ontslagenen die vrijstelling wegens zedelijke oorzaken of de vernieuwing van hunne ontslaging hebben aangevraagd.

Art. 28 (40). — De geschiktheidsraad beslist of de manschappen geschikt zijn voor den dienst, daarbij vaststellende :

1° Of zij geschikt zijn voor alle wapens;

2° Of zij bijzonder geschikt zijn voor een bepaald wapen;

3° Of zij slechts voor dit of dat wapen geschikt zijn.

(b) Hij beslist enkel in eersten aanleg.

Wetsontwerp van de Regering.

c) De opgeroepen jongelingen worden aan het bureel voorgesteld door een lid van het gemeentebestuur vergezeld van den secretaris, drager der ontvangsbewijzen. De reis- en verblijfkosten dezer ambtenaren vallen ten laste der gemeente.

ART. 32.

Het geneeskundig onderzoek geschiedt met gesloten deuren en alleen in 't bijzijn van de geneesheeren, die de geschiktheid der verschijnenden voor den dienst bepalen, door ze in één der volgende categorieën in te deelen :

Aangewezen — geschikt voor den dienst.

Aangewezen — enkel voor den hulpdienst geschikt.

Verdaagd — voorloopig ongeschikt.

Vrijgesteld — voorgoed ongeschikt.

Amendementen voorgesteld
door de Bijzondere Commissie.

Wetsvoorstel n° 89 van 1971-1972.

Wet van 1913.

Wetontwerp van de Regeering.

ART. 33.

Moest er omtrent de geschiktheid twijfel overblijven, dan wordt de belanghebbende ten hoogste veertien dagen lang, in een militair hospitaal ter waarneming opgenomen.

De expert-geneesheer doet uitspraak naar luid van artikel 32 en brengt zijne beslissing ter kennis van het hoofd van het wervingsbureau.

In dit geval, is het besluit onherroepelijk.

ART. 34.

De manschappen, die, na hunne indiensttreding en naar aanleiding van een inwaarnemingstelling in een militair hospitaal, alleen voor den hulpdienst geschikt worden bevonden, worden, op bevel der militaire overheid, voor dezen dienst aangewezen, zelfs dan, als zij bij hune verschijning vóór het wervingsbureau, voor den dienst geschikt bevonden waren.

ART. 35.

Een milicien, die ten gevolge van ziekte of lichaamsgebrek, gevangenschap of opsluiting in een gesticht, in de onmogelijkheid verkeert zich op den gestelden dag aan te bieden, wordt tot de laatste zitting uitgesteld; bestaat de reden der verhindering alsdan nog, dan wordt de belanghebbende aan huis onderzocht door twee tot het wervingsbureau toehoorende geneesheeren.

ART. 36.

De volgende beschikkingen worden toegepast op de miliciens, die, op 1 Januari van 't jaar, waarin zij geroepen zijn om vóór het wervingsbureau te verschijnen, al ten minste één jaar, in de Kolonie of in een ander vreemd land, dan de Britsche Eilanden en de aangrenzende landen van België, verblijf houden :

Amendementen voorgesteld
door d. Bijzondere Commissie.

Wetsvoorstel
nr 69 van 1921-1922.

ART. 33.

Lid 1 te doen luiden :

*Zijn de geneesheeren het niet eens,
of acht het wervingsbureau het nuttig,
dan wordt de belanghebbende gedurende
ten hoogste vijftien dagen in een hospitaal
ter waarneming opgenomen.*

Wet van 1912:

Wetsontwerp van de Regeering.

a) Zij, die naar hier komen om zich voor het wervingsbureau aan te bieden, kunnen de toelating verkrijgen hun werkelijken dienstdienst te doen, zoodra de definitieve beslissing omtrent hunne geschiktheid voor den dienst, is gevallen.

b) Zij, die aangedaan zijn van een duidelijk zichtbaar lichaamsgebrek, dat hunne ongeschiktheid voor den dienst klaar doet blijken, of wier gezondheids-toestand, hen belet zich te verplaatsen, sturen het hoofd van het wervingsbureau een geneeskundig getuigschrift, door tusschenkomst van den Gouverneur-Generaal van Congo of den Belgischen Consul van het gebied, volgens het geval.

c) Geldt het een milicien, die reeds driemaal onder die omstandigheden werd verdaagd, dan vergewissen de onder letter b van onderhavig artikel bedoelde overheden zich er van, door al de hun verleende middelen, of de belanghebbende inderdaad en alleszins onbetwistbaar voor den dienst ongeschikt is; zij voegen hun verslag bij de geneeskundige getuigschriften. De belanghebbende wordt, volgens het geval, voorgoed vrijgesteld of verzocht voor het wervingsbureau te verschijnen.

ART. 37.

a) De beslissing der geneesheeren wordt op staanden voet ter kennis van den verschijnende gebracht.

b) Geldt het eene beslissing ingevolge een inwaarnemingstelling, dan wordt ze te hunner kennis gebracht binnen de acht dagen nadat het wervingsbureau het verslag heeft ontvangen.

Art. 29 (4). — (A) De militieraad doet in eersten aanleg uitspraak over de bezwaren tegen de inschrijving, over de aanvragen tot vrijstelling wegens zedelijke oorzaken, over de aanvragen tot ontslag en over de aanneembaarheid der militievrijwilligers.

(B) Zijne beslissingen worden den belanghebbenden, binnen acht dagen, door toedoen van den arrondissements-commissaris aangezegd.

Amendementen voorgesteld
door de Bijzondere Commissie.

Wetsvoorstel n^o 69 van 1921-1922.

ART. 36.

Eene slotalinea toe te voegen :

De geneeskundige getuigschriften, bij de litt. b) en c) bedoeld, worden gesteld in de vormen en op de wijzen, bij Koninklijk besluit bepaald.

Wet van 1912.

Wetsontwerp van de Regeering.

Art. 30 (42). — (A) Is, ten gevolge van ziekte of lichaamsgebreken, een ingeschrevene of een lid der familie van den milicien, die vrijstelling wegens eene zedelijke oorzaak aanvraagt, buiten staat om zich tot het onderzoek aan te melden, dan wordt hij aan huis onderzocht door geneesheeren, aangewezen overeenkomstig artikel 23, littera (F).

(B) Zij omkleeden hun verslag met redenen en bevestigen onder eed, 'tzij vóór den vrederechter des kantons, 'tzij vóór den burgemeester der gemeente, 'tzij vóór den raad zelven, binnen de vier en twintig uren van het onderzoek, dat het zonder haat noch gunstbetoon opgemaakt is. De ambtenaar die de bevestiging ontvangt, maakt er kosteloos akte van op, onderaan het verslag, dat den raad zonder verwijl overgemaakt wordt.

Het eerste jaar geven deze verslagen slechts aanleiding tot tijdelijke vrijstelling.

Art. 31 (43). — Bestaat er twijfel of de door de miliciens aangevoerde lichaamsgebreken werkelijk aanwezig zijn, of bestaat er ernstig vermoeden dat middelen werden aangewend om die gebreken te verwekken of te verergeren, dan mag de geschiktheidsraad bevelen dat die miliciens voor ten hoogste vijftien dagen naar een militair gasthuis zullen gezonden worden ter waarneming en ter behandeling.

Hij doet later in de zaak zelve uitspraak.

Art. 32 (44). — De beslissingen van den militieraad en van den geschiktheidsraad worden in openbare vergadering bekendgemaakt, op de alphabetische lijst aangeteekend en door den voorzitter geparafeerd.

Art. 33 (45). — De beslissingen tot aanwijzing voor den dienst zijn uitvoerbaar niettegenstaande beroep.

Amendementen voorgesteld
door de Bijzondere Commissie.

Wetsvoorstel n° 69 van 1921-1922.

Wet van 1913.

Wetsontwerp van de Regering.

Art. 34 (48). — Al de beslissingen der militieraden en der geschiktheidsraden zijn vatbaar voor beroep vanwege den arrondissementscommissaris en vanwege de belanghebbenden.

Zie artikel 22 van het ontwerp voor wat betreft de beslissingen van de militieraden, artikel 38 van het ontwerp voor wat betreft de beslissingen der geneesheeren van het wervingsbureau.

Art. 36 (49). — (A) Het beroep tegen de beslissingen in eersten aanleg wordt schriftelijk aange teekend. Het moet op eene voldoende wijze aanduiden dengene die het beroep aanteekent en, indien daartoe aanleiding bestaat, dengene tegen wien het gericht is, als ook de beslissing waar tegen wordt opgekomen.

(B) De handteekening van den in beroep komenden belanghebbende, of het merk dat hetzelfde vervangt, moet gelegaliseerd zijn door een lid van het schepencollege zijner gemeente, die niet weigeren mag deze formaliteiten te vervullen. In geval van overtreding, kan de belanghebbende, wanneer hij deze aanklaagt, zijn beroep in persoon ter griffie der provincie doen, ten laatste binnen de drie dagen volgende op de hierna bepaalde termijnen.

(C) Het beroep moet gericht worden aan den gouverneur der provincie, binnen acht dagen, te rekenen van de uitspraak, indien het de lichamelijke geschiktheid betreft, binnen acht dagen na aanzegging, indien de uitspraak van den militieraad uitgaat.

(D) De voorgaande voorschriften zullen worden nagekomen op straffe van nietigheid.

Amendementen voorgesteld
door de Bijzondere Commissie.

Wetsvoorstel n° 69 van 1921-1922.

Wet van 1915.

Art. 37 (49^{bis}). — (A) De gouverneur verwittigt de belanghebbenden, langs bestuursweg, dat tegen hunne vrijstelling of hunne ontslaging beroep aangeteekend is.

(B) Het beroep wordt door den gouverneur vóór den revisieraad gebracht, zoo het beoordeeling van de geschiktheid voor den dienst geldt, en vóór het beroepshof in elk ander geval.

Art. 35 (48^{bis}). — (A) In elke provincie bestaat een revisieraad.

(B) Deze is samengesteld uit den Gouverneur der provincie, voorzitter, en uit twee hoofdofficieren van het leger, leden.

(C) De plaatsvervangers van den voorzitter des revisieraads worden door den Koning benoemd voor den termijn van één jaar.

(D) De militaire leden en hunne plaatsvervangers worden aangewezen door den minister van oorlog.

(E) Een hoofdambtenaar van het provinciaal bestuur, door den gouverneur aangewezen, neemt, bij den revisieraad, het ambt van secretaris-verslaggever waar.

Wetsontwerp van de Regering.

HOOFDSTUK IX.

Over de Herzieningsraden.

ART. 38.

a) Tegen al de beslissingen der geneesheeren van het wervingsbureau kan door de belanghebbenden beroep aangeteekend worden, ten ware deze laatste ter waarneming in een hospitaal geweest waren;

b) Het beroep wordt den Gouverneur der Provincie toegericht, in den vorm en binnen de termijnen bepaald bij Koninklijk besluit.

ART. 39.

a) In elke provincie is er een herzieningsraad samengesteld uit :

Een voorzitter genomen uit de werkelijke-, plaatsvervangende- of eere-magistraten der rechtbank van eersten aanleg;

Een militair geneesheer en een burgerlijk geneesheer, leden.

Voor den voorzitter en den militairen geneesheer, lid, worden er één of twee plaatsvervangers benoemd.

b) De voorzitter en zijne plaatsvervangers worden benoemd bij besluit van den Minister van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid; de militaire geneesheer en zijne plaatsvervangers worden aangewezen door den Minister van Landsverdediging of zijnen afgevaardigde; de burgerlijke geneesheer wordt door den voorzitter aangewezen daags vóór elke zitting of den dag der zitting zelf, en, zoo mogelijk, elken dag vervangen.

c) De voorzitter is er mee gelast te waken over de uitvoering van de beschikkingen van onderhavig hoofdstuk en de voorschriften van het Koninklijk besluit, dat er de toepassing van regelt.

d) De Raad wordt bijgestaan door een secretaris, aangewezen door den Gouverneur en genomen uit het personeel van het Provinciaal Bestuur.

**Amendementen voorgesteld
door de Bijzondere Commissie.**

Wetsvoorstel n° 69 van 1921-1922.

Wet van 1923.

Wetsontwerp van de Regeering

e) Lokalen, meubelen, bureelbenooidigheden, het loon van den deurwachter-bode, verwarming en verlichting vallen ten laste van de Provincie.

ART. 40.

De openings- en sluitingsdatums der zittingen van den herzieningsraad worden vastgesteld, bij gemeen overleg, tusschen den Minister van Binnenlandse Zaken en Volksgezondheid en den Minister van Landsverdediging

ART. 41.

De belanghebbenden worden opgeroepen op de bij artikel 31 litt. a voorgeschreven wijze. Verschijnt de beroeper niet, dan wordt het beroep als ongedaan aangezien, tenzij de milicien verkeert in een der gevallen voorzien bij artikel 35, waarvan de bepalingen op den Herzieningsraad toepasselijk zijn.

ART. 42.

a) Vóór den aanvang der verrichtingen leggen de geneesheeren, ten overstaan van den voorzitter, volgenden eed af :

« Ik zweer, zonder haat noch gunstbetoon te verklaren of de manschappen, die ik moet onderzoeken, aangedaan zijn van ziekten of lichaamsgebreken, waardoor zij voor den dienst ongeschikt zijn. »

b) Is een lid van den Herzieningsraad bloed- of aanverwant van den verschijnende, tot en met den vierden graad, dan moet hij zich onbevoegd verklaren, alsook indien hij de behandelende geneesheer van den milicien is.

**Amendementen voorgesteld
door de Bijzondere Commissie.**

Wetsvoorstel n° 69 van 1921-1922.

Wet van 1913.

Wetsontwerp van de Regeering.

ART. 43.

a) Iedere man wordt, met gesloten deuren, onderzocht, achtereenvolgens door den militairen en door den burgerlijken geneesheer, die uitspraak doen naar luid van artikel 32.

b) Ingeval van twijfel of meeningsverschil over de geschiktheid, wordt de belanghebbende, ten hoogste voor veertien dagen, ter waarneming naar een militair hospitaal gezonden.

c) De inwaarnemingstelling wordt eveneens bevolen op aanvraag van den verschijnende.

d) De beslissing van den expert-geneesheer wordt overgemaakt aan den voorzitter van den Herzieningsraad, die er op het bulletin *ad hoc* akte doet van nemen.

ART. 44.

De beslissingen van den Herzieningsraad worden ter kennis gebracht naar luid van artikel 37.

Art. 38 (19^{ter}). — (A) De hoven van beroep doen, ten vaste getale van drie raadsheeren en zonder bijstand van het openbaar ministerie, uitspraak over de zaken die hun uit krachte van de militiewet worden onderworpen.

(B) Te dien einde wordt elke kamer gesplitst in twee afdeelingen. Aan elke afdeeling wordt een adjunct-griffier toegevoegd.

(C) De voorzitter van elke kamer wijst de raadsheeren aan die deel moeten uitmaken van elke der afdeelingen. Hij neemt het voorzitterschap van zijne afdeeling waar. De andere afdeeling wordt voorgezeten door den oudste der raadsheeren die daartoe behooren.

(D) Is een raadsheer verhinderd, dan wordt hij vervangen door een raadsheer van de andere afdeeling of van eene andere kamer, overeenkomstig de wet op de rechterlijke inrichting.

Amendementen voorgesteld
door de Bijzondere Commissie

Wetsvoorstel n^o 69 van 1921-1922.

ART. 43.

Na de woorden « ad hoc akte
doet van nemen » toe te voegen :
en doet ze aan het bevoegd wervings-
bureau overmaken.

Wet van 1913.

Wetsontwerp van de Regering.

(e) De zaken worden, naar gelang ze inkomen, om de beurt verwezen naar elke der afdeelingen van het hof. Echter moeten de zaken, die met elkander samenhangen, voor welke de processtukken dezelfde zijn, of die dezelfde vraagstukken opwerpen, zooveel mogelijk worden verwezen naar de afdeeling bij welke zij het eerst aanhangig werden gemaakt, om er terzelfder tijd behandeld te worden.

(f) De voorzitter der afdeeling, die kennis van de zaak moet nemen, duidt een raadsheer aan, om er verslag over te doen in openbare zitting en beveelt dat de zaak op de rol worde gebracht, om te worden bepleit op eene der eerstvolgende zittingen.

De rol der te bepleiten zaken wordt uitgehangen ter griffie van het hof; elke zaak, waarvan de voorzitter de oproeping bepaald heeft, wordt er onmiddellijk op gebracht.

Art. 39 (49⁴). — (A) Het hof doet uitspraak nadat het de partijen, hare advocaten of gemachtigden heeft gehoord, indien zij zich ter zitting aanbieden.

Het arrest wordt, in elk geval, geacht te zijn verleend op tegenspraak.

(B) De partij, die bij het hof een ver^{to}og of een schriftelijke verwering heeft ingediend, wordt niet als verstek doende beschouwd.

Art. 40 (49⁵). — (A) Het hof kan een bijkomend bestuursonderzoek eischen.

(B) Het kan een getuigenverhoor bevelen.

(C) Het kan een vrederechter aanstellen om er toe over te gaan.

(D) Tusschenarresten worden noch gelicht, noch beteekend.

Amendementen voorgesteld
door de Bijzondere Commissie.

Wetsvoorstel n° 69 van 1921-1922.

Wet van 1913

Wetsontwerp van de Regering.

Art. 41 (49⁶). — (A) Heeft het verhoor vóór het hof plaats, dan verwittigt de griffier de partijen, ten minste acht dagen vooraf, van den vastgestelden dag en van de te bewijzen feiten.

(B) Heeft het vóór den vrederechter plaats, dan zendt de griffier hem het beschikkend gedeelte van het arrest; de vrederechter verwittigt de partijen en stelt, ten minste acht dagen vooraf, den dag vast waarop hij de getuigen zal hooren. De minute van het proces-verbaal wordt het hof overgemaakt.

(C) Partijen worden verwittigd bij aangeteekenden brief.

(D) Partijen mogen in persoon of bij gemachtigde de verhooren bijwonen.

Art. 42 (49⁷). — (A) De getuigen mogen uit eigen beweging verschijnen, zonder hunne aanspraak op getuigen-geld te verliezen. Zij zijn verplicht te verschijnen op eenvoudige daging. Zij leggen den eed af zooals in boetstraffelijke zaken.

(B) In geval van niet-verschijning en van valsche getuigenis, worden zij vervolgd en gestraft zooals in boetstraffelijke zaken.

(C) Echter worden de straffen, gesteld tegen de niet verschijnende getuigen, zonder vordering van het openbaar ministerie, toegepast door het hof of door den magistraat die tot het verhoor overgaat.

Art. 43 (49⁸). — Geen getuige kan bij het verhoor gewraakt worden om eene der redenen, opgegeven in artikel 283 van het wetboek van burgerlijke rechtspleging.

**Amendementen voorgesteld
door de Bijzondere Commissie.**

Wetsvoorstel n^o 69 van 1921-1922.

Wet van 1913.

Art. 44 (49⁹). — De behandeling voor het hof geschiedt in het openbaar.

Art. 45 (49¹⁰). — (A) Het geding wordt gevoerd, zonder dat partijen de hulp van een pleitbezorger behoeven.

(B) Het hof vonnist, alle zaken ter zijde gelaten, en doet uitspraak, partijen, hunne advocaten of lasthebbers gehoord.

(C) Zoo de dienst het vereischt, beleggen de voorzitters van de verschillende kamers der beroepshoven bijzondere terechtzittingen, in voldoende getal, opdat de op grond van deze wet in beroep komende zaken met spoed en zonder de loopende zaken te schaden, afgehandeld worden.

Art. 46 (49¹¹). — Zoodra ingeleid, worden de zaken, door den voorzitter der Kamer die er kennis moet van nemen, ter rol gebracht van een der eerste terechtzittingen, volgende op de veertien dagen na overlegging van het verzoekschrift. Terzelfder tijd wordt de verslaggever aangewezen.

Art. 47 (49¹²). — (A) De voorziening wordt gevonnist zoowel bij afwezenheid als in bijzijn der partijen; alle arrest geldt als gewezen, alle partijen gehoord.

(B) Partijen mogen hunne middelen in persoon of door tusschenkomst van een advocaat voordragen.

Art. 48 (49¹³). — De deurwaarders mogen de in militiezaken aan te zeggen exploten met ter post aangeteekenden brief verzenden. De bestelling van den brief op de post geldt als aanzegging aan de beteekende partij.

Wetsontwerp van de Regering

**Amendementen voorgesteld
door de Bijzondere Commissie.**

Wetsvoorstel n° 69 van 1921-1922.

Wet van 1913.

Art. 49 (49¹⁴). — (A) Deurwaardersloon en getuigengeld worden geregeld zooals in strafzaken.

(B) Geen ander griffierecht dan het vast recht van één frank per uitgegeven afschrift wordt geheven.

Art. 50 (50). — (A) Het beroepshof en de revisieraad doen uitspraak ten gronde, binnen de dertig dagen na bestelling der beroepsakte, zoo geene voorbereidende uitspraak dient gedaan.

(B) Het beroepshof en de revisieraad beoordeelen de feiten zooals zij zijn op het oogenblik dat ze onderzocht worden, zelfs wanneer zij niet bij den militieraad aangeklaagd of in de beroepsakte opgegeven werden noch konden worden.

Art. 51 (51). — Artikel 24 is toepasselijk op de leden van het beroepshof en van den revisieraad.

Art. 52 (52). — (A) De revisieraad beslist, in laatsten aanleg, of de manschappen goed zijn voor den dienst; hij stelt oppermachtig vast of zij voor al de wapens geschikt zijn, of zij bijzonder geschikt zijn voor een bepaald wapen, ofwel of zij slechts voor dit of dat wapen geschikt zijn.

(B) Hij wordt, te raadgevenden titel, bijgestaan door een militairen geneesheer of een als zoodanig toegelaten geneesheer, welken de commandant der provincie aanwijst, en door een burgerlijken geneesheer, welken de voorzitter daags vóór elke vergadering of op den dag zelf aanwijst, en die, zoo mogelijk, elken dag wordt vervangen.

(C) Er wordt overigens gehandeld overeenkomstig litt. G, H en I van artikel 23.

Wetsontwerp van de Kamer.

Amendementen voorgesteld
door de Bijzondere Commissie.

Wetsvoorstel n° 69 van 1921-1922.

Wet van 1913.

(d) Indien twijfel omtrent het wezenlijk bestaan van de lichaamsgebreken, waarop de miliciens zich beroepen, oprijst of ernstig wordt vermoed dat middelen aangewend werden om dezelve te doen ontstaan of te verergeren, kan de revisieraad bevelen dat deze miliciens in een militair hospitaal, gedurende ten hoogste vijftien dagen, zullen bewaakt en behandeld worden. Hij beslist later ten gronde, zonder dat in eenig geval naar den geschiktheidsraad kunne verwezen.

Art. 53 (53). — (A) De artikelen 27 (c) en 30 zijn toepasselijk op het beroep voor den revisieraad.

(B) De bepalingen van artikel 23, littera (F), laatste lid, en van artikel 30 worden insgelijks nageleefd, wanneer het hof van beroep, overeenkomstig n^o 1^o van artikel 21, moet oordeelen over de lichaamsgebreken van een lid der familie van een ingeschrevene.

Art. 54 (54). — Ingeval de overheid weigert een tot vrijstelling noodzakelijk stuk af te leveren, mag het beroepshof een bestuursonderzoek of een getuigenverhoor bevelen en vervolgens de vrijstelling uitspreken.

Art. 55 (55). — (A) De beslissingen van den revisieraad worden bij volstrekte meerderheid genomen.

(B) Het beroepshof doet uitspraak overeenkomstig de bepalingen der wet van 18 Juni 1869, op de rechterlijke inrichting.

(C) De uitspraken vermelden namen, voornamen en plaats van inschrijving van de personen die, hetzij rechtstreeks, hetzij door hunne ouders of voogden, bij name betrokken waren.

Wetsontwerp van de Regeering.

Amendementen voorgesteld
door de Bijzondere Commissie.

Wetsvoorstel n° 60 van 1931-1932.

Wet van 1913.

(d) De uiteenzetting der zaak door een lid van het beroepshof of van den revisieraad en de uitspraak geschieden in openbare zitting; de stemming blijft geheim.

(e) De uitspraken moeten, op straf van nietigheid, met redenen omkleed zijn. Die van het beroepshof worden, ter benaarstiging van den procureur-generaal, binnen de acht dagen, den gouverneur der provincie aangezegd.

(f) In de provinciën Antwerpen, Limburg, Oost-Vlaanderen, West-Vlaanderen, alsmede in de arrondissementen Leuven en Brussel, kan niemand worden benoemd tot lid van den geschiktheidsraad, van den militie- of van den revisieraad, of aan deze rechtsmachten worden toegevoegd als geneesheer, indien hij dit ambt niet in het Vlaamsch en in het Fransch kan waarnemen.

In dezelfde provinciën en in het arrondissement Leuven worden de mondelinge mededeelingen aan de miliciens en aan de gelastigden der gemeenten in de Vlaamsche taal gedaan, tenzij de belanghebbenden vragen dat het Fransch worde gebruikt.

In het arrondissement Brussel worden dezelfde mededeelingen gedaan in het Vlaamsch of in het Fransch, naar gelang dat de miliciens gebruik maken van deze of van gene der beide talen.

De kennisgevingen en de schriftelijke mededeelingen welke de militieraden, de geschiktheidsraden, de revisieraden en de andere overheden in zake van militie richten aan de gemeenten of aan het publiek, blijven beheerscht door de wet van 22 Mei 1878, betreffende het gebruik van de Vlaamsche taal in zaken van bestuur.

Wetsontwerp van de Regering.

**Amondementen voorgesteld
door de Bijzondere Commissie.**

Wetsvoorstel n° 69 van 1921-1922.

Wet van 1913.

Wetontwerp van de Regeering.

HOOFDSTUK X.

Over het verhaal in verbreking.

ART. 45.

Art. 56 (58). — (A) De uitspraken van het beroepshof en die van den revisieraad kunnen bestreden door middel van verhaal in verbreking.

(B) Hooger beroep moet, op straffe van verval, met redenen omkleed zijn en binnen de volgende tijdsbestekken worden ingesteld :

1^o Door den gouverneur tegen de beslissingen van het hof van beroep en door den secretaris-verslaggever bij den revisieraad, binnen vijftien dagen te rekenen van de beteekening der beslissingen;

2^o Binnen hetzelfde tijdsbestek, te rekenen van de beslissing van den revisieraad of van het arrest van het hof van beroep, door den belanghebbende die zich voorziet tegen eene uitspraak waarbij hij voor den dienst is aangewezen.

Art. 57 (59). — De verklaring van verhaal wordt gedaan ter griffie van het beroepshof of van den provincieraad, naarvolgens de bestreden uitspraak van het beroepshof of van den revisieraad uitgaat, door den eischer zelf of door een bijzonderen gevolmachtigde; in laatste geval, blijft de volmacht aan de verklaring gehecht. Deze wordt in een daartoe bestemd register ingeschreven.

a) Tegen de beslissingen van den Hoogereren Militieraad en der Herzieningsraden, evenals die van de Militieraden, waartegen geen beroep kan aangeteekend worden, kan een verhaal in verbreking ingediend worden.

Onder het voorbehoud voorzien bij artikel 1033 van het Wetboek van Burgerlijke Rechtspleging, moet het beroep, wat de termijnen betreft, ingediend en gemotiveerd worden binnen de veertien dagen na den datum, waarop de beslissing tegenstrijdig genomen of beteekend werd.

b) Het verhaal wordt per aangeteekenden brief ter griffie van het Verbrekingshof ingediend.

De handteekening van den beroeper of het aldus geldend merk, moet door een lid van het Schepencollege zijner gemeente gewettigd zijn.

c) De hoogerstaande voorschriften, moeten, op straf van nietigheid, nageleefd worden.

ART. 46.

De Minister van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid kan eveneens in beroep gaan. Voor de uitoefening van dit recht is er geen tijdsbestek.

Amendementen voorgesteld
door de Bijzondere Commissie

Wetsvoorstel n° 69 van 1921-1922.

Wet van 1913.

Wetsontwerp van de Regering

Art. 60 (63). — (A) In geval van verbreking, wordt de zaak naar het beroepshof of naar den revisieraad eener andere provincie verwezen.

Art. 59 (62). — (A) Alle akten van rechtspleging voor het beroepshof en het verbrekingshof zijn vrij van zegel- en registratiekosten en van boeten.

(B) Behalve verwijzing in de kosten en de uitgaven, kan den eischer, wegens afwijzing van het verhaal, geene hoognaamde vergoeding ten voordeele van den verweerder opgelegd.

Art. 60. — (B) Wordt de tweede uitspraak vernietigd om dezelfde redenen als de eerste, dan gedraagt het beroepshof of de revisieraad, waarnaar de zaak verwezen wordt, zich naar de uitspraak van het verbrekingshof op het rechtspunt door dit hof gewezen.

ART. 47.

Wordt de verbreking uitgesproken, dan wordt de zaak, volgens de gevallen, verwezen naar een uit andere leden samengestelden Hoogeren Militieraad, een anderen Herzienings-, of een anderen Militieraad.

ART. 48.

a) Het Verbrekingshof doet uitspraak vóór alle andere zaken.

b) De griffier van het Verbrekingshof brengt de inwilliging of de verwerping van het verhaal ter kennis van den Gouverneur en, desgevallend, van den Minister van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid, om den belanghebbende de getroffen beslissing te melden.

ART. 49.

Al de akten van rechtspleging vóór het Verbrekingshof zijn vrij van zegel- en registratiekosten.

ART. 50.

Wordt de tweede beslissing vernietigd om dezelfde redenen als deze, die de eerste verbreking hebben uitgelokt, dan voegt de rechtsmacht, tot dewelke de zaak wordt verwezen, zich naar de beslissing van het Verbrekingshof, in zake van het door dit Hof gewijsde rechtspunt.

**Amendementen voorgesteld
door de Bijzondere Commissie**

Wetvoorstel n° 69 van 1921-1922.

Wet van 1913.

Art. 58 (61). — (A) De akte van verhaal wordt op straf van verval, binnen de tien dagen na de verklaring, woordelijk en bij deurwaarder betee- kend aan elken bij name betrokken per- soon.

(B) Het verbrekingshof doet uitspraak, alle zaken ter zijde gelaten.

(C) De griffier van het verbrekingshof bericht de griffiers der beroepshoven van de toewijzing of de afwijzing van de verhalen tegen de arresten hunner hoven. De griffiers der beroepshoven zenden, binnen de vijftien dagen, aan de betrokken provinciegouverneurs, het- zij een uittreksel van die uitspraken, hetzij bericht dat het verhaal afgewezen is. De griffier van het verbrekingshof zendt den gouverneur een soortgelijk bericht indien de uitspraak, waartegen beroep, van den revisieraad uitgaat.

Zie artikel 16 der wet.

Wetsontwerp van de Regoorin.

HOOFDSTUK XI.

Over de aanwijzing voor de wapens en diensten.

ART. 51.

a) Worden ambtshalve voor de beheer- troepen van den geneeskundigen dienst aangewezen, en, in vrede- tijd, in een hun voorbehouden opleidingscentrum opge- leid tot militair brancardier-ziekenver- pleger :

1° De bedienaars van een der eere- diensten bedoeld bij artikel 117 der Grondwet;

2° Zij, die deel uitmaken van eene in 't land gevestigde geestelijke gemeente, het bezoldigd dienstpersoneel uitgezon- derd;

3° Zij, die zich uitsluitend en voort- durend wijden aan de werkzaamheden van een buitenlandsch missiewerk, goed- gekeurd door de aangestelde overheden van een der eerediensten bedoeld bij 1° van dit artikel;

**Amendementen voorgesteld
door de Bijzondere Commissie.**

Wetsvoorstel n° 60 van 1921-1922.

Wet van 1913.

Wetsontwerp van de Regeering

4° Zij, die zich tot den geestelijken staat of tot de zendingen voorbereiden, en student in de Godgeleerdheid zijn in eene door het hoofd van den betrokken eeredienst erkende inrichting.

b) De zeeofficiëren, de leerlingen der zeevaartscholen, de geschoolde werktuigkundigen, stokers en matrozen van het Staatszeewezen of der handelsvloot, worden aangewezen voor de eenheden belast met de verdediging van kust- en binnenwateren of dergelijke diensten.

c) Tenzij zij zulks niet verlangen, worden de gehuwde miliciens in garnizoen geplaatst in de stad of, is zulks onmogelijk, nabij de stad waar hun gezin verblijft op voorwaarde dat er eene eenheid van het wapen, waarvoor zij geschikt bevonden zijn, in deze localiteit garnizoen houde.

Art. 61 (81). — (A) De regeering bepaalt het tijdstip waarop de voor den dienst aangewezen manschappen aan de militaire overheid afgeleverd worden.

(B) De aflevering geschiedt ter provinciehoofdplaats door den gouverneur die een staat der afgeleverden opmaakt, hierbij inzonderheid wijzende op de in de vorige contingenten begrepen miliciens, wier ontslag niet werd gehandhaafd. Ieder belanghebbende ontvangt vooraf een bevel van vertrek vanwege den gouverneur.

(C) Zoodra de miliciens hunne gemeente verlaten om naar de hoofdplaats overgebracht te worden, komen de kosten van hunne voeding en huisvesting ten laste van den Staat.

**Amendementen voorgesteld
door de Bijzondere Commissie.**

Wetsvoorstel n^o 69 van 1921-1922.

ART. 9.

Artikel, 61, litt. A, der samengecor-
dende militiewetten wordt gewijzigd
als volgt :

De Regeering bepaalt op welke tijd-
stippen de voor den dienst aangewezen
manschappen aan de militaire overheid
afgeleverd worden. De jongelingen be-
hoorende tot eene en dezelfde militie-
klas worden in drie reeksen opgeroepen
en aangewezen voor eene School van
recruten, zoo dicht mogelijk bij hunne
verblijfplaats gelegen.

Wet van 1913.

Wetsontwerp van de Regering.

ART. 52.

In beginsel worden de miliciens niet dan op eigen aanvraag, in de kaders der reserve-officieren opgenomen. Indien, echter, eene klasse te weinig miliciens oplevert die hunne opneming in de scholen voor reserve-onderluitnants aanvragen, om in de bij de inrichting van het leger voorziene behoefte te voorzien, dan kan de Minister van Landsverdediging, ambtshalve, en binnen de palen der behoeften, voor de scholen voor reserve-onderluitnants die jongelingen aanwijzen, die aan sommige door hem bepaalde studievereischen voldoen.

Art. 62 (82 en 83 bis). — Bij de aflevering, worden de miliciens door de militaire overheid bij de verschillende wapens ingedeeld, hierbij rekening houdende met den graad van geschiktheid, hun, bij voorkomend geval door de geschilbeslissende rechtsmachten toegekend.

Art. 22 (54). — (A) Wordt niet tot den dienst toegelaten :

1^o Wie vóór eene krijgsrechtbank eene in kracht van gewijsde gegane veroordeeling beloopt heeft, welke hem als militair vervallen verklaart of zulk verval medebrengt, of die wegens wangedrag weggezonden werd ;

2^o Zij, die werden veroordeeld tot eene lijfstraf.

(B) Werd hij, bij vergissing op de *alphabetische lijst* gehandhaafd of heeft hij slechts na de *sluiting dezer lijst* de uitsluiting beloopt, zoo wordt hij door den militieraad onbekwaam tot den dienst verklaard.

(C) De uitsluiting wordt desnoods ambtshalve door het beroepshof uitgesproken, ondanks elke uitspraak, zelfs door dit hof bij onbekendheid met de onwaardigheid gewezen, wanneer dezer bewijs verstrekt wordt vóór het stellen in werkelijken dienst van het contingent.

HOOFDSTUK XII.

Over de uitsluiting.

ART. 53.

a) Worden niet toegelaten tot den dienst, en, ingeval van algemeene of gedeeltelijke mobilisatie van het leger, ter beschikking van den Minister van Landsverdediging gesteld :

1^o Hij die veroordeeld werd tot ontzegging van het recht om in het leger te dienen, of tot de militaire afstraffing, of krachtens het tuchtreglement uit het leger werd weggezonden ;

2^o Hij die eene lijfstraffelijke veroordeeling heeft ondergaan ;

Amendementen voorgesteld
door de Bijzondere Commissie.

Wetsvoorstel n° 69 van 1921-1922.

Wet van 1913.

(n) Kunnen van den dienst worden uitgesloten, zij die, bij één of meer vonnissen of arresten, werden veroordeeld tot ééne of tot meerdere niet voorwaardelijke straffen, bereikende te zamen ten minste zes maanden gevangenisstraf, indien het is wegens diefstal, misbruik van vertrouwen, aftroggelarij, aanslag tegen de zeden, aanranding der eerbaarheid of verkrachting, of twaalf maanden wegens alle andere opzettelijke wanbedrijven, vallende onder 't gemeene recht.

Elk bijzonder geval wordt onderzocht door het Hof van beroep, dat, op eisch van het openbaar ministerie, den belanghebbende gehoord, de uitsluiting van den dienst uitspreekt, indien het van gevoelen is dat de belanghebbende voor onwaardig moet gehouden worden of dat zijne tegenwoordigheid onder de wapens gevaarlijk zoude zijn voor de zedelijke waarde van den troep.

Het Hof kan ook de verdaging voor één jaar uitspreken, indien het acht dat het niet voldoende is ingelicht om een oordeel te vellen.

(e) Zij, die van het leger zijn uitgesloten wegens eene tegen hen uitgesproken veroordeeling, worden, gedurende al den tijd van hun werkelijken dienst, ter beschikking van den Minister van Oorlog gesteld, volgens bij ministerieele beslissing vast te stellen indeeling.

Wetsontwerp van de Regering.

3^o Hij die bij één of meer vonnissen of uitspraken onvoorwaardelijk tot één of meer straffen, van zes maanden gevangenisstraf te zamen, werd veroordeeld wegens diefstal, misbruik van vertrouwen, aftroggelarij, aanranding der eerbaarheid, verkrachting, verderf der jeugd, ontucht of openbare zedenschennis;

4^o Hij die bij één of meer vonnissen of uitspraken onvoorwaardelijk tot één of meer straffen van twaalf maanden gevangenzitting te zamen, werd veroordeeld wegens alle bij het Strafwetboek voorziene vrijwillige wanbedrijven.

b) Hij die in den vreemde wegens een door de Belgische Strafwetten strafbare misdaad of wanbedrijf werd veroordeeld, valt onder de toepassing van onderhavig artikel, nadat de boetstraffelijke rechtbank der verblijfplaats van den belanghebbende, de regelmatigheid en de wettelijkheid van de veroordeeling heeft vastgesteld.

c) Zoodra hij ter beschikking van den Minister van Landsverdediging gesteld wordt, is de uitgeslotene aan de militaire strafwetten onderworpen, behalve dat de militaire afstraffing hem niet kan opgelegd worden.

Hij wordt als deserteur behandeld zoo hij zich niet binnen de drie dagen na den bepaalden datum naar de aangezeven plaats begeeft;

d) Na inzage van een uittreksel uit het strafboek, stelt de Gouverneur vast dat de ingeschrevene in een der bij dit artikel bedoelde gevallen van uitsluiting verkeert. Hij geeft er kennis van aan den belanghebbende die dan binnen de veertien dagen bij den Minister van Justitie beroep kan aanteekenen.

**Amendementen voorgesteld
door de Bijzondere Commissie.**

Wetsvoorstel n° 69 van 1921-1922.

Wet van 1913.

Wetsontwerp van de Regering.

HOOFDSTUK XIII.

Over den militairen dienst.

ART. 54.

Art. 63. Litt. C *in fine*. — De duur van den termijn van gewonen werkelijken dienst gaat in :

1^o Voor de vrijwilligers, op 15 September volgende op den datum der dienstneming;

2^o Voor de miliciens en de militie-vrijwilligers, op den dag dat zij in werkelijken dienst treden.

Art. 63 (83). — (A) Een Koninklijk besluit bepaalt elk jaar de indeeling der manschappen bij de verschillende wapens.

(B) Buiten de terugroepingen wordt de werkelijke dienst achtereen uitgedaan.

De termijn van werkelijken dienst der miliciens duurt :

Vijftien maanden bij de infanterie; de vestingartillerie en de bijzondere compagnieën artillerie, de genie en de bijzondere compagnieën der genie;

Vier en twintig maanden bij de ruitery en de rijdende artillerie;

Een en twintig maanden bij de bereden artillerie en den trein;

Twaalf en een halve maand bij het bataljon van administratie.

Deze termijnen nemen een aanvang te rekenen van de oproeping onder de wapens.

a) De werkelijke dienstdtijd der miliciens gaat in op den dag der indiensttreding, en, behoudens in de bij artikel 36 voorziene uitzondering, nooit vóór den datum bepaald voor de oproeping tot den werkelijken dienst, der klasse, waartoe ze behooren.

Hij moet algeheel uitgedaan worden.

b) Behoudens wat de onder verderstaand littera c) bedoelde miliciens betreft, wordt de duur van den werkelijken dienstdtijd vastgesteld als volgt :

Acht maanden voor de troepen van den geneeskundigen en van den intendantie-dienst, het groot veldpark en de bij de wapens ingedeelde hulpmanschappen.

Tien maanden voor de infanterie, de jagers, wielrijders, de mitrailleuse- en kanonauto's der cavalerie, de legerartillerie, met uitzondering van de artillerie tegen luchtdoelen, de auto-vervoerkorpsen ;

Twaalf maanden voor de strijdagens, de artillerie tegen luchtdoelen, de opnemingsdienst der artillerie, de luchtvaart, de genie, de overseiningstroepen, de verkeerstroepen, de pontonniers, het zoeklichtenkorp, het korp torpedisten en zeesoldaten ;

Dertien maanden voor de cavalerie, de rijdende artillerie, de bereden artillerie, de paarden-vervoerkorpsen.

Amendementen voorgesteld
door de Bijzondere Commissie

Wetsvoorstel n° 69 van 1921-1922.

Art. 2.

In de opleiding der burgers tot
's lands verdediging zijn er drie
stadiums :

- 1° De lichamelijke opvoeding der
jongelingschap ;
- 2° De school der recruten ;
- 3° De wederoproeping en herha-
lingsoefeningen.

Art. 10.

Artikel 63, litt. B, der samengeor-
dende militiewetten wordt gewijzigd als
volgt :

Buiten de wederoproeping, wordt
de actieve dienst achtereen gedaan.

De militieplichtigen moeten gedu-
rende zes maanden in de School der
recruten aanwezig zijn.

Wet van 1913.

Bovendien zal er, in één of twee tijdperken, in den loop van het 2^e, van het 3^e of van het 4^e jaar, eene terugroeping zijn van vier weken voor de infanterie, de vestingartillerie, de bijzondere compagnieën artillerie, de bereden artillerie en den trein; van zes weken voor de ruitery en de rijdende artillerie; van acht weken voor de genie.

Wetsontwerp van de Regeering.

c) De voor de scholen voor reserve-onderluitnants aangewezen miliciens, zijn tot de volgende werkelijke diensttermijnen gehouden :

Twaalf maanden bij de infanterie, bij de administratie-troepen ;

Dertien maanden bij de cavalerie, de artillerie, de genie en het vervoerkorps ;

d) Anderzijds moet ieder voor eene school voor reserve-onderluitnants aangewezen milicien den werkelijken diensttijd vervullen opgelegd in het wapen der school, naar luid van letter c) hierboven, om het even tot welk wapen of welken dienst hij eerst was aangewezen ;

e) De wederoproeping onder de wapens worden bepaald als volgt :

1^o Eene wederoproeping van ééne maand voor al de wapens en voor al de diensten, terwijl de miliciens van het eerste leger deeluitmaken ;

2^o Eene wederoproeping van ééne maand en drie wederoproeping, ieder van zes dagen, voor al de wapens en voor al de diensten, terwijl de miliciens van het tweede leger deeluitmaken ;

3^o Voor de eigenlijke legertroepen (legerartillerie, overzeiningstroepen, verkeerstroepen, luchtvaart, pontonniers, strijdagens, enz.), evenals voor de troepen van den geneeskundigen dienst, den intendantie-dienst, het groot veldpark en voor de bij de troepenkorpsen ingedeelde hulpmannschappen, zijn de miliciens, in den loop der eerste tien jaren, gehouden tot een zeker aantal wederoproeping, waarvan de algeheele duur, dien der onder 1^o en 2^o hiervoren bepaalde wederoproeping niet overtreft ;

Amendementen voorgesteld
door de Bijzondere Commissie.

Wetsvoorstel n^o 69 van 1921-1922.

ART. 11.

In den loop der vijf jaren volgende op het uittreden uit de School der recruten zijn er twee wederoproeping van vijftien dagen en twee proeven van mobilisatie en concentratie, waarvan de duur niet zes dagen overschrijden zal.

Buiten die wederoproeping moeten de militieplichtigen deelnemen, gedurende hunnen actieven diensttijd, aan jaarlijksche schietoefeningen, waarvan de voorwaarden bij Koninklijk besluit bepaald worden.

Wet van 1915.

(1) Elke afwezigheid wegens onvrijwillige verwonding of ziekte telt als werkelijke dienstdiensttijd.

Niemand mag, zonder volstrekte noodzakelijkheid, van bovenvermelde diensttermijnen worden afgetrokken en buiten de gelederen der compagnieën, eskadrons of batterijen gebruikt.

(c) De termijn van werkelijken dienst voor de vrijwilligers is :

Drie of vijf jaar, indien zij meer dan achttien jaar oud zijn ;

Vijf of zeven jaar, indien zij minder dan achttien jaar oud zijn ;

Eén, twee of drie jaar voor de miliciens of vrijwilligers die, na de vervulling van hunnen diensttermijn, eene nieuwe dienstverbintenis aangaan.

Wetsontwerp van de Regering.

4° De miliciens-candidaat-reserve-officieren zijn gehouden tot wederoproe-pingen van een gezamenlijken duur van zes maanden ;

5° De ongeletterde miliciens evenals die, welke, alhoewel zij voor den wapendienst geschikt werden bevonden, niet voldoen aan eene proef over lichamelijke geschiktheid, moeten twee maanden werkelijken dienst doen boven den onder littera *b* hierboven bepaalden termijn. Zij worden onder de wapens geroepen twee maanden vóór den datum, waarop hunne klasse binnenkomt.

f) Alleen de afwezigheid wegens door den dienst zelf ontvangen kwetsuren of opgedane ziekte, telt als aanwezigheid in het korps.

Amendementen voorgesteld
door de Bijzondere Commissie.

Wetsvoorstel n^o 60 van 1921-1922.

ART. 54.

In litt. e) 5^o na de woorden :
« niet voldoen aan eene proef over
lichamelijke geschiktheid », toe te
voegen : *waarvan de inrichting en
het programma bij Koninklijk besluit
bepaald worden, moeten, enz... (het
overige zooals in den tekst
van het ontwerp).*

ART. 3.

De lichamelijke opvoeding is ver-
plichtend in al de onderwijsgestichten,
door den Staat bestuurd of geldelijk
ondersteund.

ART. 4.

De jongelingen, die niet meer school-
plichtig zijn of die geen onderwijs-
gesticht bezoeken, zijn verplicht¹ zich
aan te sluiten bij de toegelaten maat-
schappijen voor lichamelijke opvoe-
ding. De voorwaarden en de gevolgen
der toelating worden bij Koninklijke
besluiten vastgesteld.

Wet van 1912.

Wetsontwerp van de Regering.

Amendementen voorgesteld
door de Bijzondere Commissie.

Wetsvoorstel n° 69 van 1931-1932.

ART. 5.

De lichamelijke opvoeding staat uitsluitend onder de leiding van het onderwijzend korps en van vakkundigen aangewezen door den Nationalen Dienst van lichamelijke opvoeding, daartoe ingericht door den Minister van Wetenschappen en Kunsten.

ART. 6.

De Minister van Wetenschappen en Kunsten stelt, na het advies van den Minister van Landsverdediging te hebben ingewonnen, de voorwaarden vast van een examen van lichaamsgeschiktheid, waarvoor de jongelingen van volle achttien jaar zich kunnen aanmelden.

Zij, die werden onderzocht, worden ingedeeld in voldoende en onvoldoende. Aan deze laatsten wordt aangewezen in welk opzicht zij niet voldoen aan de eischen van het examen en hoe zij dat kunnen verhelpen. Zij kunnen zich opnieuw aanmelden voor de volgende proeven.

ART. 7.

Zij die, ondanks gemelde waarschuwingen en raadgevingen, niet het bewijs leveren van een normale lichaamsgeschiktheid, kunnen onder de wapens geroepen worden twee maanden vóór de overige militieplichtigen. Zij worden echter van dezen bijkomenden dienst vrijgesteld, indien zij in de geschiktheidsproef slagen of indien hunne lichamelijke ongeschiktheid niet het gevolg is van een vrijwillig verzuim van opleiding.

Wet van 1913.

Wetsontwerp van de Regeering.

ART. 55.

a) Na afloop van hunnen werkelijken diensttermijn, worden de manschappen met onbepaald verlof gezonden.

In bijzondere omstandigheden kan de Regeering echter de toepassing van die bepaling schorsen of weigeren; of geheel of ten deele zooveel klassen als zij noodig acht tijdelijk onder de wapens terugroepen. In dit laatste geval, brengt zij dadelijk hare beslissing ter kennis van de Kamers.

b) In geval van mobilisatie, beveelt de Minister van Landsverdediging dat de miliciens, die als pastoor-bedienaar of onderpastoor, dominee of rabbijn, tot de geestelijkheid van een erkenden eeredienst behooren, in hunne haardsteden kunnen blijven, op voorwaarde dat zij van de landweer deeluitmaken en, op voorstel der aangestelde overheden, door den Minister van Justitie aangewezen worden, als onmisbaar voor den eeredienst binnen het Rijk.

Ieder jaar wordt het hen betreffend voorstel vernieuwd.

Amendementen voorgesteld
door de Bijzondere Commissie.

Wetsvoorstel n^o 42 van 1921-1922

ART. 55.

Eene littera c) toe te voegen,
luidende :

c) *In geval van mobilisatie, beveelt de Minister van Landsverdediging dat de militieplichtigen, die het ambt van onderwijzer uitoefenen, in hun ambt behouden worden, mits zij behooren tot de landweer en zij door den Minister van Wetenschappen en Kunsten worden aangewezen als onontbeerlijk voor den dienst eener lagere school binnen het Rijk.*

Wet van 1913.

Wetsontwerp van de Regering.

ART. 56.

a) De manschappen die, bij tuchtmaatregel, met cachot- of gevangenis werden gestraft, evenals zij die zich aan ongewettigde afwezigheid hebben schuldig gemaakt, worden, na hun werkelijken dienstdiensttijd, binnen de volgende palen en ten hoogste tot beloop van honderd dagen, onder de wapens gehouden :

1° Twee dagen dienstverlenging voor iederen dag cachot- of gevangenisstraf;

2° Vier dagen dienstverlenging voor iederen dag ongewettigde afwezigheid;

b) De mannen die uit oorzaak van wangedrag, moedwil of blijkbare nalatigheid, na afloop van hun werkelijken dienstdiensttijd, hunne militaire opleiding niet hebben voleind, kunnen onder de wapens gehouden worden tot dat die opleiding voldoende geacht wordt, doch de uit dien hoofde opgelegde dienstverlenging mag geen honderd dagen te boven gaan;

c) De algeheele duur der dienstverlenging opgelegd aan één zelfden man, bij toepassing der bij littera a en b van onderhavig artikel voorziene bepalingen, mag geen honderd vijftig dagen overtreffen.

ART. 57.

(B) Wanneer geene uitzonderlijke dienstomstandigheid het belet, hebben de vrijwilligers en de miliciens, die het zich waardig maken door hun levensgedrag en hunne wijze van dienen, jaarlijks recht op drie verloven zonder soldij, elk verlof bedragende eene week. Slechts op uitdrukkelijke aanvraag van de militairen en de ouders mogen deze gezamenlijke verloven een en twintig dagen overschrijden.

Die verlofdagen kunnen echter ineens worden verleend aan de vrijwilligers of militieplichtigen die verlangen deel te

a) Buiten het geval van dringend verlof om gewichtige redenen, hebben de miliciens met goed gedrag recht op een gunstverlof zonder soldij, tegen ten hoogste eenen dag verlof voor iedere door de wet opgelegde maand werkelijken dienst;

b) De miliciens kunnen geen ander verlof bekomen, tenzij om door de militaire overheid te beoordeelen uitzonderingsredenen.

In geen geval mag dit verlof als werkelijke dienst gerekend worden.

Amendementen voorgesteld
door de Bijzondere Commissie.

wetsvoorstel n° 69 van 1921-1922.

ART. 56.

Litt. b) te doen luiden :

b) De manschappen die, wegens hun wangedrag, moedwil of blijkbare nalatigheid, na afloop van hunnen termijn actieven dienst, hunne militaire opleiding niet hebben voleindigd, kunnen, *niet de instemming van den Minister van Landsverdediging...*

(Het} overige zooals in den tekst van het ontwerp).

Wet van 1913.

Wetsontwerp van de Regering.

nemen aan de werkzaamheden welke het seizoen meebrengt.

De geheele duur wordt op zes en dertig dagen per jaar gebracht voor de militieplichtigen wier persoonlijke medehulp, op zekere tijden van het jaar, noodig is tot uitoefening van het bedrijf van hunne bloedverwanten in de opgaande lijn of van hunne broeders en zusters. De aanvraag om verlof wordt gedaan door den militieplichtige en zijne familie; daaraan wordt een bewijs-schrift van den vrederechter toegevoegd.

In al die gevallen, wordt de duur van den werkelijken dienst der begunstigden met evenveel dagen verlengd als zij meer verlof kregen.

(F) De miliciens en de vrijwilligers, die zich slecht gedragen of slecht dienst doen, kunnen van tijdelijk verlof verstoken worden.

Na volbrenging van hunnen termijn van werkelijken dienst, kunnen zij ook onder de wapens worden gehouden voor een onbepaalden tijd, in verband met de ernstigheid der gepleegde vergrijpen en met hun algemeen gedrag gedurende gansch hunnen werkelijken dienst.

(G) Buitengewone gunstverloven, met soldij, van ten hoogste vijftien dagen voor de korporaals (brigadiers en soldaten, en voor den gezamenlijken duur van ééne maand voor de onderofficieren, kunnen jaarlijks door de korpsoversten worden verleend aan de militairen die zich dit bijzonder waardig maken door hun ijver en de toewijding waarmee zij hunne bediening waarnemen en hunne militaire plichten vervullen.

(H) Die milicien of de vrijwilliger kan, om door de militaire overheid

Amendementen voorgesteld
door de Bijzondere Commissie.

Wetsvoorstel n^o 69 van 1921-1922.

Wet van 1913.

geldig geoordeelde ernstige redenen, een dienstonderbrekend verlof voor den duur van drie maanden tot twee jaar bekomen, op voorwaarde dat hij, in het leger terugkeerende, den termijn van werkelijken dienst, welken hij moet doen uit krachte van zijne wettelijke verplichtingen of van zijne dienstverbintenis, voleindigde.

(1) Al degenen, die zijn gehouden tot den militairen dienst, beschikken, op de dagen door hun eeredienst voorgeschreven, behalve in uitzonderlijke en gewichtige omstandigheden, over den tijd benoodigd tot het vervullen van hunne godsdienstige plichten volgens de regelen en de gebruiken van hunnen eeredienst.

Een Koninklijk besluit regelt de tenuitvoerlegging van deze bepaling.

(2) De miliciens met onbepaald verlof zijn ieder jaar onderworpen aan eene schouwing der manschappen. Daarvan zijn vrijgesteld degenen die zich, binnen het jaar, aan eene terugroeping onder de wapens onderworpen hebben.

Art. 64 (87). — In uitzonderlijke omstandigheden mag de Regeering de uitvoering van artikel 63 schorsen of wijzigen.

Art. 66 (89). — (A) De maatregelen, vereischt tot verzekering van de spoedige en regelmatige terugroeping der militairen met onbepaald verlof, worden bij koninklijk besluit bepaald.

(B) De militairen met onbepaald verlof mogen zich in den vreemde niet vestigen, tenzij, ze zich onderwerpen aan zekere door den Minister van Oorlog gestelde voorwaarden.

Wetsontwerp van de Regeering.

ART 58.

De militairen van alle categorieën met onbepaald verlof zijn, op de door den Minister van Landsverdediging voorgeschreven wijze, aan monsteringen der getalsterkten onderworpen.

**Amendementen voorgesteld
door de Bijzondere Commissie.**

Wetsvoorstel n° 69 van 1921-1922.

Wet van 1913.

(c) De militairen die de bepalingen, genomen met toepassing van bovenstaande littera's (a) en (b), overtreden, kunnen, zelfs waar er geene inbreuk op de militaire wetten bestaat, door de militaire overheid worden gestraft en onder de wapens teruggeroepen voor een termijn van ten minste acht dagen tot ten hoogste zes maanden.

Art. 67 (90). — (a) De getuigschriften ter staving van aanvragen tot tijdelijke of bepaalde vrijstelling van den dienst, worden door het college van burgemeester en schepenen afgeleverd.

(b) Het college mag slechts bij aanwezigheid van de meerderheid zijner leden beraadslagen.

(c) Bij staking der stemmen, wordt de beslissing tot eene nadere, kort daarna te houden zitting verschoven, waarop, zoo noodig, het raadslid, oudste in rang, uitgenoodigd wordt.

(d) Zoo, om eenige reden, de stemmen eene tweede maal staken, is de stem van den voorzitter beslissend.

Wetsontwerp van de Regering.

Amdementen voorgesteld
door de Bijzondere Commissie.

Wetsvoorstel n^o 69 van 1921-1922.

ART. 12.

Is de wederopgeroepen militair huisvader, dan ontvangt hij eene vergoeding van één frank per dag en per kind. Deze vergoeding wordt uitgekeerd aan de echtgenootte of aan den persoon, die voor het kind zorgen moet.

Niemand mag van zijne betrekking ontzet worden wegens het vervullen van zijne militaire plichten. Elke werkman of bediende moet, na het verstrijken van den tijd der wederoproeping, in zijne betrekking hersteld worden, zonder dat het loon of de verleende verdiensten mogen verminderd worden.

Wet van 1913.

(E) Over elke vraag dient uitspraak gedaan; de stemmingen worden in de beslissingen opgegeven; wordt het getuigschrift geweigerd, zoo krijgt de belanghebbende daarvan akte.

Art. 68 (91). — De aanvragen om getuigschriften, gegrond op den vermogenstoestand der familie, moeten mondelings of schriftelijk worden gericht, hetzij aan den arrondissements-commissaris, hetzij aan het gemeentebestuur, vóór 22 Juli. Er wordt den belanghebbende akte van zijne verklaring gegeven.

Na dit tijdsbestek komen geene aanvragen meer in aanmerking, indien ze niet zijn gegrond op later voorgekomen feiten.

De militieraad en het hof van beroep kunnen echter den milicien van het beloopte termijnverval ontheffen, met opgave van de redenen hunner beslissing.

Art. 77 (100). — (A) Een Koninklijk besluit bepaalt de vereischten tot aan-neming van de vrijwilligers.

Het bepaalt ook welke voordeelen, andere dan die voorzien bij de wet, hun verleend kunnen worden.

(B) De nog niet tot het leger behoorende minderjarige moet eerst een bewijs leveren van de toestemming van zijn vader of zijne moeder-weduwe of, zoo hij wees is, van zijn voogd. Laatst-gemelde hoeft daartoe bij beraadslaging van den familieraad gemachtigd.

Wetsontwerp van de Begoorling

HOOFDSTUK XIV.

Over de vrijwillige dienstnemingen en dienstthernemingen.

ART. 59.

Een Koninklijk besluit bepaalt de voorwaarden om als vrijwilliger en vrijwillige opnieuwdienende te kunnen aangenomen worden, en de andere voordeelen dan die bij deze wet voorzien, welke hun kunnen toegestaan worden.

ART. 60.

Zoodra hij 16 jaar wordt, kan ieder Belg een vrijwillige dienstverbintenis aangaan. De jongelingen beneden de 20 jaar, moeten eerst het bewijs voorleggen van toestemming vanwege hunnen vader of hunne moeder-weduwe, of, indien zij weezen zijn, vanwege hunnen voogd. Deze laatste moet daar-

**Amendementen voorgesteld
door de Bijzondere Commissie.**

Wetsvoorstel nr 69 van 1921-1922.

Wet van 1913.

Wetsontwerp van de Regering.

toe gemachtigd zijn bij beraadslaging van den familieraad.

Indien de ouders rechterlijk of feitelijk gescheiden zijn, kan de Minister van Landsverdediging, bijaldien de omstandigheden zulks rechtvaardigen, de toestemming der moeder als voldoende aannemen, voor zooveel het kind haar toevertrouwd is.

ART. 61.

a) De dienstnemingen gaan in op den dag van de onderteekening der akte. Zij worden aangegaan voor een werkelijken diensttermijn van vier, drie of twee jaar, naar gelang de vrijwilliger 16 tot 17, 17 tot 18, 18 jaar, of ouder is;

b) Een Koninklijk besluit bepaalt de bijzondere categorieën van vrijwilligers die tot een verbintenis voor een langeren werkelijken diensttermijn gehouden zijn, evenals de voorwaarden waaraan de vrijwilligers moeten voldoen, om in sommige bijzondere eenheden opgenomen te worden.

ART. 62.

Er mogen dienstnemingen aangegaan worden :

1^o Voor één enkelen termijn van zes maanden, onmiddellijk volgend op den eersten werkelijken diensttermijn;

2^o Voor een termijn van 1, 2, 3 of 4 jaar, door de vrijwilligers en de miliciens die hunnen werkelijken termijn hebben uitgediend, evenals door iederen man met onbepaald verlof, of die geen militaire verplichtingen meer heeft.

**Amendementen voorgesteld
door de Bijzondere Commissie.**

Wetsvoorstel n° 69 van 1921-1922.

Wet van 1912.

Wetsontwerp van de Regering.

ART. 63.

a) De vrijwilligers met goed gedrag hebben alle jaren recht op een verlof met soldij van ten hoogste vijftien dagen;

b) Voor de opnieuwdienenden der onder n° 2° van artikel 62 bepaalde categorieën wordt het jaarlijksch verlof tot dertig dagen opgevoerd;

c) De bepalingen van litt. b) van artikel 57 zijn toepasselijk op de vrijwilligers en de opnieuwdienenden.

ART. 64.

Buiten de verplichtingen van werkelijken dienst wegens hunne dienstneming of dienstherneming, volgen de vrijwilligers het lot der klasse ingelijfd gedurende het jaar waarin zij binnengekomen zijn.

ART. 65.

In tijd van mobilisatie kunnen er, onder de door den Minister van Landsverdediging gestelde voorwaarden, dienstnemingen en diensthernemingen aangegaan worden, voor den duur dat het leger op oorlogsvoet blijft, zonder dat de belanghebbenden daarom ontslagen worden van de militieverplichtingen waartoe zij, desgevallend, mochten gehouden zijn. Bovendien worden de loopende dienstverbintenissen en nieuwe dienstverbintenissen van rechtswege verlengd tot op den voor de demobilisatie van het leger vastgestellten dag.

ART. 66.

De onderofficieren en korporaals (brigadiers) met een rustpensioen, kunnen

Amendementen voorgesteld
door de Bijzondere Commissie.

Wetsvoorstel n° 69 van 1921-1922.

Wet van 1892:

Wetsontwerp van de Regeering.

tien jaar lang, ter beschikking van den Minister van Landsverdediging gehouden worden, en uiterlijk tot den ouderdom van 55 jaar.

Vrijwilligers van beroep.

(d) Dienstmelingen kunnen voor den duur van ten minste één militietermijn worden gesloten door elken Belg die 16 jaar en ten hoogste 35 jaar oud is, zou hij nog niet heeft gediend, ten hoogste 40 jaar zoo hij reeds heeft gediend.

(e) Dienstmelingen kunnen ook worden aangegaan door de vreemdelingen die militieplichtig zijn en door hen die het recht hebben de Belgische nationaliteit te kiezen.

Amendementen voorgesteld
door de Bijzondere Commissie.

Wetvoorstel n^o 69 van 1921-1922.

ART. 14.

De litt. *d* en *e* van artikel 77 der samengecordende militiewetten worden door de volgende bepalingen vervangen :

Vrijwillige dienstnemingen kunnen door elken Belg, vanaf den leeftijd van 16 jaar, aangegaan worden.

De jongelingen, die aan de gestelde vereischten van geschiktheid voldoen, kunnen, na het voleindigen van hunnen normalen actieven diensttijd of van hunnen militietermijn, dienstnemingen voor een tijd van 1 tot 5 jaar aangaan om zich in het leger te belasten met posten bepaald door het Ministerie van Landsverdediging : artillerie, stormwagens, luchtvaart en andere bijzondere vakken. Dan worden zij beschouwd als wederdienstnemenden.

ART. 15.

Is het getal vrijwillige dienstnemingen ontoereikend om de kaders te vormen, dan kan, voor de daartoe door de Regeering aangewezen jongelingen die middelbare of hogere studiën hebben gedaan of doen, de duur van den actieven dienst onderscheidenlijk met twee maanden of met vier maanden verlengd worden ten einde hunne opleiding tot onderofficieren en officieren te verzekeren.

Na het verstrijken van hunnen diensttermijn, en indien zij in hun examen slaagden, worden zij tot toegevoegde officieren of onderofficieren benoemd.

Wet van 1913.

Wetsontwerp van de Regering.

Militievrijwilligers.

(f) Worden gemachtigd om, van hun 18 jaar af, als militievrijwilligers te dienen, de jongelingen die, moesten zij wachten totdat het tijdstip hunner inschrijving gekomen is, daardoor groot nadeel zouden kunnen lijden.

Worden bovendien gemachtigd om, van hun 17 jaar af, als militievrijwilligers te dienen, de jongelingen die de verbintenissen aangaan de proeven te doorstaan, vereischt tot hunne opneming in de reservekaders. Een Koninklijk besluit regelt de omstandigheden waarin zij het voordeel dezer bepaling kunnen genieten, alsmede de wijze van vervulling hunner militieverplichtingen.

Die twee soorten van militievrijwilligers worden gelijkgesteld met de militieplichtigen der lichting waartoe zij behooren door hunne dienstneming.

Bedieningen en pensioenen.

(g) De betrekkingen bij de troepenkorpsen worden, in de mate van het mogelijke, opgedragen aan wederdienstnemende militairen of aan gemilitariseerde burgers.

(h) De aard van deze bedieningen en het getal harer titelvoerders worden bij Koninklijk besluit bepaald.

(i) Een Koninklijk besluit bepaalt insgelijks de diensten van de krijgsinrichtingen en de bedieningen, buiten de hooger bedoelde, welke zullen toevertrouwd worden aan oud-soldaten die hunne militieverplichtingen vervuld hebben en, bij ontstentenis, aan aangestelden die niet bij de troepenkorpsen van het leger gediend hebben.

(j) Het getal oud-militairen en aangestelden, die niet hebben gediend bij de troepenkorpsen van het leger en wor-

Amendementen voorgesteld
door de Bijzondere Commissie.

Wetsvoorstel n° 69 van 1921-1922.

Wet van 1913.

Wetsontwerp van de Regeering.

den geroepen tot de bedieningen waarvan sprake in de drie vorige paragrafen, zal niet achttienhonderd te boven gaan.

(K) De titelvoerders van de bedieningen bij de troepenkorpsen en de krijgsinrichtingen, aangeworven bij toepassing van dit artikel, gaan eene bijzondere verbintenis aan voor den duur van ten minste één jaar. Zij trekken een loon of eene jaarwedde in verhouding tot hunne bekwaamheid en hunne bediening. Zij hebben, op eenen bij Koninklijk besluit te bepalen leeftijd, recht op een pensioen in verhouding tot hunne bezoldiging en tot het getal hunner dienstjaren.

(L) Zij die niet tot het leger behoren, verkrijgen de hoedanigheid van soldaat door het feit hunner indiensttreding en der voorlezing van de krijgswetten, welke hun gedaan wordt.

(M) Ingeval van mobilisatie van het leger wordt de duur van de dienstverbintenis des aangestelden, waarvan hooger sprake, van rechtswege verlengd voorgansch den tijd dat het leger op oorlogsvoet blijft.

(N) In de bij deze wet gevogde tabel zijn nader vermeld de bedieningen waarvoor de voorkeur wordt gegeven aan oud-vrijwilligers of aan opnieuw dienstnemenden naar de volgorde van den langsten volbrachten diensttijd.

(O) De voorkeur stelt nooit vrij van de voorwaarden van toelating tot de bediening. Er wordt nochtans eene uitzondering gemaakt, wat betreft de ouderdomsgrens. Deze mag overschreden worden met een voor elke bediening te bepalen getal jaren.

(P) De onderofficieren en de korporals (brigadiers), die een rustpensioen genieten, blijven, gedurende tien jaar, ter beschikking van den Minister van Oorlog.

**Amondementen voorgesteld
door de Bijzondere Commissie.**

Wetsvoorstel n° 69 van 1921-1922.

Wet van 1913.

Wetsontwerp van de Heere.

HOOFDSTUK XV.

Algemeene bepalingen.

ART. 67.

In de provinciën Antwerpen, Limburg, Oost-Vlaanderen en West-Vlaanderen, evenals in de arrondissementen Leuven en Brussel, kan niemand tot lid eener militierechtsmacht benoemd, noch als geneesheer aan het wervingsbureau toegevoegd worden, tenzij hij zich in de uitoefening van zijn ambt van de Vlaamsche en van de Fransche taal bedienen kan.

In dezelfde provinciën en in het arrondissement Leuven worden de mededeelingen aan de miliciens en aan de afgevaardigden der gemeenten in de Vlaamsche taal gedaan, tenzij de belanghebbenden de Fransche taal eischen.

In het arrondissement Brussel worden dezelfde mededeelingen in het Vlaamsch of in het Fransch gedaan, naar gelang de miliciens zich van de eene of de andere van beide talen bedienen.

De berichten en de geschreven mededeelingen van de overheden en de militierechtsmachten tot de gemeenten of tot het publiek, zijn beheerscht door de wet op het gebruik der talen in bestuurszaken.

ART. 68.

c) De vrijwilligers van al de soorten verkrijgen, evenals de miliciens, de hoedanigheid van militair door het feit van hunne inlijving en van de hun gehouden voorlezing der krijgswetten.

De vrijwilligers, afgekeurd om lichamelijke ongeschiktheid voor den dienst, kunnen zich van die beslissing op den revisieraad beroepen onder dezelfde omstandigheden als de miliciens.

De milicien en de vrijwilliger verkrijgen de hoedanigheid van militair door het feit hunner indiensttreding en der lezing, welke hun gegeven wordt, van den korten inhoud der militaire wetten, waarvan de tekst bij Koninklijk besluit is bepaald.

amendementen voorgesteld
door de Bijzondere Commissie.

Wetsvoorstel n° 69 van 1921-1922.

Wet van 1193.

Art. 78 (101). — (A) De Koning neemt alle noodige maatregelen tot uitvoering van de wet, bepaalt den vorm der registers en der andere stukken, alsmede het getal en den aard der stukken, waarvan overlegging voorgeschreven. Alle stuk dat niet met de voorbeelden overeenkomt, wordt afgewezen.

(B) Ieder jaar worden, in al de gemeenten des lands en op Staatskosten, de bepalingen van deze wet betreffende de vrijwilligers, alsmede de bepalingen van de besluiten tot hare tenuitvoerlegging aangeplakt. Zij worden, daarenboven, rondgedeeld onder al de jongelingen die den voor de militie vereischten leeftijd hebben bereikt.

Art. 79 (102). — Alle akten en stukken betreffende de militie zijn vrij van zegel- en registratiekosten.

(J) Al degenen, die zijn gehouden tot den militairen dienst, beschikken, op de dagen door hun eeredienst voorgeschreven, behalve in uitzonderlijke en gewichtige omstandigheden, over den tijd benoodigd tot het vervullen van hunne godsdienstige plichten volgens de regelen en de gebruiken van hunnen eeredienst.

Een Koninklijk besluit regelt de tenuitvoerlegging van deze bepaling.

Art. 65 (88). — (A) De miliciens, te rekenen van de inlijving, en de vrijwilligers, te rekenen van hunne dienstneming, mogen niet huwen tenzij met de toestemming van den Minister van Oorlog.

(B) De militairen met onbepaald verlof als hebbende hun gewonen termijn van werkelijken dienst vervuld, kunnen huwen zonder toestemming van den Minister van Oorlog.

Wetsontwerp van de Regering.

ART. 69.

Behalve in uitzonderingsgevallen, beschikken de militairen over den noodigen tijd om hunne geloofsplichten op de door hunnen godsdienst voorgeschreven dagen te vervullen.

ART. 70.

Zoolang zij niet met onbepaald verlof zijn, kunnen de militairen niet in het huwelijk treden zonder toelating van den Minister van Landsverdediging.

Amendementen voorgesteld
door de Bijzondere Commissie.

Wetvoorstel n^o 69 van 1921-1922.

ART. 13.

Artikel 65 der militiewetten wordt
ingetrokken. (Vereischte inwilliging van
den Minister van Landsverdediging om
te trouwen.)

Wet van 1913.

Art. 80 (103). — De persoon, waarop de door deze wet voorziene plichten drukken, en die van negentien tot acht en twintig jaar oud is, mag niet tot het aangaan van een huwelijk toegelaten, tenzij na overlegging van een getuigschrift, vaststellende dat hij de plichten, opgelegd 't zij door de vroegere wetten op de militie, 't zij door deze wet, vervuld heeft. In dit geval is het allen ambtenaar van den burgerlijken stand verboden over te gaan tot de huwelijksafkondigingen, op straf van eene correctioneele boete van 300 tot 800 frank.

Art. 81 (104). — Zulke persoon kan geen patent of geen reispas voor het buitenland bekomen, tenzij na be-
wezen te hebben dat hij aan de wetten op de militie voldaan heeft.

Echter kunnen de militairen met onbepaald verlof een patent bekomen, mits hun verlofpas te toonen, en een reispas voor het buitenland, mits overlegging eener machtiging vanwege het Departement van Oorlog.

Wetsontwerp van de Regeering.

ART. 71.

a) Te rekenen van den vollen leeftijd van 19 jaar, kan niemand in het huwelijk treden, een patent of een paspoort voor den vreemde bekomen, dan op vertoon van een militiebewijs, waaruit blijkt dat hij aan de wettelijke voorschriften, in zake zijne militaire verplichtingen, heeft voldaan.

b) De militairen met onbepaald verlof kunnen echter een patent bekomen op vertoon van hunnen verlofbrief, en een paspoort voor den vreemde op voorlegging van een toelatingsbewijs van het departement van Landsverdediging.

ART. 72.

a) Hij, die in de wervingsreserve ingeschreven is, en het grondgebied voor langer dan een maand verlaat, moet den burgemeester en het hoofd van het wervingsbureau kennis geven van den datum van zijn vertrek en dien van zijne terugkomst; hij moet, buitendien, naam en adres opgeven van den verantwoordelijk dien hij, onder zijne verantwoordelijkheid, aanstelt, om hem, desgevallend, de hem bestemde mededeelingen in zake militie over te zenden.

b) Hij die in de wervingsreserve ingeschreven is, en buiten het land woont, ontvangt die mededeelingen langs diplomatieken weg.

Amendementen voorgesteld
door de Bijzondere Commissie.

Wetvoorstel n° 69 van 1921-1922.

ART. 71.

1. Te doen wegvallen wat
het paspoort betreft.

2. Litt. b) te doen luiden :

b) De militairen met onbepaald verlof
kunnen echter een patent bekomen op
vertoon van hunnen verlofbrief.

Wet van 1913.

Wetontwerp van de Regering.

ART. 73.

Art. 82 (105). - - Niemand mag toegelaten tot eene, op de gelden van den Staat, de provincie of de gemeente bezoldigde bediening, tenzij na bewezen te hebben dat hij aan de wetten op de militie voldaan heeft.

Niemand kan toegelaten worden tot eene betrekking van Staat, Provincie of Gemeente, zoo hij niet bewijst dat hij aan de wettelijke voorschriften ter regeling zijner militaire verplichtingen heeft voldaan.

ART. 74.

Art. 83 (107). — Bij maatregel van algemeen bestuur zullen in al de regimenten des legers, scholen voor de militairen in werkelijken dienst ingericht worden.

Het bijwonen der aanvankelijke leergangen door al de soldaten die lezen noch schrijven kunnen, wordt beschouwd als deel uitmakende van den dienst en is, als zoodanig, verplicht.

In al de korpsen en diensten zijn de voorbereidende lessen, voor de soldaten, die noch lezen noch schrijven kunnen, verplichtend, en worden die lessen als dienst gerekend.

ART. 75.

Al de akten betreffende de militie zijn vrij van zegel- en registratiekosten.

ART. 76.

De Koning treft al de gepaste maatregelen ter uitvoering van de wet.

De Minister van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid en de Minister van Landsverdediging bepalen, ieder voor zooveel hem aangaat, de modellen van registers en druksels, evenals den aard der over te leggen stukken.

Amendementen voorgesteld
door de Bijzondere Commissie.

Wetsvoorstel n° 89 van 1921-1922

Wet van 1912.

Wetsontwerp van de Regering.

ART. 77.

a) Een Koninklijk besluit bepaalt de gepaste maatregelen om de snelle en regelmatige heroproeping van de militairen met onbepaald verlof te verzekeren.

b) De militairen met onbepaald verlof mogen hun verblijf niet in den vreemde vestigen, tenzij zij zich aan sommige door den Minister van Landsverdediging vastgestelde vereischten onderwerpen.

c) De militairen, die de bepalingen ter toepassing van bovenstaande littera's *a* en *b* niet naleven, zelfs zonder de militaire wetten te overtreden, kunnen door de militaire overheid gestraft en voor één dag tot ééne maand binnengeroepen worden.

HOOFDSTUK XVI.

Strafbepalingen.

ART. 78.

Worden wederspanning verklaard :

a) De Belgen die niet in de wervingsreserve ingeschreven zijn op 31 December van het jaar, waarin zij 19 jaar oud zijn.

b) Zij, die de Belgische nationaliteit verworven hebben na den ouderdom van 19 jaar en niet in de wervingsreserve ingeschreven werden, overeenkomstig artikel 7.

**Amendementen voorgesteld
door de Bijzondere Commissie.**

Wetsvoorstel n° 66 van 1931-1932.

Wet van 1913.

Wetsontwerp van de Regering.

c) De miliciens die, behoorlijk voor het wervingsbureel opgeroepen, niet verschijnen, met uitzondering van hen die om vervroegde oproeping hadden verzocht, en voor wie de niet-verschijning, verzaking aan de gevraagde gunst beteekent.

ART. 79.

a) De Gouverneur stelt de verplichting der inschrijving in de wervingsreserve vast. Hij laat den betrokkene weten dat hij op het register der wederspanningen werd ingeschreven.

b) De Gouverneur handelt evenzoo ten opzichte van de ingeschrevenen, die hem door het Hoofd van het wervingsbureel worden aangegeven als zich aan het in het achtste hoofdstuk bedoeld lichaamsonderzoek te hebben onttrokken.

c) Na deze kennisgeving kan de milicien, diens vader, moeder of voogd, zich wenden tot den Minister van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid, die, zoo hij het beroep inwilligt, den belanghebbende van het register der wederspanningen doet afschrijven. Dan wordt de opgeroepene als milicien der loopende lichting behandeld.

d) Wordt het beroep verworpen, dan wordt de betrokkene, desnoods door middel van rechtsdwang, vóór het wervingsbureel gebracht. Wordt hij geschikt vóór den dienst verklaard, dan wordt hij ingelijfd met de klasse waartoe hij behoort of, zoo deze laatste reeds onder de wapens is, met de eerste klasse, welke na de gevallen beslissing moet binnenkomen. Hij kan maar na

Amendementen voorgesteld.
door de Bijzondere Commissie.

Wetsvoorstel n^o 69 van 1921-1922.

Wet van 1913.

Wetsontwerp van de Regering.

drie jaar werkelijken dienst met onbepaald verlof worden gezonden.

e) Wordt hij ongeschikt voor den dienst bevonden, dan wordt de belanghebbende, overeenkomstig de bepalingen van artikel 29, vrijgesteld of verdaagd. Wordt hij na de verdaging voor den dienst aangewezen, dan wordt hij ingelijfd en behandeld, naar luid van voorgaand lid.

f) De wederspannelingen mogen na hun 45 jaar niet meer opgezocht noch in dienst gehouden worden. Bijaldien zij dien ouderdom moeten bereiken vooraleer zij zes maanden werkelijken dienst zullen hebben, moeten zij niet binnengaan.

ART. 80.

Art. 69 (92). — Wordt gestraft met boete van 26 frank tot 200 frank :

1° Wie verwaarloost de inschrijving te vragen binnen den in het eerste lid van artikel 11 bepaalden tijd;

3° Wie, stoornis verwekkende of er deel aan nemende op eene zitting door de overheid aan de militieverrichtingen gewijd, weerstand biedt wanneer de voorzitter of de ambtenaar, die de vergadering leidt, hem doet uitdrijven.

Worden gestraft met eene boete van 50 tot 400 frank :

a) Hij, die op eene aan de wervingsverrichting bestede zitting, stoornis verwekkend of er aan deelnemend, weerstand biedt aan een uitdrijvingsbevel van den voorzitter of het hoofd van het wervingsbureau.

**Amendementen voorgesteld
door de Bijzondere Commissie.**

Wetavoorstel n^o 60 van 1921-1922.

Wet van 1913.

2° De geneesheeren die, zonder eene door den militieraad, den geschiktheidsraad, het beroepshof of den revisieraad geldig bevonden reden, op eene of meer zittingen dezer colleges afwezend blijft, te laat komt, of weigert de hem aangewezen personen aan huis te bezoeken;

Art. 70 (95). — De inbreuk, onder nummer 1° van voorgaand artikel vermeld, wordt vastgesteld bij proces-verbaal van den burgemeester; die, voorzien onder de nummers 2° en 3°, worden vastgesteld bij proces-verbaal van den ambtenaar die de militiezitting voorziet of leidt.

Wetsontwerp van de Regeering.

b) De geneesheer die, zonder door de militierechtmachten aangenomen reden, op ééne of meer zittingen dezer rechtmachten afwezig is, te laat komt, of weigert de hem aangewezen personen aan huis te bezoeken.

c) Hij die, met het doel zich te onttrekken aan de gebeurlijke verplichting van deel uit te maken van de reserve-kaders, valsche verklaringen aflegt of weigert de bewijshoudende inlichtingen of stukken in te dienen.

d) De werkgever, die aan de bevoegde overheden de inlichtingen weigert omtrent het loon van een milicien, die, als kostwinner, om een uitstel verzoekt.

e) Hij, die daartoe behoorlijk aangesteld, onjuiste inlichtingen verstrekt omtrent de samenstelling der familie van een milicien die als kostwinner zijner ouders om een uitstel verzoekt.

De overtreding wordt vastgesteld bij proces-verbaal van den burgemeester, den voorzitter of het hoofd van het wervingsbureau, volgens het geval.

Amendementen voorgesteld
door de Bijzondere Commissie.

Wetsvoorstel n° 69 van 1921-1922.

ART. 17.

Artikel 69 der samengeordende militiewetten wordt door de volgende bepalingen aangevuld :

1° Zij die verzuimd hebben deel te nemen aan eene oefening tot militaire opleiding vóór de inlijving;

2° Zij die verzuimd hebben te voldoen aan hunne wettelijke verplichtingen, wat betreft de schietoefeningen.

Wet van 1913.

Wetsontwerp van de Regering.

ART. 81.

Art. 71 (98). — Wordt gestraft met gevangenzitting van acht dagen tot twee jaar :

1° Wie zich, bij het door de wet bevonden onderzoek naar lichamelijke geschiktheid, uitgeeft of laat doorgaan voor eenen derde, om dezen te doen vrijstellen of tot den dienst toelaten;

2° Wie, in het contingent zijner klasse begrepen, middelen heeft aangewend om ziekten of lichaamsgebreken te doen ontstaan of te ontwikkelen, om vrijstelling van dienst te bekomen, of zich met dit doel heeft verminkt of laten verminken, 't zij de vrijstelling toegestaan, 't zij ze geweigerd werd. Na afloop der straf wordt hij, voor acht jaar, ter beschikking van den Minister van Oorlog gesteld.

Art. 72 (98). — De beschikkingen van boek I van het strafwethoek zijn toepasselijk op de bij deze wet voorziene inbreuken.

Worden gestraft met een gevangenzitting van 8 dagen tot 2 jaar :

a) Hij die bij het afleggen van een examen over de lichamelijke geschiktheid zich doet of laat doorgaan voor een derden persoon, om dezen te doen vrijstellen of hem voor den dienst te doen aanwijzen.

b) Hij die middelen heeft aangewend om ziekten en gebreken te doen ontstaan of toenemen, ten einde vrijstelling van dienst te bekomen of zich met dit doel heeft verminkt of laten verminken.

ART. 82.

Worden gestraft met eene boete van 300 tot 800 frank, de ambtenaars van den burgerlijken stand die overgaan tot huwelijksafkondigingen, zonder het bij artikel 71, litt. a, bedoeld getuigschrift te doen overleggen.

ART. 83.

De bepalingen van Boek I van het Strafwethoek zijn toepasselijk op de bij onderhavige wet voorziene overtredingen.

**Amendementen ingediend
door de Bijzondere Commissie.**

Wetsvoorstel n^o 69 van 1921-1922.

Wet van 1912.

Art. 75 (98). — Wordt als deserteur beschouwd, de voor den dienst aangewezen Belg, die later het land verlaat om de inlijving te ontgaan.

Art. 73 (97). — (A) Hij die, geroepen om deel uit te maken van de jaarlijksche lichting, zich niet aanbiedt bij de inlijving of bij de voorlezing der krijgswetten, is gehouden een termijn van werkelijken dienst van vier jaren te vervullen.

(B) Zoo hij echter door den gouverneur geldig bevonden redenen van belet inroept, wordt hij als de gewone opgeroepen behandeld.

(C) De achterblijver, wiens redenen van versooning door den gouverneur niet aangenomen worden, kan deze aan het hof van beroep onderwerpen. Het verhaal wordt ingesteld door den belanghebbende, zijn vader, zijne moeder of zijn voogd, naar het bij artikel 9 bepaald onderscheid.

Art. 74 (97bis). — De gouverneurs kondigen, om de zes maanden, op 1 Januari en 1 Juli, eene algemeene lijst der achterblijvers af, die in al de gemeenten der provincie aangeplakt wordt, en treffen de noodige maatregelen tot hunne aanhouding.

Wetsontwerp van de Hogeering

ART. 84.

Worden behandeld als deserteur :

a) Hij die, voor den dienst aangewezen zijnde, zich niet bij zijn korps of dienst heeft gevoegd, in vreedstijd, binnen de veertien dagen, in oorlogstijd, binnen de drie dagen na den vastgestelden datum.

b) De in de wervingsreserve ingeschrevene die, krachtens artikel 3, litt. c), tot werkelijken dienst werd opgeroepen, en zich binnen de drie dagen na den vastgestelden datum niet naar de hem aangewezen plaats heeft begeven.

**Amendementen voorgesteld
door de Bijzondere Commissie.**

Wetsontwerp n° 69 van 1921-1922.

Wet van 1913.

Art. 76. (99). — In geval van gevangenzitting, krachtens een vonnis ondergaan, wordt de duur van den krijgsdienst verlengd met den tijd in dien staat doorgebracht.

Art. 84. — De miliciens van 1913 en de uitgestelden der vorige lichtingen, vrijgesteld wegens broederdienst, alsmede de jongelingen, door een broeder vervangen vóór de lichting van 1913, behouden hunne rechten op de vernieuwing of op het bekomen van vrijstelling, onder de omstandigheden voorzien bij de ingetrokken voorschriften der samengeordende militiewetten. De ingeschrevenen, die in den echt zijn getreden vóór 15 Maart 1913, behouden het recht op vrijstelling waarop zij aanspraak hadden kunnen maken onder het beheer der afgeschafte wet.

Amendementen voorgesteld
door de Bijzondere Commissie.**ART. 85.**

De vroegere wetten op de militie worden ingetrokken.

HOOFDSTUK XVII.**Overgangsbepalingen.****ART. 86.**

De Minister van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid zal de noodige maatregelen treffen, opdat de telling der in 1904, 1905 en 1906 geboren jongelingen, te gepasten tijde gedaan worde, met het oog op hunne inschrijving, in 1923, in de wervingsreserve.

**Amondementen voorgesteld
door de Bijzondere Commissie.**

Wetsvoorstel n° 49 van 1931-1932.

Wet van 1913.
—Wetsvoorstel van de Regering.
—

ART. 87.

De bij artikel 2 van onderhavige wet bepaalde militaire verplichtingen worden opgelegd te beginnen met de klasse 1909.

ART. 88.

Worden vrijgesteld :

a) Hij, wiens vader of twee broeders, tijdens den veldtocht 1914-1918, door den vijand gedood werden, overleden zijn aan de gevolgen van vóór den vijand ontvangen kwetsuren, of van door den dienst zelf opgedane ziekten of lichaamsgebreken, tijdens dezen veldtocht als vermiste werden aangeschreven, hun leven tijdens de Duitsche bezetting hebben opgeofferd voor het Vaderland, of als oorlogsinvalide werden afgedankt, bijaldien de invaliditeit ten minste 70 t. h. bedraagt.

Vrijstelling wordt, evenwel, maar verleend wanneer geen enkel broeder van den milicien er reeds een heeft bekomen.

Amendementen voorgesteld
door de Bijzondere Commissie.

Wetsvoetel n° 69 van 1921-1922.

ART. 87.

Het te vervangen door den
volgenden tekst :

De bij artikel 2 bepaalde militaire
verplichtingen worden opgelegd te be-
ginnen met de klasse 1915.

*Bovendien kan de Koning, in geval
van oorlog of wanneer het grondgebied
is bedreigd en tot het oogenblik waarop
al de te mobiliseeren klassen zullen opge-
leverd zijn door het stelsel bij deze wet
ingevoerd, tot den actieven dienst terug-
roepen het door hem noodig geachte getal
weggezonden klassen of gedeelten daar-
van, te beginnen met de jongst wegge-
zonden klassen. Deze maatregel wordt
dadelijk ter kennis van de Kamers
gebracht.*

*De bepalingen dezer wet betreffende
de terugroepingen in vrede tijd zijn van
toepassing op de militie klassen van het
bijzonder contingent van 1919 te begin-
nen met de klassen van 1916, alsmede
op de latere klassen.*

*De bepalingen betreffende den duur
vanden actieven dienst, voor de vroegere
klassen voorzien, worden behouden,
behalve wat betreft de terugroepingen.*

Wet van 1913.

Wetsontwerp van de Regering.

b) De verdaagde die, onder toepassing van littera *a*, *b*, *c* en *d* van artikel 16 der in 1913 samengeordende militiewetten vallend, voorwaardelijk voor den dienst aangewezen werd als milicien der bijzondere lichting van 1919 en daarna, op grond van artikel 3 der wet van 30 December 1919, terug in den toestand van verdaagde werd gesteld.

Ingeval van mobilisatie wordt hij echter binnengeroepen en in voor het leger nuttige diensten van menschlievendheid werkzaam gesteld.

c) De verdaagde die als milicien der bijzondere lichting van 1919, bij toepassing van artikel 16, littera *e*, *f*, *g* en *h* der in 1913 samengeordende wetten, voorloopig vrijgesteld werd.

d) De verdaagde, die in 1919, 1920 en 1922 wegens lichamelijke ongeschiktheid werd vrijgesteld.

De onder bovenstaande littera *b*, *c*, en *d*, bedoelde miliciens worden uit kracht der wet zelf vrijgesteld.

Ingeval van mobilisatie, worden de krachtens littera *c* en *f* vrijgestelden, binnengeroepen ter verdediging van de kusten en binnenwateren.

e) Valt onder toepassing van littera *b* en *c* van onderhavig artikel hij die, eerst behoorend tot de bijzondere lichting van 1919, die recht had op eene der onder die littera voorziene vrijstellingen, voor den dienst werd aangewezen en later, bij beslissing van den Minister van Landsverdediging, bij toepassing van artikel 4, voorlaatste lid, der wet van 15 November 1919, of van artikel 3 der wet van 3 Augustus 1921, met onbepaald verlof werd gezonden.

Wordt hij voor den dienst aangewezen, dan komt zijn werkelijke diensttijd van vroeger hem ten goede.

Amendementen voorgesteld
door de Bijzondere Commissie.

Wetsvoorstel n^r 69 van 1921-1922.

ART. 88.

Litt. d) te doen luiden :

d) *De militieplichtige van de bijzondere lichting 1919, die driemaal wegens lichamelijke ongeschiktheid werd verdaagd.*

Wet van 1912.

Wetsontwerp van de Regeering.

ART. 89.

De verplichtingen der jongelingen die door den vijand gevangen genomen werden, toen zij de grens zochten over te steken om in het leger te gaan dienen, of inlichtingen aan te brengen aan de Belgische of geallieerde legers, worden geregeld als volgt :

a) Hij die ten minste tien maanden heeft gevangen gezeten, wordt van zijn werkelijken diensttermijn als milicien ontslagen.

b) Hij die geen tien maanden heeft gevangen gezeten, bekomt eene vermindering van dienstdiensttijd gelijk aan den duur zijner gevangenzitting, zonder dat zijne aanwezigheid onder de wapens, in elk geval, beneden de vier maanden kan blijven.

c) De opgeroepene, die in het bezette gebied tot eenen door de Belgische Regeering of een door de geallieerde Regeeringen erkenden inlichtingsdienst heeft behoord, kan, overeenkomstig het Koninklijk besluit van 15 Augustus 1920, onverminderd de beschikkingen van bovenstaande littera *a* en *b*, eene vermindering van werkelijken dienst bekomen, gelijk aan de helft van den tijd gedurende welken hij werkelijk tot die inlichtingsdiensten heeft behoord. In geen geval mag de aanwezigheid onder de wapens min dan vier maanden bedragen. De onder littera *b* en *c* bedoelde miliciens worden bij het voetvolk ingedeeld.

ART. 90.

De miliciens der lichtingen 1920, 1921 en 1922, die, recht hebbend op voorloopige vrijstelling, bij toepassing van artikel 16, gewijzigd bij artikel 1, § 6,

Amendementen voorgesteld
door de Bijzondere Commissie.

Wetsvoorstel n° 69 van 1921-1922.

Wet van 1915.

Wetsontwerp van de Regeering.

derde hoofdstuk der wet van 5 Augustus 1921, voor den dienst werden aangewezen en krachtens artikel 3 van die wet, bij beslissing van den Minister van Landsverdediging, huiswaarts werden gezonden, worden als uitgestelden aangezien en behandeld naar luid van het vijfde hoofdstuk.

Wordt het uitstel niet hernieuwd, dan komt hun werkelijke dienstdtijd van vroeger hun ten goede.

ART. 91.

De beschikkingen voorzien bij de artikelen 10, 11, 12 en 14 van onderhavige wet zijn toepasselijk op de verdaagden der lichtingen 1920, 1921 en 1922.

ART. 92.

De militieraden zijn bevoegd om te beslissen in de bij dit hoofdstuk voorziene aanvragen om vrijstelling, algeheele of gedeeltelijke dienstonthefing en uitstel.

ART. 93.

Artikel 79 is toepasselijk op hem die, op het oogenblik dat deze wet kracht verkrijgt, als wederspanning aangeschreven staat.

Wat hen betreft die verdacht zijn van overtreding van de besluit-wetten op de werving, gedurende den veldtocht 1914-1918, dient de hiernavolgende rechtspleging gevolgd :

1^o De militieraad oordeelt of de belanghebbenden wegens hunnen ouderdom, hunnen burgerlijken stand, hunne nationaliteit en hunne verblijfplaats op 21 Juli 1916, wezenlijk volgens die besluit wetten dienstplichtig waren.

**Amendementen voorgesteld
door de Bijzondere Commissie.**

Wetsvoorstel n° 89 van 1921-1922.

Wet van 1918.**Wetsontwerp van de Regering.**

Zooniet, en bijaldien de betrokken jongelingen ten onrechte op het register der dienstweigeraars ingeschreven staan, stelt de militieraad aan den Minister van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid voor, hunnen naam van de lijst te schrappen.

2° Blijkt het dat zij gedurende den veldtocht 1914-1918 wel moesten dienen, dan stelt de Raad eerst een onderzoek in omtrent de gegrondheid der redenen welke de overtreders inroepen om hunne late verschijning te rechtvaardigen.

Naar gelang de beslissing gunstig of ongunstig luidt, worden de belanghebbenden behandeld zooals de onder toepassing van deze wet vallende gewone miliciens, of voor eenen militietermijn als wederspanning ingelijfd en tot een werkelijken diensttermijn van drie jaar verplicht, tenware zij wegens lichamelijke ongeschiktheid vrijgesteld werden.

3° In ieder geval, en zonder te oordeelen over de gewichtigheid der overtreding, verwijzen de militierechtsmachten naar het krijgsparket, de onder n° 2° bedoelde mannen, op wie de strafbepalingen samengecordend bij de besluitwetten van 5 Januari, 20 Mei en 21 Juli 1916, toepasselijk blijven.

**Amendementen voorgesteld
door de Bijzondere Commissie.**

Wetsvoorstel n° 69 van 1921-1922.
